

هكذا من لاهل



Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Cunningham,
l'homme-danse
■ Dossier Aragon



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16452 - 7,50 F

VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MAIRE COLOMBANI

■ Violences d'extrême droite

La justice décide de poursuivre Jean-Marie Le Pen pour « contestation de crimes contre l'humanité ». Un élu Front national de Vitrolles est soupçonné d'avoir participé à une action « muscades » contre un piquet de grève des routiers. Le président de la Caisse autonome de retraite des médecins libéraux français signe, dans un bulletin associatif, un article aux accents xénophobes et racistes. p. 10

■ Le pouvoir d'achat baisse

Dans le privé, le salaire net moyen a reculé de 1,3 % en 1996. p. 32

■ Lionel Jospin au Maroc

En visite à Rabat, le premier ministre a salué « l'approfondissement de la démocratie » au Maroc. p. 4

■ Un référendum sur la nationalité ?

Les sénateurs UDF et RPR demandent au chef de l'Etat d'organiser un référendum sur la nationalité. p. 7

■ Les « raves » en liberté surveillée



Le gouvernement veut soutenir les fêtes « officielles » tout en luttant contre les free parties. Mais les fans les plus radicaux de la techno tiennent à la clandestinité. p. 15

■ Emotion au procès Papon

La cour d'assises de la Gironde a laissé, mercredi 17 décembre, une large place aux témoignages des descendants et rescapés des rafles. p. 11 et le point de vue de Jacques Tamaro p. 16

■ Un maître de la géopolitique

Un entretien avec Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller américain à la sécurité, qui accorde à la France un rôle géostratégique important. p. 3

■ Au cœur de la matière

Le quotidien espagnol El País rejoint la page scientifique Nature-Le Monde. Premier thème abordé dans le cadre de cette collaboration à trois : la traque du boson de Higgs. p. 23

Abonnement : 3 DM; Arabie Saoudite, 9 F; Australie, 25 AT\$; Belgique, 45 FB; Canada, 2,50 \$ CAD; Chine, 120 F CFA; Danemark, 16 DKK; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Hongrie, 140 F; Italie, 2000 L; Japon, 400 ¥; Mexique, 70 D\$; Norvège, 70 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Roumanie, 9 F; Suède, 100 F S; Suisse, 75 SFR; Taiwan, 200 NT\$; Thaïlande, 100 B\$; USA, 7,50 \$; USA, 7,50 \$.

M 0147 - 129-7,50 F

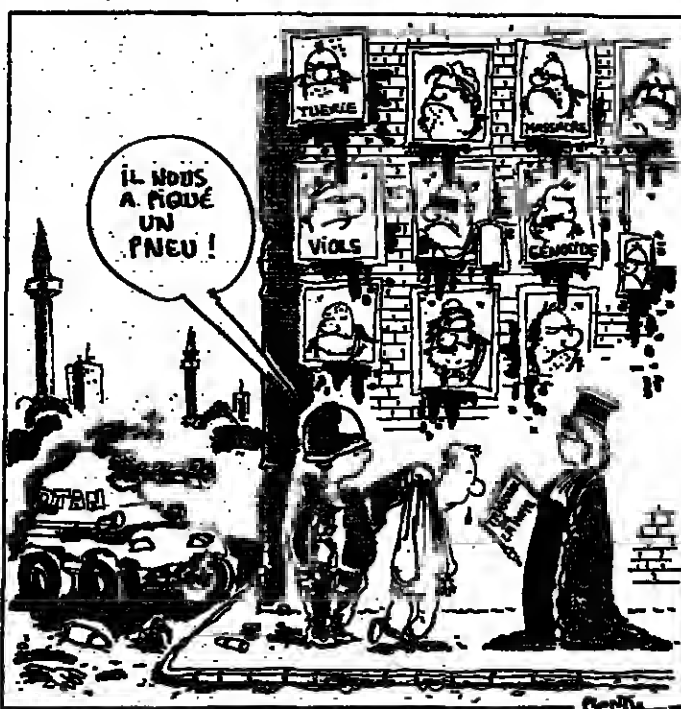


Bosnie : l'index des criminels de guerre

- « Le Monde » publie les noms et les adresses des accusés recherchés par le Tribunal de La Haye
- La plupart mènent, sans se cacher, une vie paisible, notamment dans la zone contrôlée par la France.
- Deux Croates ont été arrêtés lors d'une opération militaire de l'OTAN

DES SOLDATS de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) en Bosnie-Herzégovine ont procédé à l'arrestation, jeudi 18 décembre, de deux Croates bosniaques recherchés pour des « crimes de guerre » commis dans la vallée de la Lasva en 1993. Un commando néerlandais bénéficiant d'un soutien logistique américain a mené l'opération durant la nuit à Vitez. Vlatko Kupreskic, dont les deux cousins sont déjà incarcérés dans les prisons du Tribunal pénal international (TPI) à La Haye, a ouvert le feu sur les soldats qui ont riposté, le blessant de trois balles. Anto Furundzija, dont l'inculpation n'avait pas été révélée, a été immédiatement transféré vers les Pays-Bas.

Ce raid intervient après une semaine de vive polémique entre le Tribunal pénal international et la France, accusée par le procureur du TPI Louise Arbouret de ne pas coopérer aux enquêtes et de ne pas arrêter de criminels de guerre. Cette seconde opération d'arrestations s'est de nouveau déroulée



dans la zone de la division britannique de l'OTAN.

Le Monde publie la liste officielle établie par le TPI des cinquante-cinq criminels de guerre qui sont toujours en liberté en Bosnie-Herzégovine, en Serbie ou en Croatie. Leurs lieux de résidence sont, pour la majorité, connus. La plupart mènent une vie tranquille. A Foca - zone contrôlée par l'armée française -, Radovan Stankovic nargue la police de l'ONU. A Belgrade, Veselin Slijivancanin est instructeur à l'Académie militaire. A Banja Luka, Milan Martić vit à cent mètres d'un bureau de l'OTAN.

A l'Assemblée nationale, Lionel Jospin avait assuré mardi que « la France est résolue à agir » pour qu'« aucun criminel de guerre » n'échappe à un jugement. Lors de sa visite à Paris, le procureur du TPI avait réaffirmé sa volonté de voir les Occidentaux passer à l'action.

Lire page 2, le point de vue de Serge Klarsfeld page 16 et notre éditorial page 17

Lionel Jospin et Jacques Chirac militants du féminisme grammatical

LE PREMIER MINISTRE et le président de la République avaient-ils imaginé les redoutables conséquences de leurs actes pour la sécurité de l'Etat, lorsqu'ils ont décidé, lors du conseil des ministres du mercredi 17 décembre, que les appellations des emplois administratifs devaient être féminisées ? La nomination, par Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, de quatre femmes à des postes supérieurs de l'administration centrale a donné lieu à un échange passionné.

Claude Allègre a regretté que la langue administrative ne suive pas l'évolution de la société, puisqu'une directrice est toujours appelée « directeur » dans les textes officiels. Ses collègues femmes l'ont chaudement approuvé et ont demandé à être appelées « M^{me} la ministre ». C'est alors que Lionel Jospin, appuyé par Jacques Chirac, a décidé que les textes administratifs devaient faire mention de « directrices » et d'« inspectrices ». « Le secrétaire général du gouvernement a pris acte de cette décision », a déclaré Catherine Trautmann, porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil.

Las ! Avec quels tourments ! Les services de Jean-Marc Sauvé, secrétaire général du gouvernement, ont passé l'après-midi à se demander quelles conséquences juridiques aurait cet accès au féminisme des plus hautes autorités de l'Etat. Priés d'employer le mot de « directrice » dans les arrêtés de nomination qu'ils sont chargés de préparer, doivent-ils, par souci de cohérence, signer de cette façon les décrets et les arrêtés qui suivront ? Ces gardiens du droit estiment que faire allusion au sexe de l'auteur met en danger la pérennité des textes, qui sont ainsi personnalisés. Ils pensent qu'il convient de désigner leur auteur par sa fonction. Or celle-ci se décline au masculin, ce genre étant générique : une « inspectrice » remplit ainsi une fonction d'« inspecteur ». Accessoirement, les juristes du secrétariat général du gouvernement se demandent quel sera le féminin de « recteur »... Ces graves questions, à la croisée du droit et de la grammaire, devaient les conduire à solliciter les avis du Conseil d'Etat et de la commission de terminologie.

Ce n'est pas la première fois que l'administration résiste aux instructions des hommes po-

litiques. En mars 1986, Laurent Fabius, alors chef du gouvernement, avait fait publier au Journal officiel une circulaire imposant « la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre », dans les décrets, arrêtés et autres documents administratifs. Elle n'a jamais été appliquée. Cette circulaire, qui reprenait les conclusions de Benoîte Groult, ancienne présidente de la commission de terminologie et célèbre auteure féministe, présentait les règles de féminisation des noms. Elle expliquait notamment que « les noms masculins terminés en « -eur » ont, si le « t » appartient au verbe de base, un féminin en « -teuse » : une ocheuse... si le « t » n'appartient pas au verbe de base, un féminin en « -trice » : une animatrice... ». Le « t » n'appartenant pas au verbe « régler », le féminin de « recteur » devrait logiquement être « rectrice ».

Benoîte Groult qualifie de « formidable » la décision prise au conseil des ministres. Elle espère que Lionel Jospin fera vivre des directives qui, depuis onze ans, étaient restées lettre morte.

Rafaële Rivais

Les chômeurs demandent au gouvernement d'agir d'urgence contre l'exclusion

PLUSIEURS ASSOCIATIONS de chômeurs, soutenues par quelques organisations syndicales (Groupe des dix, CFDT en lutte et CGT-finances), organisent jusqu'au 21 décembre une semaine « Urgences sociales » pour la révalorisation immédiate des minimas sociaux (RMI et allocation de solidarité spécifique notamment). Ce collectif a procédé à l'occupation de quelques lieux symboliques comme le siège de l'entreprise de Ernest-Antoine Seillière, nouveau président du CNPF, ou la Pyramide du Louvre. Parallèlement, le comité de chômeurs CGT des Bouches-du-Rhône, après avoir investi sept agences Assedic, a réuni, mercredi 17 décembre, deux mille manifestants dans les rues de Marseille. Les chômeurs souhaitent être associés à la préparation de la loi sur l'exclusion.

Lire page 6

Un Mondial très technique

LA COUPE DU MONDE de football 1998 sera l'occasion d'admirer la technique en mouvement des meilleures équipes de la planète. Mais elle mettra aussi en lumière des prouesses technologiques bien plus discrètes mais tout aussi efficaces. Systèmes informatiques performants, dispositifs Internet peaufinés, recours inédit au procédé numérique pour les radios et les télévisions, réseau de télécommunications offrant toutes les garanties : les organisateurs veulent que l'épreuve soit la vitrine de leur savoir-faire, afin de faire oublier les déboires des Jeux olympiques d'Atlanta (1996), où le désordre avait marqué les premiers jours de compétition.

Lire pages 24 et 25

La presse française et internationale unanimes !

PRIX LOUIS-DELLUC 1997



L'hémorragie du Trésor

C'EST PEU DE DIRE que la haute fonction publique financière vit, en France, une crise sans précédent. On en voit aujourd'hui des signes nombreux et manifestes. Les départs vers le privé, incontestablement de plus en plus nombreux, de hauts fonctionnaires réputés en constituer l'indice le plus incontestable.

Pour ne parler que des exemples les plus récents, examinés ces dernières semaines par la commission de déontologie, Marc-Antoine Autheman, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy à Matignon, vient de rejoindre le Crédit agricole; sous-directeur au Trésor, Jérôme Calvet est, lui, passé à la Société générale; Patrick Suet, ancien directeur adjoint de cabinet d'Edouard Balladur, va devenir conseiller du PDG d'Elf; Philippe Jaffré; Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, occupera une fonction identique auprès de Jean-Marie Messier, le PDG de la Générale des eaux. Et l'on annonce d'autres départs imminents à la direction du Trésor.

Même si ces départs ont des explications multiples, il reste une tendance de fond : l'hémorragie s'aggrave. Il faut donc bien s'interroger sur ses causes. Un premier facteur ne fait guère de doute : la République - ou, plus précisément, les hommes politiques - n'est pas toujours reconnaissante

à l'égard de ceux qui la servent; et, au gré des alternances et des chasses aux sorcières successives, de belles intelligences, proches de la gauche de la droite, ont été découragées.

Dans un passé récent, on en a eu des exemples fameux, avec Pierre Mariani, l'ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, qui aurait logiquement dû devenir directeur du budget; avec M. Suet, qui a longtemps rêvé de revenir à Bercy mais qui, poursuivi par la vindicte chiraquienne, a dû fuir vers le privé; ou encore avec Jean-Pascal Beaufret, ancien chef de service à la direction du Trésor, que le ministre Edmond Alphandery a pour le moins maltraité et qui s'est longtemps morfondu à l'inspection des finances. Sa nomination, mercredi 17 décembre, en conseil des ministres, au poste de directeur général des impôts, constitue ainsi une sorte de réhabilitation. Mais, indéniablement, les injustices réparées sont rares.

Sans parler de « chasse aux sorcières », les alternances sont, de plus, souvent cruelles pour les hauts fonctionnaires travaillant dans les cabinets ministériels qui, brutalement, sont renvoyés dans leurs administrations d'origine.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 17

Saint-Denis l'Africaine



MAMA SISSOKO

LA VILLE de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) va retentir des rythmes africains pour le Festival Africolor. Soirée Cameroun, soirée Congo, Noël malien vont se succéder pendant près d'une semaine. Longtemps soliste et chanteur du groupe phare de l'Afrique d'aujourd'hui, Super Biton, le guitariste malien Mama Sissoko sera l'une des vedettes d'Africolor.

Lire page 27

International	2	Finances	21
France	6	Aujourd'hui	23
Société	10	Météorologie, Jura	26
Carnet	13	Culture	27
Régions	14	Céleste	29
Horizons	15	Kosovo	30
Entreprises	18	Abonnements	30
Communication	20	Radio-Télévision	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997

EX-YOUGOSLAVIE Des soldats de l'OTAN ont arrêté, jeudi 18 décembre, deux Croates de Bosnie recherchés par le Tribunal pénal international (TPI). Le premier, blessé,

a été hospitalisé, le second incarcéré à La Haye. Le TPI a aussi émis un nombre inconnu d'actes d'accusation gardés secrets. PARIS

a déclenché une vive polémique en ont eu lieu en 1997, cinq sont programmés pour 1998. Le TPI a aussi émis un nombre inconnu d'actes d'accusation gardés secrets. PARIS

assurant que les officiers français ne témoigneraient pas à La Haye. Au TPI, qui a accusé la France de ne pas collaborer, Lionel Jospin a répondu que « la France est résolue » à ce

qu'« aucun criminel de guerre » n'échappe à la justice internationale. Le Monde publie la liste des inculpés rendue publique par le TPI. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

L'OTAN a arrêté deux Croates accusés de « nettoyage ethnique »

L'opération intervient après une semaine de polémique sur l'inertie des Occidentaux en Bosnie, particulièrement des Français. Un grand nombre des criminels de guerre réclamés par le TPI sont pourtant localisés

LA FORCE de stabilisation de l'OTAN (Sfor) a arrêté, jeudi 18 décembre, deux criminels de guerre présumés. Vlatko Kupreskic et Anto Furundzija, deux Croates bosniaques recherchés par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, ont été surpris dans la nuit par un commando occidental, dans la ville de Vitez, où ils résidaient. Le premier a ouvert le feu sur les soldats de la SFOR, qui ont riposté, le blessant de trois balles. Vlatko Kupreskic serait actuellement hospitalisé dans un hôpital de campagne de la SFOR. Le second a été rapidement transféré à La Haye.

Vlatko Kupreskic, s'il survit à ses blessures, ira rejoindre dans les geôles du TPI ses cousins Mirjan et Zoran Kupreskic. Ces derniers s'étaient livrés au Tribunal de La Haye cet été avec un groupe de Croates, sous la pression internationale. Vlatko Kupreskic est accusé de « crimes de guerre » pour « attaques systématiques d'Almici, de Vitez et de huit autres villages de la vallée de la Lasva, et meurtre ou détention illégale des civils les habitants ». Les victimes étaient des Musulmans bosniaques.

Ces actions, auxquelles avaient également participé ses cousins, avaient été perpétrées durant le conflit croato-musulman qui a embrasé la Bosnie centrale en 1993. Depuis l'accord de Washington sur la création d'une Fédération croato-musulmane, les trois Kupreskic vivaient dans le village de Pirici, près de la ville de Vitez où ils étaient propriétaires d'une épicerie.

PAS SUR LA LISTE PUBLIQUE Anto Furundzija ne figurait pas, contrairement à Vlatko Kupreskic, sur la liste publique des criminels de guerre. Le TPI n'avait pas publié son acte d'accusation, en vertu de la nouvelle procédure instaurée par le procureur Louise Arbour. Le procureur souhaite inciter les Occidentaux à passer à l'action en diminuant les risques que comportent les raids d'arrestations. Ne sachant pas qu'ils sont inculpés, les criminels de guerre présumés sont moins méfiants.

C'est la deuxième opération d'arrestations de criminels de guerre menée par l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. En juillet, un commando britannique avait arrêté un accusé à Prijedor; il en avait abattu un autre qui avait ouvert le feu sur les soldats occidentaux venus l'arrêter. Le raid avait provoqué un choc en Bosnie-Herzégovine, après des années de passivité totale à l'égard des personnes recherchées par la justice internationale. Les Occidentaux rappelaient que, selon l'accord de paix de Dayton, l'arrestation des criminels de guerre incombe aux ex-belligérants. Le gouvernement de Sarajevo s'y est plié en livrant les trois accusés musulmans, et le gouvernement croate avait récemment livré la plupart des inculpés croates. Sur la liste officielle du TPI ne figuraient plus aujourd'hui que trois Croates.

Le procureur du Tribunal de La Haye, Louise Arbour, s'est récemment plaint du manque de volonté des Occidentaux. Elle a particulièrement critiqué la France (Le Monde du 14-15 décembre) après des propos d'Alain Richard, le ministre de la défense, affirmant que Paris n'autoriserait « jamais » ses officiers à témoigner oralement à La Haye. M^{re} Arbour a affirmé que le secteur français de l'OTAN en Bosnie était devenu un refuge pour les criminels de guerre, et a loué la détermination des Britanniques. L'opération de Vitez, menée par un commando néerlandais avec un soutien logistique américain, s'est une nouvelle fois déroulée dans la zone de la division britannique de l'OTAN.

R. O.

Le sort des criminels de guerre est au cœur du processus de paix

LE PROCUREUR du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye sur l'ex-Yugoslavie, Louise Arbour, déplorait, il y a quelques jours, que les criminels de guerre « se sentent en sécurité absolue » dans le secteur français de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. M^{re} Arbour, en insistant sur la zone française, soulignait une « non-coopération » générale avec le TPI, qu'elle opposait au « modèle » offert par la Grande-Bretagne. C'est un commando britannique qui avait réalisé la première opération contre des criminels de guerre. Les Américains, fermes dans leurs déclarations, ne les traduisent guère en actes, hésitant à s'attaquer aux ex-belligérants et frileux à force d'imposer à leur armée le concept de « zéro mort ». Les Français, eux, se méfient de la justice internationale. Les États-Unis, des Bosniaques... ce qui ne les incite guère à l'action. Sans parler d'un prosaïsme tenace dans les rangs militaires.

Seuls les Serbes n'ont jamais livré un accusé à la juridiction de La Haye

Slavko Dokmanovic, l'ancien maire de Vukovar (en Croatie), accusé d'avoir participé au massacre de 261 patients de l'hôpital de la ville, a été arrêté en juin par un commando occidental agissant sous mandat de l'ONU. Milan Kovacevic, accusé d'avoir planifié un « génocide » dans la région de Prijedor, a été arrêté en juillet par le commando britannique qui a, lors de l'opération à Prijedor, abattu Simo Drljaca, également recherché par le TPI.

On a appris, à l'occasion des arrestations de Vukovar et de Prijedor, que le tribunal de La Haye avait instauré une nouvelle procédure. M^{re} Arbour a pris la décision de ne plus publier les actes d'accusation ni les noms des inculpés, souhaitant avoir un prétexte supplémentaire (les accusés ne sont pas sur leur garde) pour convaincre les Occidentaux de procéder à des arrestations. Il existe donc un nombre inconnu d'actes d'accusation tenus secrets. Cela peut également inciter certains « criminels de guerre » à garder un profil bas.

Ce n'est pas le cas de tous les coupables de crimes de guerre en ex-Yugoslavie, y compris de ceux qui figurent sur la liste officielle du TPI. Si des accusés se sont volontairement, d'autres mènent une vie paisible et vaquent à leurs occupations; d'autres sont encore moins discrets, selon des informations recueillies auprès de sources militaires occidentales.

Simo Drljaca était l'un de ces exubérants qui étaient aux terrasses des cafés qu'ils abattraient tout soldat de l'OTAN qui tenterait de les arrêter. C'est ainsi que vivent, à Prijedor, les frères Banovic, attachés le jour au restaurant Express et la nuit à la discothèque Pacifica. La première opération britannique a toutefois modifié le jeu dans cette région. Certains accusés, craignant une poursuite des arrestations et se méfiant des policiers de Bijeljina, la présidente de République serbe qui coopère quelque peu avec la communauté internationale, seraient partis, selon une source occidentale, vers les zones américaines et surtout françaises.

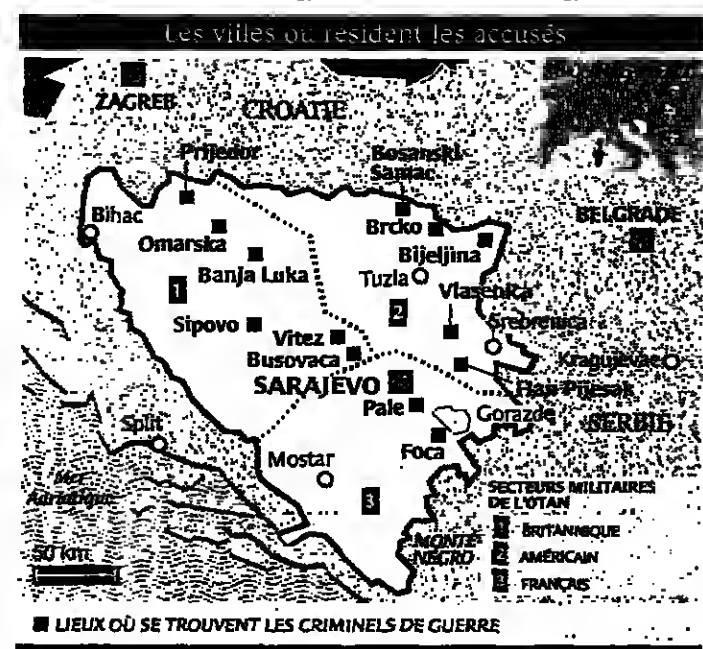
en Serbie. C'était à l'occasion du mariage de son fils.

Les criminels de guerre n'ont guère de raisons d'être inquiets. Peut-être les moins connus devraient-ils être les plus prudents. Les armées et les pouvoirs politiques occidentaux ne semblent avoir aucune envie de s'attaquer aux personnages de fort calibre, par crainte notamment des représailles qui pourraient s'abattre sur leurs contingents.

Reste le cas des « criminels de guerre » qui ne sont pas inquiétés par le TPI (sauf s'ils figurent sur la liste secrète). Les témoignages des survivants et l'étude des événements sont pourtant confondants. Veljko Ostojic, l'ordonnateur des « camps de viols » de Foca, est président de la Commission des droits de l'homme du gouvernement triciphale bosniaque. Vojislav Seselj, le chef d'une des unités paramilitaires les plus féroces du pays, les Aigles blanches, est candidat à la présidence de Serbie lors de l'élection de dimanche prochain. Zeljko Raznjajovic « Arkan », le chef des Tigres, continue sa carrière politique et ses activités commerciales à Belgrade.

Reste enfin le cas des partenaires des Occidentaux, de Franjo Tudjman, président de Croatie, et surtout de Slobodan Milosevic, président de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Ce dernier, en signant la paix à Dayton, a-t-il effacé d'un trait de crayon son passé de chef de guerre? Il a ordonné ou encouragé l'immense majorité des atrocités commises par la soldatesque serbe.

Rémy Ourdan



présenté aux premières élections de l'après-guerre, avant que l'OSCE ne l'exclue des listes. Certaines têtes d'affiches sont à peine plus discrètes. Milan Martić, l'ancien « président » de la République serbe de Krajina, accusé d'avoir ordonné le bombardement de Zagreb, coule des jours paisibles à Banja Luka, au 88 de la rue Milosa Obilica, à cent mètres d'une station de police de l'ONU et d'un bureau de l'OTAN. Et l'ancien commandant de l'armée serbe Ratko Mladic, le plus sanguinaire de tous les chefs de cette guerre, ordinairement invisible, s'offre parfois le luxe, comme en juin, d'aller festoyer dans un palace de Belgrade.

52 Serbes et 3 Croates recherchés par le Tribunal pénal international

LES CINQUANTE-CINQ inculpés en liberté dont le nom est connu sont des Serbes, à l'exception de trois Croates, mentionnés ci-dessous. Ils sont accusés de « violations des lois et coutumes de guerre » et de « violations graves des conventions de Genève ». La moitié d'entre eux sont en outre accusés de « crimes contre l'humanité ». Certains sont également accusés, comme précisé, de « génocide ». Le terme « nettoyage ethnique » concerne l'attaque de villages, la persécution et la déportation des habitants. Le terme « atrocités » implique des meurtres et des tortures, pratiqués notamment dans des camps de détention. Les « tueries » signifient l'exécution systématique d'un groupe de prisonniers ou de gens désarmés.

Les accusés de Foca doivent tous répondre de « viols collectifs, viols systématiques, crimes sexuels, actes de torture et réduction en esclavage de femmes musulmanes, dont certaines n'avaient pas plus de douze ans ».

LES CINQUANTE-CINQ inculpés en liberté dont le nom est connu sont des Serbes, à l'exception de trois Croates, mentionnés ci-dessous. Ils sont accusés de « violations des lois et coutumes de guerre » et de « violations graves des conventions de Genève ». La moitié d'entre eux sont en outre accusés de « crimes contre l'humanité ». Certains sont également accusés, comme précisé, de « génocide ». Le terme « nettoyage ethnique » concerne l'attaque de villages, la persécution et la déportation des habitants. Le terme « atrocités » implique des meurtres et des tortures, pratiqués notamment dans des camps de détention. Les « tueries » signifient l'exécution systématique d'un groupe de prisonniers ou de gens désarmés.

LES CINQUANTE-CINQ inculpés en liberté dont le nom est connu sont des Serbes, à l'exception de trois Croates, mentionnés ci-dessous. Ils sont accusés de « violations des lois et coutumes de guerre » et de « violations graves des conventions de Genève ». La moitié d'entre eux sont en outre accusés de « crimes contre l'humanité ». Certains sont également accusés, comme précisé, de « génocide ». Le terme « nettoyage ethnique » concerne l'attaque de villages, la persécution et la déportation des habitants. Le terme « atrocités » implique des meurtres et des tortures, pratiqués notamment dans des camps de détention. Les « tueries » signifient l'exécution systématique d'un groupe de prisonniers ou de gens désarmés.

LES CINQUANTE-CINQ inculpés en liberté dont le nom est connu sont des Serbes, à l'exception de trois Croates, mentionnés ci-dessous. Ils sont accusés de « violations des lois et coutumes de guerre » et de « violations graves des conventions de Genève ». La moitié d'entre eux sont en outre accusés de « crimes contre l'humanité ». Certains sont également accusés, comme précisé, de « génocide ». Le terme « nettoyage ethnique » concerne l'attaque de villages, la persécution et la déportation des habitants. Le terme « atrocités » implique des meurtres et des tortures, pratiqués notamment dans des camps de détention. Les « tueries » signifient l'exécution systématique d'un groupe de prisonniers ou de gens désarmés.

LES CINQUANTE-CINQ inculpés en liberté dont le nom est connu sont des Serbes, à l'exception de trois Croates, mentionnés ci-dessous. Ils sont accusés de « violations des lois et coutumes de guerre » et de « violations graves des conventions de Genève ». La moitié d'entre eux sont en outre accusés de « crimes contre l'humanité ». Certains sont également accusés, comme précisé, de « génocide ». Le terme « nettoyage ethnique » concerne l'attaque de villages, la persécution et la déportation des habitants. Le terme « atrocités » implique des meurtres et des tortures, pratiqués notamment dans des camps de détention. Les « tueries » signifient l'exécution systématique d'un groupe de prisonniers ou de gens désarmés.

● Sipo Alibovic (croat). « Nettoyage ethnique » dans la vallée de la Lasva. Adresse inconnue.
● Mirko Babic. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Goran Banovic. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

● Nenad Banovic et Predrag Banovic. Frères jumeaux. « Atrocités » au camp de Keraterm. Fréquente le restaurant Express et la discothèque Pacifica. Circulent à Prijedor sur une moto rouge. Adresse : 31, rue Cirkin Polje, Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

● Goran Banovic et Predrag Banovic. Frères jumeaux. « Atrocités » au camp de Keraterm. Fréquente le restaurant Express et la discothèque Pacifica. Circulent à Prijedor sur une moto rouge. Adresse : 31, rue Cirkin Polje, Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

● Goran Banovic et Predrag Banovic. Frères jumeaux. « Atrocités » au camp de Keraterm. Fréquente le restaurant Express et la discothèque Pacifica. Circulent à Prijedor sur une moto rouge. Adresse : 31, rue Cirkin Polje, Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

● Goran Banovic et Predrag Banovic. Frères jumeaux. « Atrocités » au camp de Keraterm. Fréquente le restaurant Express et la discothèque Pacifica. Circulent à Prijedor sur une moto rouge. Adresse : 31, rue Cirkin Polje, Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

● Goran Banovic et Predrag Banovic. Frères jumeaux. « Atrocités » au camp de Keraterm. Fréquente le restaurant Express et la discothèque Pacifica. Circulent à Prijedor sur une moto rouge. Adresse : 31, rue Cirkin Polje, Prijedor.
● Goran Borovnica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Ramko Cestic. « Atrocités » au camp de Luka. Adresse : Bihać.
● Damiir Dosen. « Atrocités » au camp de Keraterm. Séjourne parfois chez ses parents à Prijedor.
● Dragan Plesat. « Atrocités » au camp de Keraterm. Adresse : 41, rue Prvomajka, Prijedor.
● Dragan Gagovic. Ancien chef de la police. Il a supervisé la création de « camps de viols » à Foca. Au printemps 1997, il était instructeur à l'école de police de la région. Propriétaire d'un bar. Adresse : Foca.
● Zdravko Govedarica. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Gruban Igric. Ancien inconnu. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Momcilo Gruban. « Atrocités » au camp d'Omarska. Adresse : Prijedor.
● Niblica Janjic. « Atrocités » aux camps d'Omarska et de Keraterm. Son père certifie qu'il s'est suicidé en 1995 à Banja Luka.
● Janko Jasic. Chef d'une unité paramilitaire. Il a organisé un « camp de viols » à Foca. Son corps est couvert de tatouages. Les habitants de la ville affirment qu'il est mort d'un cancer. Adresse : Foca.
● Gofko Jankovic. « Viols » à Foca. Pré-

هكذا من رايه

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997 / 3

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Jimmy Carter pour les affaires de sécurité

Les « ambitions de la France » sont utiles à l'Europe et aux Etats-Unis

Comment concilier un plaidoyer pour le maintien de la puissance américaine dans le monde, et tout particulièrement en Europe, avec un encouragement au renforcement d'une Europe où l'Allemagne et la France doivent continuer à jouer les

premiers violons ? Le dernier livre de Zbigniew Brzezinski, publié en France sous le titre « Le Grand Échiquier », apporte, sous des dehors carrés, une réponse assez sophistiquée, appuyée sur une analyse géostratégique serrée. Dans un entretien au

Monde, l'actuel professeur à la John Hopkins University voit dans « les ambitions » françaises un atout pour l'Europe et le monde, ce qui ne l'empêche pas de critiquer très durement certaines récentes initiatives de Paris.



ZBIGNIEW BRZEZINSKI

un peu au passé, que l'Allemagne a beaucoup perdu de sa timidité, et que si elle se donne un nouveau chancelier, cette politique de retenue pourrait être abandonnée ?

« J'ai entendu dire par des amis allemands que Kohl pourrait être le dernier chancelier "européen". Cette possibilité existe, mais cette appréciation est prématurée. Je suis très ami de Volker Rübe, qui pourrait être le prochain chancelier. Je me souviens d'avoir rencontré Adenauer il y a quelque temps, et je me souviens de l'émotion avec laquelle il parlait de sa première rencontre avec de Gaulle, de l'importance historique, mais aussi personnelle, pour lui, de la réconciliation franco-allemande. Sans exagérer, je crois que Volker Rübe a la même attitude à propos de la réconciliation germano-polonaise. Il y a une nouvelle phase dans l'attitude allemande à l'égard de l'Europe, c'est une réconciliation polono-allemande. Les Allemands sont en fait les principaux architectes européens de l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne. Et si le danger que vous évoquez pointe peut-être, à l'horizon, je ne pense pas qu'il soit imminent.

« L'une des thèses centrales de votre livre est l'importance essentielle d'une Ukraine indépendante. Et pourtant, il est possible que dans un avenir assez proche, quelques « mois » peut-être, l'Ukraine s'effondre à cause de ses problèmes internes. Pour la première fois en cinq ans, je commence à craindre l'apparition d'un « modèle biélorusse » en Ukraine. La possibilité qu'une gauche « bureaucratique » l'emporte aux élections doit être prise au sérieux. Il faut que l'Occident y porte une grande attention. Deux choses s'imposent d'urgence :

d'une part que l'Occident manifeste de manière tangible son intérêt pour le bien-être des Ukrainiens, un peu comme l'Allemagne l'a fait à l'égard de la Russie dans les années 91-92. D'autre part une inclusion très démonstrative de l'Ukraine dans un événement politique européen important. Au lieu de ce ridicule « sommet franco-germano-russe », il serait approprié d'inclure l'Ukraine, et tout à fait de circonstance.

« Mais si le pire se produisait ? Ce serait très mauvais pour l'avenir de la démocratie russe. Cela ressusciterait les aspirations impériales, réinstallerait la peur en Europe centrale, et l'expansion de l'OTAN ne serait plus un acte positif créant une relation saine avec la Russie, mais deviendrait une réaction d'autodéfense contre la menace, et un facteur d'antagonisme.

« A propos de l'Azerbaïdjan, que vous considérez comme l'un des points stratégiques de l'Eurasie, est-il possible que ses relations avec l'Arménie s'améliorent et que sa situation se stabilise ?

« Il est incontestable que la Russie utilise l'Arménie comme un instrument pour faire pression sur l'Azerbaïdjan. Mais il est aussi vrai que la politique rigide, dénuée de sagesse, que les Etats-Unis pratiquent à l'égard de l'Iran, facilitent le travail de la Russie dans ses efforts pour isoler l'Azerbaïdjan. De plus, la stabilité politique de ce pays dépend de l'adresse et de l'énergie d'un seul individu, le président Aliyev. Et il n'est pas très facile de lancer ces éléments négatifs, il y a d'une part l'affaire de capitaines étrangers, qui commencent à se faire sentir, une politique plus raisonnable à l'égard de l'Iran de la part de l'Europe, et aussi une certaine lourdeur du comportement de la Russie qui tend à mobiliser l'esprit d'indépendance des Azéris. Enfin, les Arméniens commencent à réaliser que si le bassin de la Caspienne devient vraiment ouvert, si la région devient prospère, il sera très important de ne pas être exclu de cette prospérité, ce qui pousse certains Arméniens modérés à envisager une solution politique au problème, une solution de compromis.

Propos recueillis par
Jan Krauze

Un ancien ministre mexicain de l'intérieur aurait été enlevé

MEXICO

de notre correspondant

Mozos de trois semaines après la disparition suspecte de Domingo Tassanari, chef de la brigade chargée des enquêtes sur les enlèvements dans la capitale mexicaine et limogé quelques jours après sa réapparition (Le Monde du 28 novembre), un des hommes politiques les plus puissants du pays aurait, lui aussi, été victime d'une bande de ravisseurs. Selon la presse mexicaine, Fernando Gutiérrez Barrios, qui fut une longue carrière à la tête de la police politique avant de diriger le ministère de l'intérieur, entre 1988 et 1993, aurait été kidnappé, la semaine dernière, à Mexico.

Les déclarations contradictoires, attribuées à des sources confidentielles au sein du gouvernement, affirment les uns que les ravisseurs auraient exigé une rançon de 10 millions de dollars (environ 60 millions de francs), les autres que les motivations du rapt seraient plutôt politiques. Selon des témoins chers par la presse, l'ancien ministre, âgé de soixante-dix ans, aurait été enlevé, mardi 9 décembre, à la sortie d'un restaurant après avoir dîné avec le ministre de la marine. Un porte-parole du gouvernement s'est borné à indiquer, mercredi 17 décembre, qu'il n'y avait « aucune information officielle, pour l'instant, à propos de ces rumeurs ».

Plusieurs personnalités de la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ont invité M. Gutiérrez Barrios à démentir publiquement son enlèvement afin de rassurer la classe poli-

tique, de plus en plus préoccupée par la montée de la violence et la multiplication des raptés au Mexique. Ils n'ont obtenu qu'une réponse laconique du secrétaire particulier de l'ancien ministre assurant que son patron était parti « en vacances » avec sa famille. Cette explication n'a convaincu personne et la plupart des commentateurs demeurent persuadés qu'il s'agit d'une importante affaire politique.

DE NOMBREUX ENNEMIS

C'est que la disparition de l'ancien ministre coïncide avec la libération de Joaquín Hernández, dit La Quina, ancien chef du puissant syndicat péchelero, détenu depuis janvier 1989. Dans un premier temps, le gouvernement avait fermement refusé de relâcher le prisonnier, aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans ; puis, contre toute attente, il est revenu sur sa décision une semaine plus tard. Geste en direction des ravisseurs de M. Gutiérrez Barrios ? Ce dernier était ministre de l'intérieur au moment de l'arrestation de La Quina. C'est donc lui qui, à la demande du président Carlos Salinas, fut chargé de procéder à l'arrestation du syndicaliste et de plusieurs autres dirigeants syndicaux. Tous furent condamnés à de lourdes peines de prison pour « homicide et possession d'armes réservées à l'armée ». Derrière cette spectaculaire opération, le pouvoir, en réalité, se vengeait de dirigeants syndicaux qui avaient trahi le PRI en invitant les travailleurs du pétrole à voter pour le candidat de

l'opposition de gauche à la présidentielle de 1988. « Vu le nombre d'ennemis que s'est fait don Fernando, les hypothèses pour expliquer sa disparition ne manquent pas », explique un commentateur proche du pouvoir. M. Gutiérrez Barrios, qui, depuis les années 50, entretient d'étroites relations avec le président Fidel Castro et qui a facilité l'entrée au Mexique de milliers

d'exilés politiques de toute l'Amérique latine, fut paradoxalement le principal artisan de la lutte contre la guérilla mexicaine au cours des décennies antérieures. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme l'accusent aussi d'avoir participé à la disparition de quelque cinq cents militants de gauche.

Bertrand de la Grange

ROBERT SOLÉ

Invité à Bouillon de culture le 19 décembre



Un livre ambitieux.
A. Muratori-Philip/Le Figaro
Remarquable.
Marie-Françoise Lelièvre/Le Point
Un livre original, fin,
documenté, passionnant.
Catherine Portevin/Télérama

Editions du Seuil

Les familles de deux Français retenus en Inde lancent un appel

Les familles de deux Français retenus en Inde ont lancé, mercredi 17 décembre, un appel au président de la République, Jacques Chirac, pour lui « demander avec insistance d'annuler [son] voyage officiel » prévu à New Delhi en janvier 1998 si les deux hommes n'ont pas été libérés avant la fin de l'année. Philippe Ellé et François Clavel sont retenus à Cochin (sud de l'Inde) depuis presque trois ans après que leur bateau, le *Galathée*, eut été arraisonné par des garde-côtes alors qu'ils effectuaient des recherches archéologiques. Soupçonnés d'espionnage, les deux Français risquent une quinzaine d'années de prison, mais leur procès n'a toujours pas commencé.

L'avortement de nouveau interdit en Pologne

VARSOVIE. Les députés polonais ont entériné mercredi 17 décembre (par 231 votes pour, 160 contre et 11 abstentions) un verdict du Tribunal constitutionnel rendu en mai, jugeant inconstitutionnel l'avortement pratiqué pour des « raisons de difficultés matérielles ou personnelles ». L'avortement est désormais interdit en Pologne, sauf en cas de danger irréparable subi par le fœtus, de risque grave pour la vie ou la santé de la mère ou en cas de grossesse provoquée par un viol. Le pays revient à la situation qui prévalait entre 1953 et 1996 - date d'un assouplissement de la législation par la gauche ex-communiste au pouvoir, contre l'avis de l'Eglise catholique - lorsque l'avortement était possible de deux ans de prison. La Diète, Chambre basse du Parlement, est dominée depuis les élections de septembre par la formation de droite Action électorale de Solidarité (AWS), qui a fait des « valeurs chrétiennes » l'un de ses thèmes principaux. (AFP/Reuters)

L'état de santé de Boris Eltsine est « satisfaisant »

MOSCOU. L'état de santé de Boris Eltsine, décrit depuis l'annonce de sa maladie « virale » il y a neuf jours comme « stationnaire », a été qualifié pour la première fois de « satisfaisant », mercredi 17 décembre, par son porte-parole. Son séjour en maison de santé devait durer « dix à douze jours », soit jusqu'à lundi au plus. Selon son porte-parole, rien n'indique que ce délai soit prolongé. Des « sources au Kremlin » avaient prédit qu'il pourrait profiter des fêtes de fin d'année pour rester au repos jusqu'à la mi-janvier. Boris Eltsine s'est en outre entretenu mercredi au téléphone avec le chancelier Helmut Kohl, premier de ses interlocuteurs du G7 depuis sa maladie. (Corresp.)

Les islamistes turcs fondent un nouveau parti

ANKARA. Les islamistes, qui craignent la dissolution prochaine du Parti de la prospérité (Refah) de l'ex-premier ministre Necmettin Erbakan, ont fondé, mercredi 17 décembre, un nouveau parti politique, indique l'agence de presse turque Anatolie. Les statuts de cette nouvelle formation, dénommée Parti de la vertu (Fazilet Partisi), ont été déposés auprès du ministre de l'Intérieur. Selon des sources parlementaires, le nouveau parti aura pour mission de poursuivre dans la voie du Refah si la Cour constitutionnelle se prononce, très probablement avant la fin de l'année, pour la dissolution de cette formation. Les dirigeants du Refah pourraient même fonder plusieurs partis, afin d'éviter une association trop étroite entre l'ancien et le nouveau Refah. (AFP)

EUROPE

■ POLOGNE : la Diète polonaise (Chambre basse) a adopté, mercredi 17 décembre, une loi permettant d'enquêter sur des juges ex-communistes soupçonnés d'avoir été des instruments de répression politique. La loi permet d'écarter de leurs fonctions les magistrats ayant enfreint de 1944 à 1989 le principe de l'indépendance des tribunaux. (AFP)

AFRIQUE

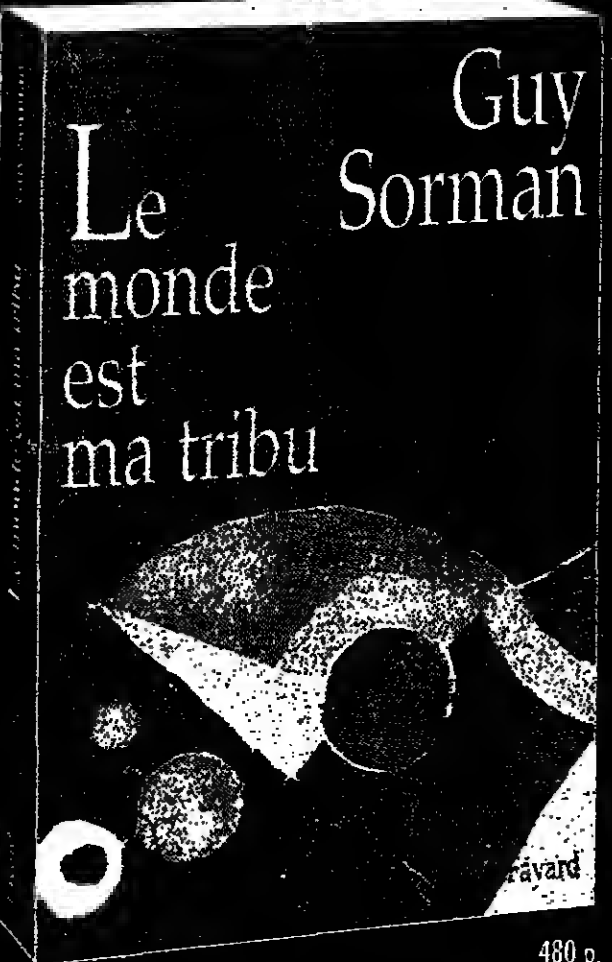
■ ALGERIE : la journaliste algérienne Safima Ghezali, qui a reçu mercredi 17 décembre le prix Sakharov du Parlement européen à Strasbourg, a dénoncé à cette occasion « le silence scandaleux » de l'Europe devant la situation de millions d'Algériens vivant « depuis cinq ans dans la peur ». La journaliste, rédactrice en chef du journal algérien *La Nation*, qui n'a plus paru depuis fin 1996, a invité les députés européens « à prendre une initiative politique en faveur de la paix » dans son pays. (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le procès de l'agent des services de renseignement qui avait diffusé de fausses informations sur la Syrie a commencé mercredi 17 décembre. Yehouda Gil a reconnu les faits qui lui sont reprochés tout en plaçant non coupable. (AFP)

■ YÉMEN : les autorités yéménites ont libéré, mercredi 17 décembre, treize dirigeants de l'opposition arrêtés en novembre à la suite de troubles intervenus à Moukalla, dans l'Hadramout. Certains de ces dirigeants avaient commencé une grève de la faim en signe de protestation. (AFP)

GUY SORMAN



L'art de faire percevoir de la façon la plus aiguë la singularité étonnante des civilisations. Le plus beau livre de Guy Sorman à ce jour.

Claude Lévi-Strauss
de l'Académie française

FAYARD

Winnie Mandela retire sa candidature à la vice-présidence de l'ANC

Thabo Mbeki a été élu à la tête du Congrès national africain

Comme prévu, Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain, a été élu à la tête du Congrès national africain (ANC). Il succède à ce poste à

Nelson Mandela, qui se désengage progressivement de la vie politique. M. Mbeki sera le candidat de l'ANC à l'élection présidentielle de 1999.

Jacob Zuma, chef de l'ANC dans le KwaZulu-Natal, a été élu à la vice-présidence du mouvement. Winnie Mandela avait retiré sa candidature.



MAFIKENG

de notre envoyé spécial

Winnie Madikizela-Mandela a dû s'avouer vaincue. L'ex-épouse de Nelson Mandela devenue la « rebelle » du pouvoir noir a perdu, mercredi 17 décembre, la bataille qui l'opposait depuis plusieurs mois à l'appareil du Congrès national africain (ANC). Au deuxième jour de la conférence du parti, l'ex-épouse de Nelson Mandela a préféré se retirer de la course à la vice-présidence de son parti. Après s'être érigée en porte-voix du mécontentement de la base, Winnie semblait pourtant bien décidée à défier jusqu'au bout la direction du mouvement. Le matin même, devant la salle des congrès de l'université de Mafikeng, un groupe de supporters avait encore donné l'impression d'un soutien en sa faveur en l'accueillant par des chants à sa gloire.

Isolée et affaiblie par les dirigeants de l'ANC, Winnie n'avait pas reçu d'investiture officielle pour se présenter à la vice-présidence. Mais, comme le permettent les statuts du parti, une déléguée présente dans la salle a proposé, mercredi, la candidature de M^{me} Madikizela-Mandela. Quelques dizaines de mains seulement se sont levées en sa faveur, avant que Winnie n'intervienne pour éviter l'humiliation d'une cuisante défaite. « Je suis désolée de devoir refuser », a déclaré la « passionaria des townships », après avoir affirmé « ne pas vouloir diviser le parti ».

En stratégie avisée, M^{me} Madikizela-Mandela s'est ainsi assurée une sortie honorable. L'absence de soutien parmi les délégués de l'ANC

n'en constitue pas moins un revers personnel et un désaveu politique. Beaucoup garde encore, en Afrique du Sud, le souvenir de la « mère de la nation », égérie de la lutte contre l'apartheid.

LA MAUVAISE CONSCIENCE DU PARTI

Depuis 1994, Winnie joue sur cette image en se définissant, sur la nouvelle scène politique, comme la mauvaise conscience de l'ANC. Elle reproche au parti dirigeant de ne pas s'attaquer avec assez de vigueur aux inégalités béniées du régime de ségrégation raciale. Dans un discours à la fois radical et populiste, M^{me} Madikizela-Mandela accuse l'ANC d'avoir oublié ses promesses électorales et de se montrer trop

coquillante avec la minorité blanche. Ce discours s'appuie sur le désenchantement des Noirs face à la lenteur des changements. Il est repris, en partie, par l'aile gauche de l'ANC. Le Cosatu, la puissante centrale syndicale alliée du mouvement, s'en fait régulièrement l'écho. Pour autant, les membres de l'ANC ne semblent pas décidés à suivre Winnie dans la guerre ouverte qu'elle a engagée contre la direction. Le vote de mercredi en a apporté la preuve.

Depuis le début du congrès, les dirigeants du parti ont tout fait pour réduire au silence les voix discordantes comme celle de Winnie. Quelques heures avant l'examen des candidatures, le processus de

nomination avait été modifié par un amendement à la constitution du parti. La veille, sans citer son épouse, M. Mandela avait dénoncé « les opportunistes et les carriéristes qui ont un programme personnel ». À l'occasion de son discours d'adieu en tant que président de l'ANC, il avait fauché l'herbe sous le pied de Winnie en lançant des attaques sans précédent contre la minorité blanche.

À l'approche du congrès déjà, l'image de M^{me} Madikizela-Mandela avait été ternie par sa mise en cause devant la commission Vérité et Réconciliation. L'intéressée ne s'était pas privée de dénoncer un complot destiné à la discréditer. La ligue des femmes de l'ANC - dont Winnie est la présidente - était alors prudemment revenue sur le soutien qu'elle lui avait initialement accordé. Quelques jours auparavant, un responsable du parti avait qualifié M^{me} Madikizela-Mandela de « charlatan » pratiquant un « populisme de salon ».

Cette offensive semble avoir porté ses fruits auprès des délégués du parti. Mais Winnie n'a sans doute pas dit son dernier mot. Elle demeure populaire dans la fraction la plus défavorisée de la population noire. Les délégués, de leur côté, auront l'occasion d'exprimer de nouveau leur avis avant la fin du congrès, au moment du renouvellement du comité exécutif national (NEC), la principale instance du parti. Lors des deux précédents congrès, Winnie figurait parmi les membres du NEC qui avaient recueilli le plus de voix.

Frédéric Chambon

M. Jospin salue « l'approfondissement de la démocratie » au Maroc

RABAT

de notre envoyé spécial

Le premier ministre français a inauguré, mercredi 17 décembre, le premier sommet franco-marocain qui doit réunir, une fois par an désormais, les chefs de gouvernement des deux pays, comme l'ont décidé le président de la République, Jacques Chirac, et le roi du Maroc, Hassan II. Lionel Jospin est accompagné par plusieurs ministres - Martine Aubry (emploi et solidarité), Hubert Védrine (affaires étrangères), Dominique Strauss-Kahn (économie, finances, industrie) et Ségolène Royal (enseignement scolaire) - ainsi que par une délégation de chefs d'entreprise, dont Edmond Alphandéry (EDF), Michel Bon (France Télécom), Martin Bouygues, Jean-Marie Messier (Compagnie générale des eaux) et Gérard Mestrallet (Super-Lyonnais des eaux). Accueilli à l'aéroport par son homologue marocain, Abdelatif Filali, qui est également ministre des affaires étrangères, M. Jospin a été reçu longuement par Hassan II, après une visite du mausolée de Mohamed V, le père du souverain chérifien.

L'entretien entre M. Jospin et Hassan II a été le moment fort de cette première journée. Si le Parti socialiste n'a pas toujours par le passé porté les jugements les plus aimables sur le roi du Maroc, le premier ministre s'est montré sensible, mercre-

di, au ton et à l'atmosphère de sa conversation d'une heure et demie avec le souverain. Les deux hommes se sont entretenus de la mondialisation et ils ont eu des propos convergents, selon l'entourage de M. Jospin, sur la nécessité de ne pas s'enfermer dans un monde unipolaire, c'est-à-dire dominé par les États-Unis.

Dans cet esprit, Hassan II a souhaité que la France soit un partenaire privilégié du Maroc qui puisse intercéder en sa faveur vis-à-vis de l'Union européenne. Lors du dîner offert le soir même par M. Filali, M. Jospin a assuré à son interlocuteur que « la politique d'ouverture du Maroc en direction de l'Europe » recevait « l'appui constant de la France ». « En décidant de s'ancrer à l'Union européenne, a-t-il poursuivi, le Maroc a fait un choix lucide et ambitieux. La France fera tout ce qui est en son pouvoir pour que cette décision porte des fruits positifs ».

LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

M. Jospin s'est refusé à donner des détails sur les dossiers de politique intérieure marocaine qu'il a abordés avec le roi, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Le premier ministre a toutefois indiqué, toujours à l'occasion de son dîner officiel, qu'il voit « avec intérêt le constant approfondissement de la démocratie marocaine » conduit « sous l'impulsion » de Has-

san II. En privé, M. Jospin a souligné l'exemplarité pour la région du processus qui se met en place. Il a estimé qu'il existait au Maroc « les éléments d'un pluralisme politique », en ajoutant qu'« il ne faut pas aborder les problèmes d'aujourd'hui avec des lunettes d'hier quand la réalité bouge ».

S'agissant du problème des visas - M^{me} Aubry a confié que 50 % des demandes sont refusées - le premier ministre a indiqué à son homologue : « Je prendrai les mesures destinées à faciliter et humaniser la délivrance des visas. Il nous faut combattre l'immigration clandestine qui nuit dans l'illusion et se termine dans la misère. Mais il ne faut surtout pas entraver la curiosité de la jeunesse, le mouvement des affaires, l'élan des sentiments et le goût d'apprendre ».

À propos du mouvement des affaires, EDF a signé un contrat pour la construction d'une centrale à gaz, dans la région de Tahadart, au sud de Tanger. M. Jospin et Hassan II ont évoqué plusieurs autres dossiers : la construction d'un métro à Casablanca, l'achat de frégates et d'avions Mirage par le Maroc. Le premier ministre n'a pas caché que la France est engagée dans un travail de réflexion sur la coopération bilatérale qui, en tout état de cause, ne se conclura pas sans concertation avec le président de la République.

Olivier Biffaud

Le Parti socialiste sénégalais en crise

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Naguère vitrine de la social-démocratie en Afrique subsaharienne, le Parti socialiste (PS) sénégalais fait face à une fronde menée par l'un de ses dirigeants les plus en vue, l'ancien ministre de l'Intérieur, Djibo Ka. Au pouvoir depuis l'indépendance, le PS de Léopold Sédar Senghor et Abdou Diouf n'a jamais été épargné par les luttes entre factions convoquant le même mandat électif, le même poste dans l'administration. Mais jusqu'ici, ces querelles se réglaient discrètement.

Aujourd'hui, le Sénégal doit élire ses députés en mai, Djibo Ka et son courant, le Renouveau démocratique, sont sortis du cercle de famille début novembre, en rendant publique une lettre envoyée quatre mois plus tôt à Abdou Diouf, président de la République et président du parti. L'ancien ministre et d'autres personnalités, écartées elles aussi des postes de responsabilité au sein du PS, demandaient la reconnaissance officielle de leur courant et sa représentation dans

les instances du parti, menaçant, si satisfaction ne leur était pas donnée, de présenter une liste autonome lors des élections législatives. Avec une ironie amère, Djibo Ka estime que le redécoupage électoral - qui lui a ôté toute chance de se faire élire député - a été fait sans considération pour la base socialiste.

La violation de la règle du silence a été jugée assez grave pour que le pouvoir réagisse avec une certaine brutalité. Renouveau démocratique a dû reporter une conférence de presse faite d'autorisation, et Djibo Ka s'est vu refuser l'embarquement à bord d'un avion à destination de Paris pour n'avoir pas défilé à une convocation du ministère de l'Intérieur, concernant le conflit interne au PS. Aujourd'hui, M. Ka dénonce les « liens organiques entre le parti et l'appareil d'État » et s'étonne que l'on « utilise la police pour régler des affaires internes au parti ». Il a d'ailleurs saisi l'Internationale socialiste et a profité de son voyage à Paris, qui a finalement eu lieu, pour alerter ses camarades français, même s'il n'emend pas, « par respect pour

la France », interpellé Lionel Jospin lors de la visite de celui-ci à Dakar.

On peut s'amuser d'entendre ce discours dans la bouche d'un ancien ministre de l'Intérieur, qui participa, en son temps, au renforcement de l'emprise du PS sur l'État. On peut aussi - comme le font les Sénégalais - mettre cette fronde sur le compte de la rivalité qui oppose Djibo Ka à Ousmane Tanor Dieng, actuel secrétaire général du PS. Le premier semblait promis au dauphinat lorsque les émeutes de 1994, qui ont porté la foule aux grilles du palais présidentiel, lui ont coûté la confiance du chef de l'État. Le second, aujourd'hui secrétaire général du parti, dirige sa formation avec une fermeté qui confine - selon ses adversaires - à la brutalité.

UNE POPULATION APPAUVRIE

Cette querelle met en lumière le blocage politique au Sénégal. Comme le fait remarquer Djibo Ka, le pays « était en avance » dans les années 70, du temps que Léopold Sédar Senghor admettait le multipartisme. L'Internationale socialiste témoignait de son estime au PS sé-

négalais en l'admettant dans ses rangs comme premier parti d'Afrique subsaharienne. Or le Sénégal a pris du retard par rapport à d'autres pays de la région. La dévaluation du franc CFA a considérablement appauvri la population sans faire repartir l'économie, le conflit en Casamance semble toujours aussi loin d'un règlement, et la classe politique est installée dans un jeu de va-et-vient qui voit les gouvernements d'union nationale, rassemblant le PS et le Parti démocratique sénégalais d'Abdoulaye Wade, se faire et se défaire à la grande confusion des électeurs et des militants.

Djibo Ka et ses amis ont tout fait franchi le Rubicon. Ils proclament toujours leur allégeance au président Diouf et se refusent à mettre en cause la gestion des affaires publiques. Mais la présentation d'une liste autonome pourrait entraîner la conclusion de nouvelles alliances et susciter la création d'un nouveau pôle d'opposition.

Thomas Sotinel

هكذا من لامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997 / 5

M. Nétanyahou rencontre à nouveau M^{me} Albright sans plan précis de retrait de Cisjordanie

La coalition gouvernementale israélienne est profondément divisée

La rencontre prévue jeudi 18 décembre à Paris entre Benjamin Nétanyahou et le secrétaire d'Etat Madeleine Albright s'est annoncée sous

de médiocres auspices. Après trois jours de discussions au sein du conseil des ministres, M. Nétanyahou n'a pu obtenir d'accord sur un plan de

retrait de Cisjordanie. En signe de désaccord, le ministre israélien des affaires étrangères a ainsi décidé de boycotter la réunion de Paris.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Presque convoqué, pour la quatrième fois en un mois, par Madeleine Albright, la chef de la diplomatie américaine, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, devait se présenter devant elle, jeudi 18 décembre, à Paris, les mains vides. Ferme soutenu par la diplomatie européenne, « très inquiète » du blocage continu des négociations de paix israélo-palestiniennes depuis neuf mois, les Américains tentent plus ou moins discrètement depuis quelques semaines de contraindre M. Nétanyahou à honorer la parole d'Israël en matière de retrait de l'année israélienne hors des territoires occupés. M^{me} Albright devait également rencontrer le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, jeudi, à Londres.

ARGUMENTS SÉCURITAIRES

Fidèle à la tactique mise en œuvre dès son arrivée au pouvoir il y a dix-huit mois et qui consiste à gagner du temps et à remettre en cause l'esprit même des accords d'Oslo signés par ses prédécesseurs travaillistes, le chef du gouvernement national-religieux a entrepris d'essayer d'obtenir l'assentiment de ses ministres sur ce que l'Etat juif entend conserver, au final, à l'intérieur des territoires

palestiniens, avant de proposer à Yasser Arafat un éventuel et très limité retrait. Mais cette entreprise, conduite, sans consultation des intéressés palestiniens, et seulement à l'intérieur du gouvernement et qui oppose M. Nétanyahou à des ministres qui mettent en avant des arguments sécuritaires ou idéologiques pour contester la moindre cession de terre, est encore loin d'être terminée.

Treize heures de débats parfois tumultueux, en trois jours, n'y ont pas suffi. Les représentants du Parti national religieux – relais des cent cinquante mille colons juifs de Gaza et de Cisjordanie – veulent garder le plus « Grand Israël » possible et menacent de faire tomber le gouvernement en cas de retrait même symbolique. Ceux du parti « russe » de Nathan Chitcharansky et du parti « troisième voie », qui défend les intérêts des colons du Golan occupé, approuveraient un retrait minimal pour se débarrasser de la pression américaine. Les ministres Likoud, le propre parti de M. Nétanyahou, se querellent également sur la taille des territoires palestiniens susceptibles d'être annexés à l'Etat juif. Environ 70 % de la Cisjordanie, dit Ariel Sharon, le « faucon » des « faucons », un peu moins de 60 %, réplique Itzhak Mordechai, le ministre de la défense.

Selon les fuites de presse, le premier ministre soutenant cette dernière proposition a été violemment pris à partie, mardi et mercredi, par M. Sharon. « J'ai toujours travaillé à soutenir ce gouvernement », a lancé, en plein conseil, le ministre des infrastructures, très écouté par la droite religieuse, par l'extrême droite et par les colons. « Mais là, vous êtes sur le point de mettre en danger notre intérêt national et je décline toute responsabilité. » M. Nétanyahou a pâli. « Ne me maniez pas ainsi du doigt ! », a-t-il rétorqué. Mercredi, après une nouvelle séance de débats animés, les deux hommes, d'accord pour ne rien décider du tout, se sont finalement déclarés « satisfaits ».

LES POINTS SUR LES « I »

Mais, par précaution, l'ancien général Sharon ayant dit plus d'une fois qu'il ne croyait « pas un traître mal » de ce qu'affirme M. Nétanyahou, le cabinet du ministre a publié un communiqué mettant clairement les points sur les « i ». « Il a été entendu que le premier ministre conduira, jeudi, avec le secrétaire d'Etat américain des délibérations sur ce que sont les intérêts nationaux d'Israël dans le cadre des négociations sur le statut définitif des territoires occupés. Il ne serait donc pas question d'évo-

quer un éventuel retrait. « Il n'est pas dans l'intention du premier ministre de citer un quelconque pourcentage » de retrait territorial.

David Lévy, le chef de la diplomatie qui soutient lui aussi le plan présenté par son collègue de la défense, avait prévenu, dès avant le conseil de mercredi, que, si le gouvernement ne donnait pas un mandat clair au premier ministre, il ne l'accompagnerait pas, jeudi, à Paris. « Pas question de jouer les témoins d'un jeu dans lequel M. Nétanyahou, menotté, n'aurait rien à dire de concret ou secret d'Etat » américain. Après le conseil, le ministre des affaires étrangères a confirmé son boycottage de la rencontre de Paris et évoqué un échec « qui pourrait être grave » pour Israël. La partie de poker continue et M. Nétanyahou devait promettre, jeudi, à Madeleine Albright que son gouvernement « sera prêt » vers la mi-janvier.

Qu'il n'y ait, selon Mohamed Dahlan, chef de la police palestinienne à Gaza, « aucune chance » que Yasser Arafat, qui attend la restitution à son peuple d'un mois 90 % des territoires conquis par Israël en 1967, accepte la proposition des uns ou des autres, ne paraît étonner personne.

Patrice Claude

La Chine pourrait ne pas être épargnée par la crise financière

L'agitation sociale s'étend

PÉKIN

de notre correspondant

Totalement exclue par les analystes financiers voici encore quelques mois, l'hypothèse d'un scénario-catastrophe dans l'économie chinoise commence à être retenue, au moins à titre spéculatif, au vu de la tourmente qui secoue l'ensemble de l'Asie. L'amorce d'un cycle déflationniste dans lequel la Chine, toute protégée qu'elle soit par ses barrières héritées du socialisme, rejoindrait ses voisins en difficulté, vient s'ajouter à une agitation sociale qu'on sent monter dans le pays.

Les deux premières conséquences de la dévaluation générale des monnaies asiatiques sont, d'une part, de rendre les produits chinois plus coûteux que leurs concurrents sur un marché régional en récession, et, d'autre part, de réduire le capital sur lequel Pékin comptait tout particulièrement pour venir au secours de son secteur industriel public, celui des Chinois de la diaspora. La crise régionale commence à se faire sentir sur les exportations chinoises, qui enregistrent un confortable taux de 25 % de croissance sur les dix premiers mois de 1997 mais qui donnent aujourd'hui des signes de ralentissement. Des analystes estiment qu'elles pourraient retomber à la moitié de ce taux l'année prochaine, une prédictio fâcheuse pour une économie très dépendante de ses marchés extérieurs.

Des firmes taïwanaises et du Sud-Est asiatique ont d'ores et déjà différé des plans d'investissement ou d'agrandissement de leurs opérations en Chine dans l'attente de voir si la Chine dévalue à son tour sa monnaie. Des économistes pensent que l'investissement étranger direct, de quelque 40 milliards de dollars cette année, pourrait chuter de 50 % en 1998. Ce ptiement contraindrait le gouvernement à mobiliser les fonds de ses propres banques pour soutenir la croissance. Or celles-ci sont déjà sévèrement touchées par la persistance du malaise ou les places l'abondance des prêts ou performances qu'elles ont dû consentir pour raisons politiques, représentant au minimum quelque 200 milliards de dollars.

Ces craintes relativisent la confiance affichée par le gouvernement face à la crise et conduisent à douter de sa détermination à engager les réformes du secteur public annoncées au récent quinzième congrès du Parti communiste. Le « numéro un » de l'ère post-Deng Xiaoping, le président Jiang Zemin, passe pour

avoir donné instruction d'aller de l'avant en tirant les leçons de l'atmosphère des autres gouvernements de la région. Mais on entend déjà s'exprimer à nouveau divers milieux conservateurs traditionnellement inquiets des conséquences sociales de la réforme.

Ces conséquences, il est vrai, rappellent un peu la situation qui a conduit à la crise de 1989 quand des grèves non déclarées ont éclaté à travers le pays. A cette différence qu'aujourd'hui on assiste à des manifestations de plus en plus fréquentes de salariés renvoyés chez eux et mis à pied de manière non déclarée, faute de fonds pour les payer. Ce n'est plus seulement le cas dans des provinces au secteur industriel sinistré comme le Nord-Est mandchou ou le lointain Sichuan (sud-ouest) : selon des informations recueillies par les réseaux d'activistes du mouvement ouvrier non officiel, une trentaine de militants d'une usine de Pékin fabriquant des produits pour l'armée se sont récemment vu dénier l'autorisation d'organiser une manifestation contre leur direction pour protester contre les licenciements abusifs et autres pratiques de cet ordre.

GARANTIR LA CROISSANCE

Cette agitation sociale, qui n'existe pas officiellement, est généralement connue après coup, par des circuits parallèles d'information. Sa réalité n'en est pas moins préoccupante pour un régime condamné à garantir la croissance, seul ciment de sa légitimité politique. Des banquiers estiment que si la croissance tombe sous un seuil de 6 % à 8 %, c'est tout le fragile édifice social sur lequel se tient le régime qui serait menacé.

Enfin, l'intégration partielle de Hongkong à l'ensemble chinois procure une nouvelle source d'incertitude dont vont devoir tenir compte des centres occidentaux de décision dans un contexte de crise. Ainsi, la compagnie aérienne « nationale » de l'ex-colonie britannique, Cathay Pacific, a différé d'un à deux ans la confirmation de vingt-cinq options qu'elle avait prises sur des Boeing et des Airbus, et envisage de mettre en vente sept appareils Boeing anciens (des 747-200), en raison des révisions à la baisse de ses besoins pour l'avenir. La conséquence s'est fait immédiatement sentir sur sa cotation en Bourse à Hongkong, qui a subi une chute de 9 %.

Francis Deron

Les élections législatives au Qatar seront ouvertes aux femmes

DOHA

de notre envoyé spécial

En obtenant de haute lutte l'organisation du prochain sommet de l'Organisation de la conférence islamique, début 1998, au Qatar, qui avait déjà accueilli en novembre le Forum économique islamique, le Qatar, pays à majorité musulmane, confirme des prétentions régionales que contraste sa modestie. Cet activisme diplomatique s'ajoute à une stratégie intérieure d'ouverture tous azimuts. Deux ans et demi après son arrivée au pouvoir à la suite de l'élection de son père, l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, a ainsi annoncé le 30 novembre, lors de la séance d'ouverture d'une nouvelle session du Conseil consultatif, la mise au point d'un projet de loi

instaurant les premières élections au suffrage universel.

Ce scrutin aura une portée limitée puisqu'il ne prévoit que la désignation d'un conseil général de vingt-neuf membres qui aura autorité sur les municipalités du pays, mais il sera néanmoins ouvert aux femmes et aux membres de la famille régnante, ce qui constitue un bouleversement profond au regard des normes politiques en vigueur dans la région. La date des élections n'a pas encore été fixée – la loi électorale elle-même doit encore être adoptée –, mais elles pourraient avoir lieu au cours de l'été prochain. « Il faut à présent que la presse fasse son travail d'éducation auprès de la population en expliquant à quoi servent les élec-

tions, et quels pouvoirs vont être en jeu », estime un universitaire qatari.

L'émir a qualifié le projet de « grand pas sur la voie de la démocratisation de la participation populaire (...) en vue de la réalisation de la démocratie totale au Qatar ». Autant dire que la perspective d'élections législatives se rapproche. Retardées pendant de longs mois par le contentieux, qui a persisté avec l'émir déposé, les promesses d'ouverture et de modernisation faites à son arrivée par cheikh Hamad prennent aujourd'hui de la consistance, en grand dam du puissant et très conservateur voisin saoudien. Peu de temps après sa prise du pouvoir, l'émir avait d'ailleurs assuré « qu'au Qatar, tout est possible ».

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le Qatar a été le premier pays de la région à nommer une femme à un poste ministériel, certes très modeste : cheikha Ahmad Al-Mahmoud, sous-secrétaire d'Etat à l'éducation et à la culture. La deuxième épouse de cheikh Hamad, cheikha Mooza Al-Misned, n'est pas pour rien dans cette politique. Les élections municipales, elles, s'inscrivent dans un très lent

mouvement engagé dans la région. En octobre, le sultan d'Oman a été le premier à accorder le droit de vote et l'éligibilité aux femmes, dans le cadre des élections pour le Conseil consultatif. Le résultat a été mitigé puisque seules les deux femmes du Conseil sortant, qui avaient été nommées, ont été élues.

L'ouverture prônée par le nouveau pouvoir se concrétise également dans la liberté d'expression, où la libération de l'information a gagné du terrain. C'est vrai pour les médias d'Etat, telle la radio, où on a ainsi pu critiquer le maintien de la conférence économique de Doha, boycottée par les principaux pays arabes mécontents du processus de paix. C'est encore plus manifeste avec la chaîne privée El Jazira (« l'étoile » diffusée par satellite dans tout le Golfe, mais aussi au Proche-Orient, au Maghreb et en Europe (Le Monde du 16 décembre). Lancée en novembre 1996 à l'aide d'une subvention de l'Etat, la télévision s'est imposée par sa liberté de ton et de critiques, suscitant même plusieurs crises diplomatiques avec les voisins arabes du Qatar.

Gilles Paris

Manifestations au Liban après la censure d'un entretien avec le général Aoun

LE MOUVEMENT de protestation consécutif à l'annulation d'un entretien du général Aoun, leader chrétien libanais en exil, sur la chaîne de télévision privée MTV s'est poursuivi, mercredi 17 décembre, pour la troisième journée consécutive. La libération d'une soixantaine de partisans du général Aoun qui avaient été arrêtés, dimanche, puis traduits en justice pour avoir manifesté contre cette annulation n'a pas mis un terme au mouvement.

L'ordre des ingénieurs de Beyrouth a fait grève mercredi ; celui des avocats a poursuivi la sieste pour le troisième jour. A l'université privée Saint-Joseph, des milliers d'étudiants ont poursuivi leur sit-in sur le campus, commencé lundi, criant « Liberté ! Liberté ! » devant les portails gardés par des gendarmes des brigades anti-émeutes. Ils ont également lancé des slogans hostiles à la Syrie, qui maintient 85 000 soldats au Liban et contrôle de près la vie politique du pays. A l'université américaine de Beyrouth (AUB), les étudiants ont boycotté les cours, alors que leurs ca-

marades des facultés à dominante chrétienne de l'université libanaise, publique, ont observé la grève pour le second jour consécutif.

Mardi, des étudiants avaient défilé des délégations au siège du patriarcat maronite, à Bkerké, au nord de Beyrouth. Le cardinal Nasrallah Sfeir les avait harangués en disant : « Pour que la patrie soit libre, elle a besoin d'étudiants libres. » Des manifestations automobiles se sont enfin déroulées, mercredi, dans des quartiers chrétiens de Beyrouth, provoquant, pour la deuxième journée consécutive, des embouteillages monstrueux.

L'entretien du général Aoun, évacué du pouvoir en 1990 par une offensive syro-libanaise, après avoir lancé en 1988 une « guerre de libération contre l'occupant syrien », avait été censuré par le ministre de l'Information, Bassam Sabeh. Cette mesure, ainsi que la répression violente de la manifestation de protestation, dimanche, ont soulevé no tollé dans les milieux politiques, syndicaux et parlementaires. (AFP)

Tant qu'à taxer le "Hors Média", autant taxer tous les outils qui marchent.



C'est pile au moment où des outils, comme les « magazines consommateurs » font la preuve de leur intérêt pour les entreprises et pour le grand public qu'il est envisagé de les taxer suivant le principe du « pourquoi laisser marcher ce qui marche alors qu'on peut tenter de faire marcher mieux ce qui marche moins bien... » On peut se demander si de tels raisonnements sont bien raisonnables, quoiqu'ils ouvrent avec enthousiasme des perspectives de taxation illimitées. En fait, nous sommes assez inquiets quant à l'avenir du couteau Suisse.

L'agence de presse commerciale
94, rue Lavoisier, 75116 Paris.

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES
DIMANCHE 21 DÉCEMBRE
DE 10 H À 19 H.
NOCTURNES
JEUDI 18 ET MARDI 23
JUSQU'À 22 H.



RIVE GAUCHE

M^o SÈVRES-BABYLONE

SOCIAL Plusieurs associations de lutte contre le chômage, soutenues par des organisations syndicales - Groupe des dix, les opposants de la CFTD et la CGT Finances - ont lancé

une semaine d'action sur les « urgences sociales ». A MARSEILLE, le comité des chômeurs CGT mène, de son côté, une bataille pour obtenir ce qu'il appelle la

« prime de Noël ». CES MOUVEMENTS se rejoignent pour demander la revalorisation des minima sociaux, tels que le revenu minimum d'insertion et l'allocation de

solidarité spécifique, sur laquelle Martine Aubry, qui accompagne Lionel Jospin en Afrique (lire page 4) ne s'est pas prononcée. LES ASSOCIATIONS souhaitent aussi

être associées à la discussion du projet de loi sur les 35 heures et à la préparation du projet sur l'exclusion, dont la discussion a été promise pour le printemps 1998.

Les associations de chômeurs interpellent le gouvernement

A l'appel de la CGT, à Marseille, et des organisations de lutte contre le chômage, à Paris et dans le Nord, des actions sont menées pour obtenir rapidement une augmentation des minima sociaux et l'ouverture d'une discussion sur le projet de loi contre l'exclusion

LIONEL JOSPIN a annoncé pour le printemps 1998 un projet de loi sur l'exclusion, l'examen de la pré-cédente ayant été suspendu par la dissolution de l'Assemblée nationale. « Mais en attendant ? », demandent les associations de chômeurs. Le 15 décembre, face à ce qu'ils dénoncent comme l'« attentisme » gouvernemental, Agir ensemble contre le chômage (AC!), l'Association pour l'emploi et l'insertion (Apeis) et le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) ont lancé une semaine « urgences sociales », avec plusieurs syndicats du Groupe des dix (SUD-PTT, SUD-Rail, SNUI, CFTD en lutte, la fédération CGT des finances, et des associations comme Droits devant ! et le Comité des sans-logis (CDSL).

« C'est un coup de projecteur et une sonnette d'alarme », explique Claire Villiers, d'AC ! Le gouvernement annonce un grand processus démocratique, mais ne prend aucune décision immédiate. Les associations de chômeurs s'indignent que, depuis qu'Alain Juppé a réduit de moitié, soit 2,5 milliards de francs, la contribution de l'Etat au financement de l'allocation de for-

mation-reclassement, la gauche au pouvoir ne soit pas revenue sur cette mesure. Pour Richard Dethy, responsable de l'Apeis, « on ne peut pas renvoyer indéfiniment la balle sur le gouvernement et l'Unedic ».

Les associations de chômeurs revendiquent d'abord la revalorisation des minima sociaux : d'une part, l'allocation de solidarité spécifique (ASS), actuellement à 2 500 francs ; d'autre part, le revenu minimum d'insertion (RMI), aujourd'hui à 2 300 francs. Les associations de chômeurs souhaitent que ces allocations soient augmentées toutes deux de 1 500 francs par mois, « tout de suite, pour tous ». Cette revendication rejoint les actions menées par le comité de chômeurs CGT des Bouches-du-Rhône, qui réclame une « prime de Noël » (lire ci-dessous). Les autres associations de chômeurs, qui n'en font pas leur priorité, se sont volontiers ralliées à ce mouvement traditionnel à Marseille.

Canscient que, depuis la formation du nouveau gouvernement, la mobilisation est en saccade, Christophe Aguilton (AC !), a souhaité une « action volontariste ». Depuis lundi, les occupations d'Assedic se



sont multipliées : Lorient, Arras, Manosque, Le Mans, Bardeaux, Choisy-le-Roy, Vigneux... Mercredi 17 décembre, à Paris, des chômeurs ont tenté d'occuper l'antenne parisienne de la rue de Tanger, dans le 19^e arrondissement, dont les portes

ont été closes. Vers 14 h 30, quelque deux cents militants se sont installés sous la pyramide du Louvre pour obtenir de la direction du musée la possibilité d'organiser une réunion dans l'auditorium. Ils ont d'abord obtenu ce qu'ils cher-

chaient : « On n'a fait l'essentiel, les chômeurs sont venus nous filmer », a reconnu au micro Annie Coupé, secrétaire générale de SUD-PTT.

L'occupation de la pyramide du Louvre se voulait d'abord « symbolique » : « un lieu grandiose pour exprimer la voix des sans-voix », a résumé un militant de la CGT-finances. Il fallait « relancer la mobilisation sociale », estime M^{me} Coupé, car « rien ne ne bouge », soupire un militant du Droit au logement (DAL).

« LE BARON NE FERA PAS LA LOI » Le camp a été levé dès que le ministère de la culture, recevant une délégation de chômeurs, a donné son accord pour prêter, samedi, la grande salle du Carrousel du Louvre afin d'organiser un débat sur l'exclusion. La veille, les chômeurs devaient s'unir à la marche du CDSL jusqu'au ministère de la jeunesse et sports, où il serait reçu par Marie-George Buffet. Enfin, dimanche, les mêmes associations prévoient d'occuper des logements avec le DAL.

Déjà, fin octobre, les associations de chômeurs s'étaient mobilisées pour revenir au plancher (4 400 francs) des allocations for-

mation-reclassement (AFR) aux chômeurs. Elles s'étaient aussi indignées de ne pas avoir été convoquées à la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, le 10 octobre. Le 16 décembre, quelques chômeurs, durant quelques heures, ont envahi le siège parisien de la CGP, dirigée par Ernest-Anthoine Seillière, élu le même jour à la tête du CNPF, qu'un tract distribué au Louvre prenait à partie : « Le baron ne fera pas la loi ».

« Mais attention ! Nous voulons aussi que Martine Aubry nous associe à la préparation de sa loi sur les 35 heures », commente M^{me} Villiers. Là aussi, il y a urgence. Jeudi, le directeur de cabinet de la ministre de l'emploi et de la solidarité devait recevoir une délégation de la CGT emmenée par Jacqueline Lazaret et François Desanti, secrétaire du comité national des chômeurs CGT, pour évoquer, notamment, « les aides significatives prises en faveur des chômeurs à l'approche de Noël ». Les associations de chômeurs attendent leur tour.

Bruno Caussé et Ariane Chemin

La réforme des fonds sociaux adoptée en juillet a modifié les règles de redistribution

L'UNEDIC assure : la « prime de Noël » réclamée par les comités de chômeurs marseillais n'existe pas et n'a jamais existé. C'est ce qu'affirme Jeanne Burton, directrice de la communication de l'Unedic. Elle ajoute que, parfois, certaines Assedic ont pu mettre fin à une occupation de leurs locaux en distribuant des chèques crédités sur les fonds sociaux.

Ces fonds sociaux, créés à la fondation de l'Unedic, en 1959, faisaient des aides individuelles aux chômeurs confrontés à des situations de détresse. Trois types de soutien sont proposés : des aides à la formation et au reclassement ; des aides matérielles pour le logement, les transports et les factures d'énergie ; des secours d'urgence. En juillet, l'Unedic, présidée par Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, a décidé une réforme de ces fonds sociaux, adoptée avec l'accord du patronat et de quatre organisations syndicales (CFTD, FO, CFTC, CFE-CGC). La CGT s'est opposée à cette modification, qui a provoqué la colère d'associations de chômeurs : Agir ensemble contre le chômage (AC !), l'Association pour l'emploi et l'insertion (Apeis), le Mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP).

La réforme a modifié les règles de redistribution. Jusque-là, chaque agence recevait une somme dont le montant était calculé sur la base des indemnités versées, et non en fonction du nombre de chômeurs. Cette péréquation était injuste, explique-t-on à l'Unedic, car elle favorisait les agences où étaient inscrits de nombreux cadres. La réforme a

aussi prévu de déléguer à des organismes extérieurs (Fonds de solidarité-logement, Fonds de solidarité-énergie, centres sociaux) la gestion des aides. M^{me} Notat justifiait alors cette modification en expliquant qu'elle apporterait « plus de transparence, plus d'efficacité et plus de justice ». Enfin, l'organisme paritaire avait voté une augmentation de l'enveloppe consacrée à ces fonds sociaux, la faisant passer de 1,2 milliard à 1,4 milliard de francs.

OEMARCHES COMPLIQUÉES

C'est d'abord le montant de cette enveloppe que les associations de chômeurs critiquent. « Les fonds sociaux doivent représenter 2 % des allocations versées, rappelle Claire Villiers, d'AC ! Pour 1996, la somme devait être comprise entre 1,8 et 2 milliards de francs. Malgré l'augmentation, nous sommes dans l'augmentation en dessous. » La CGT et les associations de chômeurs soulignent aussi que des sommes ont été prélevées sur cette enveloppe, notamment 400 millions de francs pour relever l'allocation plancher. « Après ces prélèvements, le montant total disponible des fonds sociaux est de 760 millions en 1997 », estime M^{me} Villiers.

Enfin, les pratestataires constatent que les conventions passées avec les organismes spécifiques compliquent les démarches des chômeurs, quand elles ne les rebutent pas. Elles les renvoient en effet vers d'autres interlocuteurs alors qu'auparavant, dans chaque Assedic, un agent était affecté à la distribution de ces aides et pouvait répondre immédiatement aux situations d'urgence.

B. C.

Le comité CGT de Marseille réclame la « prime de Noël »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial Une dizaine d'enfants jouent à chat dans la salle principale. Sur des chaises, le long des murs, des

REPORTAGE

L'espoir se tourne vers le ministère : « Les familles sont au bout du rouleau »

mères au chômage discutent ensemble, tout en jetant, de loin en loin, un coup d'œil à leur progéniture. D'autres membres du comité des chômeurs CGT du 13^e arrondissement de Marseille filent les allées et venues à l'entrée. Depuis le 11 décembre, l'antenne Assedic de Frais-Vallon est occupée jour et nuit, comme les sept autres agences du département.

Inaugurée le 4 décembre, jour de la première manifestation organisée par le comité des chômeurs CGT afin d'obtenir une « prime de Noël » de 3 000 francs, cette antenne de l'Association pour l'emploi dans le commerce et l'industrie (Assedic) des Bouches-du-Rhône n'a pratiquement pas eu le temps de fonctionner. Elle a pour caractéristique d'être située au cœur d'une cité HLM des quartiers nord-est de Marseille. L'enseigne signalant sa présence n'a

pas encore été accrochée. Responsable du comité de chômeurs CGT pour ce secteur, Hafsoï Haffizou, jeune femme de trente et un ans, d'origine comorienne, veille à ce qu'aucun incident ne se produise. Des jeunes s'emparent d'extincteurs pour joner ; des chômeurs interviennent pour qu'ils arrêtent. La pièce principale, la seule occupée, est balayée régulièrement. Dans un angle, bien rangés, sont empilés les matelas et les couvertures ; devant, deux charbiots de supermarché contiennent le matériel (banderoles, affiches) pour les manifestations.

Le premier jour de l'occupation, le personnel de l'agence a continué à travailler normalement. Depuis, la direction régionale des Assedic leur ayant demandé de ne pas se rendre sur leur lieu de travail, les employés ne sont pas revenus, et les guichets demeurent fermés.

Le courrier s'accumule. « Ils veulent diviser les chômeurs, mais nous renseignons ceux qui viennent déposer des dossiers », explique M^{me} Haffizou. Des huissiers de justice se sont aussi présentés, auxquels elle a fini par donner son nom, mais à leur second passage seulement. « Les mines de charbon sont fermées, les chantiers navals sont morts. Quand l'étais gamine, cela m'a marqué. Il faut qu'ils voient le nombre de chômeurs : on

est plus de dix mille sur Marseille », explique M^{me} Haffizou.

Le comité CGT des chômeurs de Marseille est parti en guerre contre la réforme des fonds sociaux de l'Unedic, votée le 2 juillet par son conseil d'administration et entrée en vigueur le 1^{er} octobre. Ici, tous les syndicats ont signé cette réforme, sauf la CGT. L'expression « prime de Noël » est d'ailleurs une invention de son comité de chômeurs. Sous sa pression, dans les Bouches-du-Rhône, 1 500 francs avaient été versés à 55 000 chômeurs, en 1996 ; 2 300 dossiers de « primes de Noël » ont été remplis, cette année, dans le seul 13^e arrondissement de Marseille, ce qui constitue un record.

Le jour de l'occupation, il y avait 350 personnes devant l'agence et, mercredi 17 décembre, pour la manifestation départementale, ce sont les « locataires » de l'Assedic de Frais-Vallon qui auraient le cortège. Véronique et Malika font toutes deux partie des occupants. Elles habitent dans des cités voisines de l'agence. Mère de trois enfants de treize, dix et six ans et demi, au chômage sans indemnisation, Véronique vit de ses allocations familiales. Son mari, VRB, est aussi au chômage depuis trois ans et reçoit 3 100 francs par mois. En 1996, elle avait touché les 1 500 francs. Élevant seule ses quatre enfants, Malika vient de

terminer un contrat à durée déterminée à temps partiel dans une entreprise de restauration collective.

Au chômage de longue durée, Sedipha, cinquante-deux ans, est venue « cueillir des informations ». Ancien ajusteur-monteur - « un métier qui n'est complètement disparu avec la robotisation », ayant travaillé sans interruption de 1961 à 1995, il a ensuite enchaîné « petit boulot » sur « petit boulot », stages de réinsertion ou de formation. « Je suis trop vieux pour trouver du travail et trop jeune pour aller à la retraite », explique-t-il en tendant une feuille où sont répertoriés ses 134 trimestres de cotisation à la Sécurité sociale. « J'ai reçu un papier me disant qu'ils m'enlevaient l'ASS [allocation de solidarité spécifique]. Ce qui me touche profondément, c'est qu'ils nous prennent pour des fainéants. »

La réunion avec le directeur général des Assedic des Bouches-du-Rhône n'ayant rien donné, tous les espoirs étaient tournés vers la délégation de chômeurs qui devait être reçue jeudi au ministère de l'emploi et de la solidarité. « Les familles sont au bout du rouleau. Ils ne peuvent pas ne pas nous donner un petit quelque chose avant Noël », disaient les chômeurs de Marseille.

Alain Beuve-Méry

Jacques Chirac et la « société de solidarité »

QUATRE ANS ET DEMI après avoir accepté, en tant que maire de Paris, la proposition de Xavier Emmanuelli de créer un « SAMU social » dans la capitale, Jacques Chirac a partagé, mercredi 17 décembre, avec les sans-abri et les bénévoles de l'ancien hospice Saint-Michel, un goûter de Noël. Sans faire de discours sur la « fracture sociale », le président de la République a voulu témoigner de la permanence de son intérêt pour les victimes de l'exclusion. « Les gens qui viennent du plus profond de l'errance ».

M. Emmanuelli, ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence des gouvernements Juppé, a rappelé, en tant que président du SAMU social, les enseignements donnés par M. Chirac quant à la conception d'un lieu d'accueil de jour à l'ancien hospice : « Docteur, il faut que ce soit beau... ils ont droit au beau ! » En visitant les lieux, M. Chirac a témoigné de ce souci, félicitant les

responsables de l'entretien de la bonne tenue des locaux, s'inquiétant de la qualité du mobilier, de celle de la cuisine... « Accueillir la misère dans un cadre misérable est un contresens », a-t-il dit.

DES NICHES POUR LES CHIENS

Avec un mot pour chacun, sur son histoire, sur sa région d'origine, M. Chirac, qui sait le faire, a prodigué un peu de chaleur aux hommes et femmes hébergés dans les bâtiments restaurés de l'avenue Courty (12^e arrondissement), à l'image des bénévoles du SAMU. « Ce qui fait leur force, c'est le regard qu'ils savent porter [sur les sans-abri], un regard clair, chaleureux, sans ingérence dans leur vie », a-t-il expliqué. A sa demande, le centre d'accueil de jour dispose d'un chenil. « En général, les chiens ne sont pas acceptés, disent les responsables du centre. Nous, on a fait de jolies niches ; on ne peut pas séparer les chiens de leur maître. »

M. Chirac a aussi eu l'occasion de s'adresser aux chefs d'entreprise, dont plusieurs participent désormais à un comité de parrainage du SAMU social. En plus d'une aide matérielle (de l'argent, des véhicules, etc.), ils contribuent à des projets innovants en matière de lutte contre l'exclusion - Alain Afflelou va, par exemple, ouvrir un centre d'optique fournissant gratuitement des lunettes. « Ces chefs d'entreprise pourraient se contenter de faire un geste personnel - en général, ce sont des gens de cœur. Ils nous donnent la preuve que les entreprises ne ferment pas les yeux sur leur environnement, sur la misère dont elles sont en partie responsables, puisque celle-ci s'est accrue avec l'industrialisation », a souligné M. Chirac.

Le président de la République a trouvé dans cette visite l'occasion de rappeler que « la misère est indigne d'une société de solidarité ».

Pascale Sauvage

ÉTUDES Mensuel L. n. : 60 F 144 p.

Retrouvez notre sommaire de décembre sur :
Minitel 36 15 SJ* Etudes 12,25 F/min.
 Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/assas-editions>

En vente dans les grandes librairies

ÉTUDES • 14, rue d'Assas • 75006 PARIS • Tél. : 01 43 39 48 48

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS ou FORTS

15, place du Havre Paris 8^e - Tél. : 01-43-87-34-64

NICE 16, av. J.-Médecin C.C. CAP 3000

LYON RDURY 80, rue E.-Herriot

Le gouvernement n'entend pas laisser retarder l'adoption de cette réforme

de gauche de la province des conservateurs, de la loi sur le cochet, celui nement sur les étrangers proposition transmise au après dispo- treize jours que cette

Clarisse Fabre

une ovation, debout, de l'ensemble des députés de l'opposition. Le président du RPR n'a pas manqué d'ironiser sur le « spectacle » des divergences au sein de la majorité. Dénonçant « ces exercices législatifs répétés (...) [qui] ne

La cour d'appel de Douai a confirmé, mercredi 17 décembre, le jugement rendu le 4 février par le tribunal de Lille à l'encontre de Jacqueline Deltombe. Jugée complice d'avoir abérogé un étranger en situation irrégulière, elle a cependant été exemptée de peine. Le 26 novembre 1996, elle avait été interpellée sur son lieu de travail pour avoir accueilli chez elle Tony M'Boongo, un ami zairais sans papiers. Avant entre-temps perdu son emploi, elle fut condamnée en application de l'article 71 de l'Ordonnance du 2 novembre 1945, qui interdit d'aider « un étranger à circuler ou à séjourner de façon irrégulière ». Ce jugement avait été le détonateur de la protestation contre la loi Delors, entraînant l'appel des cinéastes à la désobéissance civile. « M^{me} Deltombe était parfaitement au fait de la situation irrégulière de Tony M'Boongo, affirme la cour d'appel. (...) C'est en connaissance de cause et de façon délibérée qu'elle a fait ce qui était en son pouvoir pour lui éviter d'être contrôlé, lui assurant chez elle un asile régulier. »

pourront plus s'opposer à la remise en liberté, par le juge, d'un étranger.

● **Interdiction du territoire :** pour condamner à une peine d'interdiction du territoire un étranger appartenant à une catégorie théoriquement protégée, un tribunal devra non seulement « *spécialement motiver* » sa décision « *au regard de la gravité de l'infraction* », mais également « *de la situation personnelle et familiale* » de l'étranger. Les députés ont ajouté à la liste des personnes concernées les étrangers malades pour lesquels une expulsion pourrait avoir « *des conséquences d'une extrême gravité* ».

Philippe Bernard
Nathaniel Herzberg

JOLY
Le spécialiste du droit
des sociétés

*Un tableau aussi vivant que dramatique...
Un catalogue quasi-exhaustif des fautes politiques à ne
pas commettre... Il apparaît bienvenu que soit rendue
sa véritable dimension à l'immense phénomène qu'a
constitué la décolonisation... Un livre neuf, vigoureux,
riche d'enseignements.*

Français Bédarida, Libération

Ce livre n'apporte pas moins d'inédits que les précédents... Quel démenti aux explications mécanistes qui présentent les dénauevements comme inéluctables. Quelle leçon pour les historiens !.... Au total, ce livre invite à réfléchir à la façon dont l'histoire se fait et à méditer sur la responsabilité politique.

René Rémond, La Croix

Déjà porus :

Histoire de la IV^e République
 * La République des Illusions (1945-1951)
 ** La République des Contradictions (1951-1954)
 *** La République des Tourmentes (1954-1959),
 tome 1, Métamorphoses et mutations

L'Histoire
— chez —
FAYARD

la situation de la région. Elles tentent aussi d'indiquer de ne pas avoir été convié à la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, le 19 octobre, le 16 décembre, quelques chemours, dans quelques heures, un embaie dirigé par Ernest-Antoine Solberg, au même jour à la tête du CNPE, qu'un trait distribué du Louvre parait à Paris. « La conférence pas la faire. »

Mais attendez... Vous imaginez que Mitterrand, dans son discours à la préparation du 15 novembre 1974, nous, communistes du Vieux, la nous? Il nous a dit, le directeur de cabinet du ministre de l'Emploi et de la main-d'œuvre avait reçu une délégation de la CGT, emmenée par... l'ancien du cartel et France? Il nous a dit que du comité national de chemours CGT, pour... quel moment? Il nous a dit... l'approche de N... les conditions de chemours... et tout le monde.

Alain Chénier
et Jean Chénier

[illegible]

Attn: John Doe

RAFAL

Face à la porte S-Matinee

GRANDS
OU
FORTS

16. place du Havre
PARIS

Henri Emmanuelli décide de se démettre de son mandat de député des Landes

François Hollande renonce à sa demande d'audience à Jacques Chirac

« J'ai décidé de démissionner à dater de ce jour, 17 décembre 1997 », a écrit Henri Emmanuelli, mercredi, après la confirmation de sa condam-

nation par la Cour de cassation. « Les relations entre pouvoirs ne sauraient être réglées à l'occasion de circonstances exceptionnelles ou, a fortiori, de

cas personnels », indique-t-il dans une lettre à Laurent Fabius. François Hollande a aussitôt renoncé à sa demande d'audience au chef de l'Etat.

UNE DERNIÈRE FOIS assis à son banc de député des Landes, Henri Emmanuelli a pris part au vote sur le projet de loi sur l'immigration, mercredi 17 décembre, puis il a rendu publique la lettre de démission qu'il a adressée à Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Sans attendre que le Conseil constitutionnel notifie sa déchéance, l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, qui avait fait savoir à ses amis, dès la confirmation de sa condamnation par la Cour de cassation, qu'il ne demandait rien, a choisi de prendre les devants.

« Il est clair, à mes yeux, affirme M. Emmanuelli dans sa lettre, qu'aujourd'hui une fraction du corps électoral, en l'occurrence les électeurs et les électeurs landais, se voient spoliés de leurs choix librement consentis et réitérés à sept reprises, par une cour d'appel ayant prononcé une peine complémentaire d'indéligibilité sans la motiver, alors même qu'une autre juridiction a largement motivé les raisons pour lesquelles elle se refusait à prononcer une peine d'indéligibilité, dans la même affaire. Cela n'a pas troublé la Cour de cassation mais devrait interpellier le législateur, à qui il appartient de faire la loi et de restaurer le principe de la motivation des peines, qui reste un principe fondamental, sauf à voir s'instaurer l'arbitraire. »

Voyant dans la confiance de ses électeurs et de ses amis politiques « l'unique principe de légitimité » qu'il reconnaît, M. Emmanuelli conclut : « C'est à leur côté que je me battrais, sous d'autres formes, pour faire avancer les principes et les valeurs qui sont les seules richesses dont je revendique l'honneur d'être le receleur. » Cette décision du président du conseil général des Landes a eu pour effet de tirer le PS du mauvais pas dans lequel il risquait de se mettre après avoir sollicité une audience auprès de Jacques Chirac, qui apparaissait, même si François Hollande avait soigneusement pris soin de ne pas prononcer le mot, comme

une demande au président de la République d'user de son droit de grâce. Cette position était critiquée, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, par quelques jeunes députés, prudemment retranchés, il est vrai, dans l'anonymat.

« Je prends acte de la décision d'Henri Emmanuelli de démissionner de son mandat, a indiqué le premier secrétaire du PS dans un communiqué. Je salue la dignité qui est la sienne dans l'épreuve qu'il traverse en notre nom. Je l'assure, au nom du Parti socialiste, de notre amitié, de notre solidarité. Je sais qu'il continuera à se battre à nos côtés pour les valeurs qui sont les nôtres. » « Dans ce contexte, conclut M. Hollande, la

demande de rendez-vous que j'avais sollicitée auprès du président de la République perd ainsi tout objet. »

Mercredi, à la sortie du conseil des ministres, où la question n'avait pas été évoquée, pas plus que lors du tête-à-tête entre M. Chirac et Lionel Jospin, Catherine Trautmann, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, s'est refusée à commenter la démarche du PS. Mais, a-t-elle ajouté, cette décision de justice « crée une certaine émotion, pose beaucoup de questions », parce qu'elle concerne « une personne dont chacun reconnaît l'honnêteté et la dignité personnelles ».

Jeudi au matin, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a salué, sur RTL, le « geste très digne » de M. Emmanuelli, « victime d'une injustice ». « S'il avait été trésorier d'un autre parti, il n'aurait pas ces problèmes », a noté M. Vaillant. Mercredi, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avait déclaré que « cette condamnation laisse intacts son intégrité et son honneur » et que M. Emmanuelli, membre du bureau national du PS, « garde toute sa place dans le combat des socialistes et de la gauche tout entière ».

Michel Noblecourt

M. Léotard souhaite une réforme de l'abus de biens sociaux

Le président de l'UDF, François Léotard, a indiqué, mercredi 17 décembre lors d'une conférence de presse, que la condamnation d'Henri Emmanuelli « ne manque pas de soulever toute une série d'émotions ». « Il n'y a aucun grief à faire à des magistrats qui ne font qu'appliquer la loi actuelle, mais tout le monde comprend bien que, sur la personne même de M. Emmanuelli, il y a quelque chose qui est extrêmement lourd », a expliqué M. Léotard. L'ancien ministre s'est dit favorable à la création d'une « commission qui réfléchirait sur la prescription et la définition du délit d'abus de biens sociaux ». « La bonne réponse est d'essayer de voir s'il y a matière à une réforme de la législation dans ce domaine qui ne soit ni une amnistie, ni une attitude qui serait trop tolérante vis-à-vis des délits qui ont été commis », a-t-il ajouté.

Un retraité du privé toucherait 62 % de son salaire en 2015

APRÈS les images, les chiffres : la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) a récemment lancé une campagne de communication pour défendre le système par répartition et attaquer implicitement la capitalisation : à l'occasion des premières « journées de la branche retraite », la caisse a rendu publique, jeudi 18 décembre, une étude concluant que, pour les quelque millions de salariés du secteur privé, « le retraité du régime général reste un bon investisseur ».

Pour autant, les taux de remplacement (montant de la pension par rapport au dernier salaire) vont diminuer dans les vingt prochaines années. En 1995, la caisse nationale s'était livrée à une première évaluation de l'impact de la réforme décidée par Edouard Balladur en août 1993 (allongement progressif de 37,5 à 40 ans de la durée de cotisation, calcul des pensions sur les

25 meilleures années). Depuis, les régimes complémentaires ont procédé à leur propre réforme, l'accord patronat-syndicats du 25 avril 1996 ayant notamment renchéri le coût d'acquisition des points de retraite.

Sur la base d'hypothèses économiques raisonnables (salaires moyens et plafond de la « Sécurité sociale » en hausse de 3 % par an, indexation des pensions sur les prix, hausse de 4 points des cotisations entre 2005 et 2015, etc.), la CNAVTS a actualisé les taux de remplacement de personnes ayant cotisé quarante ans et cessant leur activité à soixante ans. « La retraite globale, en montant absolu, est plus élevée pour les générations plus jeunes », note l'étude, qui explique par le fait que la génération qui partira à la retraite en 2015 (celle née en 1955) « profitera de sa retraite en moyenne trois ans de plus que la génération 1934 ».

Toutefois, pour les hommes, la

caisse précise que « le dernier salaire est moins bien remplacé : de 1994 à 2015, ce taux de remplacement [rapport entre le salaire brut et la pension avant prélèvements sociaux] passe d'environ 70,36 à 62 %, avec une perte de huit ou neuf points suivant les carrières de référence ». Le taux de remplacement restera stable pour les femmes (environ 70 %). A l'horizon 2015, les mesures déjà prises par les régimes de retraite « diminuent la rentabilité des cotisations versées par les générations jeunes », conclut l'étude.

A ceux qui talent sur une crise majeure du système par répartition, la caisse nationale réplique que ses indicateurs de rendement restent bons. Un retraité né en 1934

met sept ans à récupérer ses cotisations et celles de l'employeur ; il en faudra douze à un assuré né en 1955. La rentabilité financière baisse aussi : franc de cotisation rapportait 2,70 francs aux hommes et 3,50 francs aux femmes de la génération 1934 ; elle rapportera respectivement 1,80 franc et 2,25 francs à ceux de la génération 1955. Enfin, pour obtenir une rente viagère équivalente à sa pension, un homme né en 1934 aurait dû placer ses cotisations pendant quarante ans à un taux réel minimal (hors inflation) de 4 % par an. Ce taux devrait être de 2 % pour la génération 1955.

Jean-Michel Benat

PRÉFECTURE DE L'ALLIER

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

1^{er} Bureau

B.P. 1649 - 03016 MOULINS CEDEX

Tél. : 04.70.48.30.00

AVIS AU PUBLIC

Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement
Communes de : Yzeure, Moulins, Avernay, et Toulon/Allier
Attribution du statut de Route Express Nationale à la déviation de Moulins
- R.N. 7 du P.R. II+500 au P.R. 20+800 -

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de statut de route express nationale

Il sera procédé DU LUNDI 5 JANVIER AU VENDREDI 6 FÉVRIER 1998 INCLUS à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, sur le territoire des communes de : Yzeure, Moulins, Avernay et Toulon/Allier, relative au projet de classement en Route Express Nationale de la déviation de Moulins - R.N. 7 (P.R. II+500 au P.R. 20+800).

Monsieur Jean PERIGAUD, Ingénieur Général du G.R.E.F. en retraite, domicilié 4 rue Jules Verne à Chamalières (63400), est désigné en qualité de commissaire-enquêteur unique.

Le siège principal de l'enquête est fixé à la mairie de : Yzeure. Pendant la durée de l'enquête les dossiers d'enquête seront tenus à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituelle des bureaux dans les mairies de : Yzeure, Moulins, Avernay et Toulon/Allier.

Les observations du public sur le projet pourront être :
- consignées sur les registres d'enquête ouverts dans les mairies concernées,
- adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de : Yzeure (siège principal),
- exprimées oralement au commissaire-enquêteur qui sera présent :

- à la mairie d'Yzeure : le lundi 5 janvier 1998 de 9h à 12h et le vendredi 6 février 1998 de 14h à 17h ;
- à la mairie de Moulins : le mardi 13 janvier 1998 de 14h à 17h ;
- à la mairie d'Avernay : le mercredi 21 janvier 1998 de 14h à 17h ;
- à la mairie de Toulon/Allier : le jeudi 29 janvier 1998 de 9h à 12h.

A l'issue de l'enquête, copies du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront déposées dans les mairies de : Yzeure, Moulins, Avernay, Toulon/Allier pour être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront, en outre, obtenir communication du rapport et des conclusions sur demande écrite au préfet de l'Allier (1^{er} direction - 1^{er} bureau).

Le Préfet, pour le Préfet,
le Secrétaire Général,
Bruno DELSOL

Compromis entre le PS et le gouvernement sur l'assurance-vie

Ultimes délibérations sur le budget 1998

LE PARLEMENT devait adopter définitivement, jeudi 18 décembre, le projet de loi de finances pour 1998, les députés ayant commencé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à rétablir la version qu'ils avaient votée en première lecture et qui avait été profondément modifiée par le Sénat. Au cours de cet exercice, les députés ont conservé certaines dispositions introduites par le Sénat, comme le report d'un an de la suppression progressive des abattements fiscaux supplémentaires dont bénéficient 72 professions, parmi lesquelles celle de journaliste.

Toutefois, l'Assemblée a adopté un amendement d'Augustin Bourreaux (PS, Ardèche), précisant que ne pourraient bénéficier de cet abattement que les contribuables dont le revenu net annuel est inférieur à 300 000 francs. « Comme nous avons aboli la plupart des privilèges fiscaux, nous devons supprimer ces abattements pour les personnes les plus favorisées », a plaidé M. Bourreaux. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, a admis l'« inspiration respectable » de cet amendement mais s'y est opposé - en vain - afin de ne pas compliquer les négociations entre l'Etat et les professions concernées. Le gouvernement devait demander une seconde délibération jeudi pour supprimer le plafond de 300 000 francs.

En revanche, la commission a accepté de retirer l'un de ses amendements destinés à durcir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour les contribuables riches qui, comme François Pinault en 1997, n'acquiescent pas à l'ISF. M. Sautter a expliqué que le gouvernement entendait

sur cette affaire « faire respecter le droit » et « mettre fin à des pratiques frauduleuses », et que, les règles étant « claires », il n'est « pas souhaitable de légiférer ».

Le gouvernement a fait voter un amendement remontant à 6 100 francs le plafond de l'allègement d'impôt procuré par la demi-part supplémentaire accordée aux personnes seules ayant élevé des enfants, au lieu de 3 000 francs initialement. Les députés ont de nouveau supprimé le système des quinquas permettant des déductions fiscales pour l'acquisition de parts de navires de commerce, mais plusieurs députés socialistes de régions littorales, comme Jean-Yves Le Drian (Morbihan), ont décrié « l'incompréhension du monde maritime ». M. Sautter a assuré que le gouvernement va proposer des mesures pour aider la flotte de commerce, y compris, éventuellement, sur le plan fiscal.

Le gouvernement s'apprêtait, jeudi, à déposer un amendement rétablissant l'exonération fiscale des contrats d'assurance-vie majoritairement investis en actions au-delà d'une détention de huit ans. La commission des finances avait manifesté sa mauvaise humeur devant cet allègement en faveur des hauts revenus. Les députés pourraient néanmoins accepter la disposition nouvelle proposée par le gouvernement, en précisant que les contrats exonérés devaient être investis en actions d'entreprises françaises ou européennes et détenus au moins dix ans.

Fabien Roland-Lévy

M. Fabius corrige le fonctionnement de l'Assemblée nationale

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a annoncé, mercredi 17 décembre, une modification du rythme de travail des députés après la suspension des travaux pour les fêtes de fin d'année. La règle devrait être, sauf pendant la discussion budgétaire, de séder les mardi, mercredi et jeudi après-midi et en soirée, le matin étant réservé aux réunions de groupes et de commissions, a déclaré M. Fabius lors d'une allocution en séance publique.

Un vendredi par mois serait dévolu à l'examen de propositions de loi. Chaque groupe pourrait désormais obtenir automatiquement, une fois par an, la création d'une commission d'enquête, sauf pour la défense nationale et les questions monétaires. L'Assemblée aura davantage recours aux procédures simplifiées des discussions des projets en commission. M. Fabius a demandé que l'ordre du jour « ne soit pas surchargé par un nombre excessif de projets ». Il a souligné que depuis la rentrée, le 15 septembre, « l'activité législative a été très soutenue » et que l'examen des différents textes a « conduit à une certaine saturation ».

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité du premier ministre enregistre une baisse sensible, selon le dernier sondage réalisé par BVA, du 11 au 13 décembre auprès d'un échantillon de 963 personnes et publié par Paris-Match (daté 18 décembre). Avec 54 % de bonnes opinions, Lionel Jospin recule de 5 points par rapport à son score très élevé de novembre, tandis que les opinions négatives progressent de 4 points à 34 %. Ce recul est particulièrement sensible chez les sympathisants écologistes (-13 points) et UDF (-17 points). Quant au président de la République, sa cote de popularité est stable pour le troisième mois consécutif, avec 51 % de bonnes opinions contre 33 % de mauvaises.

■ **RÉGIONALES** : la commission d'investitures RPR et UDF pour les élections régionales s'est réunie, mercredi 17 décembre, sans parvenir à trancher les litiges qui opposent les deux formations en Bretagne, dans les Pays de la Loire, dans le Centre et en Champagne-Ardenne. La prochaine séance de travail a été renvoyée au début du mois de janvier.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : le congrès du FLNKS, qui était prévu le 20 décembre, a été reporté, pour la troisième fois, à une date ultérieure. Le bureau politique du front indépendantiste a estimé, jeudi 18 décembre, que, tout en approuvant le protocole d'accord sur la répartition des gisements de nickel, le conseil d'administration du groupe Eramet s'était réservé « la possibilité de le remettre en cause » (Le Monde du 18 décembre).



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX. : 01.46.40.70.66

95 Vente s/Liquidation judiciaire au Palais Justice de PARIS, le jeudi 8 janvier 1998 à 14h30 - en un lot
ENSEMBLE IMMOBILIER INDUSTRIEL
comp. BATIMENT à us. de stockage, bureaux et locaux sociaux
sur un terrain de 5.387 m²
30, rue Camot
TERRAIN de 854 m² Lieudit « Les Ecricroles »
le tout sis à **GROSLAY (95)**
Mise à Prix : 2.500.000 Francs
Rens. à M^{re} DEPOIX ROBAIN, Avt à PARIS 17^e, 222, Bd Pereire -
Tél. : 01.44.09.99.60 - et à Avt pr TOI de PARIS
S/Lieux pr visiter le Lundi 5 Janvier 1998 de 10h à 11h30

ENIM

CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE LA MÉDITERRANÉE

ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 1997 ET PERSPECTIVES DU GROUPE

Exercice 1997

L'année 1997 peut être considérée comme satisfaisante dans son ensemble, avec en particulier :
• un accroissement du volume d'activité du Groupe,
• une nouvelle progression des prises de commandes,
• un résultat net consolidé qui devrait se situer à un niveau supérieur à 50 MF.

La structure financière du Groupe est renforcée, avec notamment une progression de la trésorerie nette par rapport à fin 1996. Seule l'activité Produits Neufs de Babcock Entreprise (chaudières industrielles) connaît encore des difficultés avec pour conséquence une contribution négative (-20 MF) du sous-ensemble Babcock Entreprise/Wanson, malgré les résultats positifs du pôle Wanson (petites chaudières industrielles) et de l'activité Services de Babcock Entreprise.

Compte tenu de l'amélioration attendue du résultat, il sera proposé une augmentation du dividende.

Perspectives

L'activité de CNIM devrait continuer de façon satisfaisante en 1998 avec la livraison de plusieurs usines d'incinération d'ordures ménagères. Il est escompté une poursuite de la progression de l'ensemble Wanson.

Le retour à l'équilibre de Babcock Entreprise est prévu pour 1999. Ce décalage par rapport aux prévisions précédentes résulte de la dépression du marché des chaudières industrielles. Toutefois, les efforts de rationalisation déjà accomplis et encore en cours devraient abaisser très nettement le « point mort » de Babcock Entreprise, dès 1998.

L'ensemble de ces éléments permet d'envisager avec confiance la croissance des résultats du Groupe.

Le 15 décembre 1997

مركز الامن والاصل

Publicité

Entente entre le PS et le gouvernement sur l'assurance-vie

[illegible][illegible]

LES NATIONALES

Le ministre de l'Éducation nationale, Jacques Foccart, a annoncé hier que les élèves de l'enseignement secondaire seraient admis à voter aux élections municipales de 1977. Cette mesure, qui a été prise par le conseil d'État, vise à encourager les jeunes à participer à la vie démocratique. Les élèves de 16 ans et plus, inscrits sur les listes électorales, pourront voter lors des élections municipales de 1977. Cette mesure s'applique à tous les départements de France métropolitaine.

1. Le 15 Mars 1968
 2. Le 15 Mars 1968
 3. Le 15 Mars 1968
 4. Le 15 Mars 1968
 5. Le 15 Mars 1968
 6. Le 15 Mars 1968
 7. Le 15 Mars 1968
 8. Le 15 Mars 1968
 9. Le 15 Mars 1968
 10. Le 15 Mars 1968
 11. Le 15 Mars 1968
 12. Le 15 Mars 1968
 13. Le 15 Mars 1968
 14. Le 15 Mars 1968
 15. Le 15 Mars 1968
 16. Le 15 Mars 1968
 17. Le 15 Mars 1968
 18. Le 15 Mars 1968
 19. Le 15 Mars 1968
 20. Le 15 Mars 1968
 21. Le 15 Mars 1968
 22. Le 15 Mars 1968
 23. Le 15 Mars 1968
 24. Le 15 Mars 1968
 25. Le 15 Mars 1968
 26. Le 15 Mars 1968
 27. Le 15 Mars 1968
 28. Le 15 Mars 1968
 29. Le 15 Mars 1968
 30. Le 15 Mars 1968
 31. Le 15 Mars 1968
 32. Le 15 Mars 1968
 33. Le 15 Mars 1968
 34. Le 15 Mars 1968
 35. Le 15 Mars 1968
 36. Le 15 Mars 1968
 37. Le 15 Mars 1968
 38. Le 15 Mars 1968
 39. Le 15 Mars 1968
 40. Le 15 Mars 1968
 41. Le 15 Mars 1968
 42. Le 15 Mars 1968
 43. Le 15 Mars 1968
 44. Le 15 Mars 1968
 45. Le 15 Mars 1968
 46. Le 15 Mars 1968
 47. Le 15 Mars 1968
 48. Le 15 Mars 1968
 49. Le 15 Mars 1968
 50. Le 15 Mars 1968
 51. Le 15 Mars 1968
 52. Le 15 Mars 1968
 53. Le 15 Mars 1968
 54. Le 15 Mars 1968
 55. Le 15 Mars 1968
 56. Le 15 Mars 1968
 57. Le 15 Mars 1968
 58. Le 15 Mars 1968
 59. Le 15 Mars 1968
 60. Le 15 Mars 1968
 61. Le 15 Mars 1968
 62. Le 15 Mars 1968
 63. Le 15 Mars 1968
 64. Le 15 Mars 1968
 65. Le 15 Mars 1968
 66. Le 15 Mars 1968
 67. Le 15 Mars 1968
 68. Le 15 Mars 1968
 69. Le 15 Mars 1968
 70. Le 15 Mars 1968
 71. Le 15 Mars 1968
 72. Le 15 Mars 1968
 73. Le 15 Mars 1968
 74. Le 15 Mars 1968
 75. Le 15 Mars 1968
 76. Le 15 Mars 1968
 77. Le 15 Mars 1968
 78. Le 15 Mars 1968
 79. Le 15 Mars 1968
 80. Le 15 Mars 1968
 81. Le 15 Mars 1968
 82. Le 15 Mars 1968
 83. Le 15 Mars 1968
 84. Le 15 Mars 1968
 85. Le 15 Mars 1968
 86. Le 15 Mars 1968
 87. Le 15 Mars 1968
 88. Le 15 Mars 1968
 89. Le 15 Mars 1968
 90. Le 15 Mars 1968
 91. Le 15 Mars 1968
 92. Le 15 Mars 1968
 93. Le 15 Mars 1968
 94. Le 15 Mars 1968
 95. Le 15 Mars 1968
 96. Le 15 Mars 1968
 97. Le 15 Mars 1968
 98. Le 15 Mars 1968
 99. Le 15 Mars 1968
 100. Le 15 Mars 1968

[illegible][illegible]

PAR ADJUDICATION
SAISON - 100 av. Charles de Gaulle
SEUILLY SUR SEINE Cedex
PARCELLE - FAX : 07.46.46.7036

Parcelle n° 100 - 100 av. Charles de Gaulle - 95000 SEUILLY SUR SEINE
Surface : 14000 m² - en 2 lots
INDUSTRIEL
Surface bâtie : 1000 m²
en 0.267 m²
Caractéristiques :
Projet : Les Eclaircies
SEUILLY (95)
100.000 Francs

SO
PRETTY

Cartier

PARIS

EAU DE PARFUM

Cartier

EXTRÊME DROITE Le parquet de Paris a ouvert, jeudi 18 décembre, une information judiciaire pour « contestation de crimes contre l'humanité » à l'encontre de Jean-Marie

Le Pen. Le 5 décembre, le dirigeant du Front national avait déclaré à Munich que les chambres à gaz étaient « un détail » de la seconde guerre mondiale. ● MIS EN EXAMEN

pour « complicité de violences en réunion » et « complicité de destruction de biens » par le juge Véronique Gouton, un élu (FN) de Vitrolles est soupçonné d'avoir participé, dans la

nuît du 4 au 5 décembre, à l'action ayant abouti au forçage d'un piquet tenu par des routiers grévistes. ● LE PRÉSIDENT de la Caisse autonome de retraite des médecins libéraux fran-

çais (Carmf) a écrit dans le dernier bulletin de l'association, SOS-Action santé, qu'il a fondée en 1991, un éditorial intitulé « Mon ami Khaled » aux accents xénophobes et racistes.

M. Le Pen est poursuivi pour contestation de crimes contre l'humanité

Le 5 décembre, à Munich, le dirigeant du Front national avait déclaré que les chambres à gaz étaient « un détail » de la seconde guerre mondiale. Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire

JEAN-MARIE LE PEN devra un jour s'expliquer, devant un juge, sur ses déclarations concernant le « détail » que constituent, selon lui, les chambres à gaz nazies. Assis aux côtés d'un ancien waffen SS, Franz Schoenhuber, le dirigeant du Front national (FN) avait déclaré à Munich, le 5 décembre, que dans un « livre de mille pages sur la seconde guerre mondiale, les camps de concentration occupaient deux pages et les chambres à gaz dix à quinze lignes, ce qui s'appelle un détail ». La date de cette intervention n'avait pas été pas choisie au hasard : le matin-même, en déposant le « fichier des juifs » au Mémorial du martyr juif inconnu, Jacques Chirac avait clairement condamné l'« obédience morale » du régime de Vichy, qui avait « mis les juifs hors de la communauté nationale ».

Douze jours après ces déclarations, le parquet de Paris a ouvert, jeudi 18 décembre, une information judiciaire pour « contestation de crimes contre l'humanité » contre M. Le Pen. Instauré par la loi du 13 juillet 1990, ce délit consiste à nier « l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité » commis par « les membres d'une organisation déclarée criminelle », en 1945, par le tribunal de Nuremberg ou par des personnes reconnues coupables de tels crimes par des juridictions françaises ou internationales. Né d'une proposition de loi déposée par Jean-Claude Gayssot, alors député communiste de Seine-Saint-Denis, ce délit est sanctionné par une peine d'un an de prison et de 30 000 francs d'amende. Le dossier a été confié au juge d'instruction Jean-Paul Valat.

La première décision judiciaire faisant référence à la loi Gayssot est intervenue en 1990, soit quelques mois à peine après l'adoption du texte. Dans un article publié à la veille de l'ouverture du procès de Klaus Barbie, en mai 1987, la revue

« Annales d'histoire révisionniste » avait contesté l'existence de la Shoah dans un texte intitulé « Le mythe de l'extermination des juifs ». A la suite d'une procédure judiciaire complexe qui avait duré plusieurs années, la cour d'appel de Paris avait été saisie en 1990 d'une demande de levée d'interdiction de diffusion prononcée contre de la revue.

Dans un arrêt rendu le 31 octobre 1990, la cour d'appel de Paris s'était appuyée sur la loi Gayssot pour rejeter la demande du directeur de la publication. « Les écrits publiés dans le numéro 1 de la revue d'histoire révisionniste et notamment l'article intitulé « Le mythe de l'extermination des juifs », qui ont pour but avoué le né-

gation du génocide juif et remettent en cause des crimes contre l'humanité en contestant la déportation et l'extermination de plusieurs millions de personnes, tombent sous le coup des dispositions de la loi du 13 juillet 1990 » notait la cour d'appel. Selon les magistrats, ce « trouble illicite de nature à porter atteinte à l'ordre public » justifiait l'interdiction de diffusion.

La première poursuite pénale engagée, directement cette fois, sur le fondement de la loi Gayssot a visé Robert Faurisson. Dans un eutropeo publiée par le mensuel d'extrême-droite Le Choc du mois, il avait déclaré que le « mythe des chambres à gaz était une grelinerie ». « J'ai d'excellentes raisons de ne pas croire à cette politique d'ex-

termination des juifs ou d la mo-gique chambre à gaz et on ne me promènera pas en camion à gaz » avait-il ajouté.

« EN DES TERMES DE MÉPRIS »

Le 19 avril 1991, il s'était vu infliger une amende de 100 000 francs avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris. Condamné à 30 000 francs d'amende, le directeur de la publication du mensuel avait du verser 20 000 francs aux onze associations d'anciens déportés qui s'étaient constituées parties civiles. Dans son jugement, le tribunal avait souligné que « les livres nécessaires à la liberté d'expression et d'opinion était le respect dû à la mémoire des victimes du nazisme et le rejet total de toute discri-

mination raciale dont le nazisme fit un de ses principes fondamentaux ». Il avait ajouté que « toute contestation, même inscrite dans un discours logique et cohérent » était délictueuse dès lors qu'elle conduisait à nier « en des termes de mépris envers les victimes, l'existence d'un crime contre l'humanité ayant entraîné des condamnations de ce chef par le tribunal militaire international de Nuremberg ».

En 1987, à la suite de sa première déclaration sur les chambres à gaz, « point de détail de la seconde guerre mondiale », M. Le Pen avait été sanctionné, mais pas au nom de la loi Gayssot. Le 23 mai 1990, le tribunal civil de Nanterre l'avait condamné à verser 1 franc de dommages-intérêts à six associations

de déportés parce qu'il avait commis une « faute qui porte atteinte au souvenir fidèle, au respect et à la compassion dus aux survivants et à leurs familles ». Ce propos, « coupablement choquant », « était de nature à remettre en cause, à banaliser ou, pour le moins, rendre moins spécifiquement dramatique les persécutions et les souffrances infligées aux déportés, et plus particulièrement aux juifs et aux Tziganes par les nazis ». Le 18 mars 1991, la cour d'appel de Versailles avait confirmé cette condamnation, condamnant cette fois M. Le Pen à verser 100 000 francs à chacune des associations qui s'étaient portées parties civiles.

Anne Chemin

Les dérapages xénophobes de M. Maudru, patron de la Caisse de retraite des médecins

LA CAISSE autonome de retraite des médecins libéraux français (CARMF) est-elle passée, dans l'indifférence générale, aux mains d'un responsable ouvert aux thèses xénophobes du Front national ? Gérard Maudru, chirurgien à Greooble et fondateur en 1991 du mouvement SOS-Action santé, puis de SOS-Action retraite, élu président de la CARMF le 22 novembre, s'est étonné mollement : il a été de tous les combats pour l'abolition du monopole de l'assurance-maladie et la limitation des retraites par répartition au profit de l'épargne-retraite individuelle. Militairement aussi pour la « préférence nationale » en matière de protection sociale, thème cher au FN ?

La première décision judiciaire faisant référence à la loi Gayssot est intervenue en 1990, soit quelques mois à peine après l'adoption du texte. Dans un article publié à la veille de l'ouverture du procès de Klaus Barbie, en mai 1987, la revue

un éditorial intitulé « Moo ami Khaled ». Et quel ami ! « Khaled est « travailleur immigré », comme on dit, écrit-il. Je l'ai vu à plusieurs reprises pour une chaude-pisse devenue chronique, attrapée auprès des « dames » envoyées tous les mois à l'abattoir dans les foyers Sonocotra (...) ». « Son boulot consistait à faire

tenir une pelle le plus longtemps possible verticalement, en posant un coude dessus », continue-t-il, et décrivait cet employé au service des espaces verts de la mairie.

M. Maudru ne supporte visiblement pas que cet homme, qui a « une femme seulement et cinq enfants restés au pays », puisse les

faire soigner aux frais de la Sécurité sociale, comme tout cotisant français. « Allez savoir parmi les cousins, cousines, voisins, voisins lequel est malade, lequel est l'ayant droit officiel », écrit-il. Comme d'autres numéros, cette « une » de la lettre de SOS-Action santé est illustrée par un dessin de Konk, dessinateur attitré de François d'Orléans, organe officiel du FN, mais également de National Hebdo et de Minute.

M. Maudru peut-il l'ignorer ? « Quand je l'ai appris, répond-t-il, il m'a dit : "Oui, je suis révisionniste." J'ai été un peu gêné, mais je lui ai dit que ses opinions politiques ne m'intéressaient pas. Le révisionnisme, c'est un peu de la folie, mais les artistes sont toujours un peu fous. Et puis mon caractère, c'est de ne exclure personne ». Le fondateur de SOS-Action santé s'enthousiasme encore du talent du dessinateur, avant de nuancer : « Si ses dessins étaient racistes, je ne les mettrais pas. » Quant à l'éditorial, « si

j'avais dû le faire, dit-il, je ne le referais pas ». « Ou j'aurais pris un Allemand de l'Est, ou un Espagnol. Quelle que soit la race, il y a des assistés », ajoute M. Maudru.

Quelques adhérents de son mouvement ont protesté, quelques autres ont donné leur démission, mais l'indignation a ses limites ! Où va le docteur Maudru ? Un moment adhérent du Parti pour la liberté (PPL), groupuscule-passerelle entre la droite et l'extrême droite sous couvert de défense d'un libéralisme économique pur et dur, il entre en politique pour en ressortir aussitôt. C'est ainsi qu'il s'était présenté, en mai, aux élections législatives où Savoie contre Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, pour protester contre le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale : le candidat protestataire avait recueilli 2,16 % des suffrages.

Jean-Michel Bezat

Un élu (FN) de Vitrolles est mis en cause dans l'affaire du forçage du barrage de routiers

VITROLLES

de notre correspondant régional Dans la nuit du 4 novembre, à trois heures et demie, le piquet de routiers grévistes du carrefour de l'Anjoly, à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), était attaqué par un commando d'hommes en noir et casqués, peu après qu'un cortège de camions de Transport frigorifiques européens (TFE) avait quitté la zone bloquée et emprunté une bretelle en sens interdit vers la RN 113. Deux syndicalistes, assez gravement atteints, se sont constitués partie civile. La police de Vitrolles, arrivée sur les lieux après les incidents, interrogeait quelques témoins, avant que le SRP de Marseille, dirigé par le commissaire Catherine Lenzi, soit chargé de l'enquête par la juge d'instruction du TGI d'Aix-en-Provence, Véronique Gouton.

Jeudi 11 décembre, Gilles Lacroix, conseiller municipal (FN) de Vi-

troilles, adjoint au maire chargé des actions de proximité et de la vie associative, était interpellé dans le cadre de cette affaire, ainsi que Patrick Buiel, responsable des services de sécurité de la ville, et Yvan Pottiez, employé communal. Vendredi 12 décembre, Gilles Lacroix était mis en examen pour « complicité de violence en réunion, avec arme et préméditation » et « complicité de destruction de biens » par le juge Gouton, de même que les deux employés municipaux.

CELLULE DE CRISE

Lundi 15, la mairie de Vitrolles tenait une conférence de presse et publiait un long communiqué intitulé « Mise en examen d'un élu FN : Histoire d'une machination politico-policière contre la municipalité de Vitrolles-en-Provence ». La municipalité explique qu'elle avait installé durant le conflit une cellule de crise pour assurer les ravitaille-

ments vitaux. C'est dans ce cadre qu'elle fut contactée par « une grosse entreprise de transport (...) qui menaçait de faire sortir directement ses camions semi-remorques sur l'autoroute qui longe son établissement en forçant le rail de sécurité [Les employés de la mairie] se rendent donc sur le site en fin d'après-midi du 4 novembre et tentent de dissuader le chef d'entreprise de faire sortir ses camions sur l'autoroute en lui démontrant le caractère dangereux de cette manœuvre. (...) Les contacts avec cette entreprise, la présence du responsable de la sécurité et de l'adjoint chargé des services techniques dans l'enceinte de l'établissement se sont plus tard rapportés par des témoins. Et c'est ce seul fait, ô combien légitime et naturel, qui va permettre le formidable montage politico-policière qui suivra ».

Le communiqué poursuit en affirmant que le directeur de la sécurité est informé dans la nuit

d'une tentative de « forçage du blocus sur un barrage routier ». Il se rend donc sur les lieux et « il s'avère que ces incidents sont le fait de la même société, visitée l'après-midi ». Autrement dit, non seulement la municipalité dirigée par Catherine Mégrat n'est pour rien dans l'agression, mais elle n'a fait que tenter de calmer les esprits. Des rencontres avec les différents protagonistes de l'affaire – tous désireux de garder l'anonymat, mais dont les témoignages se recroisent exactement alors même qu'ils défendent des intérêts différents – laissent pourtant penser que cette opération, qui impliquerait au moins un élu de Vitrolles, pourrait avoir été montée dans le but de faire porter le chapeau de l'agression à d'autres.

La société de transport TFE dispose d'une importante plate-forme à Vitrolles. Surprise par le blocus, elle réussit dans les premiers jours à exfiltrer des marchandises dans des

camionnettes. Elle cherche en particulier à livrer des produits alimentaires et pharmaceutiques périssables, comme du plasma, qui s'accumulent sur ses quais.

CASQUÉS ET ARMÉS

Au cours de plusieurs réunions tenues au début de la nuit du 4 novembre dans les locaux de TFE, il est décidé de monter une opération de plus grande ampleur qui aura lieu au creux de la nuit. La voie rapide, parallèle à l'autoroute, sera bloquée par trois voitures : deux de la société et une de la mairie, précise une personne ayant assisté à ces briefings. Au carrefour de Gaulle, hors du champ de visio de la bretelle, seront installés des hommes d'une société de gardiennage convoqués dans la soirée : ceux-ci sont en jean et blouson, et sans aucune arme.

Vers trois heures et demie le convoi se met en marche : les semi-remorques montent vers le carrefour de l'Anjoly, mais empruntent, avant de l'atteindre, cent mètres plus bas, la bretelle à contre-sens. Alertés par quelques grévistes, ceux du piquet de l'Anjoly – qui avaient entendu dire qu'une opération se préparait – descendent en courant vers les véhicules qu'ils regardent passer, impuissants et ensommeillés. C'est à cet instant que plusieurs véhicules de type monospace arrivent. En jaillissent des hommes – tous en noir, casqués et armés de battes de base-ball – qui s'engouffrent à tous les présents, au point de menacer un membre de la direction de TFE. Ils cognent, remontrant vers le piquet où ils frappent encore et cassent des voitures, avant de disparaître. Personne ne sait dire combien ils étaient exactement. A ce point du récit, on pourrait presque croire à une concomitance : l'opération d'exfiltration des camions d'un co-

té, le commando de l'autre.

Mais l'affaire se corse. Un épisode survenu un peu plus tard dans la nuit semble indiquer qu'on a essayé de détourner les soupçons sur la société de gardiennage – ce qui signifie dans le même temps qu'on cherchait bien à couvrir le commando. Les gardiens, en effet, qui n'ont pas vu la bagarre, se replient après le départ des camions sur le lieu qu'on leur avait indiqué, le parking de la zone commerciale, avant qu'on ne les appelle à nouveau devant les grilles de TFE. Ils franchissent les barrières discrètement avant qu'on leur dise, aux grilles de TFE, qu'on n'a pas besoin d'eux. Ils sont donc contraints de traverser une deuxième fois les barrières, surexcités par l'incident, d'autant qu'à cette heure du petit matin les nouvelles les plus alarmantes courent sur le sort des blessés : ils craignent par-dessus tout d'être reconnus. Ils savent qu'écarterait forcément une violente bagarre qui les désignerait définitivement aux yeux de tous comme les coupables de l'action de commando.

Ce déroulement des faits pourrait encore laisser croire qu'aucun membre de la municipalité n'a participé à l'affaire. Seulement voilà : lors d'un « retapage » organisé par la police, Gilles Lacroix a été formellement et immédiatement reconnu par des témoins présents sur les lieux et qui ne l'avaient jamais rencontré. Ils l'ont désigné comme un des organisateurs de l'opération et affirmé qu'il était présent à trois heures du matin dans les locaux de TFE. Contrairement aux allégations de la mairie, qui n'était peut-être pas impliquée en qualité, mais dont un conseiller municipal devra bel et bien s'expliquer devant la justice.

Michel Samson

Le chef du service d'ordre du FN mêlé à une affaire de trafic d'armes

DANS son édition du 18 décembre, l'hebdomadaire le Nouvel Observateur revient sur l'affaire de l'escroquerie à la vente d'armes à la résistance tchétchène, à laquelle Bernard Courcelle, le chef du département protection et sécurité (DPS), le service d'ordre du Front national (FN), aurait été mêlé.

Révisée par le « Vrai Journal » de Canal Plus, reprise par Libération et Le Canard enchaîné, l'affaire commence en décembre 1995. A l'occasion d'une émission de Radio Courtoisie, Marie Ben-nigsen, une universitaire spécialiste du Caucase, rencontre Bernard Courcelle, dont elle ignore alors les fonctions. Celui-ci lui fait comprendre tout son intérêt pour

la cause tchétchène : il affirme bien connaître Djokhar Doudaïev et avoir effectué onze voyages en Tchétchéne de 1991 à 1993. Selon le Nouvel Observateur, Bernard Courcelle serait en fait venu en Tchétchéne, accompagné d'une dizaine d'hommes pour entraîner l'armée indépendantiste. Il aurait reçu 20 000 dollars (environ 110 000 francs) pour ses services.

A la suite de l'émission, Bernard Courcelle fait part à Marie Ben-nigsen de son intention de réaliser un film sur les Tchétchènes. L'universitaire, très attachée à la cause indépendantiste, accepte de servir d'intermédiaire et de traductrice. Elle présente au militant du FN plusieurs hauts responsables de la guérilla, dont Chamul Bassaev. La

discussion vient alors sur le terrain des armes, dont les partisans ont un cruel besoin pour faire face à l'armée russe. Selon Marie Ben-nigsen, Bernard Courcelle indique qu'il peut se fournir en Croatie, à des « prix dix fois inférieurs à ceux du marché noir traditionnel ».

Au printemps 1996, M. Bassaev dépêche à Paris un émissaire chargé de conclure le marché. Mais les tarifs sont nettement revus à la hausse. Plus l'intermédiaire, qui devait effectuer la livraison, est tué. Il faut le remplacer. Au cours d'un voyage en Croatie, Bernard Courcelle présente à l'envoyé de M. Bassaev, Marty Caplain, un Belge qui demande deux semaines pour fournir les armes. 400 000 dollars (environ 2,2 mil-

lions de francs) lui sont versés le 21 mai. En contrepartie, il s'engage par lettre à rembourser la somme en cas de non-livraison dans les délais. Le 31 mai, il réclame et obtient pourtant un second versement de 600 000 dollars qui sont déposés sur un compte suisse.

L'état-major tchétchène ne verra jamais la couleur de ces armes. Il ne sera pas non plus remboursé. Après la chute de Grosy, qui marque la victoire sur les Russes, M. Bassaev rappelle son émissaire. Si Bernard Courcelle reconnaît aujourd'hui avoir joué un rôle d'intermédiaire dans la transaction, il nie farouchement être le responsable de cette escroquerie à un million de dollars.

هكذا من لاهل

LE PROCÈS PAPON

Deux enfances brisées le 15 juillet 1942

Eliane et Jackie Alisvaks ont perdu huit membres de leur famille dans les déportations. L'accusé a évoqué sa « douleur personnelle »

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Ce sont des coups sourds, qui se répètent et qu'amplifient les micros. Partie civile, Eliane Alisvaks, épouse Dommenge, soixante-trois ans, agrippe la barre des témoins et la frappe de sa main droite, nerveusement. « Avant de faire ma déposition, je vous demanderai... » La voix s'étrangle. « Je vous demanderai la permission de rendre hommage et d'honneur à tous les déportés morts dans les camps... Ils ne sont pas morts couchés ni ont été comme des brebis à l'abattoir. Ce sont des gens qu'on a fait souffrir moralement et physiquement, à la limite du supportable. »

A l'exception de M^{me} Anne Klarsfeld et Bertrand Favreau, les avocats des parties civiles ont préféré s'effacer, mercredi 17 décembre, devant la parole des victimes du premier convoi de l'été 1942. Ils n'ont pas posé de questions. Henri Librach, qui avait déjà évoqué la mémoire de son cousin Léon (Le Monde du 12 décembre), a parlé cette fois de son frère, Benjamin, cultivateur arrêté à Pompiégnac (Gironde), alors qu'il avait choisi de « retourner à la terre ».

Puis à la barre, émerge la blessure intime d'une vie qui fut brisée à huit ans : « Je suis la fille d'Antoinette Alisvaks, arrêtée et déportée à trente ans. Je suis la fille d'Henry Alisvaks, arrêté et déporté à trente-trois ans. » Eliane Dommenge a perdu huit membres de sa famille dans les déportations. « Aujourd'hui, si on les avait laissés vivre, ils auraient pu avoir l'âge de Maurice Papon. Avant le 15 juillet 1942, j'étais une petite fille épanouie et heureuse. J'avais deux frères, Jackie, cinq ans, et un frère aîné de dix ans. On avait interdit à mon père sa profession de commerçant. On lui avait interdit de gagner sa vie, notre vie. »

LE CRIME EST TROP GRAVE
« 15 juillet 1942, la date, indélébile, est gravée dans la mémoire. Avant, j'avais peur des Allemands. Quand on les entendait, on se cachait au fond de l'appartement. » 15 juillet 1942. « On était à table, il était tard. Mes parents avaient préparé les baluchons, car nous devions passer en zone libre. Quand nous avons entendu frapper, nous avons cru que c'était le passeur. C'était la police française. Je ne sais pas comment on a descendu les trois étages, comment on est arrivés au fort du Hâ [la prison de Bordeaux]. J'ai été séparée de mes parents. Il y avait plusieurs enfants, sur deux ou trois rangées. Je ne sais pas comment la pancarte est arrivée à notre cou. »
« Ce que je me rappelle, poursuit cette petite femme vêtue de noir et de blanc, ce ne sont pas des images, ce sont des sensations. Quand je voyais la police française, je ne pouvais supporter les uniformes. Quand le juge Nicod [premier magistrat à instruire le dossier entre 1982 et 1987] m'a convoquée, il y avait les gendarmes qui possèdent et repassent... La voix brisée sur les sanglots. « Même l'odeur des uniformes, je n'y arrivais pas. Puis, comme en incise : « Je voudrais dire à M. Papon qu'il a pris la vie de mes parents,

mais aussi une partie de ma vie. » Maurice Papon écoute attentivement.
La partie civile reprend : « C'est vrai que je m'en suis sortie. J'ai une vie heureuse avec mes enfants, mes petits-enfants. Mais il y a cette seconde face. Tous les jours, je suis obligée de lutter avec elle. C'est toujours le même cauchemar : c'est cette petite fille de huit ans qui court après sa mère et, quand elle rentre, elle voit plein de mères, dans un état épouvantable, avec les visages des femmes qui revenaient des camps. »

« Est-ce que je peux pardonner à M. Papon ? La réponse est non. Peut-être encore plus aujourd'hui. Le crime est trop grand. Il a été fait froidement, méthodiquement. » Maurice Papon écoute, attentivement. Puis, à nouveau perdue dans les sanglots : « A la libération des

camps. » « Je veux lire cette lettre et je veux qu'on voie mes parents. Je prendrai la voix de ma mère. » Le président Castagnède ne s'y oppose pas. Et soudain, sur les écrans géants, ce sont deux photos en noir et blanc, deux jeunes disparues et le regard fixe d'Henry Alisvaks plongé dans le regard de chacun.
« Drancy, le 18 juillet 1942. » Les mains tremblantes, Eliane Dommenge lit la dernière lettre de ses parents à ses grands-parents. « Mon cher petit papa, maman. Ce soir à six heures, nous sommes arrivés et demain matin nous repartons. Nous ne savons pas où. Si tu ne reçois pas de lettre tout de suite, ne vous inquiètes pas. Le Nord est très loin. » Les larmes ont brouillé son regard. La lectrice déchiffre les derniers mots : « Le moral est très bon. » Le lendemain de leur lettre, les deux signataires, « Nénette et Henry », ont été déportés sans retour vers Auschwitz.

LA CHALEUR D'UNE MÈRE

De l'épave pointe la voix du président, qui cède la parole à l'accusé. Maurice Papon semble hésiter, puis, lentement, tend la main vers son micro, et sans se lever, la voix feutrée : « Avec toute la pudeur qui s'impose et sans mésestimer l'émotion qu'on ne peut que ressentir, je vois dans la déclaration [du témoin] l'illustration de la notion de symbole, et ce symbole, vous le connaissez. »

Alors s'avance le frère d'Eliane Dommenge, Jackie Alisvaks, dont la voix trébuche sous l'émotion. « Le 18 juillet 1942, j'avais cinq ans. J'ai eu un très grand trou de mémoire, j'ai occulté quinze ans de ma vie. Je reconstruis un puzzle. » « Je ne me rappelle pas la chaleur du corps et des cils d'une mère », dit cet homme de soixante ans, qui s'excuse de son témoignage. « Je ne... »

« J'ai commencé à monter une sculpture de mes parents il y a seize ans [à l'âge du début de Maurice Papon], dit-il. J'attends de pouvoir mettre deux noms : celui de mon père et de ma mère. » Il pleure. Et puis : « Je ne peux pas regarder Papon, car c'est lui, en partie, qui m'a volé ma famille. Il m'a volé mon corps, dans ma chair, dans mon âme. Je ne peux pas pardonner. Oublier, ça n'existe pas dans mon vocabulaire. » Puis il lit à son tour une lettre de sa mère, au départ du camp de Mègnac. Et il ajoute : « Chaque fois que nous voyons la Shoah, à la télévision, il y a toujours un espoir de voir [nos parents]. »

La parole est encore à l'accusé. Ce sont la même lenteur, la même voix feutrée qu'à l'intervention précédente : « M. le président, je n'ai pas d'observation. C'est la douleur qui domine, je le reconnais et je l'assume. Mais j'ai une douleur personnelle : c'est de recevoir une fois de plus l'illustration du bouc émissaire qui est sur ce banc. » A la barre, Jackie Alisvaks réagit : « Je refuse ces propos de M. Papon qui sont complètement déplacés par rapport à notre souffrance. »

Jean-Michel Durnay
Dessin : Noëlle Herrenschildt



Pendant l'audition d'Eliane Dommenge-Alisvaks, les parties civiles.

camps, moi, petite fille, j'attendais qu'on téléphone pour aller à la gare. Mes grands-parents n'avaient pas le téléphone. C'est un voisin qui frappait au mur. Chaque fois, c'était un espoir. A force d'attendre, les années passaient. Je les croyais malades. Je me disais qu'ils avaient perdu la mémoire (...).

Alors Eliane Dommenge explique pourquoi elle fut épanouie : « Parce que quelqu'un au fort du Hâ a su désober. » Elle raconte l'accusé chez un couple et la peur : « Quand il y avait des visites, on se cachait dans un cagibi. » Puis elle s'adresse au président, en lui tendant deux do-

Mais elle ne peut dire précisément sur la base de quelles listes et omet de préciser que les Allemands eux-mêmes, diffusant leur injonction le 2 juillet 1942, indiquaient que c'était le service des questions juives qui devait « établir les listes en six exemplaires ». « Les Allemands ont-ils donné les ordres à la police qui a prévenu la préfecture en raison des mesures administratives d'accompagnement ? » « Oui », affirme l'ancien secrétaire général, qui veut assumer en revanche « la responsabilité morale de la réquisition de wagons de voyageurs en remplacement de wagons de marchandises » pour le convoi du 18, « à la demande du grand rabbin Cohen ». « Vous confirmez que vous n'avez personnellement ordonné aucune arrestation, aucune séquestration, aucun transfert ? » « Je le confirme, et si c'est nécessaire, je le jure. » A cet instant, la voix est tellement éraillée, qu'elle confine à l'aphonie.

J.-M. Dy



N°5

tre l'humanité
un des

traite des medecins

age de routiers

Un grand nombre de bâtiments universitaires ne répondent pas aux normes de sécurité

Le rapport annuel de l'Observatoire national dresse un état des lieux préoccupant

Jean-Marie Schleret, président de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur, a remis, jeudi

17 décembre, son rapport annuel, qui dresse un état des lieux du patrimoine universitaire. Les locaux suroccupés, consignes incendies non res-

pectées, équipements obsolètes sont fréquemment rencontrés. En revanche, le problème de l'amiante apparaît moins grave qu'envisagé.

APRÈS TROIS ANS d'existence, l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur, présidé par Jean-Marie Schleret, commence à disposer d'une image précise de l'état du patrimoine éducatif. Après un bilan des collèges, des lycées et des écoles, cette instance indépendante s'est essentiellement intéressée, en 1997, à un état des lieux dans l'enseignement supérieur.

Tel qu'il ressort de son rapport annuel, remis jeudi 17 décembre à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, le diagnostic n'est guère rassurant, sans être totalement alarmant. Premier constat : malgré le renforcement de la législation qui alourdit la responsabilité des présidents, la sécurité, notamment en matière de protection contre l'incendie, n'est pas encore, et de loin, une préoccupation partagée dans les universités.

SURCROQUIS DES BÂTIMENTS

A l'issue de son enquête, réalisée sur la base de questionnaires et des procès-verbaux des commissions de sécurité, l'Observatoire remarque que 20 % des établissements ne se sont pas encore dotés d'un comité d'hygiène et de sécurité, obligatoire depuis 1995. Il souligne aussi que 90 % des bâtiments universitaires n'ont pas été visités dans les délais réglementaires. C'est surtout le cas à Paris, où cette proportion atteint 64 % des installations.

Plus grave, sans doute : 11 % des 3 200 locaux examinés ne répondent pas aux normes et ont reçu un avis défavorable d'ouverture au public. Ce signal d'alarme doit, affirme M. Schleret, être interprété avec nuances. A de rares exceptions près, aucun maire n'a procédé à des fermetures. La sévérité des contrôles a alourdi le relevé des défaillances. Les principales

d'évacuation en cas d'urgence. Pour l'Observatoire, cet ensemble de carences met en évidence des défauts inhérents aux installations, un manque d'entretien constant, mais aussi des négligences par ignorance totale des règles élémentaires. En matière d'amiante, le bilan ne semble pas aussi catastrophique qu'on aurait pu le croire. L'Observatoire a dénombré en effet 2,4 %

80 et 90 % des étudiants manipulent des produits toxiques, inflammables ou corrosifs. Mais à peine un établissement sur quatre dispose d'une formation de prévention aux risques encourus. Comme les ateliers des lycées techniques et professionnels, les universités et les IUT disposent d'un parc de machines-outils en mauvais état. En dépit de la directive européenne du 1^{er} janvier 1997, près de la moitié des 4 000 installations recensées ne sont pas conformes, et 8 % sont totalement obsolètes.

Le plan d'urgence des universités, adopté par François Bayrou en décembre 1995, avait prévu de réserver 2 milliards de francs à la mise en conformité des bâtiments. Selon Jean-Marie Schleret, 175 millions de francs de travaux ont été effectivement réalisés pour la sécurité incendie et 110 millions de francs pour les installations électriques.

Par ailleurs, l'Observatoire a constaté une très nette amélioration de la sécurité dans les ateliers des lycées techniques et professionnels. Enfin, à propos des accidents scolaires, les enquêtes tendent à montrer qu'une très grande majorité d'entre eux surviennent dans les cours d'école pour le primaire et durant les séances d'éducation physique dans les collèges et les lycées. Les sorties éducatives, dont la réglementation a été récemment renforcée, ne connaissent qu'une proportion très faible de 4 % d'incidents.

Michel Delberghe

Multiplication des plaintes sur le campus de Jussieu

Sixante personnes travaillant sur le campus de Jussieu se sont associées, il y a quelques jours, à la plainte avec constitution de partie civile pour « mise en danger d'autrui » déposée au début du mois de septembre par deux membres du Comité anti-amiante. Cette nouvelle procédure a été engagée après la décision d'ouverture d'une information judiciaire, le 4 décembre, dont l'instruction a été confiée au juge Edith Bozette.

Récemment, un expert désigné par le tribunal administratif de Paris avait relevé un certain nombre d'anomalies en matière de protection contre l'amiante et de sécurité incendie. De son côté, le président de l'université Paris-VII a décidé de renoncer à la demande d'expertise générale du campus (Le Monde du 7 novembre). L'établissement public de Jussieu, chargé du désamiantage, a, en effet, débloqué 5 millions de francs pour procéder à un diagnostic des situations de sécurité à mettre en œuvre sur le campus.

concernent l'absence de signalisation des consignes de sécurité, de vérification des installations techniques, voire de signal d'alarme. Ont également été signalées des dégradations ou des anomalies sur les portes et les issues de secours encombrées, le défaut d'éclairage.

Un grand nombre de ces bâtiments souffrent également d'une suroccupation au regard des temps

de surfaces floquées, soit près de 200 000 mètres carrés. A l'exception toutefois du campus de Jussieu, avec 220 000 mètres carrés, il totalise une surface amiantée supérieure à celle recensée dans l'ensemble du territoire.

En revanche, l'insécurité est plus grande à l'égard des laboratoires et des salles de travaux expérimentaux de chimie et de biologie. Là, entre

M. Giraud demande au conseil régional d'indemniser des bureaux d'études

MICHEL GIRAUD, ancien ministre du gouvernement Balladur, et président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, souhaite indemniser des bureaux d'études, visés par une enquête judiciaire depuis le 3 juin à Paris, et qui sont au centre de la polémique entourant le programme de réhabilitation des lycées de la région. Ce qui suscite à nouveau de vives réactions au sein de l'Assemblée régionale. La commission permanente du conseil régional doit examiner, jeudi 18 décembre, une délibération autorisant le versement de 18,6 millions de francs à ces bureaux d'études chargés - en lieu et place de la région - de sélectionner les entreprises retenues pour la rénovation des établissements scolaires. Leurs contrats avaient été brutalement rompus après la mise en cause publique de leur gestion.

Cette initiative intervient dix mois après un premier passage devant la commission permanente d'une délibération idéologique portant sur 21 millions de francs. Faute d'avoir obtenu le vote de cette

proposition, M. Giraud avait alors décidé de saisir le tribunal administratif de Paris.

Le principal bénéficiaire de ce remboursement serait le bureau d'études Patrimoine ingénierie. Au cœur des différents épisodes politiques et judiciaires de la région depuis plus de deux ans, cette société a bénéficié d'une situation de quasi-monopole, en intervenant en tant que bureau d'études et en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage (AMO). Elle a obtenu 171 marchés AMO sur 212, pour un montant de près de 320 millions de francs. Selon les conclusions de la mission de conciliation menée par le tribunal administratif, le préjudice de la rupture unilatérale du contrat est estimé à 12,8 millions de francs.

Les opposants à la majorité (RPR et UDF) du conseil régional, en particulier les Verts et le FN, ont indiqué qu'ils ne voteront pas cette délibération. Selon eux, en dépit du fait que les magistrats du tribunal considèrent que leur « mission de conciliation [...] »

n'avait pas pour objectif de se prononcer sur la légalité des conditions de passation des marchés initialement conclus par le conseil régional avec les AMO, les conditions de la saisine sont pour le moins surprenantes. Si la procédure pénale venait à conclure définitivement à l'irrégularité des marchés, le conseil régional devra alors demander aux bureaux d'études de rembourser les sommes reçues. De plus, si le tribunal administratif peut conclure une mission de conciliation, il n'est en mesure de se prononcer sur le fond d'un dossier que dans le cas où il existe un contentieux. Or, outre le bureau d'études et la région, ce n'est pas le cas.

LA LOI MOP

Enfin, le tribunal administratif ne peut statuer sur un différend, en matière de marchés, que « si les contrats en cause ne méconnaissent aucune règle d'ordre public ». Ce qui ne paraît pas être le cas en ce qui concerne les marchés passés par Patrimoine ingénierie, puisque aussi bien la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France que le service juridique de la région ont signalé l'illégalité du rôle joué par ce bureau d'études. Selon ces deux organes de contrôle, la loi MOP n'était pas respectée au regard de la confusion des missions attribuées à Patrimoine ingénierie et du fait

qu'un bureau d'études privé ne peut pas être assistant à la maîtrise d'ouvrage.

M. Giraud propose également à la commission de débloquer 960 000 francs pour récupérer des archives stockées dans les locaux de Patrimoine ingénierie. Or le conseil régional arguait que ces documents avaient disparu lorsque la chambre régionale des comptes en avait demandé communication au cours de son enquête sur les investissements de la région.

En outre, les collègues de M. Giraud se verront proposer le versement de 10,4 millions de francs à des architectes de maintenance et rénovation. Censés suivre le bon entretien des établissements, une grande partie d'entre eux ont, en fait, conduit des restructurations « lourdes », sans qu'aucun marché ait été signé. L'ancien président de l'ordre national des architectes, Rémy Lopez, cité par la chambre régionale des comptes pour s'être plaint du non-paiement de travaux réalisés pour les lycées Marcel-Desprez et Emile-Dubois, alors que ces mêmes prestations avaient été exécutées avant l'accord de la région, pourrait ainsi obtenir gain de cause. M. Giraud invite ses collègues à lui verser 351 639 francs en guise de réparations.

Jacques Follorou

Les HLM s'engagent à réformer les procédures d'attribution de logements

EN PRÉSENCE de Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (UNFOHLM) a signé, mercredi 17 décembre, trois protocoles d'accord portant sur la politique des loyers, les gros travaux de réhabilitation et la réforme des procédures d'attribution des logements sociaux. M. Gaysot a aussi annoncé que se tiendrait, en avril 1998, une conférence sur le logement, organisée par le Conseil national de l'habitat (CNH), dont le député (PS, Nord) Michel Delbarre, ancien ministre de la ville, devait prendre la présidence.

L'accord sur les loyers se traduit par la création d'un nouveau type de conventionnement réclamé par le mouvement HLM lors de son congrès de Lille, en juin 1997. Les loyers ne seraient plus fixés selon le mode de financement des groupes

d'immeubles mais en fonction de « la qualité du service rendu » et de leur occupation sociale. Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, souhaite ainsi faciliter « l'accès de chaque catégorie d'immeubles aux personnes défavorisées ».

Le deuxième accord porte sur la réduction du taux de TVA (de 20,6 % à 5,5 %) sur les gros travaux de réhabilitation, prévue par le projet de loi de finances pour 1998, et qui représente une économie annuelle d'un milliard de francs pour les organismes. En contrepartie, ces derniers devront créer, en cinq ans, 5 000 emplois aidés dont 1 000 emplois de jeunes, mais les responsables de l'Union n'ont pas, pour l'instant, pris d'engagement chiffré.

L'UNFOHLM devrait, enfin, entamer une réforme des procédures d'attribution de logements. L'accord

est largement calé sur les propositions que le mouvement avait élaborées, après avoir beaucoup traîné les pieds, et fin par soumettre à Pierre-André Périssol, ministre du logement du gouvernement Juppé, à l'automne 1996.

PERTE D'INFLUENCE DES PRÉFETS

Ainsi, sera « expérimenté », dans « quelques départements », un système informatique d'enregistrement de la demande, cogéré par les préfets et les organismes. La concertation entre l'Etat, les élus et les organismes HLM sur l'accueil des ménages les plus défavorisés est renvoyée à l'initiative locale.

Oans chaque département, des négociations doivent s'engager avec les représentants de l'Etat pour aboutir - à une date qui n'est pas fixée - à la signature d'un « contrat d'objectifs » signé par tous les organismes. La gestion du contingent

préfectoral - en théorie, 25 % des logements dans chaque programme - serait déléguée aux organismes dans le cadre de ces contrats.

Le rôle des préfets, que le président de Louis Besson, Pierre-André Périssol, avait souhaité renforcer, passe donc au second plan. M. Besson n'exclut pas de disposer quelques « garde-fous législatifs » dans le futur projet de loi de lutte contre l'exclusion. Mais il n'y en a nulle trace dans l'accord signé. La synthèse avec les attentes des associations risque d'être difficile. En août 1996, le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, alors présidé par Louis Besson, réclamait, par exemple, l'instauration d'un barème public pour l'accès au logement social ainsi qu'un droit de recours en cas de rejets répétés.

Christine Garin

Carlos est confronté au témoignage d'une amie de jeunesse

L'avocate colombienne renie ses écrits passés

CE MERCREDI 17 décembre, Carlos réclame à la cour d'assises de Paris un micro-cravate. Il fustige une nouvelle fois « le petit juge Brugère du FBI ». Ses avocats libanais et vénézuéliens ont décidé de revenir. Lundi, ils avaient claqué la porte en dénonçant le procès comme « stalinien ».



PROCES

Carlos les accueille d'un balaclava, d'une accolade. Seule M^{lle} Isabelle Coutant-Peyre, du barreau de Paris, reste assise dans les bancs du public. Carlos lui fait porter une missive. « Je vous conjure d'effacer votre position de principe sans vous prosterner par collusion avec l'ignominie judiciaire. Acceptez d'avaler cette coulure pour le bien de la plus noble cause, la libération de Jérusalem et de la Palestine. Nous vivrons ! »

Les avocats commis d'office, M^{rs} Olivier Maudret et François Honorat, assistent à ce ballet sans broncher. Ils réclament, en vain, un report du procès et la convocation des témoins oculaires de la fusillade de la rue Toullier. « C'est dommage de laisser passer cette chance, adressent-ils à la cour. Sinon, on va vous demander de juger sur pièces », c'est-à-dire à partir des seules dépositions des étudiants latino-américains.

Nydia Tobon sera la seule à pouvoir témoigner de « cette époque ». Avocate colombienne, elle vit à Londres au début des années 70 lorsqu'elle rencontre en 1973 le jeune Illich Ramirez Sanchez. « Il a été le produit de la frustration de la gauche en Amérique latine. Nous étions sous l'emprise de la révolution cubaine, de Che Guevara. Et nous avions toujours souffert de dictatures, le Guatemala, le Chili, l'Argentine... » La jeune avocate trouve le garçon « très bien, la tête pleine d'enthousiasme ». « Si un jour, en Amérique latine, on pouvait changer tout, faire la révolution... », lui avait-il confié.

J'AI MIS DES CHOSSES FAUSSES

Un an plus tard, elle le rencontre par hasard dans le métro. Le soir, ils dînent ensemble et Illich Ramirez Sanchez lui explique qu'il est heureux. Il a trouvé une cause pour lutter, la cause palestinienne. Ils deviennent amis. Nydia voit Carlos à Paris, fait même connaissance d'un autre ami, Michel Moukharbal, l'homme qui a donné Carlos à l'OST et qui a été tué, rue Toullier.

Le soir de la fusillade, le 27 juin 1975, elle est sortie dîner. Juanito, le fils d'une amie, un garçon de 15 ans qu'elle hébergeait pendant les vacances, reçoit un appel de Carlos. Devant les jurés, Nydia Tobon assure que Carlos s'est borné à annoncer qu'André, pseudonyme de Moukharbal, a été assassiné. Le problème, c'est que Nydia Tobon, dans un livre publié en 1978 à Barcelone, intitulé *Carlos, terrorista o guerrillero*, donne une autre version. Selon celle-ci, Carlos téléphone

noncer la mort d'André à l'adolescent. Puis appelle une deuxième fois et c'est Nydia qui décroche : « André nous a donné, aurait dit Carlos. Il a emmené le commissaire dans l'appartement, j'ai dû frayer un chemin en tirant. Je n'ai pas pu l'éviter. J'ai tué André et plusieurs hommes. Tu te souviens d'André, de nos conversations au sujet de sa lâcheté ? (...) Je me suis échappé de justesse, tout le quartier était bouclé. Je dois sortir d'ici rapidement, je ne peux pas me permettre que tout le travail accompli soit annihilé. Il faut empêcher que tous les gens soient arrêtés, je dois leur trouver un endroit... »

Après lecture de cet extrait du livre, le président regarde l'auteur et dit : « Alors ? » Dans le box, Carlos se concentre. Nydia Tobon répond : « Pour faire croustillant et commercial, j'ai mis des choses fausses. Je l'ai écrit avec un journaliste qui s'est servi d'articles de presse. » Le président : « Mais il y a de nombreux détails qu'on ne trouve nulle part, dans aucun journal. » Nydia Tobon : « Tout ça est écrit pour faire une espèce de roman. » Le président : « Mais vous êtes avocate, vous savez bien le poids, le sens des mots. Pourquoi, sur la rue Toullier, dire ces choses ? C'est trahir une omélie avec Carlos. » Nydia Tobon : « Oui, je lui demande de m'excuser. »

Carlos ne bronche pas. Nydia nie avoir transporté des armes d'Allemagne en France comme elle l'a également raconté dans son livre. Après la fusillade, elle a dû purger un an de prison en Angleterre parce qu'on avait retrouvé chez elle un faux passeport. La femme colombienne, aujourd'hui âgée de 59 ans, tente de convaincre que c'était de « l'idiotie » d'avoir écrit cette scène du téléphone.

Carlos se lève et lance, magistral : « Bonjour, M^{lle} Tobon, ravi de vous revoir après quelques années. Puis, sur un ton familier : « Que tu es en forme et élégante ! » Se tournant vers la cour : « Vous voyez, à l'époque, nous avons détourné un avion de ligne français pour demander une rançon et la libération de mille prisonniers, des combattants et des gens ici ou là, comme Nydia. » Carlos hausse la voix en observant M^{lle} Tobon : « La révolution n'oublie pas ses enfants. J'avais une omélie, c'était une omélie naturelle entre moi et Nydia. »

Puis l'accusé se fâche, conteste le principe de cette comparaison. « Elle, elle n'est pas témoin oculaire », affirme-t-il en réclamant une nouvelle fois la chaise à la barre des jeunes étudiants présents dans l'appartement au moment de la fusillade. Nydia Tobon insiste, s'excuse : « Je répète que c'est le produit de mon imagination, j'ai voulu parler de la révolution, de je ne sais quoi. » Carlos, alors, bondit et dit : « On peut clore le débat. Je vous remercie, monsieur le président, je vous remercie, l'honorable juriste colombienne. » Nydia Tobon tourne les talons et s'éclipse rapidement.

Dominique Le Guilledoux

هكذا من الامل

CARNET

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997 / 13

confronté
le témoignage
de jeunesse

renie ses écrits passés

Après la mort d'André à l'adolescence. Puis appelle une douzaine de fois et c'est Nadia qui décroche. « André, nous a-t-elle dit, était un homme très simple, très gentil, très ouvert. Il était très attaché à sa famille, à ses amis, à son pays. Il était très amoureux de sa femme, de sa fille. Il était très respectueux de ses supérieurs, de ses collègues. Il était très sérieux, très responsable. Il était très courageux, très vaillant. Il était très intelligent, très cultivé. Il était très gentil, très agréable. Il était très aimé de tous. »

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le vice-amiral d'escadre Jean-Luc Delamare, chef de l'état-major particulier du président de la République, a été élevé, par le conseil des ministres du 17 décembre, au rang et à l'appellation d'amiral.

[Né le 3 janvier 1940 à Châtelleraut (Vienne), ancien élève de Navale, Jean-Luc Delamare, après plusieurs embarquements en Polynésie, en Atlantique et en Méditerranée, a commandé la patrouille de la Méditerranée (1973-1975), l'avis-euro-commandant-Bory (1983-1984), puis la frégate Jean-de-Vienne (1988-1989). Entre-temps, de 1984 à 1988, il a été chargé des affaires internationales dans les cabinets militaires des ministres de la Défense qu'il se sont succédés, Charles Hernu, Paul Quilès et André Girard. En 1992, il est promu contre-amiral et il sert à l'état-major de la marine pour y suivre les restructurations, puis pour y prendre le commandement des écoles militaires, qui dépend de la direction du personnel militaire de la marine (DPM). En 1994, il commande la zone maritime de l'océan Indien. En septembre 1995, suite à la démission du général d'armée Christian Quessot, Jean-Luc Delamare est nommé, avec le grade de vice-amiral, chef de l'état-major particulier à la présidence de la République. Il était vice-amiral d'escadre depuis mai 1996.]

Le conseil des ministres du mercredi 17 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Terre. Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Jean Glavieux, nommé inspecteur de l'infanterie.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Noël Lhuissier et Jacques Comy ; général de brigade, le colonel Victor Chauvry.

● Marine. Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Yves de

Kersauson de Pennendreff ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Michel Baudouin et Amaury Pourcher de Rouillé du Chéné.

● Air. Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne François Guénin.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Jacky Morel ; commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne Alain Baillaud ; général de brigade aérienne, les colonels Maurice Malabry, Patrick Chalognon et Patrick Jeliensperger ; commissaire général de brigade aérienne, les commissaires colonels Pierre Cloutot et Jean Danclos (nommé directeur local du commissariat de l'armée de l'air en région Atlantique).

Sont nommés : sous-chef d'état-major « relations internationales » à l'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne François de Vassière ; inspecteur de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jean-François Dischamps.

● Gendarmerie. Sont promus : général de division, le général de brigade Georges Robert ; général de brigade, les colonels Claude Lepeit, Jean-Louis Fournais et Henri Puyon.

● Armement. Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Patrice Danilaville.

Sont nommés : chargé de mission à la direction des emplois et des carrières du personnel d'encadrement de la direction des ressources humaines, l'ingénieur général de première classe Bruno Jourdan ; adjoint au directeur des services d'armes, chargé de la sous-direction de l'administration et de la gestion, l'ingénieur général

de première classe Philippe Comille ; adjoint au directeur des constructions navales, l'ingénieur général de première classe François Guérin ; adjoint au directeur de l'établissement d'études et de projets DCN/ingénierie, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Pierre Le Boucher d'Hérouville.

MOUVEMENT

PREFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 17 décembre a procédé au mouvement préfectoral suivant (Le Monde du 16 décembre) : Michel Thébaud, directeur général des collectivités locales, est nommé préfet des Yvelines, en remplacement de Jean-François Sellier. Didier Lallemand, sous-préfet, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, le remplace. Kamel Kharrat, préfet de l'Ardeche, est placé en congé spécial, sur sa demande. Raphaël Barthe, sous-directeur de la circulation et de la sécurité routière, rapporteur général du colloque de Villepinte, le remplace à Privas. Sur proposition du ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry, Jean-François Sellier, préfet des Yvelines, est nommé président du conseil d'administration de l'Office des migrations internationales, en remplacement de Robert Castellani, qui n'a pas d'autre affectation.

Né le 23 janvier 1947 à Paris, Michel Thébaud commence sa carrière comme inspecteur des impôts, en 1969, avant de faire l'école nationale d'administration (ENA), et d'être affecté, en juin 1977, au ministère de l'Intérieur. Il devient directeur du cabinet du ministre de la Logistique en février 1982, et directeur du cabinet du préfet de la Bourgogne en juin 1982. Il est nommé chef de cabinet de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, en septembre 1983, puis

ministre d'Etat, chargé du plan et de l'aménagement du territoire, en août 1984. Il devient sous-préfet de l'arrondissement d'Als (Gard) en juillet 1985 et secrétaire général de la préfecture des Yvelines en décembre 1988. Il est nommé directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Jean-Pierre Sauter, en juin 1991, et directeur du cabinet du préfet de l'Île-de-France, Christian Sauter, en décembre 1991. Depuis décembre 1992, il était directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur.

[Né le 27 août 1956 à Lyon, diplômé d'études supérieures commerciales de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, diplômé de l'Institut supérieur de gestion, et titulaire d'un DESS en administration et gestion des collectivités locales, Didier Lallemand commence sa carrière comme chef de bureau des activités économiques et secrétaire général adjoint de la ville d'Épinay-sur-Seine, en mars 1982. Il devient secrétaire général du syndicat intercommunal d'épuration-Séine en décembre 1983, et est nommé chef du cabinet du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, Roger Bambuck, en mai 1988, puis conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, Jean-Michel Baylet, en mars 1989. Après avoir été directeur du cabinet du préfet de l'Essonne, de mars 1990 à mai 1991, il est nommé chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Jean-Pierre Sauter, en mai 1991, puis directeur de ce cabinet, en décembre 1991. En avril 1992, il devient parallèlement conseiller technique au cabinet de Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique. Il est secrétaire général de la préfecture de la Marne en mars 1993, et chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne à partir de septembre 1993. Il devient conseiller technique auprès du délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et responsable du département action régionale et développement rural au ministère de l'Aménagement du territoire, de la ville et de l'habitat, en janvier 1994. Depuis juin 1997, il est conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement.]

COMITÉ NATIONAL

DE L'EAU

Yves Tavernier a été nommé président du Comité national de l'eau par arrêté paru au Journal officiel du 17 décembre.

[Né le 20 octobre 1937 à Lyon (Rhône), licencié en droit et titulaire d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques, auteur de plusieurs ouvrages, dont L'histoire de la France rurale, Yves Tavernier a été directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques. Récemment, il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1981 à 1982, et député de 1981 à 1993, battu en 1993]

[Né le 20 février 1951 à Cîteaux (Haute-Garonne), Raphaël Barthe est affecté au ministère de l'Intérieur, à la sous-direction de l'école nationale d'administration (ENA), en mai 1984. Il devient directeur du cabinet du préfet de l'Aude en août 1984, directeur du cabinet du préfet de la Martinique en août 1985, sous-préfet de Montmorillon (Vienne) en mars 1988. Il est nommé directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, Georges Sarre, en janvier 1989. Il devient adjoint au sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la direction générale des collectivités locales en février 1992, secrétaire général de la préfecture de Polynésie française en juin 1992, et chef de la délégation de la Polynésie française en 1993. Depuis octobre 1996, il était sous-directeur de la circulation et de la sécurité routière au ministère de l'Intérieur.]

[Né le 1^{er} février 1937 à Ruelle (Charente), Jean-François Sellier commence sa carrière comme chef de cabinet du préfet des Landes, en avril 1961, puis du Morbihan, en mars 1964, avant d'être nommé sous-préfet de Combronde (Loz) en juin 1967, puis de Montbard (Côte-d'Or) en novembre 1969, secrétaire général de la préfecture du Tarn en juin 1972, puis des Pyrénées-Atlantiques en juin 1975, chef de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées, en février 1978, sous-préfet du Tarn (Seine-Saint-Denis) en novembre 1980. Il est nommé préfet de l'Ardèche en décembre 1986, du Lot-et-Cher en février 1989, de l'Eure en 1992. Depuis février 1996, il était préfet des Yvelines.]

COMITÉ NATIONAL

DE L'EAU

Yves Tavernier a été nommé président du Comité national de l'eau par arrêté paru au Journal officiel du 17 décembre.

[Né le 20 octobre 1937 à Lyon (Rhône), licencié en droit et titulaire d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques, auteur de plusieurs ouvrages, dont L'histoire de la France rurale, Yves Tavernier a été directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques. Récemment, il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1981 à 1982, et député de 1981 à 1993, battu en 1993]

avant d'être à nouveau élu en juin 1997. Conseiller général du canton de Dordogne depuis 1978, il est également maire de la ville depuis 1983.]

DIRECTION DES IMPÔTS

Jean-Fascal Beaufret a été nommé directeur général des impôts lors du conseil des ministres du mercredi 17 décembre en remplacement de André Barilari.

[Né le 15 février 1951 à Nantes, Jean-Fascal Beaufret est diplômé de l'école des hautes études commerciales (HEC) et ancien élève de l'école nationale d'administration (ENA). Inspecteur des finances, il a été secrétaire général adjoint du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles avant d'être conseiller au cabinet de Laurent Fabius, d'abord au ministère de l'Industrie et de la recherche (1983-1984), puis à l'Élysée (1984-1986). Il va ensuite à la direction du Trésor, dont il devient, en 1992, le chef du service des affaires financières et monétaires. Nommé sous-gouverneur du Crédit foncier de France en 1995, sa nomination est annulée par décision du Conseil d'Etat, en date du 6 décembre 1996.]

CAISSE DES DÉPÔTS

Daniel Lebègue a été nommé directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (Le Monde du 18 décembre), en remplacement de Philippe Lagayette, lors du conseil des ministres de mercredi 17 décembre.

[Né le 4 mai 1943 à Lyon (Rhône), Daniel Lebègue est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et ancien élève de l'ENA (1967-1969). Il a fait l'essentiel de sa carrière à la direction du Trésor, avant de devenir conseiller technique au cabinet de Pierre Mauroy, premier ministre (1981-1983), commissaire du gouvernement auprès de la Commission des opérations de Bourse (1983-1985), puis de revenir à la direction du Trésor. Directeur du Trésor d'août 1984 à août 1987, Daniel Lebègue a été ensuite directeur général de la BNP d'août 1987 à septembre 1988. Depuis septembre 1996, il était vice-président de la BNP]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Seyfir-Ran MOLLALIOGLU, Marie JEGO et Pauline ont la joie de faire part de la naissance de

Anna Nur, le 15 décembre 1997.

16, rue d'Espérance, 75010 Paris.

Décès

M. et M^{me} Bidot André, Samuel et Sandrine Bidot, Joseph Bidot, ont l'immense chagrin de faire part du décès de leur fille et sœur,

Sarah BIDOLET.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Bordeaux, le 15 décembre 1997.

Cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

Tous les membres de l'UFR de linguistique de l'université Paris-VII - Denis-Diderot ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de leur collègue et ami

M. François CHARPIN,

survenu le 16 décembre 1997.

UFR linguistique, Université Paris-VII - Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Case 7003, 75005 Paris.

Chacqay.

Catherine Chevalley, Sophie et Pierre-François, M. et M^{me} Akim Brodin et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de

Sylvie CHEVALLEY,

survenue le 7 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Chacqay (Indre-et-Loire), le samedi 20 décembre, à 14 heures.

10, rue Paul-Louis-Courcier, 37000 Tours.

82, rue Fénérou, 75020 Paris.

L'ensemble du personnel du Centre municipal de santé Louise-Michel de Romaniville, a la tristesse de faire part du décès de notre collègue et amie,

Le docteur Mariuccia LECCIONI-MAREKA,

et prie sa famille et ses proches d'accepter le témoignage de leur sympathie.

CMS, 15, rue Carnot, 93230 Romaniville.

Glady Puygine, sa mère, Marianne Lamour, sa femme, et ses enfants,

Dominique Reverdin-Flori, Jean Labbé, Catherine Lamour, et leurs enfants

Arlette de Crepy, et ses enfants

Michel Guenais, son épouse, Shi Shi et leurs enfants, et tous ses amis et amis de par le monde, ont l'immense douleur de faire part de la mort de Jiji.

Jean-Jacques FLORI, réalisateur et directeur de la photo, survenue en tournée, à Bruxelles, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (92^e arr.), le jeudi 18 décembre 1997 à 15 h 30, rendez-vous, entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

6, rue Moray, 75004 Paris.

Bernard Zumthor, Claire Chalut, Dominique Venille, Aliette Salée, Penelope Zumthor, et leurs compagnes et compagnons,

Nicolas, Sabine, Chloé, Jean Baptiste, Arthur, Noémie, Nicolas, Antoine, Léo, Adrien, Léonora, ont la douleur d'annoncer le décès de

Colette ZUMTHOR-PACHOUD,

le 11 décembre 1997.

246, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le Monde A LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Après le Monde LCI, le samedi 12 décembre à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jeu RTL, le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire La chaîne HISTOIRE, les vendredis à 21 h, samedis à 23 h, mardis à 23 h, mercredis à 19 h, et jeudis à 17 heures

Le Grand Débat FRANCE CULTURE, les 3^e et 4^e lundis de chaque mois à 21 heures

A la une du Monde RFI, Du lundi au vendredi à 22h45 (heure de Paris)

Elisabeth Naffrechoux, Etienne et Françoise Naffrechoux, Emmanuel Naffrechoux et Valérie Hantz,

Emmanuelle, Stéphanie, Nicolas, Alban, Violaine, Marion et Benjamin, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. FERRAND NAFFRECHOUX,

survenu à Nem (Aveyron), le 16 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le samedi 20 décembre à 10 h 45, en la chapelle Saint-Lazare, à Montpellier, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

Faubourg bis, 12230 Nem.

M^{me} Elisabeth Pellissier, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Hubert PELLISSONNIER, ingénieur général des Mines, professeur de géologie à l'ENSMP, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 13 décembre 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martin d'Orsay, le mardi 23 décembre à 9 h 15.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique, 24, rue de la Charrière, 75011 Paris.

Loléh, sa femme, Paul-Edouard et Elisabeth, Jaime, ses enfants, Stéphanie et Sébastien, ses petits-enfants, Yannick, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Claude ROY,

le 13 décembre 1997 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu au Père Lachaise, le samedi 20 décembre, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue Dauphine, 75006 Paris.

(Le Monde du 16 décembre)

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42 01-42-17-29-96

Remerciements

Perpignan, Prades, Enxelles.

N'aspire pas, ô mon âme, à la vie éternelle, mais éprouve le champ du possible.

Pindare

Jacqueline Michiels-Claverie, son épouse, David, Sophie, Marianne, ses enfants, Pierrette,

sa belle-sœur, Jacques Bourguin-Claverie, leurs enfants et petits-enfants, les personnes qui lui étaient proches, une chaîne d'amitiés nouées au fil des ans et des pays,

remercient du fond du cœur tous ceux qui s'associent à la peine, à la perte et au vide laissés par

Hubert MICHELIS, ingénieur Université Libre de Bruxelles, fidèle lecteur du Monde depuis sa première parution,

décédé le 11 décembre 1997, à l'âge de soixante-trois ans, inhumé le 16 décembre, au cimetière de Camille-Roussillon.

9, rue Beaumais, 66000 Perpignan.

Hommage

Une cérémonie à la mémoire du professeur Ioannis ANASTOPOULOS,

décédé le 5 novembre 1997, aura lieu le dimanche 21 décembre, à 11 h 30, en l'église du premier cimetière d'Athènes (Grèce).

Loléh, sa femme, Paul-Edouard et Elisabeth, Jaime, ses enfants, Stéphanie et Sébastien, ses petits-enfants, Yannick, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Claude ROY,

le 13 décembre 1997 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu au Père Lachaise, le samedi 20 décembre, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue Dauphine, 75006 Paris.

(Le Monde du 16 décembre)

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42 01-42-17-29-96

Soutenances de thèse

Alain Bergé a soutenu sa thèse de doctorat, intitulée « Les rapports du sujet et du paysan dans l'œuvre poétique et critique de Philippe Jaccottet (1944-1997) », samedi 6 décembre 1997, à l'université Paris-VIII-Saint-Denis, amphithéâtre de la Sorbonne.

Le jury était composé de M^{me} Doris Jakubiec et de MM. Michel Collet, Gérard Farnasse et Jean-Claude Mathien (directeur).

Didier Mendiliv a soutenu, le 17 novembre 1997, à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, une thèse de doctorat en géographie : « Textes et images de l'ethnographie de la France (1840-1940). Essai d'ethnographie géographique ». Composée de H. Guichard (président), M.-C. Robic (directrice), Y. Luginbuhl, A.-M. Thiessie et P. Poulsen, le jury lui a décerné le titre de docteur avec la mention Très honorable et ses félicitations, à l'unanimité.

Caroline Olivier-Yaniv a soutenu, le 4 décembre 1997, sa thèse de doctorat en sciences politiques, à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne : « Etat et communication gouvernementale : histoire d'une nécessité démocratique (1939-1996) ».

Le jury, composé des professeurs J.-C. Chaperon, J.-C. Collard (président du jury), H. Tardieu, R. Riffel et L. Sifon (directeur de recherche), lui a décerné la mention Très honorable avec les félicitations à l'unanimité.

Le 6 décembre 1997, Jean-Christophe Mager a soutenu sa thèse de doctorat d'études anglo-américaines à l'université Montpellier-III : « Souveraineté et sacralité : enquête sur les rapports entre le politique et le religieux dans les pilons historiques anglo-saxons de Shalstead et dans l'Angleterre élisabéthaine ».

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sabat (président du jury : Aix-Marseille-II), Charles Whitworth (directeur de thèse : Montpellier-III), lui a décerné la mention Très honorable, à l'unanimité, avec ses félicitations.

Le jury, composé des professeurs Marie-Madeleine Martin (Paris-VI), Jean-Pierre Moreau (Limoges), Yves Peyré (Toulouse-Le Mirail), Pierre Sab

HORIZONS

ENQUÊTE

Une vie de rave

Grand-messes de la musique techno, souvent interdites par les pouvoirs publics pour incitation à la consommation de drogues, les raves revendiquent une reconnaissance officielle. Au risque de perdre cette liberté qui a fait le succès de ce phénomène de société

Un matin dominical ouaté de brouillard, une vingtaine de gendarmes pénètrent dans un immense entrepôt à l'allure fantomatique en bordure de l'autoroute du Nord, à 40 kilomètres de Paris. Là, 4 000 ravers trépident en transe, sous les sons hypnotiques diffusés par le disc-jockey (DJ) à la table de mixage. La rave, mot anglais qui signifie « dériver, hurler, s'extasier » et se prononce comme « rêve », avait commencé vers 1 heure, au cœur de la nuit sombre, sept heures auparavant. L'arrivée des pandores déclenche une clameur de protestation et le geste du gradé interrompant le DJ est vite contesté par une poignée de danseurs qui s'agitent autour de lui.

Les six compères de Cocorose Sound System, un groupe hardcore qui organise cette free party (fête clandestine et gratuite), entament une sage négociation. Ils ont prévu d'arrêter vers 10 heures le groupe électrogène qu'ils ont camouflé. La force publique accepte. Un cordon de gendarmes prend place autour de la table de mixage. Sous leurs nez, le DJ redouble de ferveur dans ses sautes répétitives. « à 40 kilodécibels » et des ravers se balancent au cadence extatique. D'autres, assis en rond sur le sol rugueux, tirent sur leur pétard avec volupté.

Et quand 10 heures sonnent à un lointain clocher, l'audace publique fait évanouir tout ce petit monde, en douceur, à défaut d'enthousiasme. Dans un tohu-bohu, les nombreuses voitures repartent vers les banlieues ou vers des départements comme le Nord et la Loire-Atlantique. D'autres fêtards prennent le chemin du retour à pied, comme ils sont venus. La plupart s'en vont « dormir, avant de retrouver le boulot du lundi ». Le groupe Cocorose Sound System plie bagage, avant d'aller s'expliquer à la gendarmerie voisine. Ils n'avaient pas d'autorisation, puisqu'ils n'avaient pas déclaré leur fête au préalable. L'entrepôt vide a été squatté l'espace d'une folle nuit, devenant une *taz* (temporary autonomous zone).

« On s'est vraiment éclatés, les potes se sont lâchés ! », commente un des organisateurs. Le groupe, arrivé vers 20 heures le samedi, avait installé à la hâte les amplis et platines de mixage, des projecteurs pour les images vidéo et le light-show, et une buvette distribuant bières et sodas, 10 francs pièce. Deux portes avaient été ouvertes, dont l'une pour une éventuelle évacuation en catastrophe. Le site, majestueux comme une cathédrale industrielle, paraissait en bon état. Puis, vers 23 h 30, l'« infoline » donnait le lieu de regroupement, à 2 kilomètres de l'entrepôt, sur l'aire d'une station-service de l'autoroute. Le numéro de téléphone de cette « infoline » sur laquelle « se scotcher » avait été indiqué sur des milliers de flyers, affichettes distribuées dans les magasins de disques vinyles techno, qui sont au milieu



Florilège de « flyers ». Ces affichettes promotionnelles qui servent de laissez-passer aux ravers rivalisent dans la création graphique.

raver ce que la FNAC est au grand public. A minuit, en moins de trente minutes, trois cents voitures, venues d'on ne sait où, surgissent sur le parking de la station-service, sous les yeux d'un personnel inquiet. Avant même que la force publique ait eu à intervenir, les véhicules prennent le chemin de l'entrepôt. A l'entrée du site, après s'être faufilés sous une haie de feuillage qui servait de clôture, les adeptes se bousculaient. A la porte, les organisateurs recevaient ce qu'on appelle les « donations », les 5 ou 10 francs de participation volontaire aux frais.

A 1 heure du matin, 3 000 danseurs se chauffaient aux vibrations du DJ, « des super vibes » (vibrations), universelles puisqu'elles n'ont pas besoin de mots. D'autres arrivaient, en petits clans de copains, vêtus chaudement de sweaters à capuche, les pieds dans de confortables Reebok, le casse-croûte en poche. Des baladins crachaient leur feu, devant des grappes de spectateurs accoudés aux passerelles métalliques en étagère. La scène évoquait le parvis de Notre-Dame par une nuit du Moyen Âge.

Quelques vendeurs d'ecstasy proposaient leur marchandise. Mais on se méfiait : certains « testaient » la camelote à l'aide de quelques gouttes de réactif versées sur



Florilège de « flyers ». Ces affichettes promotionnelles qui servent de laissez-passer aux ravers rivalisent dans la création graphique.

le cachet, pour éviter de « gober » de mortels adjuvants comme l'atropine. L'ecstasy est restée rare au cours de la nuit, alors que les joints se multipliaient. Une équipe de Technoplus – une association subventionnée par le ministère de la Santé – distribuait ses brochures « pour informer et réduire les risques ». De la nuit, on ne déplorait aucun incident, ni malaise, ni ivresse, ni bagarre. « La racaille – entendez les bandes de voyous dealers – n'est pas venue nous envahir, se félicitaient au matin les organisateurs. Et les gendarmes ont été cool. » Le fait méritait d'être souligné.

Cette mansuétude est depuis pen dans l'air du temps, après deux années de répression, fondée surtout sur le délit d'incitation à la consommation de stupéfiants (recommandation ministérielle de 1995) et de peines lourdes, « puisque rave équivaut à drogue ». « Il est temps de dédramatiser la techno », a affirmé, à plusieurs reprises, Catherine Trautmann, la ministre de la culture et de la communication. Le 12 janvier 1998, Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur, doit recevoir personnellement une délégation de Technopol, une association lancée à l'initiative des animateurs de Radio-FG et des mensuels *Codo* et *Technikart*. Quant à l'ancien ministre Jack Lang, il multiplie les interventions pour que la culture

techno soit reconnue. Technoplus, aidée depuis peu par Médecins du monde, et « interface opposée entre le milieu ouvert et celui des "free parties" », correspond avec le réseau de ses homologues, Eve & Rave à Berlin, Safe Party People à Francfort, Crew 2000 à Edimbourg, Spiritek à Lille, Tipi à Marseille.

Le phénomène techno a pris une grande ampleur, comme jadis le mouvement rock. Ses courants

musicaux sont nés et se nourrissent de la révolution cybernétique, à laquelle les jeunes ravers s'initient dans leur home studio ou dans les studios mis à leur disposition, comme à la MJC de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). On mixe à Lille, Paris, Avignon, Toulouse, Montpellier ou Valence, pour ne citer que les « phares » de la culture techno. On se rend en bande à Amsterdam, à Lausanne, à Bruxelles ou à Berlin pour évoquer que les « capitales » du mouvement.

Chaque week-end, Radio-FG annonce « où c'est la fête » sur 98.2 FM, tout en refusant de se substituer à l'« infoline » « pour ne

pas jouer aux organisateurs ». La techno a désormais son Salon. Porte de Versailles, à Paris, à eu lieu, du 19 au 21 octobre, la deuxième édition de ce Mix-Move, avec plus de 25 000 visiteurs. « C'est un pôle technologique musical et multimédia », explique un des responsables. Mais les soirées, au préalable déclarées dans ce cadre, ont finalement été interdites, officiellement pour des raisons de sécurité.

Dans le milieu techno, la nécessaire débrouillardise engendre un fort esprit d'entreprise. L'autoproduction bat son plein. Un label éphémère produit et vend mille exemplaires de son disque vinyle, avant de disparaître. Chaque « tribu » lance son invitation à une party d'une nuit, ou à une « teknival » de plusieurs jours : Prague et l'Italie, après Sarajevo et Budapest, Beauvais et Fontainebleau. « Tout le monde te respecte parce que c'est "free" », affirment des anciens de la tribu Teknokrat. Ces derniers ont mis fin à leurs initiatives, car ils en avaient « marre d'en prendre plein la gueule, de faire des mois de tulle ».

Ce marché techno est florissant « puisque tout y est produit pour se reconnaître : les fringues, le "piercing", etc. ». Dans la boutique modeste d'Hokus Pokus, rue Saint-Sabin, à Paris (11^e arrondissement), on trouve de nombreux fanzines, à

côté des vinyles boo marché. « Tous dans l'immediat ! », titre une de ces parutions, lettres blanches sur fond noir, achetée « 15 balles ». Citant l'Internationale situationniste, et fuyant toute pensée individualiste, ce cahier de douze pages grand format s'ouvre sur ce qui peut se lire comme un éditorial. « Vouloir éradiquer la folie du cœur de ce que nous sommes vraiment est un projet de fou. Contraints nous-mêmes à la folie, nous avons décidé de pousser le bouchon, et là, en compagnie de tout ce qui erre, déraisonne et divague à juste titre, est notre foyer incandescent, qui n'est pas petit, car il a les dimensions de l'infini. »

Ceux qui, au début des années 90, se lançaient dans l'excitant jeu de piste des premières free parties, ont pris un peu d'âge, fréquentent désormais les clubs, où leur portemonnaie leur permet d'entrer, sans leur interdire la vodka, le pétard ou l'ecstasy. Leurs cadets fauchés courent à leur tour les free parties, « d'autant plus chéries qu'elles sont réprimées », explique-t-on à Technoplus. « Hier, ce genre de fêtes réunissait quelques centaines de fous. Aujourd'hui, elles en regroupent chaque fois des milliers, et leur nombre a triplé. » Selon le commissaire Michel Bouchet, chef de la mission Milade (anti-drogue) au ministère de l'intérieur et auteur de la recommandation 1995, « environ six cents fêtes techno ont été organisées au cours de l'année écoulée sur le territoire français ». Tous genres confondus : en salle, dans une fête, en pleine forêt... De leur côté, les grand-messes techno, où la technique sophistiquée permet des merveilles de son et de lumière, sont largement spoonnistrées par les fabricants d'alcool et de matériel. Ainsi Happyland, à la Grande Arche de La Défense, le 10 novembre. « Elle décauragea certains par son prix d'entrée de 170 francs. Mais y aller ou non n'est pas seulement une question de fric. C'est la créativité qui se perd dans ces organisations », insiste le peintre Alessandro.

Alex, trente ans, a planté son atelier dans le squat artistique du PolPi, qui occupe les locaux d'un ancien lycée professionnel parisien. Une de ses toiles représente les visages rieurs de deux *scugnizzi napoletani* (gosses des rues de Naples). Alex et quelques amis ont fondé une tribu : ELT (Esprit libre technologique), adepte de « l'art total, car la vie c'est l'art ». Avec un autre groupe, IGR, ils écrivent en ce moment un opéra techno, dont ils dessinent les décors, inventent les propos, fortement inspirés de Nietzsche : « Le monde comme une œuvre d'art qui se génère elle-même. » Ils mixent les compositions acid, hardcore, garage, jungle, indus, groove, hnoise... « Les ravers devraient se fondre davantage dans la musique techno. Il faut s'ouvrir à tous, insiste Alex. Ayons l'esprit nomade, comme Pont les Spiral Tribe, ces "ravers" anglais qui vivaient sur la route en nomades et qui se sont exilés, début 1992, en France, en Allemagne ou aux États-Unis pour fuir la répression. » C'est également l'inspiration du groupe Nomad Sound Secte, autour du DJ français Willymann.

LAURENT, DJ cybercore sous le nom de « La Peste », vingt-trois ans et diplômé d'études supérieures de commerce, se veut aussi nomade, tout en se référant « au pionnier Pierre Schaeffer et aux créateurs de l'Ircam ». La paternité paraît plausible lorsqu'on fréquente les soirées expérimentales, telle celle du 14 novembre au Glaz'art, un club parisien où un danseur sur les compositions de Pushy. Ces deux musiciens ont « choisi de se balader entre le "off" créatif et le "in" plus professionnel ». L'estrée au Glaz'art, fixée à 40 francs, restait abordable, comme la consommation à 10 ou 15 francs.

Ziggy, chargée de produit du secteur techno chez Roadrunner, une maison de disques qui a pignon sur rue, partage cette vision. La jeune femme aux dreadlocks rouges et de noir vêtu, soutient l'initiative lancée par Technopol : une parade techno, le 12 septembre 1998 à Paris, comme la Love Parade de Berlin, avec un million de personnes. « Chaque tribu viendrait, avec son camion et son "sound-system". La techno doit s'afficher dans la rue, sans se cantonner aux clubs friqués », estime Ziggy, qui aime danser au Rex-Club sur le « son » de Laurent Garnier, « le beau et génial DJ français que le monde entier s'orache ».

Ainsi soufflent les vents techno... Le mot rave, trop sulfureux, a tendance à disparaître au profit de la « teuf », la fête en verlan. Dans les discussions en cours, les ministères de la culture et de l'intérieur aiment « distinguer le bon grain de l'ivraie » : vive les fêtes autorisées, chasse aux free parties. Mais les foules qui se pressent au rendez-vous chaque week-end acceptent-elles d'épouser ce moule ? « Plus t'es dark, plus t'es dans la move » (« plus t'es glauque, plus t'es dans le coup »), rappelle un raver de l'autoroute du Nord.

Danielle Rouard

Alain Finkelkraut, le mépris et le mensonge

par Léon Schwartzberg

QUAND j'ai lu le mot «hoïne» dans un titre d'une page Débats du Monde («Le monde de la haine et des slogans», d'Alain Finkelkraut, 12 décembre), quelques jours après la récidive du sinistre personnage qui utilise le mot «national» pour flatter les plus bas instincts de certains électeurs, je m'attendais à ce qu'un homme qui fait de la philosophie sa profession démontre pourquoi les paroles de ce personnage sont à mettre dans les poubelles de la pensée.

Grand fut donc mon étonnement en avançant dans la lecture de m'apercevoir que l'opprobre était en fait jeté sur ceux et celles qui ont de la nation une conception différente et pensent simplement, comme les révolutionnaires français de 1789, que «qui vit en France et qui travaille en France est Français».

Quand les immigrés jusqu'alors sans papiers se sont rendus dans les préfectures pour y déposer leur demande de régularisation, se mettant ainsi à découvert, nous avons demandé qu'on les régularise tous parce qu'ils étaient fichés et répertoriés : l'analogie avec le fichier des Juifs et le fichier des Algériens était assez compromettante.

Que l'auteur de l'article souhaite, selon la terminologie en vigueur, la maîtrise des flux migratoires, le renvoi dans leurs pays d'origine des immigrés clandestins non régularisés, la défense du rapport de M. Weil, qui souhaite, selon une formule qui mérite de passer à la postérité, qu'«on ne devienne pas Français sans le vouloir», c'est son droit de penseur de la politique. Mais quand l'emportement l'entraîne à traiter ceux et celles qui ne pensent pas comme lui de «ongliques hoïneux», il joint le mépris au mensonge.

Mensonge dont Monsieur le ministre de l'Intérieur se rend coupable lui-même, qui prétend avoir adopté les critères du collège des médiateurs, alors que l'un d'entre eux («doit être régularisé toute personne ayant une bonne insertion

dans la société française») visait spécifiquement des célibataires, principales victimes des refus de l'administration.

Que dire de l'amalgame avec les intellectuels qui ont été aveuglés par la révolution d'Octobre? Malgré les horribles exactions et les crimes du communisme soviétique, peut-on rappeler à ce jeune homme que, s'il vit aujourd'hui librement, il le doit en grande partie à tous ceux qui se sont battus en se faisant massacrer par millions dans les plaines de l'est de l'Europe? Que certains des intellectuels aient alors eu une reconnaissance aveugle, c'est vrai. Mais pourquoi les accabler de cette manière? D'autant plus que l'auteur de l'article défend avec raison l'écritain français Clorin abusivement traité de «penseur roumain» parce qu'il avait écrit dans sa jeunesse un livre fasciste.

Nous ne sommes pas des anges. Nous sommes des réalistes. Nous n'avons de haine que pour la haine

Puisque référence est faite à Emmanuel Lévinas, Alain Finkelkraut a-t-il déjà entendu les policiers demandant leurs papiers à des étrangers avec des insultes racistes, a-t-il vu dans les services administratifs la manière dont sont traités des étrangers pour tant réguliers, parce qu'ils ont un nom difficile à prononcer? A-t-il seulement une fois assisté au regard qu'ils offrent? C'est en dévisageant certains d'entre eux, humiliés, méprisés par une administration qu'il nous a reproché avec commisération de traiter d'«orbitaire». C'est en les regardant que j'ai pensé à la parole de Lévinas: «Le visage est visitation». Nous sommes quelques-uns à avoir été «visités» par le visage de ces personnes qui ont

choisi de vivre en France, dans un pays qu'elles ont appris à aimer, et que les chiens de garde de l'administration et de la police, soutenus par certains politiques (comment les appeler autrement?) chassent comme un troupeau apeuré.

Lorsque, à l'angélisme haineux dont nous serions porteurs, il oppose la belle idée de l'hospitalité, peut-on lui demander, comme à tous ceux qui, avec lui, réalistes de gauche ou non, souhaitent donner nouvelle vie à ce mot: comment pouvez-vous encore défendre l'intégration des étrangers établis régulièrement dans notre pays, qui paient leurs impôts, qui régissent leurs cotisations de sécurité sociale, qui sont assimilés à la vie de leur ville ou de leur village, et pour lesquels nous ne nous avons jamais entendu demander le premier droit du citoyen intégré: le droit de vote?

Et que penser de la double peine infligée aux étrangers vivant régulièrement sur notre sol depuis plus de vingt ans, parfois trente, et qui après avoir purgé la peine d'une action délictueuse par plusieurs mois ou années de prison, sont expulsés dans un pays qu'ils n'ont souvent jamais connus. Ils ont payé leur dette envers la société et sont en règle avec elle. Faut-il penser, contrairement à la tradition philosophique et aux valeurs républicaines, qu'il existerait des individus irrécupérables? Irrecupérables parce qu'étrangers?

Enfin, notre philosophe appelle à son secours la bonne et lucide Hannah Arendt, sans voir que la citation qu'il fait d'elle est la justification de tous ceux et celles qui défendent le droit des sans-papiers installés sur notre sol à bénéficier du droit d'y vivre et d'y demeurer. Comme eux, «nous sommes des nouveaux venus sur la Terre». Nous ne sommes pas des anges. Nous sommes des réalistes. Nous n'avons de haine que pour la haine, le mépris et l'arrogance.

Léon Schwartzberg est oncologue.

Carlos-Papon

par Jacques Tarnero

UN basard du calendrier judiciaire favorise des contiguïtés qui devraient donner à penser pour cette période de bilan du siècle, de regards rétrospectifs et de repentances diverses. La simultanéité des procès de Maurice Papon et de Carlos fait-elle sens ou bien ce rapprochement est-il abusif? Quel serait le lien, le dénominateur commun? Un agent de la collaboration française avec le nazisme et un agent de la collaboration soviéto-arabe ont écrit, chacun à leur manière, des chapitres de cet autre prisme de lecture de l'Histoire, ce fil discontinu mais cette «grande régularité de l'ongage», pour reprendre le mot de Jean-Pierre Faye, qui dit comment haïr, déporter, assassiner les Juifs. La cible juive est le sens commun de ces deux procès. Qu'y a-t-il de commun entre Papon et Carlos? Rien en apparence. Cinquante années séparant le haut fonctionnaire français du révolutionnaire vénézuélien. L'un est un grand bourgeois servile de l'ordre en place, l'autre est un flambeur pour qui la révolution est une fête sanglante; l'un est criminel en col blanc dont l'arme est la note de service, l'autre un disciple du général Tchéka version Pol Pot. Tout les différencie et tout les rassemble.

On ne peut, pour comprendre cette sinistre histoire, rabattre l'un sur l'autre et faire aujourd'hui de Carlos un simple mercenaire, au fond d'extrême droite admirateur du FN, écrivant à son ami François Genoud depuis la prison de la Santé: «Si jamais nous nous rencontrons encore, nous attendrons le Walhalla des révolutionnaires et nous partagerons des moments de complaisance avec nos chers martyrs disparus...».

Si Papon raconte l'histoire de Vichy, Carlos raconte la caricature des années 70 et l'aboutissement d'un tiers-mondisme extrémiste, non pas «monstrueux», comme dirait Robert Huc, mais logique, cohérent avec une vision du monde, avec une pensée qui, si elle n'est pas, explicitement, fait du Juif la catégorie à abattre, a fait du sionisme la catégorie d'exécution maximale de la gauche radicale des années 70.

La causalité magique de tous les maux du monde avait pour nom Israël, deveno la dernière incarnation substitutive du racisme. L'ONU, en 1975, assimilant sionisme à racisme, avait placé la première pierre du révisionnisme planétaire qui faisait des fils de victimes les escrocs et les bourreaux des peuples opprimés et des Palestiniens de nouveaux Juifs.

Ce tour de passe-passe idéologique avait ses promoteurs dans l'ex-URSS ou en Allemagne de l'Est. Il eut aussi ses consommateurs, gogos de l'Histoire qui crurent voir dans le conflit du Proche-Orient une nouvelle guerre d'Espagne où l'esprit des Lumières, l'émancipation et l'amour combattaient le mal, la régression et la haine.

L'itinéraire de François Genoud ou ceux de Jacques Vergès, de Jean Genet, d'Action directe, de Georges Ibrahim Abdallah ou de Jean-Marie Le Pen révèlent l'interchangeabilité des masques de la judéophobie

Il faut avoir en mémoire quelques temps forts de ce western idéologique, quand Marc Kravetz, dans *Libération*, écrivait à propos du siège, par les Syriens, du camp palestinien de Tal et Zaatar: «Le Liban est notre Espagne», tirant modestement «Malraux dans la montagne libanaise», on bien encore la «une» de *Libération*, après la libération des otages d'Entebbe par l'armée israélienne, nommant Israël «champion du terrorisme».

Il faut se souvenir que la majorité du très chic comité de rédaction de *Tel* quel avait vu dans le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich une glorieuse action de résistance. A cette époque les Carlos ou Baader, loin d'être des terroristes, étaient les héros progressistes des imaginaires radicaux. Si le sang provoquait quelque gêne, le qualificatif «sioniste» figurait bien dans les catégories modernisées de la haine du Juif.

Quel que soit l'avenir, oblitéré par la politique de l'actuel gouvernement d'Israël, l'imaginaire politique

Juif ne peut être compris que par la prise en compte de cette constante historique. Elle raconte ce récit où, après Auschwitz, le relais a été passé des nazis aux vichystes et des vichystes aux stalinistes puis aux palestino-progressistes et de ces derniers aux gauchistes. L'itinéraire du banquier suisse nazi François Genoud ou ceux de Jacques Vergès, de Jean Genet, d'Action directe, de Georges Ibrahim Abdallah, de Roger Garandy ou de Jean-Marie Le Pen révèlent l'interchangeabilité des masques de la judéophobie.

Depuis, beaucoup de sang a coulé sous les ponts, et les massacres de Sabra et Chatila, ceux de Baruch Goldstein ou l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un Juif religieux nationaliste.

Il faut avoir en mémoire quelques temps forts de ce western idéologique, quand Marc Kravetz, dans *Libération*, écrivait à propos du siège, par les Syriens, du camp palestinien de Tal et Zaatar: «Le Liban est notre Espagne», tirant modestement «Malraux dans la montagne libanaise», on bien encore la «une» de *Libération*, après la libération des otages d'Entebbe par l'armée israélienne, nommant Israël «champion du terrorisme».

Il faut se souvenir que la majorité du très chic comité de rédaction de *Tel* quel avait vu dans le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich une glorieuse action de résistance. A cette époque les Carlos ou Baader, loin d'être des terroristes, étaient les héros progressistes des imaginaires radicaux. Si le sang provoquait quelque gêne, le qualificatif «sioniste» figurait bien dans les catégories modernisées de la haine du Juif.

Quel que soit l'avenir, oblitéré par la politique de l'actuel gouvernement d'Israël, l'imaginaire politique

AU COURRIER DU «MONDE»

IDENTITÉ EUROPÉENNE

A ce jour, l'avenir de l'Union européenne se construit d'avantage à partir de critères économiques que de considérations religieuses et raciales. Les nombreuses candidatures le rappellent.

Mais, plus que pour d'autres Etats, l'intégration de la Turquie pose un problème de fond, évoqué d'ailleurs discrètement par le ministre des affaires étrangères turc Ismail Cem dans la page Débats du Monde du 4 décembre. En effet, pour des raisons incommunes, l'Union européenne n'a toujours pas ouvertement affiché les critères définissant «l'identité européenne». Est-ce une volonté délibérée de ne pas heurter le patriotisme des uns et des autres? Nul ne sait.

Bénéfice au moment du lancement de l'Europe, l'oubli identitaire ne peut qu'apparier, au fil du temps, de cruelles désillusions. (...) Hier, l'intégration visait des pays ayant partagé de longues pages d'histoire commune et imprégnés de valeurs issues d'une civilisation chrétienne.

Aujourd'hui, il en va autrement avec l'arrivée de nouveaux prétendants qui diffèrent des Etats occidentaux par la religion et l'histoire, la culture et l'art de vivre.

Nul ne peut nier que la Turquie est un pays à part. (...) Il devient urgent que l'Europe invente un pluralisme culturel et politique capable de rapprocher nations ou Etats antagonistes. Il passe obligatoirement par la définition claire d'une identité européenne. Le miracle accompli, la Turquie pourrait utilement postuler à être membre à part entière de l'Europe. Mais la route à parcourir est malheureusement encore longue et pleine d'embûches.

Jean-Louis Chamaillet Versailles (Yvelines)

Vous avez dit université européenne?

par Gilbert-François Caty

DEUX universitaires, européen et américain, se sont associés (*Le Monde* du 12 novembre) pour préconiser la création d'une université européenne. Le recteur Wolf Lepenies de Berlin et le professeur Ezra Suleiman de Princeton seraient-ils les éclaireurs d'un projet visionnaire digne du XX^e siècle, dont on s'étonne qu'il n'ait pas été formulé plus tôt? En fait, loin d'être les béatitudes d'une grande idée, follement novatrice, nos deux universitaires font preuve d'une vision archaïque de «l'université européenne».

La création d'une telle université fut inscrite dès 1957 dans l'un des textes fondateurs de la Communauté européenne, le traité Euratom. L'Institut universitaire européen de Florence en est le résidu, dérisoire d'apparence, puisqu'il ne s'adresse qu'à quelques dizaines d'étudiants de troisième cycle en sciences humaines et sociales. S'il en est ainsi, ce n'est pas faute de vision créatrice. C'est qu'une autre conception de l'université européenne s'est imposée, autrement riche et prometteuse, formulée par l'Association Europe Université au lendemain de mai 1968 et mise en œuvre par la Commission européenne tout au long des trois dernières décennies.

Initiateurs du projet d'Europe des universités, Henry Lesguillans et moi-même, nous avions constaté que la déficiente étude de 68 avait tout simplement ignoré la dimension européenne dans la remise en cause massive de l'université.

Or s'il est une institution qui, par nature, échappe au confinement national, c'est bien l'université, ne serait-ce que dans la composante

scientifique et technologique de sa recherche. De là une conclusion élémentaire, évidente: toute institution, dès lors qu'elle est universitaire est nécessairement européenne. Elle a vocation à vivre à la dimension européenne (et bien évidemment internationale).

A l'approche restrictive et dangereusement (ou inutilement) élitiste du traité Euratom, nous avions donc préféré l'affirmation suivante: l'université européenne est constituée de l'ensemble des universités d'Europe, unies entre elles par une trame volontaire, un réseau foisonnant de liens de toutes sortes qu'il ne saurait être question de définir, de dicter, de formaliser à priori.

Avec Erasmus, des centaines de consortiums interuniversitaires furent créés à travers la Communauté européenne avec l'aide financière de la Commission. Aujourd'hui, la Commission européenne s'efforce de faire accéder à leur tour les écoles d'Europe à cette dimension extraordinaire de l'échange.

Il est un dernier aspect, redoutable, du projet. La perspective d'une création de l'université européenne dans plusieurs villes d'Europe «afin d'éviter les problèmes qui pèsent sur l'enseignement de masse». On l'aura compris, à terme, le but n'est autre que de créer en Europe un réseau universitaire à deux vitesses. Aux uns la pitié, la pauvreté et la médiocrité. Aux autres «l'élite» des hommes et le prestige d'un label européen. Faudrait-il donc un nouveau mai 68 pour relancer la réflexion de fond sur l'université européenne?

Gilbert-François Caty est consultant.

TPI : Jacques Chirac doit corriger le tir

par Serge Klarsfeld

LE 23 février 1996, à Pale, j'étais interrogé par la police de la République serbe de Bosnie, avant d'être expulsé vers Sarajevo pour avoir voulu convaincre MM. Karadzic et Miladic de se mettre d'eux-mêmes à la disposition du Tribunal pénal international de La Haye, en les prévenant que sinon «un jour ou l'autre, ils seront ignominieusement traduits de force en justice comme l'ont été certains criminels nazis des décennies après leurs forfaits».

De Sarajevo, je m'étais rendu à Zagreb, où j'avais demandé aux autorités compétentes que le général criminel Tibimir Blaskic se constitue volontairement prisonnier à La Haye; ce qui survint quelques semaines plus tard.

A ces démarches, qui s'inscrivaient consciemment dans le cadre d'une campagne pour la création d'un Tribunal pénal international permanent, sont venues depuis s'ajouter de nombreuses voix et plumes autorisées qui ont relayé et développé l'argumentation que j'ai exposée ici même: «L'émergence de ce nouvel ordre ou désordre international exige à tout le moins des moyens de protéger préventivement des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, voués à devenir des victimes si un Tribunal pénal international permanent n'est pas créé avec son corollaire, une force de police internationale permanente».

La création d'un pareil tribunal dépend du succès du TPI de La Haye. L'action des Américains et des Britanniques, en étroite et secrète concertation au sein de la SFOR, a commencé à constituer une véritable menace pour le responsable politique et pour le responsable militaire de mas-

sacres, tels celui de Sebrénica. Souhaitons que la France, dont le contingent couvre la zone de Pale, réussisse à démentir ses détracteurs et à mettre sur pied une opération efficace pour s'emparer de ces deux criminels.

Souhaitons aussi que la France revienne sur son revirement d'avril 1996 aux Nations unies quand, relançant ses propres positions, la diplomatie française, malencontreusement inspirée par les appréhensions de certains militaires, a multiplié les obstacles à la création d'une juridiction pénale internationale permanente. Aujourd'hui, le Quai d'Orsay a l'impérieuse obligation de chercher son inspiration ailleurs que dans les états-majors.

Il est essentiel pour la France d'être à l'avant-garde d'un humanisme actif

Souhaitons enfin que la France accepte que les militaires français soient entendus comme témoins devant les deux tribunaux internationaux de La Haye et d'Arusha selon la procédure d'interrogatoire public contradictoire de ces juridictions, lesquelles ne pratiquent pas une «justice spectacle», comme le prétend le ministre de la défense, M. Richard. Le 16 juillet 1995, à l'emplacement du vélodrome d'hiver, Jacques Chirac a prononcé le plus important, peut-être, et le plus

mémorable de tous les discours officiels des présidents de la V^e République.

En conclusion de ce discours, il a cité «les valeurs humanistes, les valeurs de liberté, de justice, de tolérance qui fondent l'identité française et nous obligent pour l'avenir». Et il a ajouté: «Ces valeurs, celles qui fondent nos démocraties, sont aujourd'hui bafouées en Europe même, sous nos yeux, par les adeptes de la purification ethnique. Sachons tirer les leçons de l'Histoire. N'acceptons pas d'être les témoins passifs, ou les complices, de l'inaacceptable».

Au même moment avaient lieu les massacres de Sebrénica, dont peu après on a appris l'ampleur et l'atrocité.

Dans le droit fil de ses courageux engagements à l'ennemi de l'extrême droite et de ceux qui ne veulent pas regarder le passé en face, Jacques Chirac peut une fois encore aider la France à surmonter un injustifiable réflexe de crainte à l'égard de la vérité.

Il est essentiel pour la France d'être à l'avant-garde d'un humanisme actif. Elle l'est d'ailleurs souvent par la mise à la disposition de ses forces armées au service des Nations unies et de la paix sur des terrains dangereux, où la mort a frappé tant de militaires français.

La France ne doit donc pas avoir à redouter que l'on entende ses officiers ou ses soldats témoigner librement. Les réticences du gouvernement risquent de faire croire le contraire. C'est au président de la République de corriger le tir.

Serge Klarsfeld est avocat, président de l'Association les fils et filles des déportés Juifs de France.



Feu la théologie de la libération ?

LA THÉOLOGIE de la libération aura été la grande absente des débats du premier synode des évêques d'Amérique qui, à l'issue de près d'un mois de travaux, s'est achevé au Vatican le 12 décembre. Si le poids de la dette extérieure, de la corruption et des injustices sociales dont souffre le Sud a été vigoureusement dénoncé dans cette assemblée, le glissement de langage entre « libération » et « solidarité » en dit long sur le changement d'orientation du catholicisme latino-américain.

Faut-il s'en étonner ? L'acte de décès de la théologie de la libération, qui pendant deux décennies suscita tant d'espoirs, de confusions et d'indignations, avait été signé par Jean Paul II lui-même dans une déclaration, un peu à l'emporte-pièce, à bord de l'avion qui le conduisit en février 1996 au Guatemala. La théologie de la libération, affirmait-il, est « morte avec le marxisme ». Après l'effacement des dictatures latino-américaines, la chute du mur de Berlin avait donné le coup de grâce à une théologie née à six mille kilomètres de là !

La situation n'est pas aussi simple. La théologie de la libération vient de la prise de conscience d'un lien entre évangélisation et sous-développement qui date des années 60. Un catholicisme révisé à des privilèges hérités de l'époque coloniale se convertit à « l'Eglise des pauvres », dont le pape Jean XXIII et le concile Vatican II (1962-1965) avaient dessiné les contours. La hiérarchie emboîte le pas. Les assemblées épiscopales de Medellín (Colombie) en 1968 et de Puebla (Mexique) en 1979 marquent l'« option préférentielle (de l'Eglise) pour les pauvres » et pour la démocratie. De fait, les chrétiens se sont engagés dans les luttes qui précèdent le renversement de Duvalier en Haïti et la fin des régimes militaires au Brésil et au Chili. En Argentine, au contraire, la hiérarchie catholique se distingue par sa collaboration avec la politique de « sécurité nationale ».

On a fait de la théologie de la libération la « bible » des guérilleros d'Amérique latine, l'agent de subversion des masses déshéritées à travers le monde. En fait, comme l'ont toujours assuré ses principaux porte-parole — Gustavo Gutiérrez (Pérou), Leonardo et Clodovis Boff (Brésil), Jon Sobrino (Salvador), Pablo Richard (Chili), Enrique Dussel (Mexique), etc. — elle est d'abord une analyse de la réalité sociale, fondée non pas sur des concepts marxistes, mais sur la sociologie et sur des textes bibliques. Cette lecture des Écritures, qui intègre la « force historique des pauvres », est sensible à la part d'utopie contenue dans le marxisme, mais elle ne peut être réduite à une praxis parisienne. Elle a ses prophètes et ses martyrs, de François d'Assise à Bartholomée de Las Casas, d'Helder Câmara, l'ancien évêque de Recife, à Oscar Romero, archevêque de San Salvador assassiné, de Pedro Casaldàlia à

Ignacio Ellacuría, recteur de l'université jésuite de San Salvador, également éliminé par les Escadrons de la mort.

Dans les années 80, la théologie de la libération devient la bête noire des stratégies de l'anti-communisme, de l'administration Reagan aux États-Unis, de la Trilatérale qui regroupe démographes et économistes, de Causa International, branche politique de la secte Moon, et de toute la presse de droite, dans laquelle se distinguent les campagnes du *Figaro Magazine*. Les plus virulents y voient une forme d'infiltration marxiste de l'Eglise, de subversion religieuse contre la propriété privée et le capitalisme. Si on en croit Carl Bernstein et Marco Pölli (dans *La sainteté*, Plon, 1996), elle est même au centre d'un *deal* entre Jean Paul II et les Américains : le soutien de Washington dans la lutte pour la démocratie en Pologne contre le désaveu par Rome des théologiens de la libération en Amérique latine.

L'attitude du Vatican prête à des interprétations plus nuancées. Un coup d'arrêt est donné en 1984 par la congrégation de la doctrine de la foi du cardinal Ratzinger. La théologie de la libération est accusée de recourir sans critique à des notions empruntées au marxisme. La même année sont convoqués à l'ex-Saint-Office des hommes comme Gustavo Gutiérrez et Leonardo Boff. Ce dernier est réduit au silence. Il ne s'en remettra jamais et finira par quitter son ordre franciscain et se marier. Les prêtres et religieux qui font partie du gouvernement sandiniste du Nicaragua sont également suspendus. Les communautés ecclésiales de base, dans lesquelles s'élabore et se diffuse cette théologie, sont tenues en suspicion. Conscient toutefois de la gravité des enjeux pour l'Amérique latine, qui réunit 40 % du catholicisme mondial, le pape concède à l'épiscopat brésilien, en 1986, que « la théologie de la libération est non seulement utile, mais nécessaire ».

TROUBLE

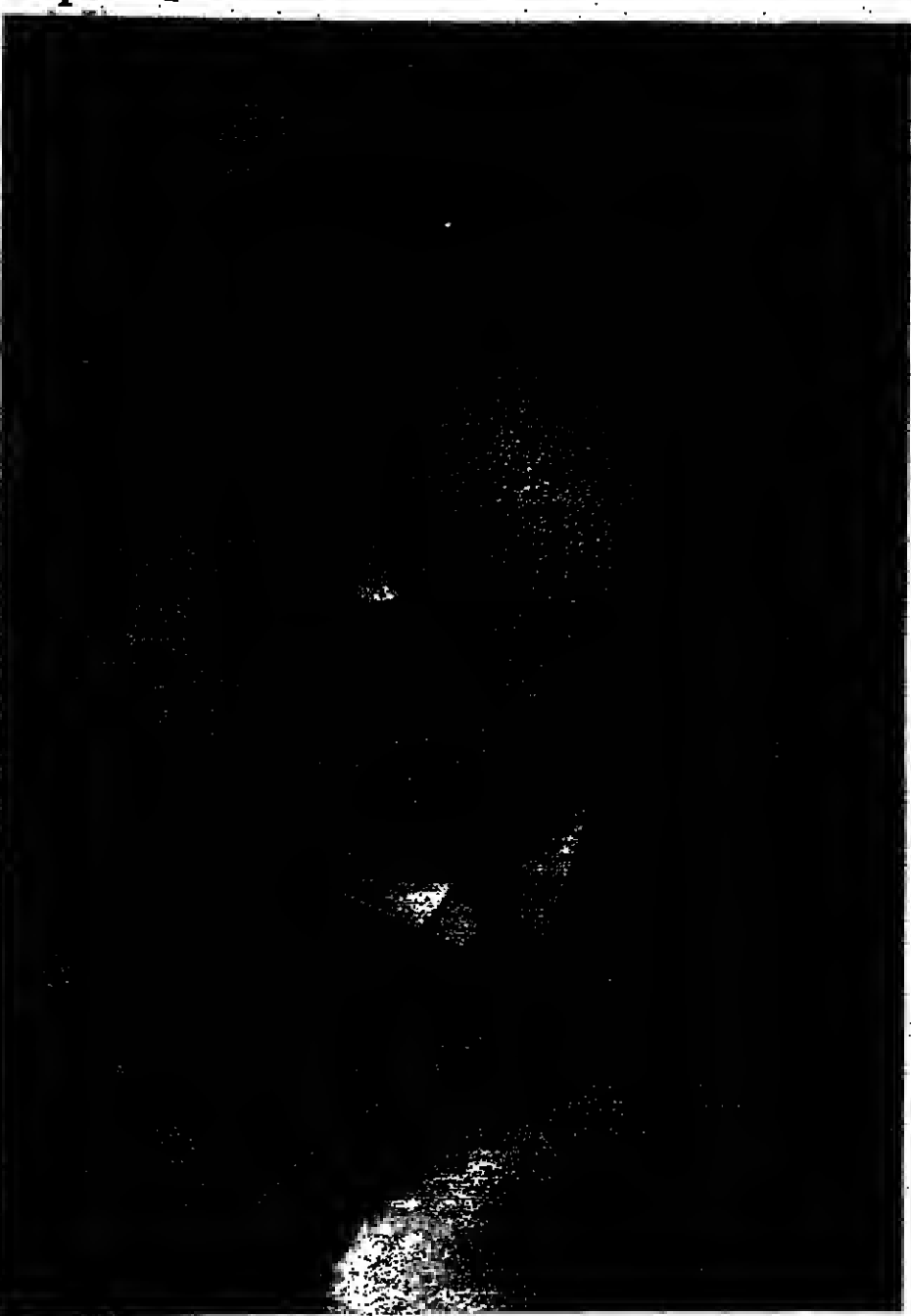
Qu'en est-il aujourd'hui ? La chute du marxisme a naturellement provoqué un trouble chez des théologiens qui continuent de publier, mais n'ont plus le vent en poupe. Leurs références sont boucées et pour partie périmées. « On ne peut plus parler aussi allègrement que dans les années 60 de changement rapide de structures et d'accès des pauvres au pouvoir », avoue le théologien bolivien Victor Codina. Mais tous disent qu'une dénonciation prophétique demeure urgente. Si le processus démocratique a abouti presque partout en Amérique latine, les disparités s'accroissent entre le Nord et le Sud et les tensions sociales s'aggravent.

La théologie de la libération s'est renouvelée. Son champ s'élargit à l'anthropologie, à la culture, à l'écologie, à d'autres formes d'« oppression » comme la race, le sexe ou les sectes. Dans ses travaux, le concept de « pauvre » inclut désormais le Noir, l'Indigène, la femme, dont l'identité ne se réduit plus, comme dans les années 60, à des catégories socio-économiques. Ses auteurs ne sont donc plus si éloignés de ceux qui rêvent d'une Eglise davantage déagée des schémas politiques, mieux enracinée dans la réalité culturelle des masses populaires. Mais au sein des communautés ecclésiales de base qui restent actives, les théologiens de la libération n'en continuent pas moins de contester une hiérarchie qui revient, comme l'a montré le synode épiscopal de Rome, à une catéchèse traditionnelle, à une formation plus structurée du clergé et à une plus grande discipline.

Comme ceux qui annoncent régulièrement la mort de cette théologie, Gustavo Gutiérrez, son fondateur, a l'habitude de répondre que « la théologie de la libération peut bien disparaître, pourvu qu'elle demeure l'option préférentielle pour les pauvres ». Mais avoir tatoué dans la boue et sanctionné, pour collusion avec le marxisme, des prêtres et des militants qui chantaient un Évangile de justice et de solidarité avec les paysans sans terre ou les populations indigènes, restera l'une des plus cruelles injustices des vingt dernières années sur le continent américain.

Henri Tincq

Impasse par Mario Debaene



L'hémorragie du Trésor

Suite de la première page

A cause de la dissolution, que nul ne prévoyait vraiment, c'est aujourd'hui tout particulièrement le cas : jamais, notamment à Bercy, on n'a reconnu autant de hauts fonctionnaires compétents « sur le terrain ». Pour ne citer que les exemples les plus connus, André Laurent-Michelson, ancien directeur adjoint de cabinet de M. Arthuis, est retourné à la direction du Trésor, mais, faute d'une mission à la hauteur de la compétence, on s'est borné à l'occuper en lui demandant de conduire une étude sur la compétitivité de la place de Paris ; expert reconnu, Angustin de Romanet, directeur adjoint de cabinet d'Alain Lamassoure, est, lui, retourné à la direction du budget, sans véritable affectation. Bonne fille, la République lui a tout de même offert un petit bureau et un téléphone...

A toutes ses raisons, il faut en ajouter une autre : les règles du jeu qui régissent la haute fonction publique sont, en France, particulièrement confuses, pour ne pas dire

contradictoires. Quand un haut fonctionnaire veut passer au privé, il doit, en effet, passer devant la commission de déontologie instituée par la loi Balladur sur le pantouflage et décalant du statut de la fonction publique. Pour rendre son avis, cette commission tente d'apprécier très concrètement si le haut fonctionnaire a eu — et réellement exercé — une fonction d'autorité ou de contrôle sur l'activité concurrentielle qui va bientôt l'occuper. Mais il existe aussi une autre jurisprudence, totalement contradictoire, qui découle du code pénal. Dans cette seconde logique, la question n'est pas de savoir si un haut fonctionnaire a effectivement exercé la fonction qu'il va bientôt exercer, mais si la fonction qu'il va bientôt exercer est une fonction d'autorité ou de contrôle sur l'activité concurrentielle qui va bientôt l'occuper ; aussi paradoxal que cela puisse paraître, il peut être jugé en infraction seulement s'il a été en situation de la faire.

Or, c'est presque toujours le cas. Pour ne citer que les exemples les plus récents, M. Calvet, qui vient de quitter la direction du Trésor pour rejoindre la Société générale, a bien évidemment été en affaire avec elle dans ses anciennes fonctions. De son côté, l'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée, M. Denis, a bien évidemment rencontré à d'innombrables reprises dans ses fonctions antérieures M. Messier qui sera

bientôt... son employeur. Enfin — c'est le cas le plus caricatural — M. Suet était directeur adjoint du cabinet d'Edouard Balladur à Matignon, quand ce dernier a porté à la présidence d'Elf M. Jaffré qui va devenir... son patron ! Plus que cela, il était jusqu'à ces derniers jours trésorier-payeur général du département des Hauts-de-Seine, le département où Elf a son siège social : c'est lui, pour être précis, qui était le comptable public chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle du groupe.

Or, dans l'imprécision juridique qui entoure le passage au privé des hauts fonctionnaires — qui pârît donc à cause des travers du code pénal, d'un régime permanent du soupçon — les départs ont donc tendance à s'accroître. Pour l'instant, la justice obéit à des ressorts totalement obscurs. Ainsi, le parquet de Paris vient-il tout juste de classer sans suite la plainte d'un petit actionnaire du GAN contre le directeur général de l'établissement, Thierry Auglaun, estimant que dans ses anciennes fonctions, comme chef de service à la direction du Trésor, il n'avait pas eu à s'occuper de la banque. Mais, en d'autres temps, M. Beaufret, qui avait été envoyé en service

commandé par l'État pour redresser le Crédit foncier, n'aurait pas eu cette chance : sa nomination avait été cassée par un arrêt fameux du Conseil d'État.

A ce malaise, il y a enfin une dernière raison : le jeu politique est ainsi fait que le choix des hauts fonctionnaires portés à de hautes responsabilités est effectué en fonction de critères qui ne sont jamais rendus publics. C'est donc là encore le régime du soupçon qui est instauré : puisque la mission confiée à l'heureux élu n'est jamais — ou rarement — indiquée, on donne corps à la rumeur selon laquelle l'allégeance passe malheureusement parfois, pour ne pas dire souvent, avant la compétence. Et cela même quand le soupçon n'a pas la moindre justification. Sait-on ainsi comment devrait évoluer dans les années à venir la direction générale des impôts, que va maintenant diriger M. Beaufret ou la Caisse des dépôts, dont le nouveau patron est Daniel Lebègue ? La réponse est en partie mystérieuse et de là naît aussi le malaise : l'opinion retiendra que les deux premiers sont de sensibilité de gauche, alors qu'en réalité ce sont d'abord, l'un et l'autre, deux grands professionnels.

Laurent Mauduit

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-47-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Rester en Bosnie

UN contingent américain restera en Bosnie après juin 1998. La décision annoncée jeudi 18 décembre par le président Clinton n'est pas inattendue ; elle n'avait pas été officialisée plus tôt pour ménager les réticences du Congrès. Elle est la bienvenue, car ce pays ne doit son calme relatif qu'à la présence d'une force internationale dissuadant les trois communautés d'en déchaîner une nouvelle. Mais on ne peut pas ne pas s'interroger sur la fonction durable de cette force après la mise en évidence de son manque de zèle dans la recherche des personnes poursuivies pour crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI).

Malgré les beaux discours sur l'« identité européenne de sécurité et de défense », les Européens ne pouvaient envisager de rester sur place à l'expiration du mandat de la SFOR (force de stabilisation) sans la participation des États-Unis, pour ne pas renouveler l'amère expérience des premières années du conflit. De 1992 à 1995, les Européens ont été impuissants non seulement à séparer les combattants, mais encore à imposer une solution politique, en l'absence d'une implication américaine sur le terrain.

Depuis les accords de Dayton, en novembre 1995, le mandat de la force internationale aura donc été renouvelé deux fois. Des dates-butées avaient été fixées, à décembre 1996, puis à juin 1998, pour satisfaire, d'une part, les exigences des parlementaires

américains, qui craignent des engagements sans fin des *boys*, pour faire pression, d'autre part, sur les représentants des trois communautés bosniaques (serbe, croate, musulmane) qui ne devaient pas pouvoir compter sur une tutelle indéfinie pour pallier leur incapacité à s'entendre. Cette tactique a fait long feu, soulignant l'ambiguïté des accords de Dayton. Ceux-ci proclament l'attachement de la communauté internationale à une Bosnie-Herzégovine unitaire, mais ils mettent en place une structure du pouvoir qui, en prenant en compte les divisions ethniques, a tendance à les renforcer. La présidence collégiale et tournante est précisément le type d'artifice qui a contribué à l'éclatement de la Yougoslavie elle-même. Le risque est d'autant plus grand pour la Bosnie que les premières élections d'après-guerre ont vu dans ces trois entités la victoire des nationalistes, plus préoccupés d'approfondir la coupure entre les communautés que d'organiser une nouvelle vie en commun.

S'il est souhaitable qu'une force internationale reste en Bosnie, elle n'est qu'un palliatif. Fin 1998 auront lieu des élections présidentielle et législatives. Changeront-elles fondamentalement le rapport des forces au point d'amener au pouvoir des partisans d'une Bosnie « multiculturelle » ? C'est l'espoir des chanceleries occidentales, qui imaginent mal la reconduction de six mois en six mois de la force internationale sans autre perspective politique. Mais c'est malheureusement un espoir bien ténu.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeyrou ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonnemann, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre George
Lecteurs : Guillaume, Edik, Iznabek, Michel, Najman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Assi
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roussier

Médecin : Thomas Ferey
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Robert ; Directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Comité de surveillance : Alain Mior, président ; Gérard Courtillot, vice-président
Anciens directeurs : Robert Berne-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Pouchet (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 90 000 francs ; Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations : Robert Berne-Méry, Société anonyme des lecteurs de *Le Monde*,
Le Monde Européen, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le partage de la Palestine

LES PREMIERS ministres arabes qui débattent depuis le 8 décembre au Caire viennent de terminer leurs travaux. Il s'agissait de déterminer les moyens par lesquels serait mis en échec le plan de partage de la Palestine.

Depuis des mois on s'était préparé à cette éventualité : si l'ONU venait à adopter une solution défavorable à la thèse des Arabes, ceux-ci devaient riposter par le plan secret établi à Bloudane, charmante localité du mont Liban. En dépit de l'énergie verbale du communiqué publié, et des rodoumoutades quotidiennes de la presse et de certains leaders, les gouvernements arabes se sont contentés, semble-t-il, d'adopter sur le triple plan diplomatique, militaire et économique, une attitude de pure expectative.

On sait d'abord qu'ils ont écarté l'éventualité d'un recours au

conseil de sécurité. Saisi à froid, en effet, ce dernier ne pourrait que confirmer les décisions de l'Assemblée générale, aggravant au besoin l'avertissement adressé aux pays arabes. La situation serait différente si les événements de Palestine plaçaient les Nations unies devant le fait concret de l'opposition armée arabe. Mais là encore, les gouvernements n'ont pas retenu, du moins pour l'instant, le principe d'une participation militaire officielle de leur pays contre le sionisme. Les États arabes se soucient peu de se mettre au ban des nations en créant ouvertement un état de guerre et en violant une décision dont ils ont malgré tout reconnu la légalité en la discutant et en prenant part au vote qui l'institua.

Edouard Sablier
(19 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

INDUSTRIE Boeing, Polaroid, Nabisco après Levi-Strauss, Kodak, Kmart ou General Motors : les annonces de suppressions d'emplois se sont multipliées ces dernières se-

maines aux Etats-Unis. Malgré une économie toujours aussi dynamique et où le taux de chômage - 4,6 % - est si bas que certains secteurs doivent faire face à une pénurie de

main-d'œuvre. ● CETTE NOUVELLE vague de restructurations - moins forte en 1997 qu'en 1996 - devrait s'accroître en 1998, les entreprises américaines cherchant à s'adapter

moins aux fluctuations du marché qu'aux exigences de leurs actionnaires. ● AUTRE TENDANCE : les grands groupes éliminent des activités considérées comme périphériques

et les confient à des prestataires extérieurs. Ainsi Sara Lee a décidé de se concentrer sur le marketing et la gestion de sa marque, abandonnant la confection à des sous-traitants.

Pendant la croissance américaine, les restructurations continuent

Les grands plans de suppression d'emplois ont repris aux Etats-Unis depuis le début de l'automne. Pourtant, le taux de chômage, au plus bas (4,6 %), provoque une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs

NEW YORK
de notre correspondante
De loin, l'économie américaine offre l'image d'une machine à créer des emplois - 404 000 en novembre - dont le taux de chômage, à 4,6 %, est tombé si bas que la pénurie de main-d'œuvre est en passe de devenir l'obstacle numéro un à la croissance de nombreuses entreprises. Si l'image est fidèle, le tableau ne saurait être complet sans la mention d'un phénomène particulièrement visible depuis trois mois : celui de la poursuite des restructurations dans les grandes entreprises, avec leur cortège de suppressions d'emplois.

S'agit-il d'un processus continu, qui n'a jamais vraiment cessé même si l'attention des médias a surtout été monopolisée depuis un an par la dynamique de la création d'emplois ? Ou assiste-t-on à une nouvelle vague de restructurations au sein de l'industrie américaine ? A ces deux questions, la réponse paraît être oui.

Les derniers plans annoncés

- 18 septembre : Whirlpool réduit ses effectifs de plus de 10 % (4 700 emplois).
- 21 octobre : Citicorp supprime 7 500 emplois.
- 5 novembre : Levi-Strauss ferme onze usines et supprime 6 400 emplois et Fruit of the Loom 2 900.
- 11 novembre : Eastman Kodak supprime 10 000 emplois.
- 14 novembre : Kmart, le géant de la grande distribution, met en retraite anticipée 11 % de ses salariés, soit 28 500 personnes, pour les remplacer par des jeunes, moins payés, et des emplois à temps partiel non assortis d'avantages sociaux tels que l'assurance maladie. Economies estimées : 80 à 130 millions de dollars par an.
- 21 novembre : Kimberly-Clark ferme 18 usines, réduit sa main-d'œuvre de 7 % (5 000 emplois). General Motors ferme

- son usine Buick de Flint, près de Detroit, qui emploie 2 900 personnes.
- 5 décembre : Singer compte économiser 104 millions de dollars par an en supprimant près de 6 000 emplois, soit 25 % de ses effectifs.
- 9 décembre : Philip Morris supprime 2 500 emplois dans sa division alimentaire Kraft à l'étranger.
- 10 décembre : les Jouets Hasbro réduisent leurs effectifs de 20 % (soit 2 500 personnes) dans le cadre « d'une restructuration majeure visant à augmenter les bénéfices ».
- 16 décembre : Boeing annonce 12 000 suppressions de postes pour 1998, après avoir recruté 40 000 personnes en deux ans. Polaroid réduit ses effectifs de 1 500 personnes. Nabisco supprime près de 3 000 emplois (soit 10 % de ses effectifs totaux) dans sa branche tabac.

ration ». Selon une étude menée par un cabinet de placement de Chicago, Challenger Gray & Christmas, le nombre de suppressions d'emplois de janvier à septembre 1997 a été inférieur de 22 % à celui de la même période en 1996. Les entreprises américaines continuent de procéder à des restructurations, non plus pour s'adapter aux fluctuations de l'économie, qui est vigoureuse, mais afin d'augmenter leurs marges bénéficiaires.

Bruce Steinberg, économiste en chef chez Merrill Lynch, voit dans les événements de ces dernières semaines « le début d'une nouvelle vague de restructurations » qui, prévoit-il, « va s'accroître en 1998. La discipline du marché américain force les entreprises à anticiper ». La pression de Wall Street est la plus forte : il faut satisfaire les investisseurs, sous peine de voir les valeurs s'effondrer. Et que veulent les investisseurs ? Des entreprises aux coûts les plus bas possibles, aux bénéfices les plus fructueux possibles, distribuant les dividendes les plus élevés possible. L'expérience d'Oracle, le numéro deux du logiciel américain, mardi 9 décembre, est éloquent : l'annonce de résultats trimestriels décevants a fait chuter le cours des actions Oracle à

Wall Street de 30 % en une journée. « Quels que soient les chiffres actuels de l'économie américaine, poursuit M. Steinberg, les entreprises savent que 1998 va être plus difficile, à cause de l'Asie et de divers autres facteurs. Elles savent que la pression sur les prix va augmenter. Donc elles anticipent, elles prennent des mesures préventives pour éviter d'avoir des problèmes plus tard. Elles protègent leurs revenus pour faire bonne impression. »

« TRAVAILLEURS DÉPLACÉS »
Mises bout à bout, les réductions d'effectifs ne modifient pas pour autant la dynamique de l'emploi aux Etats-Unis : l'offre de main-d'œuvre est actuellement très serrée, soulignent tous les économistes. Selon les experts du Bureau des statistiques du travail à Washington, la croissance économique ne fait pas disparaître les suppressions d'emplois : elles sont moins importantes qu'au début des années 90 mais plus disséminées. D'abord concentrées dans les secteurs de production de biens manufacturés, elles ont tendance à s'étendre à celui des services. La caractéristique de la situation actuelle est, naturellement, que les « travailleurs déplacés », selon la

terminologie officielle, retrouvent rapidement un emploi. Le gouverneur du Delaware cite à cet égard l'exemple d'une division locale de traitement de cartes de crédit de la Bank of New York récemment vendue à la Chase Manhattan Bank, qui ne s'engageait à ne reprendre que 70 % des effectifs : dans les heures qui suivirent, trois banques du Delaware commencèrent à embaucher les salariés restants.

Les motifs invoqués par les entreprises qui procèdent à de nouvelles restructurations touchent parfois aussi au problème de surcapacité de production, réel dans de nombreuses industries. « L'expansion de cette capacité, souligne Bruce Steinberg, a été très rapide dans les années 90 et l'on s'attend à une grosse concurrence sur les prix », venant notamment d'Asie. Pour réduire leurs coûts, plusieurs entreprises vont avoir recours, à la faveur de ces restructurations, à un procédé qui a fait ses preuves : l'élimination ou la sous-traitance (outsourcing) de leurs activités périphériques ou non essentielles.

C'est la méthode qu'entend appliquer, par exemple, Philip Morris à sa division Kraft à l'étranger, après l'avoir mise en œuvre avec succès aux Etats-Unis où sa marge bénéficiaire a augmenté de 17 %

cette année. L'entreprise de biens de grande consommation Sara Lee a, de son côté, annoncé cet automne un plan de vente de plusieurs usines alors qu'elle est largement bénéficiaire ; cette firme entend se concentrer sur la gestion de sa marque en sous-traitant ses fonctions de production, ce qui lui permet une plus grande souplesse en cas de variations de la demande. De même, le fabricant de jouets Hasbro compte faire une part plus large à l'outsourcing : cette entreprise, qui ne fabrique déjà plus que 60 % de sa production, souhaite faire tomber ce chiffre à 45 % et augmenter ainsi ses gains de 15 % par action.

Ces restructurations transforment-elles durablement le mode de gestion des entreprises ? Kirby Warren, professeur à la Graduate School of Business de l'université de Columbia, reste sceptique : « J'ose espérer que ce qui se passe actuellement est une façon plus réfléchie d'oliger ou de dégraisser la bureaucratie des entreprises, dit-il. Mais à ce stade, les restructurations devraient se traduire par de nouvelles façons de planifier, d'évaluer, de décider dans les entreprises. Cela reste à vérifier. »

Sylvie Kauffmann

Siemens et Schneider créent une société commune dans la haute tension

LES NÉGOCIATIONS entre Schneider et Siemens sont dans la dernière ligne droite. Les deux groupes prévoient de créer une société commune, détenue à parité, dans les activités de haute tension. La création de cette nouvelle entité pourrait être annoncée début janvier. Siemens France, dirigé par Michel Robin, ancien directeur de la stratégie et du développement chez Schneider, se refuse pour l'instant à tout commentaire. Schneider confirme l'existence de négociations sans vouloir en donner l'issue. Une réunion de la commission économique du comité central d'entreprise du groupe est prévue pour le 8 janvier.

Depuis plus de deux ans, Schneider réfléchit sur l'avenir de sa branche haute tension. L'activité, qui emploie 3 000 personnes et a réalisé un bénéfice de 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards en 1996, manque, selon le groupe, de taille critique. Sa tentative pour reprendre les activités haute

tension d'AEG ayant échoué, Schneider estime que seule la voie de partenariat lui est désormais ouverte. Plusieurs noms ont été évoqués, dont celui de Siemens et du japonais Mitsubishi.

Dans les faits, Schneider ne négocie depuis dix-huit mois qu'avec Siemens. Le groupe allemand, qui se dit depuis longtemps « déjà par ses résultats en France », cherche à s'y renforcer (Le Monde du 9 décembre). Un partenariat avec Schneider dans la haute tension lui permettrait de nouer des relations plus étroites avec EDF, qui représente 80 % du chiffre d'affaires de l'activité en France.

Très vite, l'idée d'une société détenue à 50/50, regroupant l'activité haute tension des deux groupes, a été arrêtée. La nouvelle entité serait basée en Allemagne et de droit allemand. Un schéma identique avait été adopté pour la reprise des activités d'automatismes d'AEG en 1993. Mais la société était alors de droit français

et a été entièrement reprise par Schneider quelques mois plus tard. Les discussions en cours porteront notamment sur la valorisation des actifs apportés par le groupe français et sur leur capacité de développement. Pour être au même niveau que Siemens, Schneider serait prêt à injecter entre 800 millions et 1 milliard de francs au capital de la nouvelle société.

« Les discussions peuvent encore s'écouler », font valoir des observateurs. Toutefois, la direction de Schneider a déjà demandé aux salariés de la haute tension de ne plus s'occuper du développement des activités sur les marchés internationaux. Alertés par les rumeurs de cession, les salariés de Schneider, surtout au bureau historique de la société à Grenoble, s'inquiètent. Les syndicats grenoblois avaient appelé à une journée de mobilisation, jeudi 18 décembre.

Martine Orange

Jean-Charles Naouri devrait se désengager rapidement de Moulinex

AU MOMENT où Moulinex sort enfin la tête de l'eau, d'un point de vue industriel, commercial et social, le groupe entre dans une nouvelle phase d'incertitude actionnariale. Le fabricant français de petit électroménager a présenté, jeudi 18 décembre, des résultats encourageants pour le premier semestre de l'exercice 1997-98 (du 1^{er} avril au 30 mars). Le chiffre d'affaires a atteint 3,46 milliards de francs fin septembre, en hausse de 3,2 %. Le retour à la rentabilité se confirme, avec un résultat d'exploitation de 73 millions de francs (il était négatif de 9 millions un an plus tôt) et un résultat net, part du groupe, de 21 millions (contre une perte de 74 millions).

« Ces résultats sont en ligne avec nos objectifs. Mais nous ne sommes qu'à mi-parcours de notre plan de redressement, et encore loin de nos grands concurrents européens. Moulinex va mieux mais reste encore dans une situation précaire », commente Pierre Blayau, le PDG, avec sa prudence coutumière.

Le plan social est bien engagé, la restructuration industrielle aussi, et Moulinex, par la signature d'un accord Robien, fera même, le 1^{er} janvier, figure d'entreprise d'avant-garde : 5 100 de ses 6 400 salariés français passeront directement d'un horaire hebdomadaire de travail de 39 heures à 33,15 heures (annulées), sans passer par la case 35 heures.

La précarité est désormais plutôt du côté de l'actionnariat. Depuis le 13 octobre, le groupe n'a plus ni pacte d'actionnaires ni ac-

tionnaire de référence. La suppression de la cascade de holdings qui contrôlait le capital a remis sur un pied d'égalité les principaux porteurs de titres, désormais représentés en direct au capital et au conseil d'administration de Moulinex. Euris, la holding de Jean-Charles Naouri, qui a joué un rôle moteur dans le redressement de la firme depuis 1994, après sa sortie difficile des « années Mantelet » (du nom du fondateur), ne pèse plus que 6,6 % du capital (6,4 % des droits de vote). La Finamex, société regroupant les héritiers autour de Gilbert Torelli, en détient 9,8 % (11,5 % des droits de vote), et le financier américain

George Soros, via ses fonds d'investissement, plus de 5 %. Le reste du capital est entre les mains d'institutionnels, de fonds de pension, ou sur le marché. L'entreprise a abandonné sa structure conseil de surveillance-directoire, pour celle, plus classique, d'une société anonyme, Pierre Blayau, le président du directoire recruté par M. Naouri en 1995, prenant la présidence du conseil en même temps que la direction générale.

Le groupe apparaît désormais « nuphale », comme disent les boursiers. M. Naouri estime, en privé, qu'il a rempli sa mission de redressement de Moulinex, et ne cache plus, en public, qu'il est dé-

soinément totalement absorbé par son autre activité, la distribution (Euris contrôle notamment Go Sport et Casino). Le financier aura très vite besoin d'argent pour mener à bien la contre-OPA à plusieurs milliards qu'il a lancée sur Casino pour le soustraire aux convulsions de Promodès. La cession de sa participation dans Moulinex ne lui rapporterait certes que 320 millions de francs au cours actuel, mais M. Naouri, entraîné par Promodès dans le jeu de la surenchère sur Casino, va être contraint de faire flèche de tout bois.

Pascal Gallnier

Total signe un accord de coopération avec Gaz de France

GAZ DE FRANCE (GDF) et Total sont parvenus, mercredi 17 décembre, à un accord-cadre de coopération, à l'image de celui signé en janvier entre la firme publique gazière et Elf. L'objectif est de permettre à GDF de prendre pied dans l'exploitation et de donner en contrepartie à Total l'accès aux gazoducs dans l'Hexagone. Le principe est de nouer « une coopération industrielle, susceptible de nombreux développements dans la filière gaz ». Les projets de développement seront étudiés au cas par cas avec une priorité pour les marchés asiatiques et latino-américains.

Dans un premier temps, les deux groupes vont procéder à des échanges d'actifs. Total cédera une

part des intérêts détenus dans certains gisements de mer du Nord ou dans l'accès à ses réserves gazières. En aval, il est prévu un réaménagement du tour de table de la Compagnie française du méthane (CFM), distributeur dans le centre de la France, qui assure 20 % des besoins nationaux. La part de Total progressera de 10 % à 15 %, tandis que celle de GDF passera de 60 % à 55 %. Elf détiendra les 30 % restants. Enfin, GDF entrera au capital de Gaz de Strasbourg, régie municipale dont Total détient 49,9 % des parts. Le pétrolier cédera la moitié de sa participation.

Ces opérations doivent recevoir l'aval des différentes autorités concernées et les deux partenaires

doivent parvenir à des accords définitifs. Aucune échéance n'a été avancée car l'expérience avec Elf amène à la prudence. Onze mois après la signature de l'accord-cadre, les discussions se poursuivent toujours. GDF devrait entrer sur le champ d'Elgin Franklin en mer du Nord en acquérant 22,5 % de la part d'Elf (46 %) sur ce permis. La firme gazière devrait aussi être associée à l'exploration dans cette zone.

Thutes ces grandes manœuvres interviennent à deux ans de l'ouverture du marché européen du gaz pour laquelle les quinze ministres sont parvenus à un accord le 8 décembre (Le Monde du 10 décembre).

Dominique Gallois

PRÉFECTURE DU GERS PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aménagement à 2 x 2 voies de la RN 124 entre :

- AUCH Est (PR 51) - AUBIET Ouest (PR 43.2),
- AUBIET Est (PR 35) - L'ISLE-JOURDAIN (PR 15.6),
- FUJAUDRAN Est (PR 3.2), RD 65 (PR 12) ;

Classement en route express de l'ensemble de l'itinéraire entre le PR 51 et le PR 9 ;

Mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'AUCH, GIMONT, MONFERRAN-SAVES, L'ISLE-JOURDAIN, FUJAUDRAN dans le Gers, LEGUEVIN, FIBRAC et COLOMIERS dans la Haute-Garonne.

Le public est prévenu qu'en exécution :

- de l'arrêté interpréfectoral du 8 décembre 1997

il sera procédé du LUNDI 5 JANVIER 1998 AU SAMEDI 7 FÉVRIER 1998 à midi à une enquête :

- Prévisible à la déclaration d'utilité publique du projet visé ci-dessus
- du classement en route express de l'ensemble de l'itinéraire entre le PR 51 et le PR 9
- de la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols avec l'opération des communes d'AUCH, GIMONT, MONFERRAN-SAVES, L'ISLE-JOURDAIN, FUJAUDRAN dans le Gers, LEGUEVIN, FIBRAC et COLOMIERS dans la Haute-Garonne.

La commission d'enquête est ainsi composée :
Président : M. Pierre COSTEDOAT-LAMARQUE, Officier Général, domicilié à GEE-RIVIERE - 32720 -
Membres : M. Robert ABADIE, Ingénieur Divisionnaire des T.P.E., domicilié à PLAISANCE - 32160 -
M. Mario PARPINEL, Ingénieur en Chef à la retraite, domicilié à TOULOUSE - 31100 -

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, resteront déposés du 5 janvier au 7 février 1998 à midi dans les mairies d'AUCH, LEBOUILLIN, LAITTE, MONTGUT, MARSAN, AUBIET, GIMONT, JUILLES, CISCARD, MONFERRAN-SAVES, L'ISLE-JOURDAIN et FUJAUDRAN, dans le Gers et LEGUEVIN, FIBRAC et COLOMIERS, dans la Haute-Garonne, et tenus à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet.

Les observations pourront également être adressées, par écrit, à M. le Président de la commission d'enquête s'adressant à la Préfecture du Gers, Direction des actions interministérielles, bureau de l'environnement, 9 rue Armand de Molès - 32007 - AUCH CEDEX.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public aux jours, heures et lieux suivants :

- Mairie de MARSAN, les
- mardi 5 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- mardi 13 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- mardi 22 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- samedi 7 février 1998 de 9 heures à 12 heures,
- Mairie de GIMONT, les
- mardi 5 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- vendredi 16 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- mardi 27 janvier 1998 de 14 heures à 17 heures,
- samedi 7 février 1998 de 9 heures à 12 heures,
- Mairie de LEGUEVIN, les
- mardi 5 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- mercredi 14 janvier 1998 de 14 heures à 17 heures,
- vendredi 30 janvier 1998 de 9 heures à 12 heures,
- samedi 7 février 1998 de 9 heures à 12 heures.

Communication des conclusions de la commission sur l'enquête publique pourra être donnée aux intéressés sur leur demande adressée à M. le Préfet du Gers, direction des actions interministérielles, bureau de l'environnement. Le public pourra consulter le rapport et les conclusions pendant un an dans les mairies concernées et les Préfectures de la Haute-Garonne et du Gers.

مركز الامم المتحدة

Air France devrait dégager au moins 1 milliard de francs de bénéfices cette année

Les recettes ont augmenté de 9 %, tandis que les coûts se sont stabilisés

Entre le 1^{er} avril et le 30 septembre, premier semestre de son exercice comptable 1997-1998, le groupe Air France a gagné 1,76 milliard de francs,

contre près de 600 millions un an plus tôt. Le premier semestre est traditionnellement meilleur pour le transport aérien que le second. L'alliance

annoncée le 17 décembre entre KLM et Alitalia est un coup rude pour la compagnie française, qui était en négociation avec le groupe Italien.

CHRISTIAN BLANC, qui a quitté la présidence d'Air France en septembre, après le refus du gouvernement de privatiser la compagnie nationale, devait jubiler, jeudi 18 décembre : les résultats semestriels de l'entreprise, présentés à son conseil d'administration jeudi matin, laissent imaginer qu'Air France gagnera sur l'année au moins 1 milliard de francs, comme il l'avait annoncé à Lionel Jospin quelques jours avant son départ. Jusque-là, il avait toujours évoqué un résultat de 500 millions de francs. Cette soudaine révision à la hausse avait surpris.

« Entre le 1^{er} avril et le 30 septembre, Air France a gagné, en consolidé part du groupe, 1,76 milliard de francs, contre 597 millions

sur la même période de l'an dernier », indique Patrick Durand, directeur général délégué et directeur financier du groupe. « Pour l'ensemble de l'exercice, notre ambition est que le résultat s'approche de celui du premier semestre. » Car cette période, qui inclut les vacances d'été, affiche traditionnellement de bons résultats que les six mois qui suivent. Au second semestre du dernier exercice (du 1^{er} octobre 1996 au 31 mars 1997), le groupe avait perdu près de 900 millions de francs.

« Il n'y a pas d'élément exceptionnel. L'augmentation du résultat est due à la croissance du chiffre d'affaires et à une moindre croissance des charges », poursuit M. Durand. Le chiffre d'affaires de la compa-

gnie née de la fusion entre Air France et Air Inter a progressé de 9,3 % à 28,9 milliards de francs. L'offre, elle, n'a que très légèrement augmenté. Le transport de voyageurs comme le fret sont en nette amélioration. La recette unitaire (par siège et par kilomètre) a donc nettement progressé, de 9 %. Mais Air France a aussi joué de chance : une petite moitié de cette progression est imputable à des effets change.

Les achats à l'étranger ont moins augmenté que le chiffre d'affaires, et les charges de personnel ont été à peu près stables, tout comme les coûts unitaires. « Après avoir baissé de 20 % sur les trois dernières années, ils sont aujourd'hui stabilisés. Il va falloir être vigilant », estime

M. Durand. Au total, donc, l'ex-cécutif brut d'exploitation de la nouvelle Air France a bondi de 40 %, à 4,1 milliards de francs, et son résultat d'exploitation a plus que triplé, à 2,1 milliards.

« Ces résultats sont encourageants. Ils nous permettent de nous lancer dans une stratégie de croissance et d'investissement », anticipe M. Durand. Air France compte investir 40 milliards de francs entre 1998 et 2002, essentiellement pour accroître sa flotte, stable depuis 1994. « Je pense que nous aurons les moyens d'en autofinancer la majeure partie », estime le directeur financier. Jean-Cyril Spinetta, l'actuel président, compte économiser 3 milliards de francs sur les trois prochaines années, dont 500 millions auprès des pilotes. Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France prévue à la mi-1998, il leur propose 10 % des actions contre une baisse de 15 % de leur salaire brut (Le Monde du 17 décembre).

Mercredi 17 décembre, la compagnie nationale a pourtant dû encaisser un coup très rude : Alitalia, avec qui elle souhaitait s'allier, lui a préféré le hollandais KLM, alors que le groupe a besoin de partenaires pour alimenter sa plateforme de correspondances de Roissy, et profiter au maximum des deux nouvelles pistes attendues pour le tournant du siècle. Alitalia était la seule compagnie européenne d'envergure qui n'avait pas encore noué d'alliance sur le Vieux Continent : Iberia lui avait déjà fait faux bond pour se lancer avec British Airways, Sabena est dans le giron de Swissair, et SAS dans celui de Lufthansa.

Alitalia a conclu une alliance globale avec KLM

ROME et AMSTERDAM

Alitalia et la compagnie néerlandaise KLM ont annoncé, mercredi 17 décembre, une alliance globale dont les modalités devaient être annoncées vendredi ; malgré la privatisation totale d'Alitalia, prévue pour 1998, il n'est pas question pour l'instant de participations croisées. Ce mariage, qui interviendra en avril, a été unanimement salué en Italie. Le titre de la compagnie nationale italienne a gagné 3,3 % mercredi. Seule ombre au tableau, l'opposition farouche des alliés communistes du gouvernement qui défendaient le dossier d'Air France : « Le gouvernement a renoncé à la possibilité de faire un choix stratégique qui lui aurait été utile sur le plan industriel et géopolitique », a déploré Fausto Bertinotti, secrétaire de Rifondazione comunista.

Pour les communistes, il s'agit d'une « erreur politique », ce à quoi le gouvernement répond que la décision était du seul ressort d'Alitalia. Ce qui n'est pas tout à fait exact : l'initiative pour la reconstruction industrielle (IRI), la holding publique qui détient 60 % d'Alitalia, avait choisi KLM quelques heures avant que le conseil d'administration de la compagnie ne tranche à son tour en faveur de la firme hollandaise. « KLM est très complémentaire d'Alitalia, c'est évident », Claudio Burlando, le ministre des transports, a été fort sur le cargo et les vols internationaux et plus faible sur le marché interne. Elle a un important aéroport au nord de l'Europe alors que nous sommes forts au sud.

« C'est un choix technique que Paris comprendra », a assuré Gianmario Gros-Pietro, le président de l'IRI, au quotidien La Repubblica, précisant que la compatibilité des flottes et les possibilités de rationalisation avaient été prises en compte. En dépit des pressions de dernière minute, exercées par les autorités françaises, la

préférence pour KLM n'a pu être inversée. Désormais, KLM et Alitalia se répartiront 15 % du trafic européen. KLM, qui cherchait un partenaire en Europe depuis près de dix ans, a longtemps titonné avant de se fixer sur Alitalia. Un premier partenariat avec British Airways lui a fait craindre de se faire avaler par son puissant allié. KLM a alors tenté de créer un géant paneuropéen avec SAS, Austria et Swissair. Nouvel échec. Début 1997, c'est Iberia qui tenait la corde, mais celle-ci a préféré se lancer à British Airways. Accusé d'immobilisme, Pieter Bouw, le PDG de KLM, a alors dû céder sa place à Leo van Vliet. Ce dernier a entamé des discussions avec Alitalia, qui était déjà en négociation avec Air France et Swissair.

L'annonce de mercredi est donc décisive pour la compagnie néerlandaise, qui compte tenu d'un marché intérieur quasiment inexistant, vise l'Europe dont le ciel a été détrempé en avril. Son ambition : détenir 15 % de parts de marché, contre 8 % aujourd'hui. Selon le syndicat des pilotes, il n'est pas impossible que KLM cherche à s'adjointre une autre partenaire européenne, hypothèse que la direction refuse de commenter. Les premières réactions des salariés sont positives. Les représentants du personnel de cabine insistent sur la complémentarité des flottes et sur des destinations.

En outre, l'alliance permettra à KLM de disposer avec Milan d'un second aéroport principal qui permettrait de désengorger Schiphol-Amsterdam, d'innover la croissance à dû être limitée par le gouvernement afin de restreindre les nuisances.

Michel Bôlle-Richard et Alain Franco

L'ancien président du Comptoir des entrepreneurs condamné à deux ans de prison avec sursis

L'ANCIEN président du Comptoir des entrepreneurs (CDE), en poste d'avril 1990 à mars 1993, Jean-Jacques Piette, cinquant-sept ans, a été condamné, mercredi 17 décembre, par la 1^{re} chambre du Tribunal correctionnel de Paris à deux ans de prison avec sursis et 1 million de francs d'amende pour présentation de « comptes inexacts ». Paul Paciot, ancien PDG de la BRED, et administrateur du CDE, et son fils Loïc Paciot ont été condamnés à 18 mois de prison avec sursis et 1 million de francs d'amende. Par ailleurs, MM. Piette, Loïc et Paul Paciot doivent solidairement payer 21,4 millions au CDE en réparation de la diffusion de fausses informations, 1,5 million de francs en répa-

ration de l'abus de biens sociaux, et un total de 2,9 millions de francs à vingt-sept parties civiles. Dans son exposé des motifs, le tribunal souligne : « Ce ne sont pas les éventuelles erreurs de gestion qui sont reprochées aux prévenus, mais l'absence ou l'insuffisance de traduction comptable des difficultés. » Il s'agit d'un précédent judiciaire qui illustre la volonté de la justice de se pencher sur les comptes des banques françaises au début des années 90 et de mettre en cause la qualité des bilans. D'autres établissements sont sur la sellette, à commencer par le Crédit lyonnais et certaines de ses filiales dont IB-SA et Altus Finance.

La défaillance et la quasi-faillite du CDE au début de l'année 1993

ont été d'ailleurs une sorte de prélude aux désastres du Crédit lyonnais et du Crédit foncier. Le Comptoir dont les dirigeants étaient nommés par le gouvernement a perdu en tout 12 milliards de francs et sa déroute a révélé à la fois l'ampleur de la crise de l'immobilier et les dysfonctionnements des autorités de contrôle et de tutelle des établissements financiers publics et parapublics. La commission bancaire, la COB et le Trésor se sont longtemps renvoyés la responsabilité de la défaillance du Comptoir. A la suite de deux rapports de la COB, une information judiciaire avait été ouverte en mars 1994.

Eric Leser

Andersen Worldwide est au bord de l'écclatement

ANDERSEN WORLDWIDE vit ses derniers mois. Les branches conseil, Andersen Consulting, et audit, Arthur Andersen, devaient se séparer prochainement. Mercredi 17 décembre, les associés d'Andersen Consulting, réunis par leur président George Shaben à San Francisco, ont demandé à l'unanimité la nomination d'un arbitre, selon les règles de la Chambre de commerce internationale. Ils veulent obtenir une sentence libérant Andersen Consulting « de toutes ses obligations à l'égard d'Arthur Andersen et Andersen Worldwide », indique un communiqué.

Il y a longtemps que plus rien ne va entre Arthur Andersen et Andersen Consulting, comme le souligne un document de ce dernier. Depuis le

1^{er} septembre 1989, une structure commune, Andersen Worldwide, avait été créée pour régir les relations entre ces deux branches, complémentaires mais distinctes, devant coopérer sans se concurrencer. Le premier conflit est apparu dès décembre 1991. Négociant les mises en garde, le cabinet d'audit a ensuite créé Arthur Andersen Business Consulting en décembre 1994. Plusieurs tentatives de négociations ont eu lieu depuis. Sans succès.

Les questions financières sont au cœur du désaccord. Alors que le chiffre d'affaires par consultant est plus élevé chez Andersen Consulting et les associés moins nombreux, la répartition des bénéfices joue en faveur des associés d'Arthur Ander-

sen. En outre, Andersen Consulting paie chaque année une « redevance » à sa « sœur », qui n'a « servi qu'à financer le développement continu des activités d'Arthur Andersen » sur les métiers d'Andersen Consulting, dénonce ce dernier.

Cette scission provoquera un nouveau choc dans la profession. Après les fusions Coopers & Lybrand/Price Waterhouse et KPMG/Ernst & Young, Arthur Andersen, seul, risque de se retrouver en queue de peloton derrière Deloitte & Touche. Le 1^{er} novembre, ces deux cabinets avaient indiqué formellement qu'ils n'étaient, ni l'un ni l'autre, intéressés par une fusion.

Sophie Fay

Elf confirme la découverte d'un troisième gisement en Angola

SONANGOL, société pétrolière nationale angolaise, et l'opérateur Elf, auxquels sont associés Esso, BP, Den Norske, Norsk Hydro et Fina ont confirmé, jeudi 18 décembre, la découverte d'un nouveau gisement géant en mer profonde, à 200 kilomètres au nord-ouest de la capitale, Luanda. Appelé Dalia 2, ce puits foré par 1 250 mètres de profondeur d'eau représenterait 850 à 900 millions de barils. Ce gisement est plus important que les deux précédents découverts par Elf depuis un an et demi : Girassol (660 à 700 millions de barils) et Dalia 1 (750 à 800 millions de barils). Un nouveau puits appelé Rosa est en cours de forage. Toutes ces découvertes sont réalisées sur le bloc 17, un champ de 3 000 kilomètres carrés de superficie. La mise en production de Girassol est prévue début 2000.

DÉPÊCHES

■ PSA : le groupe français préparait une réorganisation de son outil industriel, avec des usines qui produiraient des véhicules Peugeot et Citroën, dans la mesure où ils sont appelés à partager de plus en plus de composants, selon des sources syndicales. La direction ne fait « aucun commentaire ».

■ TOYOTA : le groupe japonais a indiqué, mercredi 17 décembre, que ses exportations de voitures depuis le Japon baisseront de 8 % en 1998 (1,38 million d'unités de 1997), en raison de la hausse des productions des usines installées à l'étranger. Au Japon, la production devrait baisser de 2 % en 1998, à 3,44 millions d'unités.

■ USINOR : le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 17 décembre, que sa filiale Sollac va construire avec le canadien Dofasco une ligne de galvanisation en Ontario destinée à l'automobile nord-américaine. Sollac contribuera pour 20 % à ce projet de 750 millions de francs.

■ NORTHWEST AIRLINES : la compagnie aérienne américaine propose de racheter 14 % de Continental Airlines, devenant son premier actionnaire. Les deux groupes continueraient à opérer séparément ; il n'y aurait pas de licenciements et de fermeture de terminaux durant les trois premières années du partenariat, selon Northwest Airlines, dont les pilotes, qui détiennent 11,5 % du capital, doivent donner leur accord.

■ MICROSOFT : le département américain de la justice a demandé, mercredi 17 décembre, au juge Jackson, chargé du dossier Microsoft, d'exiger que ce dernier livre aux fabricants de PC ne voulant pas de son logiciel de navigation sur Internet, Explorer, la dernière version de son système Windows, et non une version datant de deux ans comme il le fait depuis le verdict du 11 décembre, lui imposant de ne pas lier la vente de Windows à l'achat d'Explorer.

■ BULL : le groupe informatique a annoncé jeudi 18 décembre l'acquisition de CompaqLink (techniques d'interconnexion d'ordinateurs).

■ ALICATEL : le groupe français a annoncé mercredi 17 décembre que son activité câbles sous-marins retrouvera l'équilibre cette année.

■ DEUTSCHE TELEKOM : l'opérateur allemand a annoncé mercredi 17 décembre des baisses de tarifs sur les appels téléphoniques nationaux et internationaux pour le 1^{er} mars 1998, qui pourraient se traduire par 6,7 milliards de francs d'économies pour ses abonnés.

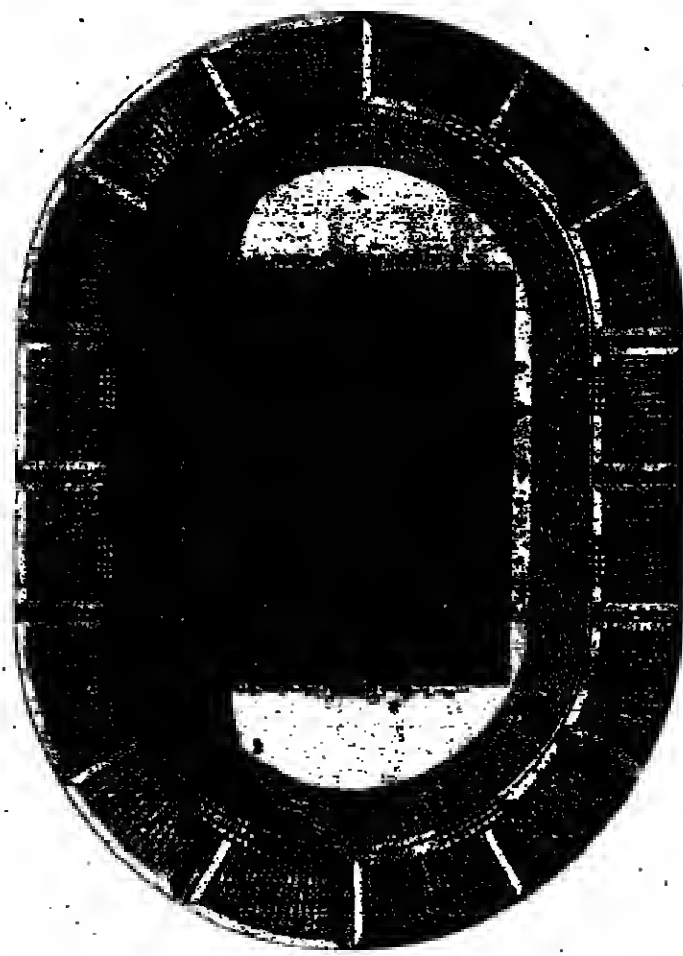
■ AT&T : l'opérateur américain a vendu, mercredi 17 décembre, sa branche cartes de crédit à Citicorp pour près de 24 milliards de francs.

■ TRW : le groupe américain a stoppé, mercredi 17 décembre, son projet Odyssey de téléphonie mobile par satellites. TRW va prendre 7 % de ICG Global Communications, qui développe un projet similaire.

■ TELE DANMARK : l'opérateur de télécommunications danois (17 000 personnes) a annoncé, mercredi 17 décembre, la suppression de 2 200 emplois d'ici à la fin de 1998.

Virginie Malin

De Lille à Marseille, toute une nation compte sur nous.



France Telecom
OPÉRATEUR OFFICIEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les publicitaires cherchent leur place dans la communication numérique

Après avoir abandonné le marché de la publicité sur Internet aux techniciens du multimédia, les grandes agences commencent à intégrer cette technologie dans les services qu'elles proposent à leurs clients

« L'INTERNET est un marché qui échappe pour l'instant aux agences de publicité », cette constatation de Cécile Moulard (Carat Multimédia), l'une des spécialistes de la publicité sur l'Internet en France, pourrait être contredite dans l'année qui vient. Sous la double stimulation de leurs clients, qui en savent souvent plus long sur le sujet que leurs propres conseils et d'un marché de la publicité sur le Web en forte croissance (environ 25 millions de francs en France en 1997, contre 5 millions en 1996), les agences de publicité commencent à réagir. Elles pourraient, sous peu, croiser le fer avec les *hot shops* des jeunes surdoués de la Toile et les sociétés conseils en informatique (SSi), qui pour l'instant leur dament le pion.

Pour cela, les agences doivent trouver leur propre modèle économique sur l'Internet. « Les agences

de publicité ne conseillent pas leurs clients dans la création de sites commerciaux, ni même dans la conception de campagnes sur le Web, car elles ne savent pas comment gagner de l'argent avec l'Internet », explique un spécialiste qui, en 1997, a géré près de 20 % des investissements publicitaires sur le Net en France. Pour commencer, il n'est plus question de faire des sites à moins de 200 000 francs. Les publicitaires veulent « vendre du conseil en communication numérique » et contestent avec vigueur la concurrence des petites structures qui pratiquent des tarifs sur lesquels ils ne peuvent s'allier. Ces sociétés sont souvent issues de la télématique « continuent à proposer des prix totalement ridicules sans se rendre compte qu'elles courent à leur propre perte », s'offusque Etienne Boisrond, le patron de

Young & Rubicam en France. Il ne s'estime pas en mesure de concurrencer les créations de sites Web faites pour 40 000 ou 50 000 francs.

« PAS DE L'INTERNET PIZZA »

Même type de réaction chez Havas Advertising. Dans le groupe dirigé par Alain de Pouzilhac, on se positionne « au rebours de ceux qui font de l'Internet pizza ». « Je ne fais pas un site tout choud livré en dix minutes », se targue Pierre Louette, le responsable de Connect World, un label qui rassemble depuis avril les agences du groupe ayant une partie de leur activité dans le multimédia. Les douze agences qui revoient une appartenance à Connect World et qui réalisent chacune entre 5 % et 20 % de leur marge brute sur l'Internet auront contribué à hauteur de 300 millions de

francs à la marge brute du groupe en 1997. D'après Pierre Louette, la progression en volume est forte (+ 20 % à + 30 % par rapport à 1996) et « la rentabilité est en passe d'atteindre la rentabilité moyenne du groupe », soit 15 %.

Pour parvenir à ce résultat, la fourchette de prix des sites Web chez Havas Advertising oscille entre 300 000 et 400 000 francs et peut dépasser 2 millions de francs. Et le patron de Connect World d'argumenter : « Il y a trois mois, Toyota a créé son site aux États-Unis. Plus de 150 000 brochures ont été commandées. 7 500 véhicules ont été vendus. Passer douze minutes sur un site devient presque aussi fort que d'entrer chez un concessionnaire. » L'importance des futures ventes justifierait largement, selon une majorité de publicitaires, des tarifs qui peuvent être dix fois supérieurs à ceux des

hot shops.

Chez Grey Interactive, la filiale multimédia créée début décembre par le groupe publicitaire Grey, Marco Tinelli, le directeur général, parle aussi de rentabiliser son entreprise : « On a fini de jouer », affirme-t-il en préambule. Mais il table sur des services complémentaires pour fidéliser ses annonceurs. Avec un Extranet baptisé Grey Interactive Web Factory, il compte « rendre le moins à ses clients » pour qu'ils puissent, seuls, actualiser leur site sous le contrôle de l'agence, sans honoraires supplémentaires. « Pour que les annonceurs reviennent vers les groupes publicitaires, il ne faut pas que l'agence soit un facteur bloquant, ni en termes de temps ni en termes financiers, explique-t-il. Il faut leur fournir toute la boîte à outils du Web sans leur donner le sentiment de se faire racketter par leur agence. » Il lui faudra tout de même rentabiliser un investissement initial de 500 000 francs dans les serveurs qui hébergeront les sites. Jacques Hébert, président du directoire de Grey, semble confiant. Grey Interactive pourrait cesser de coûter de l'argent au groupe d'ici huit mois et lui permettre d'en gagner dans moins d'un an.

« Nous croyons être sortis de la phase d'exploration », explique M. Hébert. Il y a encore un an, « on avait tous une démarche d'enfant dans un magasin de jouets », reconnaît Etienne Boisrond. Après la fascination liée à la technologie, vient l'heure de la réflexion. Il faut que l'on soit capable aujourd'hui de dire à quoi cela sert de construire de vraies stratégies de marques dans le numérique. »

Brice Pedrolletti

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : la grève à France 3 aurait coûté plus de 45 millions de francs à la chaîne publique. Dans un entretien à *Libération*, jeudi 18 décembre, Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France Télévision, précise que « la perte de recettes publicitaires et de parrainage s'élève à 45 millions. Mais il faut soustraire des économies sur les programmes non diffusés et même sur les jours de grève non payés ». Plaidant pour la pluriannualité du financement de l'audiovisuel public, le patron de France Télévision estime que le fonctionnement budgétaire français « est un très mauvais système, qui sanctionne la bonne gestion et qui favorise la mauvaise ».

■ **PRESSE** : l'hebdomadaire algérien *La Nation*, interdit depuis un an, peut désormais être lu sur le site Internet de Reporters sans frontières à l'adresse suivante : www.calva.com/fr/af. Salima Ghezali, directrice de *La Nation*, a reçu, mercredi 17 décembre à Strasbourg, le prix Sakharov des droits de l'homme, décerné par le Parlement européen.

■ Les présidents de quatre syndicats de la presse quotidienne et hebdomadaire ont demandé, mercredi 17 décembre, au premier ministre, Lionel Jospin, que le maintien pendant un an de l'abattement fiscal de 30 % des journalistes ne soit pas soumis à un seuil de revenus. Un amendement au projet de loi de finances pour 1998, voté jeudi 11 décembre, avait fixé ce seuil pour les soixante-douze professions concernées à 300 000 francs nets.

■ **SONDAGES** : les enquêteurs d'Ipsos Interview ont repris le travail, mercredi 17 décembre, après un mouvement de grève de douze jours (*Le Monde* du 16 décembre). Les salariés, qui protestaient contre l'abaissement du taux horaire de 47 francs à 40 francs bruts, sont parvenus à un compromis avec la direction sur un taux horaire brut de 44 francs.

Des enfants sont victimes d'une « épilepsie télévisuelle » au Japon

TOKYO

correspondance

Pocket Monster (« monstre de poche ») ou Pockemon, le dessin animé favori des enfants japonais, est accusé d'avoir « hypnotisé » des centaines de jeunes téléspectateurs. A la 20^{ème} minute de l'épisode diffusé mardi 18 décembre, à 18 h 30, par la chaîne Tokyo Tebe, les enfants ont été pris de convulsions, apparition provoquée par des flashes de couleurs figurant une explosion. La scène incriminée aurait duré 4 secondes et demie. Certains se sont évanouis, d'autres ont vomis du sang. D'autres encore se sont plaints de maux de tête, de sensations d'essoufflement ou de troubles de la vision. Beaucoup ont présenté des symptômes comparables à l'épilepsie : au total, 735 enfants et quelques adultes ont été transportés à l'hôpital ; près de 10 000 personnes auraient ressenti le phé-

nomène. La police et le ministère des postes et des télécommunications, qui supervise les télévisions, ont aussitôt lancé une enquête. Selon des experts japonais, il pourrait s'agir d'une forme d'épilepsie télévisuelle, l'effet conjugué des éclairs stroboscopiques, des couleurs et des sons ayant agi sur les cellules nerveuses des téléspectateurs. Des malaises semblables ont par le passé été provoqués par des jeux vidéo.

BAISSE DE L'ACTION NINTENDO

Début 1993, des cas d'épilepsie photosensible avaient été enregistrés en Grande-Bretagne et au Japon (*Le Monde* des 16 et 27 janvier 1993). En France, le gouvernement de l'époque avait demandé à la Commission de sécurité des consommateurs une étude qui avait conclu à la responsabilité des jeux vidéo dans une trentaine de cas d'épilepsie.

C'est la première fois toutefois que le phénomène revêt une telle ampleur. La série a été déprogrammée en attendant les résultats de l'enquête. Les officiels de Tokyo Tebe se sont confondus en excuses, et une chaîne de magasins vidéo s'est empressée de retirer de la location les exemplaires de Pockemon.

Le dessin animé à l'un des plus forts taux d'audience (environ 16 %) sur ce créneau horaire. Son extrême popularité est due au jeu vidéo du même nom, lancé en février 1996 par Nintendo, qui en a déjà vendu 7 millions d'exemplaires et prévoit de le commercialiser aux États-Unis. Nintendo, dont l'action a perdu 2 % suite à l'incident, s'est empressée de préciser que son jeu est en noir et blanc et que les images sont rudimentaires, contrairement au dessin animé.



UN CONCERT RFM ET M6



Lavilliers

à l'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

du 10 au 14 février

concerts supplémentaires 26-27-28 mars

Lavilliers en tournée

4/02 • Bruxelles	12/03 • Nice
5/02 • Lyon	13/03 • Marseille
7/02 • Marmande	14/03 • Toulon
5/03 • Toulouse	19/03 • St Pierre des Corps (Tours)
6/03 • Montpellier	20/03 • St-Brieuc
7/03 • Lourdes	21/03 • Vannes
11/03 • Clermont-Ferrand	24/03 • Bordeaux (Talence)






nouvel album clair • obscur points de loc. habituels - 3615 RFM* - 3615 M6*

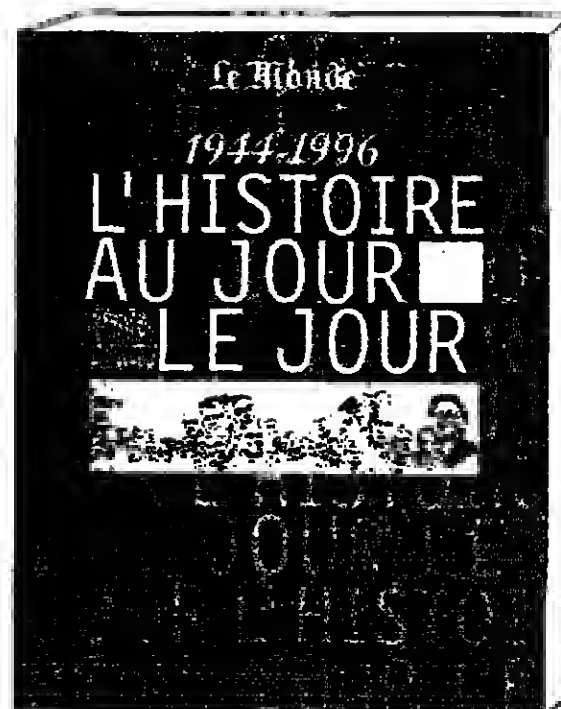
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944 - 1996

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE DU MONDE

La sélection des archives du *Monde* qui permet de revoir et de comprendre les événements qui ont fait l'histoire du demi-siècle, découpée sous trois rubriques : les relations internationales, les aires géopolitiques, la France.

Cette encyclopédie historique est composée des articles d'analyse les plus significatifs, d'une chronologie très détaillée, de nombreuses cartes en couleurs, et des illustrations tirées du *Monde*. L'index des noms de personnes, de lieux et des thèmes facilite les recherches du lecteur. Un livre de référence indispensable dans toutes les bibliothèques.

Les archives du quotidien au service de l'histoire



Le Monde
EDITIONS

1 242 pages - 400 F
En vente chez votre libraire
ou à défaut au Monde-Éditions,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

■ WALL STREET s'était légèrement replié, mercredi 17 décembre. Le Dow Jones avait terminé la séance en baisse de 0,24 %, à 7 957,41 points, dans un marché actif.

NEW YORK ▲ DOW JONES	LONDRES ▲ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT ▲ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Graphique de l'indice SBF 250 sur 3 mois. Le graphique montre une tendance à la hausse, avec des fluctuations importantes. L'indice commence à environ 1000, monte à un pic d'environ 1150, puis chute à un creux d'environ 950, avant de remonter à environ 1100.

Indice MidCac sur 1 mois

Year	Percentage
1950	7.0
1955	7.5
1960	8.5
1965	10.0
1970	11.0
1975	11.5
1980	12.0

New York. Dow Jones sur 3 mois

The figure consists of three vertically stacked line graphs, each showing the evolution of a different stock index over a three-month period. The graphs are presented on a grid background.

- Top Graph:** Labeled "Londres. FT100 sur 3 mois". It shows a line that starts at a high point, fluctuates slightly, and then shows a significant downward trend towards the end of the period.
- Middle Graph:** Labeled "Francfort. Dax 30 sur 3 mois". It shows a line that starts at a high point, fluctuates, and then shows a significant downward trend towards the end of the period.
- Bottom Graph:** Labeled "Paris. CAC 40 sur 3 mois". It shows a line that starts at a high point, fluctuates, and then shows a significant downward trend towards the end of the period.

US/F	US/DIM	US/F	DIM/F	F/F
5,9110	1,7729	127,0000	3,3494	9,7640

hausse du dollar. Ce dernier a atteint un plus bas niveau à 126,85 yens après une intervention de la banque centrale sur le marché pour acheter des yens lorsqu'il a dépassé les 127,50 yens. Le billet vert a ensuite regagné rapidement les 127 yens. Si la BoJ veut soutenir le yen contre le dollar, c'est le bon moment, estiment les opérateurs. La devise japonaise a en effet été dopée par l'annonce mercredi d'une réduction d'impôts de 2 000 milliards de yens.

PARITES DU DOLLAR	18/12	17/12	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7739	1,7816	-0,43

TOYOTA : US\$97ans	127,000	130,000	- 2,95
--------------------	---------	---------	--------

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comparé: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois	
Dollar Etas-Uns	5,8297	5,8277	5,8406	5,8466
Yen (100)	4,9691	4,9656	4,9419	4,9507
Deutschmark	3,3501	3,3508	3,3494	3,3488
Franc Suisse	41,253	41,265	41,486	41,456
Yen Ital. (1000)	3,9121	3,9149	3,9178	3,9158
Lira (1000)	9,2418	9,2425	9,2120	9,2092
Peseta (100)	3,2984	3,2954	3,2983	3,2980
Franc Belge (100)	16,232	16,204	16,240	16,219

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
---------	--------	--------	--------

Eurodollar	5,84	5,81	5,81
Eurolivre	7,44	7,53	7,64

Eurodeutschemark	3,73	3,78	3,80
------------------	------	------	------

TIÈRES PREMIÈRES

18/12	17/12		
131,83		MÉTALUX (New-York)	5000
		Argent à terme	591
		Platine à terme	592,68

Blé (Chicago)	331,50	332,50
Maïs (Chicago)	259,25	261,00
Camp. cop. (Chicago)	486	489,50

[illegible]

هكذا من الامم

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997

SCIENCES En apportant un demi-milliard de dollars à la construction du prochain accélérateur de particules du CERN, près de Genève, les Américains ont permis que cette

formidable machine puisse entrer en service en 2005, soit avec trois ans d'avance sur le calendrier. ● D'UN CÔTÉ de 10,8 milliards de francs, le LHC (Large Hadron Collider), sans équivalent au monde, devrait attirer le gratin mondial de la physique des hautes énergies. ● GRÂCE AUX DÉTECTEURS géants qui seront installés sur ses fais-

ceaux, les physiciens espèrent « débusquer » le boson de Higgs, dont on pense qu'il est à l'origine de la masse, et son hypothétique famille. ● LE CERN confirme ainsi sa place de

leader dans ce domaine de recherche, une position confortée par l'abandon récent de l'accélérateur géant (SSC) que les Américains envisageaient de construire au Texas.

L'Europe et les Etats-Unis ouvrent la chasse au boson de Higgs

L'accélérateur géant que le Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) va mettre en service en 2005 permettra peut-être aux physiciens de résoudre l'une des énigmes les plus complexes de la physique moderne : l'origine de la masse

QU'EST-CE QUE LA MASSE ? Qu'est-ce qui, dans l'univers, crée la masse ? Quelle est l'origine de celle des particules ? Pourquoi, par exemple, la masse de l'électron est-elle 3 491 fois supérieure à celle de son cousin l'up quark ? Pourquoi certaines particules, comme le photon, n'ont-elles pas de masse du tout ? La physique classique parvient bien à expliquer une grande partie du monde subatomique et quantique et, par exemple, l'organisation hiérarchique par « familles » des quarks (les constituants fondamentaux du noyau de



l'atome) et des leptons (autres particules élémentaires, comme les électrons).

Mais elle ne dit rien de leur masse, dont la valeur doit, en l'état actuel des connaissances, être considérée comme une « donnée » arbitraire. La question, triviale, de la masse est l'une des plus complexes de la physique moderne. Cette énigme, les chercheurs du futur accélérateur géant (LHC) du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) vont tenter de la résoudre. Les physiciens sont persuadés que, sous la physique classique, s'en trouve une autre, capable d'expliquer la masse comme une conséquence naturelle.

La solution pourrait être dans l'existence d'un champ de forces s'étendant à l'univers tout entier, estiment-ils. Ils l'ont baptisé « champ de Higgs », du nom du physicien écossais Peter Higgs. Les particules acquerraient une masse du fait d'une interaction plus ou moins importante avec le champ de Higgs.

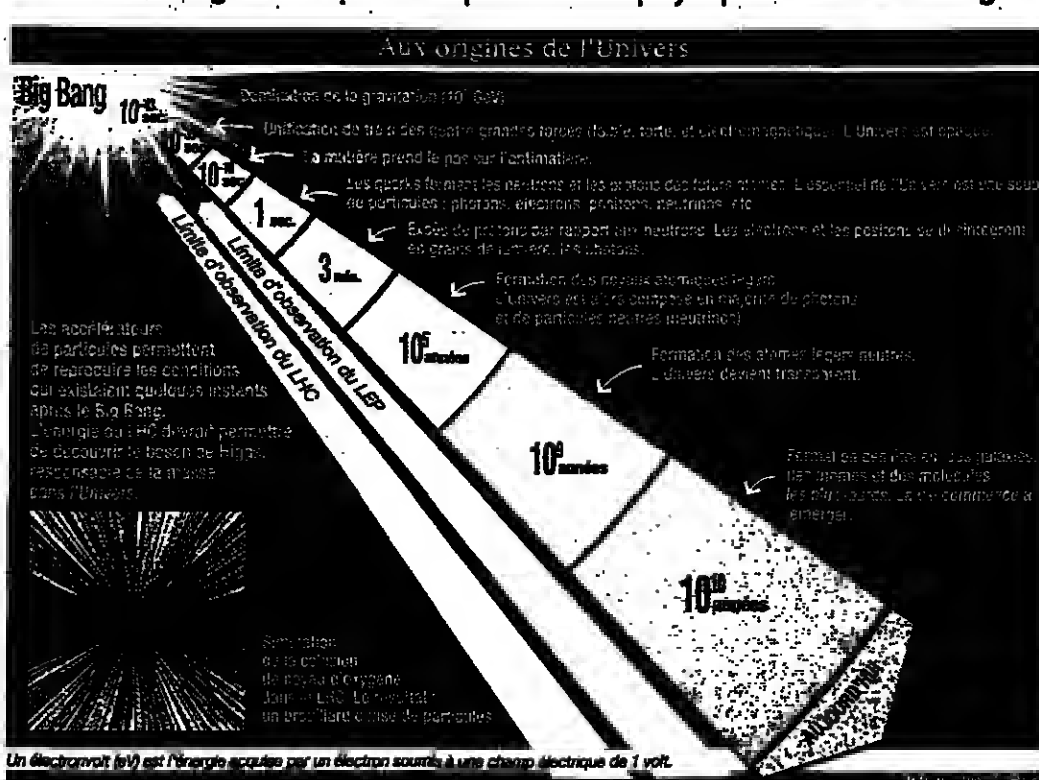
La physique quantique établit que chaque champ est doté d'une particule ou d'une famille de particules médiatrices de ses effets. Les champs électromagnétiques ont leurs photons, le champ de Higgs aurait son ou ses « bosons de Higgs ». L'enjeu, c'est que personne ne sait vraiment à quoi ressemble cette famille de particules de masses et de charges diverses.

En physique des hautes énergies, la masse et l'énergie se mesurent en une seule et même unité, l'électron-volt (eV). Dans les accélérateurs comme le LEP et le LHC, les particules sont créées à partir de l'énergie que libèrent des collisions à grande vitesse entre électrons et positons (LEP) ou entre protons (LHC).

AUX ORIGINES DE L'UNIVERS

Malgré ses performances inférieures, le LEP qui fonctionne au CERN pourrait fournir des signes de l'existence du boson de Higgs. Mais le LHC (Large Hadron Collider), qui, en 2005, opérera à des énergies plus élevées, sera sans doute mieux adapté pour cette tâche.

La masse des Higgs est liée à celle du quark top. Si les mesures effectuées sur cette particule récemment mise en évidence sont à peu près justes, la masse du plus léger des Higgs tournerait autour de 130 milliards d'électronvolts (130 GeV). Mais les énergies accessibles au LEP ne dépassent guère 100 GeV et sont donc un peu justes pour détecter directement sa présence. S'il y parve-



La matière est faite de toutes sortes de particules : Des lourdes, des légères, des neutres, des chargées électriquement, qui s'assemblent pour former des atomes et des molécules. Pour découvrir les plus cachées d'entre elles comme le quark top, invisible directement, ou le boson de Higgs, responsable de la masse dans l'univers, les physiciens tentent de les créer dans des machines, les accélérateurs de particules, où les énergies qui atteignent le TeV (trille milliards d'électronvolts, soit 10¹² eV) permettent de se rapprocher des conditions qui prévalaient lors du Big Bang.

En fait, c'est que le Higgs serait plus léger encore. Un casse-tête pour les physiciens. Un Higgs aussi léger impliquerait une autre physique, hors de la discipline classique. Un monde nouveau qui se révélerait alors aux énergies accessibles au LHC.

L'idée du champ de Higgs dans son ensemble est issue d'un concept plus abstrait, celui de « symétrie ». Selon le scénario dit du « modèle standard », les quatre forces fondamentales – la gravitation, l'électro-

magnétisme et les interactions fortes et faibles – étaient confondues à l'origine : dans l'énergie déployée de la boule de feu du Big Bang, leurs effets étaient semblables (perceptibles à peu près de la même façon aux mêmes distances). Quand l'univers s'est refroidi, l'énergie nécessaire à l'union des quatre forces s'est dissipée et elles se sont différenciées.

Aujourd'hui, l'électromagnétisme et la « force électrofaible » de

l'atome ont des effets très différents. L'électromagnétisme est perceptible à des distances de l'ordre du kilomètre ; la force faible est négligeable hors du noyau atomique, mais provoque une foule de phénomènes, dont la radioactivité. Pourtant, la preuve est faite qu'elles constituent deux aspects de la même force dont l'origine remonte très loin dans l'histoire de l'univers. Selon la théorie, les interactions faibles devaient être le fait d'un as-

sortiment de quatre particules : deux neutres et deux porteuses d'une charge électrique. L'une des particules neutres est le photon, de masse nulle. Les trois autres, théoriquement, n'auraient pas dû avoir de masse non plus. Mais, dans ce cas, la force électrofaible ne fonctionnait pas. Heureusement, l'expérience a permis de mettre en évidence trois particules massives : les bosons W à charge positive ou négative, et la particule Z neutre. L'un des grands succès du LEP a été de fabriquer des particules Z en grande quantité, ce qui a permis aux chercheurs de limiter à trois le nombre des familles de quark-lepton.

VIOLATION DE SYMÉTRIE

Pour expliquer cette anomalie, il était nécessaire d'introduire la notion de violation de symétrie et l'existence du champ de Higgs. Ce dernier possède des propriétés inhabituelles : il n'a pas de direction (à la différence de la pesanteur ou de l'électromagnétisme) et il est au plus fort quand l'énergie est au plus faible. Cela implique, expliquent les théoriciens, que lors du refroidissement de l'univers en formation, chacun des passages de la température au-dessous des énergies nécessaires à la fusion des forces en présence a coïncidé avec une rupture de la symétrie et un renforcement du champ de Higgs.

Ainsi, quand l'électromagnétisme s'est distingué de la force faible de l'atome, le champ de Higgs a contraint la symétrie à la rupture, de telle sorte que le photon a été privé de masse, tandis que les particules W et la particule Z acquièrent des masses importantes. Un scénario séduisant, que le LHC ou le LEP pourraient confirmer s'ils trouvent le boson de Higgs.

Henry Gee

Le LHC sera-t-il le dernier des géants ?

A PEINE en service et déjà dépassés. Tel est le lot des accélérateurs de particules. Le Large Hadron Collider (LHC) que les Européens s'apprêtent à construire au CERN sera-t-il le dernier de ces géants ? Certains se le demandent en rappelant que, pour aboutir, il fallut arranger un difficile mariage entre l'économie et la technique.

Lorsque le CERN choisit, dans les années 80, de construire le LEP, le prédécesseur toujours en service du LHC, il opta pour un collisionneur d'électrons et de positons (électrons négatifs). Un choix raisonnable qui permettait d'imprimer une énergie d'environ 100 GeV à chacun des deux faisceaux – récupérant ainsi une énergie de 200 GeV – sans trop avoir à jongler avec la technique. Au-delà de ces énergies, les difficultés commencent, en dépit de l'utilisation de puissants aimants supraconducteurs seuls capables de maintenir les particules sur des trajectoires circulaires dont le diamètre ne soit pas excessif.

BRISURE DE MATIÈRE

En effet, lorsqu'ils tournent dans de tels anneaux, les électrons perdent une grande partie de leur énergie. Ce phénomène, le rayonnement synchrotron, atteint des valeurs telles qu'au-delà de 100 GeV, il devient absurde de vouloir compenser en permanence ces pertes. Pour construire une machine plus puissante, il faut donc changer de méthode. La solution la plus simple consiste à utiliser des particules moins sensibles à cet effet : des protons, par exemple.

C'est le choix qui a été fait pour le LHC, ce qui permet de l'installer dans le tunnel du LEP et de faire ainsi une économie substantielle. En dépit de cette place limitée, les ingénieurs garantissent que la nouvelle machine produira deux faisceaux d'une énergie de 7 TeV (7 000 GeV) chacun. Par rapport

au LEP, le gain est considérable. Mais la médaille a son revers. Les protons étant – au contraire des électrons – composés de sous-particules comme les quarks, l'énergie disponible se partage entre tous ces composants microscopiques. Conséquence : lors des collisions, les physiciens ne récupèrent pas les 14 TeV d'énergie produite, mais six à vingt fois moins. En revanche, les gerbes de particules obtenues sont plus riches, mais aussi plus délicates à déceler.

Fort de ces enseignements, et alors même que le LHC ne produira ses premiers faisceaux qu'en 2005, certains imaginent des briseurs de matière plus puissants. Trois voies sont actuellement prospectées. La première est la plus naturelle. Puisque les particules perdent de l'énergie par rayonnement synchrotron dès lors qu'elles tournent, pourquoi ne pas les lancer en ligne droite, comme des balles de fusil ? Cette option, qui permet d'utiliser des électrons, a été testée avec succès à Stanford (Californie), sur le SLAC (Stanford Linear Collider).

Encouragés par ces résultats, des physiciens ont imaginé de construire des accélérateurs linéaires placés tête-bêche. Ils affirment pouvoir obtenir des faisceaux de deux fois 250 GeV, voire même deux fois 750 GeV (1,5 TeV). L'une de ces machines a même un nom : le NLC (Next Linear Collider). Des travaux de développement sont menés au SLAC (Stanford, Etats-Unis), au KEK (Tsukuba, Japon) et au DESY (Hambourg, Allemagne) en collaboration notamment avec des Français de l'IN2P3 et du CEA. Mais, selon Jean-Paul Repellin, directeur adjoint scientifique de l'IN2P3, il faudrait encore gagner un facteur quatre sur la construction de ces futurs accélérateurs longs de 30 kilomètres pour rester dans une enveloppe financière

équivalente à celle du LHC. Autre possibilité : faire quand même une machine circulaire comme le LHC. L'idée est plus originale qu'il n'y paraît. Les électrons ne pouvant être utilisés, les physiciens proposent des muons, « frères lourds » de l'électron, peu sensibles au rayonnement synchrotron.

Des énergies de plus d'une dizaine de TeV seraient ainsi accessibles à la condition de savoir les produire en masse, ces particules ayant la fâcheuse habitude de se désintégrer après mille tours dans l'accélérateur. De telles machines seraient de « véritables usines à gaz », note Jean-Paul Repellin, mais, « ces projets intéressent car les technologies qui leur seraient associées pourraient servir à la désintégration des déchets nucléaires ».

600 KM AUTOUR DE LA SICILE D'autres, enfin, n'hésitent pas à faire renaitre le Phénix de ces cendres : le Superconducting Super Collider, 80 km de circonférence (contre 27 au LHC), tombé sous les balles des financiers américains en novembre 1993. Plusieurs équipes – dont celle du Fermilab de Chicago (Illinois) où est implanté le puissant Tevatron à l'origine de la découverte du quark et dernier quark – s'interrogent sur la possibilité de construire de telles machines.

Le physicien italien Antonino Zichichi envisage même un gigantesque collisionneur à aimants conventionnels (Eloisatron) de 600 km de circonférence autour de sa Sicile natale ! Plus réalistes, d'autres poussent les recherches sur des aimants supraconducteurs surpuissants qui se contenteraient d'une piste de jeu de quelques dizaines de kilomètres seulement. Resterait alors à trouver, vers 2020, les fonds qui ont failli faire défaut au LHC.

Jean-François Augereau

« Un fabuleux tas de sable pour physiciens excités »

MEYRIN (Suisse)
de notre envoyé spécial
Plus de 2 800 salariés – du chercheur au cuisinier ; 6 500 physiciens invités plus ou moins permanents ; un hôtel de 550 chambres, un orchestre, une chorale, une équipe de rugby championne de Suisse. Plus qu'une ville, le CERN est une véritable planète.

REPORTAGE
« Tous sont liés par la recherche passionnée de quelque chose jamais vu avant eux »

Quatre-vingt-quatre nationalités se côtoient sur ce campus de Meyrin, situé à la frontière franco-suisse, près de Genève. « Un cocktail plus fort que l'alcool pur », s'exclame l'un de ses habitants. Ici, il n'est pas d'arriver de voir une Suédoise, deux Chinois et une Chilienne s'attabler avec trois Russes et un Américain pour résoudre un problème de logiciel. Tous sont liés par une aventure commune : la recherche passionnée de quelque chose jamais vu avant eux... »

Ce paradis de la physique existe parce que les politiques et les décideurs ont su faire taire leurs rivalités et écouter les chercheurs. Ils ont accepté de concentrer sur le site de Meyrin les puissants et coûteux accélérateurs et synchrotrons que chaque Etat européen avait, pour le prestige, préféré voir construire sur son territoire. Certes, il y eut quelques crises, mais l'ensemble est spectaculaire, et les résultats scientifiques sont de premier ordre.

En 1973, les « courants neutres » furent mis en évidence sur la chambre à bulles Gargamelle, conçue et fabriquée par la France pour le CERN. « Première vérification expérimentale du modèle standard (théorie décrivant la structure de la matière), cette découverte a ouvert les portes », explique Alain

Blondel, au CERN depuis quatorze ans (détaché du CNRS et de Polytechnique). Depuis cette date, le CERN est aux premiers rangs de cette course à la connaissance, en compagnie de son concurrent de toujours, le Fermilab de Chicago.

L'abandon du pharaonique collisionneur texan (SSC) des Américains a conforté pour longtemps l'avance du laboratoire européen. « Dès décembre 1993, moins d'un mois après cette décision, les représentants des équipes américaines du SSC étaient chez nous et se disaient prêts à collaborer », se souvient Michel Della Negra, porte-parole du CMS (Compact Muon Solenoid), l'un des deux gros détecteurs en préparation pour le LHC, le futur collisionneur géant du CERN. Quatre ans plus tard, Washington suit ses physiciens en participant au LHC pour un demi-milliard de dollars (Le Monde du 10 décembre).

« Un coup de chance extraordinaire, car, sans cet apport, nous n'aurions pas eu assez d'argent », reconnaît Michel Della Negra. Le CERN recueille ainsi les fruits de son esprit d'ouverture. Des Américains, mais aussi des Japonais, des Russes, des Indiens ou des Chinois travaillent depuis déjà longtemps sur ses installations.

DIMENSION PLANÉTAIRE

Le caractère inévitable de ce glissement progressif du laboratoire européen vers une dimension planétaire est illustré par la genèse des deux futurs grands détecteurs du LHC. CMS comme Atlas furent conçus par des anciens des expériences UA1 et UA2 qui, en 1983, permirent la découverte des bosons W et Z. « Nous étions cinq à signer le premier article décrivant l'idée de départ », se souvient Michel Della Negra. Sept ans plus tard, il se retrouve porte-parole d'une équipe de 1 600 physiciens appartenant à 152 laboratoires implantés dans 32 pays ! Un groupe d'une ampleur sans précédent :

l'ensemble des expériences du LEP, l'accélérateur actuellement en service, ne rassemble « que » 1 200 physiciens. Difficile à gérer sans un système complexe d'assemblées, dont le fonctionnement est régi par une « Constitution ».

Avec leur montagne de détecteurs ultra-sophistiqués et leur budget de près de 2 milliards de francs, CMS, comme Atlas, sont à la recherche ce que les superproductions hollywoodiennes sont au cinéma. Le « montage » financier tient de l'échange de bons procédés, explique Alain Blondel : « Mon labo dispose de tant pour tel genre de manip. » Le chercheur pourrait se sentir écrasé par le groupe. En fait, assure le physicien français, « l'organisation est très croisée, et l'on parvient à travailler par équipes de trois à cinq personnes sur un petit projet précis ».

Ce n'est donc pas « l'usine ». Pourtant, quand ils sont « de faiseau », les physiciens sont souvent amenés à travailler de nuit « sur la machine », samedi et dimanche compris. Vient ensuite le travail ingrat et quotidien du dépouillement des données où se nichent « à la fois des plaisirs d'ébéniste et de grandes satisfactions esthétiques », assure Alain Blondel. Ce qui lui fait dire que « le CERN est un fabuleux tas de sable pour physiciens excités ».

Un tel plaisir a son prix. « Je prépare le CMS depuis sept ans, et le LHC n'entrera en service qu'en 2005, à deux ans de mon départ en retraite, regrette Michel Della Negra. Après vingt-cinq ans de recherche active, je ne suis pas à plaindre. Les jeunes du CMS, eux, devront patienter huit ans avant de se mettre vraiment à l'ouvrage... »

Jean-Paul Dufour

* Page réalisée par les rédactions des quotidiens Le Monde et El País, et la revue scientifique Nature. Traduction de Sylvette Gleiza.

Le succès du Mondial dépendra des technologies de l'information

Les ratés dans la transmission des informations avaient perturbé les Jeux d'Atlanta. Les dispositions ont été prises pour que pareille mésaventure ne se renouvelle pas pendant la Coupe du monde de football. La diversité et l'importance des sollicitations mettront pourtant les systèmes à rude épreuve

Vingt-cinq mille personnes visitent quotidiennement le site Internet officiel de la Coupe du monde de football 1998, lancé le 6 mai, 400 jours avant le coup d'envoi du tournoi qui va mettre aux prises pour

la première fois trente-deux équipes. Lors du tirage au sort, le 4 décembre, on a compté jusqu'à soixante-dix mille connexions. Révélateurs de l'intérêt pour la plus importante compétition sportive

de cette fin de siècle, ces chiffres donnent la mesure des enjeux technologiques auxquels est confronté le comité d'organisation (CFO). En collaboration avec lui, Le Monde fait le point sur cette question

après avoir examiné les défis économiques, les problèmes de sécurité et la mobilisation humaine. Pour ne pas essayer les mêmes déboires que le Comité d'organisation des Jeux olympiques

d'Atlanta, le CFO a joué la carte de la sécurité en s'appuyant sur des systèmes éprouvés, qui seront toutefois mis à rude épreuve en raison de l'importance et du volume des sollicitations.

RÉUSSIR en un temps record le déploiement de l'infomatique, de l'électronique et des télécommunications. Le véritable exploit technologique de la Coupe du monde de football 1998 réside moins dans la sophistication du matériel utilisé que dans la rapidité de sa mise en œuvre. Les délais prévus sont si courts que les tests in situ avant le 10 juin, jour du premier match du tournoi, sont quasiment exclus. Trente-trois jours plus tard, la compétition terminée, l'installation

situation. Après une carrière chez IBM et Gillette, il s'est chargé de l'infomatique des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, en 1992. Dès le mois de décembre 1993, il a rejoint le CFO pour se consacrer à la Coupe du monde 1998. Quatre ans plus tard, il estime que le déroulement satisfaisant de la vente des billets, des six matches du Tournoi de France et du tirage au sort de Marseille constituent des galops d'essai rassurants. Mais l'essentiel des installations finales ne pourra

de quelques retards », note Philippe Verveer. Un confort exclu pour la Coupe du monde de football. L'infomatique devra s'adapter au chaos indissociable de tels événements. En mai 1998, les techniciens n'auront que deux à trois semaines pour mettre en place quelque deux mille ordinateurs personnels, une centaine de serveurs et de réseaux locaux et plusieurs milliers d'imprimantes. « A la rapidité s'ajoutent les problèmes engendrés par la qualité des lieux, qui ne sont pas toujours adaptés à la réception de tels matériels », précise Philippe Verveer.

perera les doubles boucles locales installées dans chacun des dix stades pour transporter la télévision à 2,5 milliards de bits (gigabits) par seconde. Les réseaux locaux à 100 millions de bits (mégabits) par seconde compléteront le dispositif afin de fournir aux journalistes un intranet à haut débit diffusant les archives vidéo.

Outre la multiplication des tests, la sécurité de fonctionnement du système est basée sur le doublement de toutes les installations. De plus, le système Openview de Hewlett-Packard permet de surveiller l'ensemble en temps réel. Philippe Verveer assure que les techniciens sont parés pour « détecter une panne et la réparer avant même que les utilisateurs ne s'aperçoivent de ses effets ». Un simple basculement sur le réseau de secours sera souvent suffisant.

des demandes audiovisuelles. Diffusion mondiale oblige, « à une image télévisée correspond environ cent bandes sonores correspondant aux différents chaînes disposant d'un poste de commentateur », remarque Jacques Bouillon, directeur médias et télécommunications du CFO. « Ce que nous craignons le plus, c'est l'explosion des demandes de la part des médias », ajoute-t-il. Les reportages spécifiques à chaque chaîne devront être beaucoup plus nombreux que lors de la précédente édition de 1994, aux États-Unis.

craindre », reconnaît Philippe Verveer, qui n'a pas oublié les déboires d'Atlanta. Lors des Jeux olympiques de centenaire, le système informatique d'IBM avait souffert de ratés (bases de données vides, temps de transmission interminables, résultats erronés) qui avaient terni l'image de Big Blue (Le Monde du 23 juillet 1996). Dans l'ambiance surchauffée d'une compétition sportive internationale, les usagers de l'infomatique exigent des machines infailissables.

Cette effervescence technologique ne concerne guère les spectateurs des stades, une population très largement minoritaire, même si les billets financent environ la moitié du budget du CFO en rapportant 2,4 milliards de francs. Tous les moyens de communications modernes se mettent au service des amateurs de football qui suivent la compétition à travers la presse écrite, la télévision ou Internet. La technologie devient ainsi la pierre angulaire de l'exploitation d'un tel événement à l'échelle planétaire.

Michel Alberganti

La suprématie américaine

Parmi les fournisseurs de technologie et de services de la Coupe du monde figurent trois entreprises américaines, EDS, Sybase et Hewlett-Packard, et une française, France Télécom. Ce constat n'a rien d'étonnant. La surprise vient moins de l'absence de Bull ou de Siemens que de celle d'IBM, qui dépasse EDS à la fois en taille et en expérience. L'emprise américaine sur l'industrie informatique mondiale atteint un tel degré qu'aucune alternative européenne, et a fortiori française, ne vient sérieusement à l'esprit. Seule la présence de France Télécom rassure. Il est étonnant qu'aucune entreprise nationale n'ait participé à cet événement. Le Comité français d'organisation (CFO) assure avoir « choisi les meilleures solutions en termes de rapport prix, performances, services ».

réalisée par les trois partenaires techniques de la manifestation (EDS pour l'intégration informatique, Sybase pour la gestion des bases de données, Hewlett-Packard pour le matériel informatique et France Télécom pour l'ensemble des systèmes de communication) sera démontée. Dans les coulisses des stades, les techniciens vont donc subir une épreuve presque aussi rude que celle des footballeurs sur la pelouse.

Philippe Verveer, directeur informatique du Comité français d'organisation (CFO), connaît bien cette

être mise en place qu'au dernier moment.

Une bonne part du suspense reste donc entier. Le système informatique devra prendre en charge cinquante mille personnes accréditées - dont dix mille journalistes - douze mille volontaires et deux millions et demi de spectateurs répartis dans dix stades pour suivre les soixante-quatre matches. Le tout sous les yeux de trente-sept milliards de téléspectateurs (audience cumulée attendue). « L'infomatique aime la stabilité et la plupart des projets dans ce domaine souffrent

CENT LIEUX DISTINCTS À GÉRER

S'il ne s'agit pas « du plus gros réseau d'ordinateurs » jamais mis en service (des banques ou des entreprises en installent de beaucoup plus importants), celui de la Coupe du monde se distingue par son écartement sur onze sites (dix stades et le centre de presse de la porte de Versailles). Si l'on compte les différentes implantations (stade, centre de presse, accréditation, village d'hospitalité...), ce sont pas moins de cent lieux distincts qu'il faut gérer. Ce qui induit des milliers de plans numériques, des cartes urbaines - nécessaires pour établir les itinéraires routiers - au détail de l'aménagement de chacune des pièces - pour définir l'implantation précise du matériel.

France Télécom installera ainsi quatorze mille lignes téléphoniques, mille terminaux fixes à cartes dans les centres de presse, cinq mille terminaux mobiles. S'y ajouteront neuf mille prises pour la télévision et l'infomatique ainsi que 1,2 million de kilomètres de fibre optique. Cette dernière équi-

LORS de la première semaine de décembre, 800 000 pages du site Internet de la Coupe du monde 1998 ont été vues par les internautes d'une centaine de pays, États-Unis, Japon, Brésil et France en tête. Au moment du tirage au sort, le nombre quotidien de visiteurs est monté à 70 000. Aujourd'hui, il s'établit à 25 000, selon Charles-Henry Contamine, responsable du site Internet et du Minitel au Comité français d'organisation (CFO). Au mois de novembre, le trafic a augmenté de 50 % par rapport à octobre pour atteindre 310 000 visiteurs. Et les internautes ont téléchargé 150 000 économiseurs d'écran aux couleurs de la Coupe du monde.

Le site Internet, conçu par EDS, France Télécom et Hewlett-Packard, a été ouvert le 6 mai, quatre cents jours avant le début des compétitions. Il compte aujourd'hui un millier de pages rédigées en deux langues. M. Contamine veut l'enchérir de discussions en direct avec des personnalités du football. Déjà, lors du tirage au sort, les 4 et 5 décembre, Andres Cantor, commentateur argentin opérant aux États-Unis, et Marcelo Balboa, défenseur central de l'équipe américaine, se sont prêtés au jeu. L'échange a attiré 500 internautes. Des forums de discussion, une couverture son et image des matches, les résultats, les statistiques et la fiche biographique des 704 joueurs viendront enrichir le site. D'ici à l'ouverture de la compétition, un gros plan sur un joueur sera publié chaque mois.

« Les internautes accèdent à 80 % des informations dont disposent les journalistes », affirme Charles-Henry Contamine. Quelques incertitudes planent encore

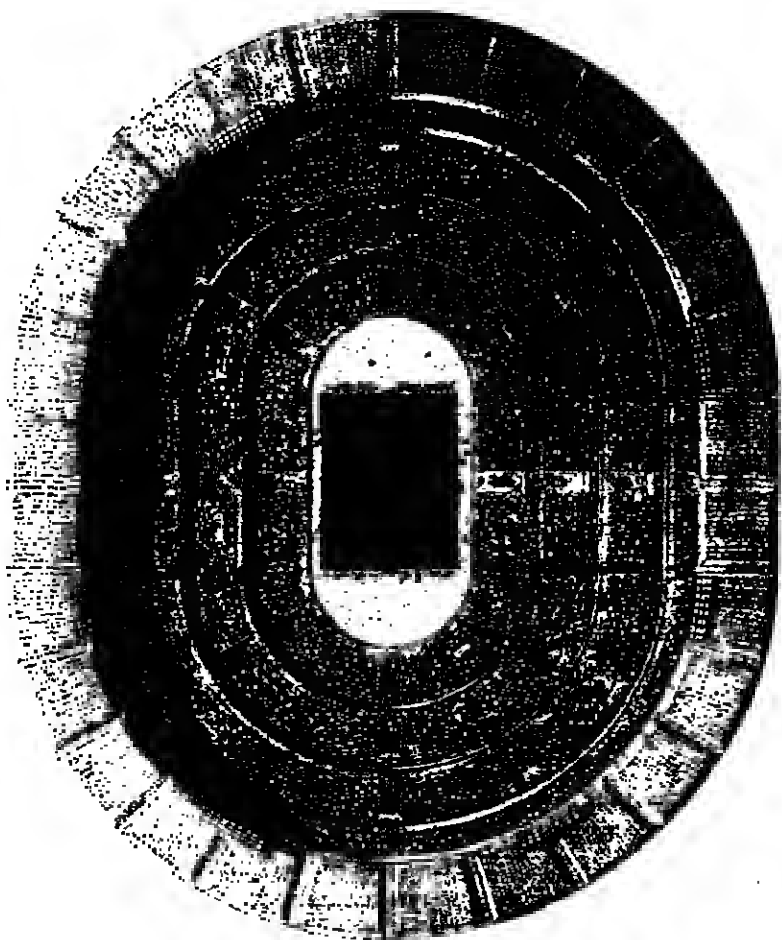
sur le contenu final du site. Déjà réalisé en français et en anglais, il pourrait être traduit en espagnol. Mais le grand point d'interrogation concerne les images vidéo et, surtout, les séquences de buts. Tout dépend encore des négociations sur les droits. Si elles aboutissent, la ruée sur le site risque fort de saturer les deux serveurs, installés à Paris chez France Télécom et aux États-Unis chez EDS. Le nombre quotidien de visiteurs pourrait dépasser les vingt millions. Mais le CFO a prévu cette éventualité. L'installation de serveurs supplémentaires est prévue pour adapter les ressources informatiques à la demande.

Le récent et fulgurant développement mondial d'Internet met le site de la Coupe du monde dans une situation inédite. Il devra répondre à une consultation impossible à évaluer de la part des dizaines de millions d'internautes qui naviguent sur la Toile. Pour la première fois, Internet vient concurrencer la télévision à grande échelle. Son débit encore limité lui interdit la vidéo en temps réel. Mais pour combien de temps ? Lors de la prochaine édition, en 2002, la fusion annoncée du petit écran et de l'ordinateur pourrait bien être consommée.

M. AL.

★ Le site officiel est consultable à l'adresse : <http://www.france98.com>. Le site du Monde donne aussi des informations à l'adresse : <http://www.lemonde.fr/sports/foot>.

De Manchester à Rio, tous les téléspectateurs de la planète comptent sur nous.



Les limites de l'innovation

UNE COUPE du monde de football, suivie par des milliers de journalistes, des millions de spectateurs et des milliards de téléspectateurs, n'est pas l'endroit idéal pour innover. Un aussi large public ne donne pas droit à l'erreur. France 98 ne saurait donc être un laboratoire mais figure plutôt une nouvelle expertise de produits déjà éprouvés en plus petits comités.

EDS, Sybase, Hewlett-Packard ou France Télécom ne souhaitent pas souffrir comme IBM aux Jeux d'Atlanta, en 1996. Le géant américain avait connu des difficultés dans le traitement des résultats. Les erreurs dans les informations et certains dysfonctionnements avaient fait jaser. Les bêtises avaient été corrigées en cours de compétition, mais ce faux départ avait jeté une ombre sur la marque - quand elle prétendait au contraire promouvoir son savoir-faire.

Les partenaires du Comité français d'organisation (CFO) n'entendent pas tomber dans les mêmes travers. Ainsi, Sybase, le fournisseur de logiciels de gestion de base de données, ne proposera que des produits déjà rodés. « Ce qu'on fera durant la Coupe du monde, on le fait tous les jours avec nos clients », explique Philippe Adam, directeur marketing de la firme californienne. Les tickets de stade, les accréditations de journalistes, les dossiers des volontaires ou les résultats des matches sont des données originales. Mais, en termes de volume, leur gestion sera moins lourde qu'ailleurs.

« Pour nous, le CFO correspond en taille à un client moyen, estime

M. Adam. Mais il est extrêmement important. La Coupe du monde sera une démonstration vis-à-vis de nos clients. Cela leur permettra d'analyser la performance de nos produits et leur flexibilité. » D'où l'intérêt de faire bien et surtout propre. Pour autant aguerri par son expérience de la World Cup 1994, la société a donc mis trente techniciens à plein temps sur l'affaire depuis huit mois. Un déploiement logistique sans commune mesure avec l'importance du projet.

FREIN FINANCIER

« On apprend toujours d'un événement », concède M. Adam. Les marques engagées dans l'aventure espèrent simplement ne pas le faire à leurs dépens. Il n'y aura donc pas de grand pas en avant durant cette Coupe du monde, mais une démonstration de l'état des techniques à usage de la planète. Tous les responsables du projet l'admettent, parfois à regret : on est resté en deçà des capacités qu'offraient les machines. Par prudence, mais également en raison de pesanteurs humaines. Le système du CFO n'est qu'une partie de la machinerie informatique qui sera mise en œuvre durant le Mondial.

Mondifera, l'agence centrale de réservation hôtelière, aura son propre système, comme la SNCF avec Socrate, Air France avec Amadeus ou les responsables de la sécurité publique. Il aurait été techniquement possible de relier ses réseaux. On aurait alors obtenu une vision globale de la Coupe du monde. Les flux de spectateurs auraient ainsi pu être gérés en

commun. Un hôtel de Nantes aurait su que tel avion atterrissant à telle heure transportait, tant de ses clients et se serait préparé en conséquence. Branché sur le réseau du CFO, si tôt le coup de sifflet final, Air France aurait appris si ses clients italiens seront à conduire à Lens ou à rapatrier vers la mère patrie. Qu'un train emmenant des supporters anglais soit retardé de trois heures pendant la compétition, les forces de l'ordre censées les surveiller auraient ainsi été prévenues en temps réel. Ce dernier exemple ne serait d'ailleurs pas forcément du goût de la Commission de l'informatique et des libertés.

Autre frein à la modernité, d'ordre financier cette fois. Les images des matches seront diffusées sur intranet, réservé aux journalistes et aux organisateurs. Ils pourront ainsi réviser un but ou une action litigieuse. Mais il aurait été possible de rendre ces documents accessibles au public sur Internet. Un Asiatique aurait ainsi regardé un match sans souffrir du décalage horaire ou un Brésilien revu à l'infini un exploit de Ronaldo.

Or cette possibilité technique se heurte au problème des droits de retransmission gardés par les télévisions. Le Mondial 98 offrira au public un témoignage intéressant de ce qu'il est possible de faire avec ces nouveaux outils. Mais bien des possibilités techniques ne seront pas explorées durant cette Coupe du monde. Les entreprises n'auront qu'un impératif : que ça marche !

Benoît Hopquin

L'Admiral, le CIO a joué la carte de la sé-
miné en s'appuyant sur des systèmes
progres, qui seront toutefois mis à rude
preuve en raison de l'importance et du
volume des sollicitations.

«L'absence», reconnaît Philippe Verreux, qui n'a pas oublié les déboires d'Atlanta. Lors des Jeux olympiques de centenaire, le système informatique d'IBM avait souffert de ratés (bases de données vides, temps de transmission interminables, résultats erronés) qui avaient terni l'image de Big Blue (Le Monde du 23 juillet 1996). Dans l'ambiance servile d'une compétition sportive internationale, les usagers de l'informatique exigent des machines parfaites.

Cette effervescence technologique ne concerne guère les spectateurs des stades, une population très largement minoritaire, même si ses investissements financiers environ la moitié des budgets de CFCO en rapportant 1,4 milliards de francs. Tous les secteurs de communications modernes se battent sur le terrain des services de données qui fournissent la base de la compétition : à travers la presse écrite, la télévision ou internet. Les services sont fournis aux participants de l'événement et à ceux de l'organisation d'un tel événement. Les médias planétaires

Michael Albertazzi[illegible]

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1900.



TRANSPORT/EROME PREVOST

L'entreprise souhaite séduire ses nouveaux actionnaires

EN INVESTISSANT 120 millions de francs en hommes et en matériel dans l'organisation de la Coupe du monde, France Télécom table sur des retombées. Presque davantage que les autres partenaires du pool technologique de la Coupe du monde, l'entreprise estime que participer à cette mission, « critique par sa taille et sa complexité », représen-

seste une occasion unique de prouver aux nouveaux acteurs nationaux et étrangers qu'elle « est au français », prête à affronter la concurrence qui s'annonce sur le marché des communications. « Notre participation à France 98 est un énorme enjeu d'image, technologique, commerciale et interne », reconnaît Bruno Janet, le porte-parole de France Télécom.

Sur le plan technologique, l'entreprise met à la disposition du Comité français d'organisation et des médias les infrastructures (des réseaux en fibre optique aux transmissions satellitaires) qui permettront de transporter les images et les sons nécessaires à la retransmission des matchs. Mais pour donner la preuve de ses compétences et séduire le public — une clientèle jusqu'ici captive —, France Télécom mise sur les services de proximité. « Nous allons offrir à l'amateur de football et aux autres toutes les informations pratiques et sportives dont ils auront besoin pendant la phase finale de la Coupe par le téléphone et Internet », assurent les responsables du projet.

L'opérateur lui-même jusqu'à vendre « une ligne de produits griffés », à l'instar de « Coca-Cola, qui, lui, l'habitude de créer ses produits sur ces événements ». Mais les téléphones ne se vendent pas aussi facilement que des cannettes rouges. « Si nous réussissons à atteindre 10 % des ventes sur nos lignes Tatao [page], Ilaé [téléphone fixe] et Ola [téléphone mobile], avec nos produits estampillés France 98, ce sera déjà considérable », estime Michel Monzoni, directeur de la division clientèle résidentielle.

Alors qu'EDS et Sybase sont déjà des partenaires expérimentés — les deux entreprises américaines avaient été partenaires du comité d'organisation du Mondial am-

L'opérateur mettra en service dès le mois de mai un numéro d'assistance (le 3698), « sorte d'extension du centre de renseignements 12 » en plusieurs langues. Ce service s'appuiera sur un partenariat avec les offices du tourisme des dix villes qui accueilleront les matchs pour fournir des informations pratiques (adresses, téléphones) et mettre en relation les correspondants. Des informations

Florence Amalou

UN RECORD ! Avec trente-sept milliards de téléspectateurs, le Mondial 1998 devrait être l'événement le plus regardé du XX^e siècle. Une occasion unique, pour la France, de promouvoir son savoir-faire. C'est dans ce but qu'a été mis en place TVRS 98, radiodiffuseur hôte de la compétition, créé par le Groupement des radiodiffuseurs (GRF) de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Selon TVRS 98, le GRF « représente et coordonne les intérêts de l'UE, France, France 2, Canal Plus, France 3, France 4, France 5, France International (RFI) et Télédiffusion de France (TDF) ».

Pour cette dernière Coupe du monde du siècle, organisée en France de surcroît, TVRS 98, présidé par Philippe Levrier, a opté pour le « tout numérique ». « C'est la première fois que la couverture d'une épreuve sportive internationale est entièrement réalisée en numérique », précise Philippe Levrier. La production et la transmission des images et du son devront tout à la technologie numérique. En clair, des caméras posées autour des stades jusqu'au Centre international de radio-télévision (CIRTV), installé dans un des halls du Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, tout le dispositif audiovisuel est complètement numérisé.

Pour le président de TVRS 98, le choix du numérique « offre aux chaînes françaises et étrangères une très grande capacité de transmissions pour leur permettre d'ajouter sur le stade, même leurs propres images au signal international ». Au Parc des expositions, « un transcodeur [conversion] du signal numérique en un signal analogique est choisi ». Les images pourront choisir entre numérique et analogique.

L'AUTOT - FLEXIBILITÉ

Considérée sous le seul aspect audiovisuel, la Coupe du monde n'a rien à envier à la couverture médiatique d'un événement comme la guerre du Golfe. Pas moins de 180 télévisions et 130 radios ont ainsi fait acte de candidature pour reprendre les images fournies par TVRS 98. Autour de chaque stade, le radiodiffuseur a prévu d'installer un dispositif de dix-sept caméras numériques. Seul Canal Plus fait mieux avec jusqu'à vingt caméras disposées autour du terrain pour ses retransmissions de football.

Toutefois, ce déploiement de base pourra être complété, lors des rencontres, par un jeu de caméras supplémentaires mises en œuvre par des chaînes, en général, de la même nationalité que les équipes engagées. Le choix du numérique n'est pas une simple concession à une technologie en vogue. Pour Philippe Levrier : l'autot est la « flexibilité ». Il est plus facile de faire un signal numérique que les images, sous forme analogique. Mieux, grâce au numérique, les images ne souffrent d'aucune dégradation durant leur transmission des caméras au CIRTV.

Au signal proposé par TVRS 98 « viendra s'ajouter une captation au format 16/9 », signale Philippe Levrier. Selon lui, cette duplication sera le fruit « d'une coopération entre la NHK et le groupe de chaînes européennes dirigé par France 2 ». En fait, une vingtaine des 64 matches de la Coupe du monde « seront couverts par la NHK », précise le président de TVRS 98. L'opéra-

teur japonais réalisera un tournage et une diffusion en haute définition au format 16/9 pour alimenter principalement, comme à l'occasion des Jeux olympiques d'Atlanta (Etats-Unis), la chaîne haute définition de la NHK.

Vingt-cinq autres rencontres seront captées en 16/9 par un consortium réunissant TF1, France 2, France 3 et le Simavelec (Syndicat des matériels de l'électronique grand public). Faute de moyens techniques suffisants au format cinéma, les dix-neuf derniers matches, sous statut de pendant le premier tour, avant les huitièmes de finale, seront tournés au standard actuel puis gonflés en 16/9. Cette source supplémentaire d'images sera utilisée par Télévision par satellite (TPS) pour composer son projet baptisé Superfoot 98. A l'occasion de la Coupe du monde, un canal de TPS diffusera tous les matches en 16/9. Il sera accessible gratuitement à tous les abonnés de TPS. Selon le Simavelec, « un million de téléviseurs 16/9 seront en service pendant la Coupe du monde ».

Guy Duthéil

Le Grand Prix de France sera déjà considérable », estime Michel Monzoni, directeur de la division clientèle résidentielle.

Alors qu'EDS et Sybase sont déjà des partenaires expérimentés — les deux entreprises américaines avaient été partenaires du comité d'organisation du Mondial aux Etats-Unis —, et que Hewlett-Packard aborde sa participation comme « si elle s'inscrivait normalement dans ses affaires », France 98 est pour France Télécom beaucoup plus qu'un « *cos d'école* technologique ». L'opérateur y joue la carte maîtresse de son nouveau statut d'entreprise commerciale privée.

Florence Amalou

LA TENSION ENTRE MAX MOSLEY et Marie-George Buffet à propos de l'inscription du Grand Prix de France au prochain championnat du monde de formule 1 a monté d'un cran, mercredi 17 décembre. Le président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a envoyé une lettre au ministre de la Jeunesse et des sports dans laquelle il indique qu'il

UN RECORD! Avec trente-sept milliards de spectateurs, le Mondial 1998 devrait être l'événement le plus regardé du XX^e siècle. Une occasion unique, pour la France, de promouvoir son savoir-faire. C'est dans ce but qu'a été mis en place TVRS 98, radiodiffuseur hôte de la compétition, créé par le Groupement des radiodiffuseurs (GRF) de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Selon TVRS 98, le GRF « représente et défend les intérêts des UER, des RTT, des RTR, des RAI, des RSG, des RST, des RBB, de la Radiotelevisione Italiana (RTI) et Télédiffusion de Rome (DDR) ».

Pour cette dernière Coupe du monde du siècle, organisée en France de surcroît, TVRS 93, présidée par Philippe Levrier, a opté pour le « tout numérique ». « C'est la première fois que la couverture d'une épreuve sportive internationale est entièrement réalisée en numérique », précise Philippe Levrier. La production et la transmission des images et du son devront tout à la fois utiliser la technologie numérique. En clair, des caméras postées autour des stadistes jusqu'au Centre international de la télévision de Paris.

nal de radio-télévision (CIRTV), installé dans un des halls du Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, tout le dispositif audiovisuel est complètement numérisé.

Pour le président de TVRS 98, le choix du numérique « offre aux chaînes françaises et étrangères une très grande capacité de transmissions pour leur permettre d'ajouter sur le stade même leurs propres images au signal international ». Au Parc des expositions, « un transcodeur (conversion du signal numérique en signal analogique) est offert aux chaînes étrangères pour offrir une image de qualité et un son de qualité ». Les chaînes pourront choisir entre numérique et analogique.

L'ATOUT « FLEXIBILITÉ »

Considérée sous le seul aspect audiovisuel, la Coupe du monde n'a rien à envier à la couverture médiatique d'un événement comme la guerre du Golfe. Pas moins de 180 télévisions et 130 radios ont ainsi fait acte de candidature pour reprendre les images fournies par TVRS 98. Autour de chaque stade, le radiodiffuseur a prévu d'installer un dispositif de dix-sept caméras numériques. Seul

Canal Plus fait mieux avec jusqu'à vingt caméras disposées autour du terrain pour ses retransmissions de football.

Toutefois, ce déploiement de base pourra être complété, lors des rencontres, par un jeu de caméras supplémentaires mises en œuvre par des chaînes, en général, de la même nationalité que les équipes engagées. Le choix du tournage n'est pas une simple concession à une technologie en vogue. Pour Philippe Levrier : l'autout c'est la « flexibilité », est plus facile de passer d'un signal vidéo avec les autres sources, même analogiques, à un autre, au numérique, les

images ne souffrent d'aucune dégradation durant leur transmission des caméras au CIRTV.

Ao signal proposé par TVRS 98 « viendra s'ajouter une copie au format 16/9 », signale Philippe Levrrier. Selon lui, cette duplication sera le fruit « d'une coopération entre la NHK et le groupe de chaînes européennes dirigé par France 2 ».

En fait, une vingtaine des 64 matches de la Coupe du monde « seront couverts par la NHK », précise le président de TVRS 98. L'opéra-

teur japonais réalisera un tournage et une diffusion en haute définition au format 16/9 pour alimenter principalement, comme à l'occasion des Jeux olympiques d'Atlanta (États-Unis), la chaîne haute définition de la NHK.

Vingt-cinq autres rencontres seront captées en 16/9 par un consortium réunissant TFI, France 2, France 3 et le Simavelec (Syndicat des matériels de l'électronique grand public). Faute de moyens techniques suffisants au format cinéma, les dix-neuf derniers matchs, dans six situations de jeu, seront tournés par les huitième de finale, sept autres au stand-up.

actuel plus gonflés en 1979. Cette source supplémentaire d'images sera utilisée par Télévision par satellite (TPS) pour composer son projet baptisé Superfoot 88. A l'occasion de la Coupe du monde, un canal de TPS diffusera tous les matches en 1979. Il sera accessible gratuitement à tous les abonnés de TPS. Selon le Simavelec, « un million de téléviseurs 1979 seront en service pendant la Coupe du monde ».

Guy Durtheil

Les halls du Parc des expositions de Paris accueilleront le Centre international des médias

**PREMIÈREMENT, deuxième-
ment, troisièmement.** Un trans-
parent, deux transparents, trois
transparents... Essar Gabriel est un
manager qui aime expliquer le dé-
tail de sa mission. Il est précis,
presque didactique. Et c'est vrai
qu'un vu de transparents elle
semble colossale, cette tâche :
mettre en place un Centre interna-
tional des médias (CIM), capable
d'accueillir près de dix mille journa-
listes du monde entier, tous genres
confondus - presse écrite, radios et
télévisions. « C'est une première, af-
firme-t-il. Jusqu'à aujourd'hui, pour
des événements de cette taille, tout le
monde était dispersé. Cette fois, on va
les réunir. »

Essar Gabriel est directeur d'un des sites stratégiques du Mondial 1988. « L'onzième », dit-il, celui qui est privé de pelouse, de tribunes et de public, mais qui fonctionnera vingt-quatre heures sur vingt-quatre, durant les quarante-trois jours de la version médicale de la compétition (du 1^{er} juin au 13 juillet 1998). Bousillé par le périphérique sur une côté et le boulevard Lefebvre sur l'autre, le CCM hébergera, dans le parc des expositions de la porte de Versailles de Paris, techniciens, journalistes, personnels des services de gestion et d'accréditation (salariés et volontaires) et abritera vingt-cinq studios de radio et de télévision.

« Nous avions le choix entre cet espace situé en plein Paris, le parc de Filles-du-Calvaire en Seine-Saint-Denis ou le

chantier du siège de France Télévision, en bordure de Seine », se souvient Essie Gabriel. Finalement, en mars, les officiels ont préféré la porte de Versailles en dépit d'une contrainte de taille : la Foire de Paris, qui s'achèvera le 15 mai, doit seulement deux semaines avant l'ouverture du CIM. Deux semaines pour tout installer - bureaux, administration, salles de travail, signalétique. Deux semaines pour bâtir une petite ville, avec sa poste, son guichet de banque, ses bars, brasseries et restaurants, ses boutiques de souvenirs, son antenne de police, son centre médical.

« C'est un peu court, avoue Essie Gabriel, mais les travaux du CIM

Un centre névralgique

Le Centre d'information des médias, le centre principal d'accueil et de services, le centre principal national de radio et de télévision personnels d'accueil. D'une part, un parking de 1700 places, et une permanence aux stations RATP et au Miroir Mondial 98, la mise en place d'un site représentent un coût financier important.

analistes, techniciens et visiteurs) e

pas. A trente et un ans, le benjamin de la direction du Comité français d'organisation (CFO) en a vu d'autres. Cet ingénieur de BTP né au Chana en 1936, a été délégué entre l'Afrique anglophone et le Liban francophone - qu'il a quitté précipitamment en 1975 pour échapper à la guerre.

« SYNDROME D'ATLANTA »

Après un détourné par l'Afrique, toute la famille Gabriel (papa, maman leurs trois fils et leur garçon) a débarqué à Ody. « Le 6 octobre 1976, se souvient-il. Nous logions à Evry, en banlieue parisienne. Nous ne devions y rester que deux mois... »

Vingt ans plus tard, ils sont en-

de 33 000 m²

ra plus de 10 000 personnes (jour-
tre le 1^{er} juin et le 13 juillet.

Le CFC, c'est lui qui a sollicité, spontanément, en octobre 1996/97, « Je voulais faire de l'événementiel sportif, expliquer à quel point on est chargé de l'éducation et de la gestion du CIM comme trente treize personnes. Ils seront vingt fin janvier 1998, trente-cinq en avril et quarante sur le site dès le 1^{er} juin. » Durant les cinq semaines du Mondial, le centre sera la plaque tour-

Autui, tout est prévu afin d'éviter les pannes. Les sources d'alimentation en énergie sont doublées, les systèmes de secours mis en place afin de parer au moindre incident. Essar Gabriel le reconnaît : sa seule crainte, c'est le « syndrome d'Atlanta ». « Surtout, ne pas se planter les premiers jours en délivrant des mauvaises informations ou en mettant à disposition des moyens de transport défectueux. » En attendant, Essar Gabriel croise les doigts, se plonge dans ses travaux transparents et traque l'immuable.

Yves Bordenave

LA TENSION ENTRE MAX MOSLEY et Marie-George Buffet à propos de l'inscription du Grand Prix de France au prochain championnat du monde cycliste à monter d'Alsace, mercredi 12 décembre. Le président de la Fédération française de l'autonomie (FFA) a envoyé une lettre au ministre de la jeunesse et des sports dans laquelle il indique qu'il est désormais « virtuellement impossible d'insérer une épreuve supplémentaire dans le calendrier 1998 ». Marie-George Buffet s'est empressée de lui répondre, également par écrit, afin de lui garantir que le gouvernement allait, en janvier 1998, demander au Parlement de modifier la loi Bredin de 1992 relative au droit d'information dans les enceintes sportives. M^{me} Buffet et M. Mosley devaient s'entretenir au téléphone, jeudi 18 décembre, sur cette question.

LA TENSION ENTRE MAX MOSLEY et Marie-George Buffet à propos de l'inscription du Grand Prix de France au prochain championnat du monde cycliste à monter d'Alsace, mercredi 12 décembre. Le président de la Fédération française de l'autonomie (FFA) a envoyé une lettre au ministre de la jeunesse et des sports dans laquelle il indique qu'il est désormais « virtuellement impossible d'insérer une épreuve supplémentaire dans le calendrier 1998 ». Marie-George Buffet s'est empressée de lui répondre, également par écrit, afin de lui garantir que le gouvernement allait, en janvier 1998, demander au Parlement de modifier la loi Bredin de 1992 relative au droit d'information dans les enceintes sportives. M^{me} Buffet et M. Mosley devaient s'entretenir au téléphone, jeudi 18 décembre, sur cette question.

DÉPÊCHES

■ **SKI ALPIN** : Katja Seizinger a gagné la descente manches de Val d'Isère, mercredi 17 décembre. Au terme d'une course disputée en deux manches en raison de vents violents, l'Allemande a devancé sa compatriote Hilde Gerg et la Norvégienne Ingeborg Marken. Katja Seizinger signe ainsi sa cinquième victoire consécutive dans une épreuve de vitesse : elle les a toutes gagnées depuis le début de la saison. Quatre Françaises terminent parmi les dix premières : Mélanie Stieglitz (4^e), Régine Cavaenoud (5^e), Carole Monillet (6^e) et Laetitia Dallire (9^e).

■ **FOOTBALL :** Monaco championniers Manchester United en quart de finale de la Ligue des champions, le match aller se jouant au stade Louis-II le 4 mars 1998, retour à Manchester le 18 mars. Les autres quarts de finale opposeront le Bayer Leverkusen au Real de Madrid, la Juventus de Turin au Dynamo Kiev et le Bayern de Munich au Borussia Dortmund. En Coupe de l'UEFA, Auxerre rencontrera la Lazio de Rome, l'Ajax Amsterdam, le Spartak de Moscou, l'Inter de Milan rencontrera Schalke 04 et l'Atlético de Madrid, Aston Villa. Matches aller le 3 mars, retour le 17 mars. Les quarts de finale de la Coupe des Coupes : Lokaj Kiehrade-Vicence, Slavia Prague-VFB Stuttgart, Aek Athènes-Rossija Moscou le 10 mars, retour le 24 mars.

PATINAGE ARTISTIQUE : Philippe Candeloro a été retenu dans la sélection française qui se rendra aux championnats d'Europe qui se disputeront du 11 au 18 janvier 1998 à Milan (Italie). Grippé, il avait déclaré forfait aux championnats de France. Il devra subir un test de forme le 5 janvier.

■ **LOTTO** : les tirages n° 101 du loto effectués mercredi 17 décembre ont donné les résultats suivants :

■ **premier tirage** : 7, 14, 15, 17, 44, 49, numéro complémentaire, le 23.

■ **Rapport pour six bons numéros** : 3 386 305 F. **Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire** : 39 295 F ; **pour cinq bons numéros** : 5 680 F ; **pour quatre bons numéros et le complémentaire** : 270 F ; **pour quatre bons numéros** : 135 F ; **pour trois bons numéros et le complémentaire** : 26 F ; **pour trois bons numéros** : 13 F.

• **second tirage :** 5, 15, 19, 28, 31, 43, **numéro complémentaire** le 14. **Rapport pour six bons numéros :** 4 860 980 F; **rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire :** 100 370 F; **pour cinq bons numéros :** 5 315 F; **pour quatre bons numéros et le complémentaire :** 250 F; **pour quatre bons numéros :** 125 F; **pour trois bons numéros et le complémentaire :** 28 F; **pour trois bons numéros :** 14 F.

Yves Bordenave

Douceur et nuages

LA DOUCEUR océanique par un flux d'origine vénétrée est bien installée sur le pays. Vendredi, les températures vont s'atténuer en Méditerranée, mais il pleuvra encore sur ces régions. Sur le reste du pays, le temps sera calme et nuageux.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - La matinée sera agréable, les nuages laisseront passer du soleil. L'après-midi, les nuages s'épaissiront du Finistère à la Vendée et il pleuvra faiblement en fin de journée. Il fera de 12 à 14 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée sera pluvieuse sur le Nord-Pas-de-Calais. Puis, comme sur les autres régions, les nuages se déchireront, le soleil fera des apparitions. Les thermomètres indiqueront 9 à 11 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - De faibles pluies s'évacueront vers l'Allemagne en matinée. En journée, quelques trouées ensoleil-

lées se dessineront. L'après-midi, les nuages remontant du sud atteindront la Franche-Comté avec des pluies soignées. Il fera de 5 à 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Ce vendredi sera marqué par de bons moments ensoleillés. Les Pyrénées frontalières resteront par contre chargées. La douceur sera nette avec 11 à 17 degrés du nord au sud.

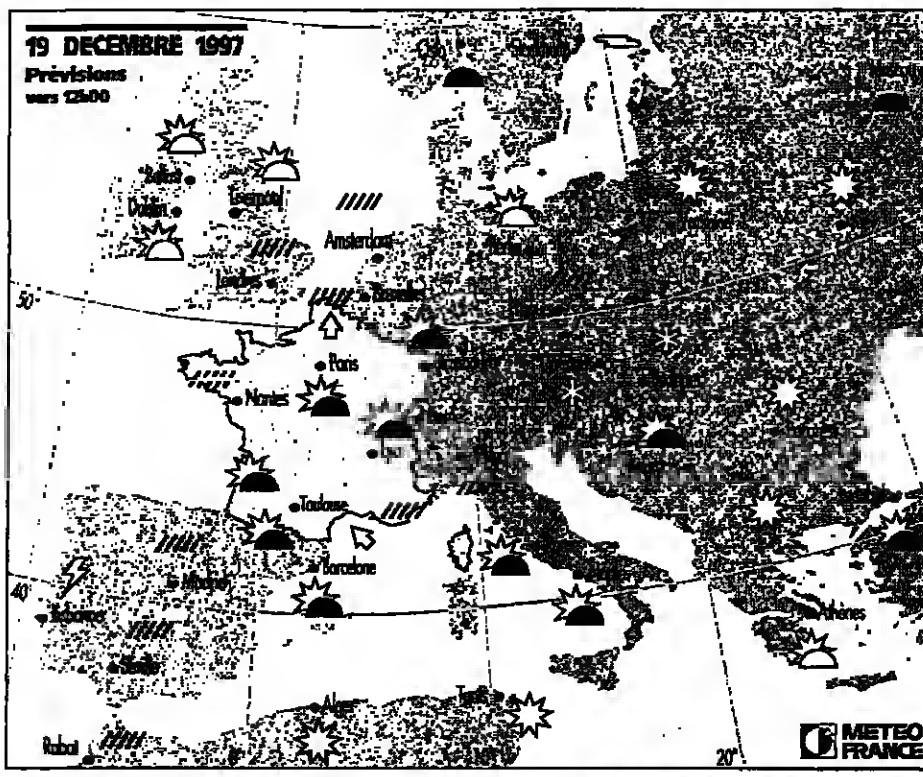
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le sud de l'Auvergne, après une accalmie en matinée, retrouvera un temps pluvieux l'après-midi. 0 neigera faiblement de l'Oisans à la Vanoise. Du Limousin au nord de Rhône-Alpes, le ciel nuageux autorisera des éclaircies. Il fera de 10 à 15 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les Alpes du sud garderont un temps neigeux à partir de 1700 mètres. Ailleurs, après une accalmie matinale, la pluie reprendra l'après-midi du Languedoc à la Provence. Il fera de 13 à 17 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 19 DECEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	17° N
ALGER	9/17°	NANTES
AMSTERDAM	8/15°	NICE
BARCELONE	7/13°	PARIS
BELGRADE	6/10°	PAU
BERLIN	8/11°	PERPIGNAN
BIRMINGHAM	7/9°	RENNES
BOMBAY	4/10°	ST-ETIENNE
BREKEL	8/13°	STRASBOURG
BREKEL	8/13°	TOULOUSE
BREKEL	8/13°	TORONTO
BREKEL	8/13°	ULAN
BREKEL	8/13°	YMOGES
BREKEL	8/13°	LYON
BREKEL	8/13°	MARSEILLE

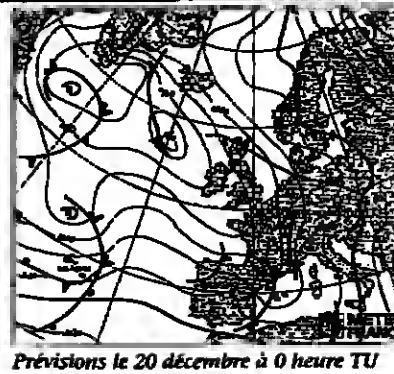
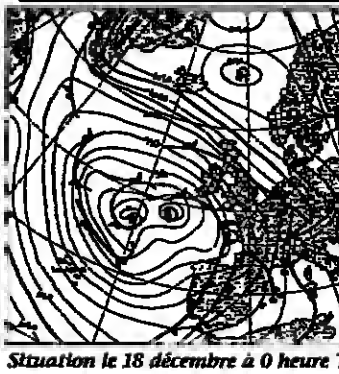
FRANCE 1997	PAPETE	26/30 P	KIEV
température	POINTE-A-PIT.	23/30 S	US
	ST-DENIS-RÉ.	22/28 S	LOVEL
	EUROPE		UNION
	AMSTERDAM	8/10 P	MAX
1/7 N	ATHENES	3/10 N	LADRE
6/10 P	BARCELONE	13/17 N	MILAN
8/10 P	BELGRADE	10/18 N	MOSC
9/14 N	BELGRADE	-6/4 N	MUM
5/14 N	BERLIN	-8/4 N	NAPLI
9/17 P	BERNE	5/9 N	OSLO
6/9 N	BUXELLES	8/11 P	PRAG
-1/3 N	BUXELLES	-6/2 +	REIMS
8/13 N	COPENHAGUE	1/4 N	SEVILL
5/9 N	COPENHAGUE	0/0 N	ST-P
	FRANCFORT	0/4 N	STOCC
25/30 N	GENEVE	7/9 N	TENES
24/30 S	HELSINKI	-8/4 N	TENES
26/31 S	ISTANBUL	0/2 N	VARS



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **COMORES.** La compagnie aérienne française Corsair, filiale de Nouvelles Frontières, a annoncé la suspension, à compter du mois de janvier, de son vol hebdomadaire vers les Comores. Cette mesure intervient quelques semaines après une suspension similaire de la part d'Air Madagascar pour un litige sur les droits d'atterrissage.

■ **AUTRICHE.** La compagnie Lufthansa porte une attention toute particulière aux enfants, qui ont droit à des menus spéciaux, ainsi qu'à des ceintures et gilets de sauvetage adaptés à leur taille. A Vienne, ils attendent l'embarquement au Junior Corner, dans la zone de transit, où on leur remet un cadeau de bienvenue. A bord des Boeing 777, sur la ligne Vienne-Kuala Lumpur-Sydney, un programme vidéo est à leur disposition pendant le vol sur les écrans individuels, y compris en classe économique.



VENTES

Marseille célèbre les peintres de l'école provençale

EN 1870, la venue de Cézanne à l'Estaque, près de Marseille, donne à la Provence une importance nouvelle. Par la suite, et tout au long du XX^e siècle, elle devient l'étape obligée des grands noms de la peinture, qui lui consacrent tous au moins quelques œuvres. De courant en courant, des lieux différents réunissent d'autres artistes : l'Estaque, Saint-Tropez, Collioure, etc.

Bien avant que cette lumière unique les ait attirés, des peintres locaux, regroupés autour de la ville de Marseille et de son école

de dessin, ont rendu compte les premiers de cette luminosité exceptionnelle. Très classiques au départ, ils subissent peu à peu l'influence des novateurs qui ont fait évoluer toute l'histoire de la peinture. Une vente leur est consacrée, samedi 20 décembre à Marseille, où figurent quelques toiles des artistes les plus connus.

Emile Loubon (1809-1863), directeur de l'école de dessin de Marseille, est considéré comme le fondateur de l'école provençale. Il incite ses élèves, parmi lesquels Guigou, Monticelli, Fabius Brest et Félix Ziem, à sortir de l'atelier

pour travailler en plein air. Son successeur, Vincent Courdoun (1810-1893), peint des natures mortes et des marines, mais surtout des paysages très classiques, construits et précis dans le style de son époque. Une vue de La Plage de Méjane, de 1872, bien soignée, est estimée 100 000 à 120 000 francs.

Paul Guigou (1834-1871) cherche à traduire l'aridité des paysages écrasés de soleil, et sa vision réaliste rompt déjà avec l'académisme. Deux œuvres sur papier sont présentées ici, *Groupe d'arbres* (30 000 à 35 000 francs) et *Paysage provençal* (100 000 à 120 000 francs).

Adolphe Monticelli (1824-1886) met au point une technique particulière, à qui l'on prête une résonance sur celle de Van Gogh, qu'il admirait. Sur des panneaux de noyer, il joue de l'épaisseur de la pâte et du contraste des couleurs, utilisant le fond en bois pour faire ressortir son sujet. *Lo Giron* (80 000 à 100 000 francs) offre un contraste de jaunes et de rouges. *L'Élégante au miroir* se contemple dans le halo d'un ciel lumineux (80 000 à 100 000 francs). Jean-Baptiste Olive (1848-1936),

décorateur de la gare de Lyon et du restaurant Le Train bien, cherche à figer la réalité de l'instant dans l'image. Ses marines, qui lui apportent la notoriété,

un tableau provenant de la collection d'Eugène Printz (estimé 60 000 à 80 000 francs). Mathieu Verdilhan (1875-1928), ami d'Albert Marquet, travaille

Des peintres locaux, regroupés autour de la ville de Marseille et de son école de dessin, ont rendu compte les premiers de cette luminosité unique, bien avant qu'elle n'ait attiré les grands noms de la peinture

montrent une façon personnelle de rendre la matière et l'éclairage, illustrées dans cette vente par *Monte-Carlo*, où, dans une lumière blanche par le soleil, les robes des promeneuses forment des taches lumineuses sur premier plan, alors que la ville se détache au loin sur un ciel cristallin.

René Seyssaud (1867-1952) est reconnu par Matisse comme l'un des précurseurs du fauvisme, qu'il pratique avec Dérain, Braque ou Vlaminck. Ses toiles les plus cotées datent de cette période, comme *La Vue de Saint-Chamas*,

fréquemment avec lui, dans une manière un peu semblable. Une série de pastels et d'aquarelles des années 1915 et 1918 sont associées entre 3 000 et 6 000 francs.

Catherine Bedel

★ Marseille, Hôtel des ventes Prado-Borde, 19, rue Borde, 13008. Tél. : 04-91-79-46-30. Vente samedi 20 décembre à partir de 14 h 30, exposition la veille. Expert : Marc Stammegna, 74, rue Breteuil, 13006. Tél. : 04-91-37-46-05.

Calendrier

Antiquités

● Châtelleraut (Vienne), Parc des expositions, samedi 20 et dimanche 21 décembre, de 10 h 30 à 19 heures, 90 expositions, entrée 20 F.
● Brétigny-sur-Orge (Essonne), salle des fêtes, samedi 20 et dimanche 21 décembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions, entrée 12 F.

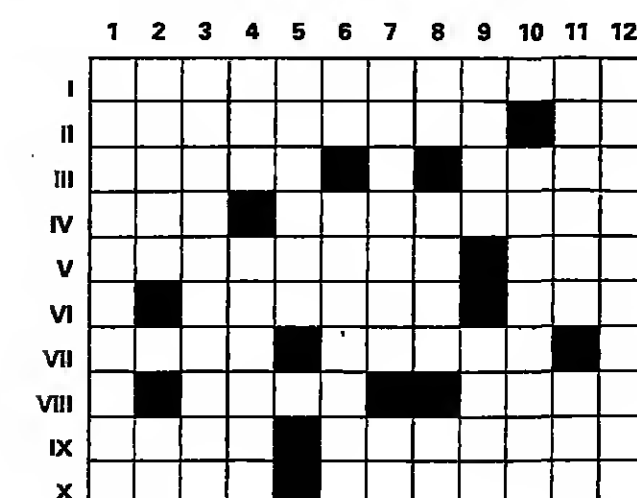
Brocantes

● Paris, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, du vendredi 19 au dimanche 21 décembre, 60 expositions.
● Paris, boulevard Murat, samedi 20 et dimanche 21 décembre, 90 expositions.
● Maurepas (Yvelines), centre commercial, samedi 20 et dimanche 21 décembre, 80 expositions.
● Longjumeau (Essonne), place Steber, jusqu'au dimanche 21 décembre, 50 expositions.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97282

3615 LEMONDE, tapez 505 (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Pour des rapports sans suite. - II. En Australie ou ailleurs, il était là le premier. Le sodium. - III. Fournisseur d'huile de vidange. Ville d'Italie. - IV. Ouvrir le calendrier lunaire. A toujours un air pincé, quand on joue. - V. Pleine de fougue. Assure un bon coup sur le terrain. - VI. Fut digne d'être récompensé. Recueille les bons mots. - VII. Prophète hébreu devenu peintre à la fin du XIX^e siècle. Unique en son genre. - VIII. Pointu dans l'autre sens. Acte

royal. - IX. Personnel. Qui s'est fait homme. - X. Manifester son désaccord avec vigueur. La seconde élimina les Girondins.

VERTICALEMENT

1. Pratique pour le classement. - 2. Fait bouillir de neige. Pris en connaissance. - 3. Rentre chez lui à l'heure du laitier. - 4. Préparation de la tournée. Est devenu le spécialiste du compage des parkings. - 5. Finir le nettoyage. - 6. Dans un engagement. Brillait. - 7. Bête à cornes venimeuse. Négat

tion. - 8. Marque le lieu. Sa mère est de plus en plus folle. Un peu de crédit. - 9. Nu comme un fruit. Un roi dans la tourmente. - 10. Une figure à faces multiples. - 11. Le premier en Amérique. D'une seule couleur mais à l'envers. - 12. Prendre du temps, peut-être un peu trop.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97281

HORIZONTALEMENT

I. Entremetteur. - II. Naïade. Valse. - III. Stallone. Vian. - IV. Références. - V. Élus. Chatte. - VI. Go. Caen. Si. - VII. Nu. Erodis. - VIII. Apis. Art. Kan. - IX. Net. Eternité. - X. Ténisierais.

VERTICALEMENT

1. Enseignant. - 2. Nat. Loupée. - 3. Tiare. ITI. - 4. Raleuses. - 5. Edits. En. - 6. Mené. Coatl. - 7. Encadrés. - 8. TV. Théâtre. - 9. Taviand. Nr. - 10. Eliot. Skia. - 11. Usants. Ati. - 12. Renseignés.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0365-2377

Imprimerie du Monde
12, rue M. Groussier
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Corrège de la mansarde

DANS LES ANNÉES 1840 émerge en France un courant qui prendra le nom de réalisme. Tout d'abord polémique, avec Gustave Courbet et Honoré Daumier, le réalisme va connaître une veine plus populaire. Les scènes de genre représentant des épisodes de la vie de gens humbles, dans une atmosphère dramatisée, naissent sous le pinceau d'artistes comme Alexandre Antigna (*La Mort du pauvre*), Isidore Pils (*La Mort d'une sœur de charité*), Hubert Merle (*Une mendicant*),...

Qualifié par Théophile Gautier de « Corrège de la mansarde », Octave Tassaert, à côté de compositions plus souriantes, s'intéresse également aux miséreux, aux désespérés, comme on peut en juger à ces quelques



Octave Tassaert (1800-1874), « La Ramasseuse de fagots » (1855). Huile sur toile 32x24 cm, Musée des beaux-arts de Caen.

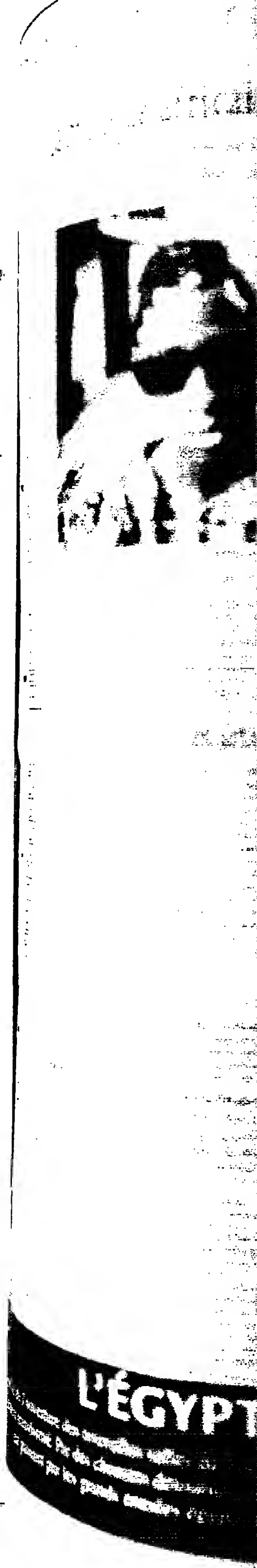
titres : *L'Abandonnée*, *Une famille malheureuse* (dit aussi *Le Suicidé*) et au tableau proposé ici, *La Ramasseuse de fagots*.

Le critique qui a utilisé le premier, en 1850, le terme de « réalisme » est :
■ Champfleury (Jules Husson-Flcury, dit)
■ Edmond Duranty
■ Louis Leroy

Réponse dans *Le Monde* du 26 décembre

Solution du jeu n° 44 paru dans *Le Monde* du 12 décembre :

Maupassant se moquait du sculpteur Alexandre Falguière et de son œuvre intitulée *Les Bacchantes*, aujourd'hui au Musée des beaux-arts de Calais.



هذا من لاصيل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997

FESTIVAL La septième édition du festival Africolor présente au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) les nouveaux visages de la musique

d'Afrique de l'Ouest du 19 au 24 décembre. ● **CONSACRÉE** au Mali, la nuit de Noël présente un jeune groupe de balafonistes du Sod maffien, Neba Solo, dont la

musique en boucle n'est pas sans rapport avec les sons urbains de la techno. ● **AFRICOLOR** a été à la pointe de la réflexion sur l'évolution acoustique de la musique africaine,

dont le guitariste Mama Sissoko est l'un des tenants. Le festival a eu à souffrir, à l'instar de nombreux autres organisateurs de spectacles de musiques du monde, des refus de

visas. ● **LA CRÉATION** d'une carte de séjour pour les professions artistiques, votée par les députés le 13 décembre, devrait remédier à cette situation.

La musique africaine brise les barrières à Africolor

La manifestation organisée à Saint-Denis célèbre le retour au blues et à l'acoustique. Au centre de cette évolution, le Mali, où les femmes sont de plus en plus présentes dans le paysage musical

« L'AFRIQUE, écrit Ray Lema, a développé une science qui a ses lois... C'est la science rythmique liée à la connaissance du sens. On sait aujourd'hui que l'atome n'est pas solide, c'est un état vibratoire... Comment expliquer que de tels éléments constituent le fer, par exemple ? », poursuit le musicien d'origine tanzanienne. Ce pionnier de la fusion *world*, dont les deux derniers albums, *Green Light* et *Stop Time* (chez Buda Records), sont proches de la délicatesse du gospel, précise : « Dans ce domaine, la science africaine est experte. Il y a chez nous des gens qui sont allés très loin dans l'art de la vibration. » La recherche de ces fréquences profondes unit aujourd'hui les DJ européens et les jeunes joueurs de balafon maliens, capables de s'amuser à scratcher sur des platines du club local avant de se plier à nouveau à la tradition séculaire.

Car, finalement, les rythmes africains - l'eau - et le fond sonore urbain - le fer - développent les mêmes appétits percussifs, montés en boucle et nourris par les BPM (beats par minute) des machines. Ainsi Neba Solo, mené par Souleymane Traoré, jeune virtuose du balafon né en 1969 dans la région de Sikasso, au sud du Mali, entretient l'idée du tourbillon à base de xylophones à cahebas. Le manager de ce groupe fiévreusement traditionnel est DJ à Radio-Kénédougou, Neba Solo, devenu en peu



Mariam Doumbia et Amadou Bagayoko, le couple aveugle du Mali.

de temps très populaire au Mali, est l'un des paris d'Africolor, festival qui est la bonne idée de fédérer musulmans africains et français en recherche de distraction autour d'une nuit de Noël malienne dont le succès, depuis 1989, ne s'est jamais démenti.

Africolor est devenu le lieu où se croisent les très nombreux musi-

ciens africains résidant ou travaillant en France, ex-sans papiers, nouveaux demandeurs, artistes en tournée, et les vedettes venues du pays, comme les chanteuses Nahawa Doumbia ou Oumou Sangaré. Au cœur des débats musicaux menés au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), celui de la libre circulation

des artistes a souvent pris le pas sur la question de l'évolution de la musique africaine sur le marché mondial. 1997 est l'année des constats. Aux termes de la loi française, les artistes devraient désormais bénéficier de visas spéciaux. La musique africaine n'est plus l'objet d'une curiosité exotique : elle est intégrée au paysage des

musiques en mouvement. Ainsi, aux dernières Transmusicales de Rennes, le couple aveugle du Mali (Mariam Doumbia et Amadou Bagayoko) a-t-il soulevé l'enthousiasme du public de ce festival de rock axé en 1997 sur la jungle londonienne. Depuis environ cinq ans, le blues acoustique africain subit un juste retour de mode. Les représentants les plus chanceux en demeurent le Malien Ali Farka Touré, agriculteur des rives du Niger, dont l'album *Talking Timbuktu*, réalisé avec le guitariste américain Ry Cooder (chez World Circuit/Night & Day), a dépassé les 300 000 exemplaires vendus, et la Cap-Verdienne Cesaria Evora, qui a franchi la barre du million en trois albums, *Mis Perfumado*, *Cesaria* et *Cabo Verde* (chez Lusitania/BMG).

PAROLE LIBÉRÉE

Parfaitement acoustique aussi, le *Kosira* d'Oumou Sangaré (plus de 60 000 exemplaires, chez Night & Day), Fidèle du Wassoulou et de la jeunesse malienne, apporte la preuve supplémentaire que les Africains, s'ils s'appuient sur les circuits de vente occidentaux, n'éprouvent plus le besoin, comme il y a vingt ans, de produire de la variété internationale pour vendre des disques et exister. Au centre de cette révolution, le Mali. A l'instar de Youssou N'Dour à Dakar, Salif Keita a installé un studio à Bamako, où fonctionne déjà le stu-

dio Oubien, lié à Africolor par le biais du créateur du festival, Philippe Conrath. Avec la chute du régime militaire de Moussa Traoré et le retour à la démocratie en mars 1991, la parole s'est libérée au Mali. Les chansons se permettent tous les commentaires.

L'Afrique du Sud a dû gérer la période post-apartheid, l'ex-Zaïre, père de la rumba, est tombé dans la guerre et le moralisme. Le Mali, en paix, en a profité. La société change. « Les femmes s'émancipent », explique Philippe Conrath. Elles se mettent à jouer du kamale g'noui, réservé aux hommes, parce qu'elles ont envie. L'abandon du schéma étatique dans la gestion des affaires musicales a laissé en jachère un territoire autrefois occupé par les concours et les formations nationales, du type Super Biton. Neba Solo a résolu le problème en s'appuyant sur la structure familiale, à l'ancienne.

Véronique Mortagne

● Africolor, du 19 au 24 décembre, à 20 h 30, Théâtre Gérard-Philippe, 59, bd Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 19, soirée Cameroun (Henri Dikongué, Sally Nyolo) ; le 20, soirée Congo (Ray Lema, Likembe Géant) ; le 24, Ndié maffien, toute la nuit (Neba Solo, le Couple aveugle du Mali, Sorry Bamba, Mama Sissoko...). Tél. : 01-48-13-70-00. 70 F et 110 F.

Des visas pour les artistes

LE VICE-PRÉSIDENT de l'association Musiciens sans frontières, l'avocat Philippe Hauterive, l'affirme sans ambages : il est « ravi ». L'adoption par les députés, la semaine dernière, de l'amendement de l'article 3 du projet de loi sur l'immigration, prévoyant la création d'une carte de séjour pour les professions artistiques, est une « victoire pour les artistes ». Même son de cloche, avec quelques bénéfices, chez les producteurs de l'association Zone franche ou chez les militants du Collectif des artistes du monde (CAM, ex-Collectif pour des artistes sans frontières), qui se réjouissent de voir « enfin reconnue la qualité d'artiste » aux innumérables musiciens et compositeurs étrangers, souvent contraints de séjourner en France munis de simples visas de touristes.

C'est sous la pression de ces associations et grâce à l'appui de personnalités de la majorité, comme Catherine Tasca, présidente de la commission des lois, et de plusieurs députés, tels les socialistes Julien Dray et Frédéric Bredin, les communistes Patrick Braouezec et André Gécin, ou l'écologiste Noël Mamère, que l'éventail des destinations de cette carte de séjour, réservée au départ aux seuls scientifiques, s'est élargi. Tout « titulaire d'un contrat passé avec un professionnel du spectacle, un établissement ou une entreprise culturelle » devrait, à l'avenir, pouvoir se prévaloir de ce nouveau sésame. « Même si cela ne règle pas tous les problèmes, nous sommes plutôt satisfaits », commente Philippe Gault, directeur de Zone franche. Les artistes étrangers, note-t-il, ont bénéficié jusqu'à présent « d'une sorte de tolérance, imprégnée d'arbitraire. Ils dépen-

daient du bon plaisir de l'administration ».

La journaliste Para C., militante du CAM, cite le cas du musicien malien Moriba Kotta, connu bien au-delà des frontières de l'Afrique, mais « forcé de batailler pour obtenir un visa de trois mois » et pouvoir jouer en France. Quant à son compatriote Cheick Tidiane Seck, compositeur de renom, il a dû, faute d'un titre de séjour en France suffisant, « refuser plusieurs offres » du grand musicien de jazz américain Joe Zawinul, qui lui proposait une tournée internationale. Accordée pour une durée variable, de trois mois à un an, la nouvelle carte de séjour devrait permettre de corriger les excès les plus criants. « Peut-être y aura-t-il plus de respect à l'égard des musiciens », s'interroge prudemment le producteur Philippe Conrath, fondateur d'Africolor.

PARRAINÉ OU INVITÉ

La « méfiance » des consuls vis-à-vis des étrangers et l'attitude titillonne, voire franchement méprisante, de certains policiers sont choses tellement courantes qu'on les imagine mal disparaître d'un coup de décret magique. « Une chose est sûre : l'époque où un Mary Kanté et un Salif Keita pouvaient débarquer, seuls, à Paris est bel et bien finie », remarque Philippe Conrath. Dorénavant, il faudra en effet être parrainé ou invité, en bonne et due forme, pour obtenir le « super-visa » que représente cette nouvelle carte de séjour. Ceux qui ne peuvent se prévaloir d'un tel parrainage - qu'ils soient joueurs de balafon, archéologues ou professeurs - devront patienter dans la file des touristes ordinaires. Peut-on parler, pour autant, de « privilèges » ? Pour

les militants du CAM, qui ont organisé plusieurs concerts de solidarité avec les sans-papiers, « il n'est pas question de favoriser une catégorie » de gens plutôt qu'une autre. « Mais il est vrai », ajoute Para C., « que les artistes ont une situation particulière, qui exige une certaine souplesse de la législation ». D'Afrique, mais aussi du reste du monde, ne serait donc autorisée à circuler qu'une petite élite, tirée sur le volet ou, du moins, fortement encadrée ?

Tel n'est pas l'avis de Catherine Tasca. « Il s'agit surtout, explique

l'ancienne ministre de la francophonie, de hisser au rang de profession des talents et des compétences que la France a intérêt à accueillir. » A l'heure où les pays d'Europe tentent de se repêler sur eux-mêmes, cette ouverture sélective serait un signe positif. Comme l'analyse Philippe Gault, « la France ne peut pas continuer à se poser en avant-garde éclairée et, dans le même temps, fermer ses portes aux intelligences ».

Catherine Simon

Instantanés musicaux

« Ce n'est pas le repos qui réduit la distance, c'est la marche », dit un proverbe bantou cité par le photographe allemand Thomas Dorn dans la préface de *Houn-Noukoun* (en langue fon : « Ouvrir les yeux »). De Dakar à Madagascar, Thomas Dorn a photographié les chorales de Pointe-Noire, les danseurs rituels d'Accra, le producteur techno de Lagos. Des stars - Miriam Makeba à Durban, Youssou N'Dour à Dakar, Papa Wemba au Zaïre -, des inconnus, telles les femmes du pays *hamar* en Éthiopie ou les gneissistes de Fibba du Mozambique, se croisent dans cette promenade africaine, prolongée par deux CD, trente-cinq titres enregistrés sur place ou empruntés aux meilleures collections européennes, tel le *Corbillard* du Congolais Zao. « Les chants et les rythmes (des humains) ne mentent pas », conclut Francis Bebe, dans un des textes qui émaillent cet atlas des musiciens africains.

● *Houn-Noukoun, Tambours et visages*, de Thomas Dorn, éd. Florent Massot, 300 p., 2 CD, 449 F.

Sissoko, la tradition avant le rap

MAMA SISSOKO est inquiet. Depuis la suppression, pour des raisons économiques, des concours régionaux qui permettaient de repérer les jeunes talents, un risque,

PORTRAIT

Son rêve aujourd'hui est d'ouvrir une école pour former des musiciens

dit-il, de passer à côté de perles rares, de ces musiciens capables de perpétuer, dans le sillage des anciens, la richesse de la musique du pays. C'est d'ailleurs lors de la finale d'un de ces concours, à Bamako, que lui-même tira son épingle du jeu. Son rêve aujourd'hui n'est pas tant d'ouvrir un studio et de créer un label, comme a pu le faire le chanteur Salif Keita, mais plutôt d'ouvrir une école pour former des musiciens. Lorsqu'il était venu à Paris présenter son dernier album, *Jarabi*

Amours, chez Buda Musique (Mélodie), juste avant l'été, il était accompagné d'un jeune guitariste formé par ses soins, Kassim Diallo, étudiant en comptabilité. Avant d'opter pour la sobriété, une direction de plus en plus suivie par les artistes africains aujourd'hui, Mama Sissoko n'imaginait pas la musique autrement qu'exubérante. Né en 1949 dans une famille de griots à Nioro du Sahel, à côté de Kayes, ville proche de la Mauritanie, il n'apprit pas la musique auprès de son père, joueur de luth *n'goni* (« Il est mort lorsque j'avais seize ans. Il n'a pas eu le temps de m'initier »). La batterie est son premier instrument, dont il joue dans l'orchestre familial qui se produit les week-ends au milieu de la cour de la maison où venaient danser les gens de la ville, « des Africains et quelques colons ».

Après l'indépendance, on commença à voir de plus en plus de guitaristes électriques au Mali. Celle de Boubacar Traoré, dit « Karkar », musicien proche d'Ali Farka Touré,

venu donner un concert à Nioro, alluma des rêves dans la tête de Mama Sissoko. A Kayes, où le gouvernement l'envoie suivre une formation d'instituteur, il met l'argent de sa bourse dans l'acquisition d'une guitare acoustique.

ORCHESTRE GOUVERNEMENTAL

Un an plus tard, il retourne à Nioro et convainc le maire de la ville de lui en offrir une électrique. En 1964, le Mali traverse une période de troubles intérieurs et les gouvernants ont besoin de troupes importantes pour maintenir l'ordre. Mama Sissoko part à l'armée, pour six ans. Il intègre l'orchestre du régime, puis l'Orchestre national « A » de Bamako, première formation électrisée du Mali, fondée au lendemain de l'indépendance, avec laquelle il ira jouer jusqu'à Tripoli.

En 1974, Mama Sissoko devient soliste et chanteur du Super Biton de Ségou, une formation-phare de l'Afrique dansante. Il restera seize années dans cet orchestre gouver-

nemental, invité pour la première fois en France en 1983, par le festival Musiques métisses d'Angoulême. Sa première composition date de cette époque : *Bee Ni'Danyon* (A chacun son destin). Plus qu'un message au fatalisme trompeur, c'est un équilibre, une clef pour appréhender la vie, « car, selon lui, le chanteur a une responsabilité, il doit éduquer les gens ». Les temps modernes ne sont pas tendres avec la tradition. Selon le guitariste, la musique s'en ressent. Mama Sissoko ne comprend pas pourquoi des jeunes font du rap au Mali, « une musique qui n'est pas ancrée au pays » : il y a tant à apprendre dans les mariages, les baptêmes, les fêtes traditionnelles. Après Africolor, à Ségou Mama Sissoko s'en retournera, espérant trouver de futurs musiciens, pour ne pas laisser la place vacante aux seules chanteuses, de plus en plus présentes dans le paysage musical du Mali.

Patrick Labesse

L'ÉGYPTE AU LOUVRE

A la veille de l'ouverture des nouvelles salles du Louvre, *Le Monde* publie un cahier spécial pour vous guider dans ce musée entièrement transformé. Par des chemins détournés, il vous emmène aussi en voyage aux sources de la civilisation égyptienne, en passant par les grands musées égyptiens du monde : Le Caire, Berlin, Londres, Turin et New York.

Un cahier de 12 pages à lire vendredi 19 daté 20 décembre dans *Le Monde*

Betty Boop, bombe venue du passé

Près d'une heure et demie d'invention, d'impertinence et d'érotisme avec onze « cartoons » regroupés sous le titre « Betty Boop Confidential »

COMPOSÉ de cartoons conçus entre 1930 et 1935, en noir et blanc ou en Technicolor, parlant et chantant, cet ensemble de productions des studios de Max Fleischer produit la plus roborative sensation. Tous les épisodes ne sont pas d'égal valeur, et le procédé de la *bouncing ball*, ancêtre du karaoké qui transforme certains morceaux en clips avant la lettre pour promouvoir les chansons interprétées par Lilian Roth ou Ethel Merman, a un intérêt ethnographique.

Mais il émane de la plupart de ces courtes bandes une énergie, une invention et une sensualité renversantes. Sans, d'ailleurs, que la pulpeuse Betty en soit toujours l'héroïne. Ce programme a beau être sous-titré « Le journal intime de Betty Boop » (Betty Boop Confidential), parfois elle n'apparaît pas (*Swing your Sinner* ou *Dancing on the Moon*). Ou elle occupe un rôle marginal – comme dans l'extraordinaire *Any Rags*, délire visuel et sonore autour d'un chiffonnier interprété par une autre créature de Fleischer, Bimbo, qui embarque la fille au milieu du maelstrom d'objets divers qu'il ramasse au cours de son *Odyssée* à travers la grande ville.

Créée en 1930 comme personnage secondaire, bientôt débarrassée de son apparence semi-animale pour ne relever que de l'espèce humaine sous ses formes les plus ap-

pétissantes, mademoiselle Boop devait connaître un destin de star, adulée, désirée comme aucune autre créature de goucha jamais couchée sur Celluloid. Ce qui n'empêche pas que parfois elle se fasse voler la vedette, par exemple dans l'hallucinante danse macabre accompagnant *Saint James Infirmary* interprété par Cab Calloway dans un *Blanche-Neige* qui, cinq ans avant le long métrage qui marque le triomphe du grand rival Walt Disney et de son esthétique sucrée, proclame tout ce qui les différencie. Disney se vengera : il débanchera le dessinateur attiré de Betty Boop, Grim Natwick.

LE CODE DE CENSURE

La petite gironde à la jarretière (jusqu'à ce que cet accessoire soit tranché net par le code de censure en 1933) tient néanmoins le haut du pavé de certains des épisodes les plus mémorables. Ainsi de l'épouse-toutant numéro de danse wahiné (*Betty Boop's Bamboo Isle*), dont la fascination naît de la déraisonnable durée des trémoussements entraînant un mouvement très subtil des brins de paille – autour de la taille – et du collier de fleurs – sur la poitrine – qui constituent toute la vesture de la demoiselle. Et, surtout, les deux épisodes inédits sur grand écran dont la conception met bien en valeur la pertinence et les impertinences de la créature.

Dans *Bimbo's Initiation* (1931), délirante fantasmagorie portée par un rythme infernal, on y voit le gentil chien Bimbo subir moult tortures absurdes infligées par une secte d'aberrants barbus dont il refuse de rejoindre les rangs. La manière dont il opine avec enthousiasme lorsque c'est Betty elle-même qui, après un numéro de séduction trémoussée, lui offre de « devenir membre », est sans doute le calembour le plus salace jamais proféré par un personnage de bande dessinée.

Quant au premier épisode (lui aussi de 1931), il porte comme titre le fameux *Boop-oop-a-doop* – cri de guerre, ou de joie, de Betty, expression irréfutable et triomphale de son « être au monde » et même temps que pur gag rythmique. Aussi, lorsque qu'un concupiscent directeur de cirque porte ses paluches velues sur les boopieunes rotondes, l'affaire se révèle de la plus extrême gravité, donc sensuelle : c'est rien moins que son Boop-oop-a-doop en danger que défend la demoiselle contre son entreprenant patron. Avec le renfort du clown Koko, qu'on voyait sortir de Fleischer, dans d'autres bandes de Fleischer, celui-ci expédie en trois minutes un récit d'une pugnacité, d'une cruauté et d'un érotisme dont on a perdu le souvenir, dans le monde des *toons*. De ce roi-là, malgré leur génie, Tex Avery ou Chuck



Le personnage de Betty Boop créé en 1930 par les studios de Max Fleischer. Ici dans « Dirty Dishes ».

C'est bien, en effet, ce sentiment d'un « avant » à jamais disparu qui fait finalement la puissance de déflagration du personnage. Avant la grande cassure, qui allait renvoyer toute la puissance dérangeante de cet art singulier (qui n'est pas le cinéma) dans des marges « artistiques », bientôt seulement assumées par l'Europe de l'Est, de Trnka à Norstein. Tandis que tout le pouvoir serait concentré dans l'empire Disney et la dictature commerciale et esthétique qu'avec le sourire il fera (et fait toujours) régner sur le monde des *toons*. De ce roi-là, malgré leur génie, Tex Avery ou Chuck

Jones ne pourrout être que les fous. Max Fleischer et sa Betty représentent, eux, une « sauvagerie », ou tout simplement une liberté, dont on aura ensuite perdu le tempo dans l'univers du dessin animé.

Jean-Michel Frodon

★ Édition en vidéo des *Œuvres complètes de Betty Boop* (huit cassettes, 115 courts métrages), en version originale sous-titrée. Un Coffret Films sans frontières, distribué par Welcome, 349 F jusqu'au 31 janvier 1998 (Fnac uniquement), puis 439 F.

Les « délivrés » d'Assas

POUR la première fois, mercredi 17 décembre, a eu lieu à l'université Paris-II Assas un salon du livre concurrent à la traditionnelle « Journée du livre français » – organisée, depuis vingt-quatre ans, par les étudiants d'extrême droite. Ce salon a donné lieu à deux incidents : l'incendie du local de l'UNEF-ID et l'explosion d'une bombe lacrymogène dans le hall, où les écrivains invités signaient leurs livres. L'université a porté plainte.

L'UNEF-ID attribue cette action à l'extrême droite, en attendant les résultats de l'enquête de police. Majoritaire à Paris-II, elle est l'une des six associations étudiantes à l'origine de cette contre-manifestation « pluraliste ». Contestant l'exclusive accordée, par tradition, au « Cercle », apparenté à l'extrême droite, pour organiser la « Journée du livre français », ces associations ont décidé, en 1995, de créer leur propre journée de signatures. Faute d'accord avec l'administration, cette journée a d'abord eu lieu hors de l'enceinte de l'université : en 1995, le salon dit « des refusés d'Assas » s'est installé sur la place du Panthéon et en 1996 au théâtre du Lucernaire.

Du « salon des refusés » au « salon délivré » : la nomination en juin du nouveau président de l'université, Bernard Teysie, n'y est pas étrangère. « L'idéal serait cependant un salon du livre unique, commun à tous les courants de pensée », précise

M. Teysie. Selon deux des organisateurs, Xavier Renou et Manuel Poirier, le public a doublé par rapport aux six cents visiteurs de 1996. Une centaine d'écrivains, pour la plupart de gauche, ont dédié leurs ouvrages. De Maurice Rajfs, président du mouvement Ras-Plouff, pour qui « le fait d'être à Assas est déjà un début », à Maurice Agulhon, Alain Touraine, Dominique Schnapper, Annie Ernaux ou Philippe Sollers, souhaitant encourager cette aventure « encore préparatoire ». Pierre-André Taguieff lui-même était venu soutenir un consensus antifasciste dont il dénonce pourtant les méthodes. « Je plaide pour la légitime défense intellectuelle, explique-t-il. Il est important que cette focalité, monopolisée par toutes les variétés de l'extrême droite, s'ouvre à d'autres choses ».

L'un des auteurs les plus interpellés par les étudiants fut sans doute Stéphane Courtois, sommé de justifier son *Livre noir du communisme*. Mais c'est une virulente altercation entre écrivains juifs et étudiants arabes qui a fini par emporter la foule, renouant avec ce dialogue permanent du militantisme de gauche. « C'est le premier débat pluraliste d'Assas », se réjouissait un étudiant. Et si les écrivains avaient le cœur humide, c'est que la bombe lacrymogène leur rappelait « le bon vieux temps » des manifestations.

Marion Van Renterghem

Réouverture du palais Altemps à Rome après treize années de restauration

ROME

de notre correspondant
Six mois après le succès de la réouverture de la galerie Borgese (deux cent vingt mille visiteurs en cinq mois), le palais Altemps, situé à deux pas de la place Navona, a à son tour été ouvert au public, mardi 16 décembre. Il aura fallu presque autant d'années (treize au lieu de quatorze pour la galerie Borgese) pour venir à bout du travail de restauration de ce palais du XVI^e siècle, ancienne propriété du cardinal Marco Sittico Altemps, neveu du pape Pie IV.

L'édifice sans grâce est par la suite passé de main en main avant de devenir en 1887 la propriété du Saint-Siège, qui le concéda aux Espagnols pour y installer un séminaire. Lorsque l'Etat italien décida, en 1982, de le racheter, le palais est dans un

triste état. Il faudra coosacrer 20 milliards de lires (68 millions de francs) pour la remise en état de cette vaste demeure donnant sur une cour carrée aujourd'hui voilée sur les côtés par protégées les statues et les corniches de la pluie et du soleil. La combinaison de l'ancien et du moderne est du plus bel effet et permet de découper dans le ciel une douce ellipse.

NOUVEAU PÔLE

Tout n'était pas encore prêt mardi après-midi avant l'inauguration officielle, et les premiers visiteurs se mêlaient encore aux ouvriers, leur chapeau en papier journal sur la tête. Les derniers préparatifs achevés, le chef de l'Etat, Oscar Luigi Scalfaro, Walter Veltroni, ministre des biens culturels, et Romano Prodi, chef du gouvernement, sont venus saluer la création de ce nouveau pôle du Musée national romain avec le palais Massimo qui sera complètement ouvert et inauguré le 28 juin 1998 ainsi que le Musée des Thermes.

Au total, trente-trois salles magnifiquement restaurées et aménagées dont certaines décorées de fresques du XVI^e siècle en partie effacées mais qui donnent une véritable magnificence à où elles subsistent. En revanche, celles de la chapelle réalisées par Pasquale Cati et Antonio Cricianelli dit Il Pomarancio sont intactes ainsi que celle de la loggia au premier étage. Cent soixante sculptures ont été rassemblées. La plupart proviennent de la collection du cardinal Ludovico Ludovisi qui, au cours de la pre-

mière moitié du XVII^e siècle, avait regroupé dans sa splendide villa du Quirinal quatre cent cinquante copies de statues grecques datant pour la plupart des premiers siècles de notre ère.

Goethe et Schiller ont fait part de leur émotion à la vue du célèbre suicide de Galata, de la statue d'Ares ou encore de l'ensemble Oreste et Electra, pour ne citer que les plus belles œuvres. Les artistes de l'époque et non des moindres comme le Bernin et Alessandro Algardi avaient réparé les dommages causés par le temps et remplacé les parties manquantes. Quelquefois au gré de leur fantaisie.

La villa fut démolie à la fin du XIX^e siècle et la collection, plus connue sous le nom de Ludovisi-Boncompagni, fut dispersée, notamment au Louvre et à l'Ermitage. Il ne reste aujourd'hui qu'une centaine d'œuvres en Italie. Les plus beaux exemplaires sont désormais au palais Altemps en compagnie de quinze sculptures rescapées de la collection Altemps qui en comprenait cent vingt. D'autres pièces éparses venant des collections Mattei, Del Drago, Brancaccio sont venues compléter cet ensemble des trésors retrouvés. Pendant longtemps, en effet, ce qui restait de la collection Ludovisi était invisible au public, au Musée des Thermes de Dioclétien en raison de la précarité des lieux. Aujourd'hui, toutes ces sculptures sont mises en valeur dans un environnement digne d'elles.

Michel Bôle-Richard

Le Couac contre la censure des livres dans les bibliothèques

IL N'A RIEN d'une fausse note, ce Couac, ou Collectif des ouvrages actuellement censurés à Orange, né en novembre pour lutter contre l'arbitraire de la mairie (FN), qui s'attaque désormais à une cible « stratégique » : la jeunesse. Rassemblant une trentaine d'auteurs, illustrateurs et éditeurs de livres pour enfants, le Couac a participé au Salon du livre antifasciste de Gardanne, puis au Salon du livre de jeunesse de Montreuil. Hébergé sur le stand de l'association Action culturelle contre les exclusions et les ségrégations (Acces), il y exhibait sa toute dernière arme : une affiche orange vif, impossible à rater, qui dresse l'inventaire des ouvrages indésirables à la bibliothèque municipale d'Orange.

L'affaire des ouvrages jugés « Indésirables » à Orange remonte au printemps 1996, lorsqu'une bibliothèque du secteur jeunesse s'est vu refuser un certain nombre d'achats sur la liste des acquisitions qu'elle devait soumettre à l'adjoint au maire chargé de la culture. Ont ainsi été rayés de sa liste une douzaine d'ouvrages, parmi lesquels le roman *En attendant Elian*, d'Alain Korkos (Syros), qui évoque notamment la rafle du Vel d'Hiv, *L'Homme qui ne mourut jamais*, de Charles et Aline Mopsik, un album sur le prophète Elie illustré par Marie-Geneviève Thoisy (Gallimard jeunesse), *Le Griot*, poète et musicien, de Christine Adam et Laurence Ottenheimer (Hachette jeunesse), ainsi que

Solinké du grand fleuve, d'Anne Jannaz et François Roca (Albin Michel jeunesse), deux livres s'apparentant à la culture africaine. Ces titres – pourtant ni militants ni vraiment engagés – ont été remplacés par des séries sans risque : *Oui-Oui, Lancelot, L'Éventail X...*, ou encore par des contes de Pierre Gripari, dont les convictions politiques restent susceptibles de rassurer des élus du Front national. A l'époque, l'affaire avait fait quel-
quel bruit.

Pour l'instant, le Couac n'a pas d'autre objectif que de dénoncer et d'informer, et il n'est pas le seul à combattre la censure. En Seine-Saint-Denis notamment, l'organisation baptisée « Fahrenheit 451 » regroupe elle aussi des professionnels du livre et œuvre pour « la diffusion la plus large des idées ». Ces initiatives spontanées ouvrent le débat au sujet du projet de loi sur les bibliothèques promis dès juillet 1996 par l'ancien ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. A la direction du livre et de la lecture, on indique que ce projet, « techniquement très avancé », entre dans « une phase de concertation » mais qu'il n'aboutira pas avant la fin de 1998.

Florence Noiville

★ Fahrenheit 451 devrait organiser, vendredi 16 janvier 1998, à 20 h 30, un débat intitulé « Déconstruire l'extrême droite » à la Bourse du travail, esplanade Benoit-Fraçon, 93100 Montreuil.

OPERA NATIONAL DE PARIS

Compagnie invitée

Merce Cunningham

Dance Company

créations

deux programmes

du 6 au 17 janvier 1998

Palais Garnier

informations réservations 08 36 69 78 68

Le Louvre achète une importante sculpture égyptienne

LA REINE KHÉNÉMET-NÉFÉRET-HEDJET, épouse du pharaon Sésostris II (XIX^e dynastie, 1897-1878 av. J.-C.), fera son entrée au Louvre, le 21 décembre, en même temps que le public qui, ce jour-là, aura accès aux nouvelles salles égyptiennes. Haute de 85 centimètres, la statue taillée dans une pierre sombre, la diorite, a été achetée sur le marché de l'art français avec l'aide de la Société des amis du Louvre. Cette pièce est inédite et jamais montrée jusqu'ici. On ne connaissait de cette reine qu'une effigie brisée à la taille. Khénémet-Néféret-Hedjet fut la mère de Sésostris III, un des souverains importants du Moyen Empire (2033-1650 av. J.-C.).

Le musée refuse de divulguer le prix d'achat de cette pièce. Le marché des antiquités égyptiennes est à rapprocher de celui des arts dits primitifs, avec un cercle restreint de collectionneurs et des prix « moyens », sauf pièce exceptionnelle. A titre de comparaison, Sotheby's vendait, le 17 décembre à New York, une statuette de la déesse Bastet estimée 125 000 dollars (environ 747 000 francs) et une statue en basalte représentant le général Pa-Kyr, un chef de guerre de la XXV^e dynastie, estimée 250 000 dollars (environ 1,5 million de francs). Le 18 décembre, Christie's propose un buste de Nectanebo II, de la XXX^e dynastie, dont on espère 4,8 millions de francs.



هكذا من لاصيل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997 / 29

Les ambiances photo-cinématographiques de l'Anglais John Hilliard

Il expose pour la huitième fois depuis 1976 chez Durand-Dessert, à Paris

Ancien élève de la St. Martin's School of Art de Londres, le photographe anglais John Hilliard, cinquante-deux ans, compose des mises en

scène minutieuses, chargées de symboles, d'énigmes, de références allégoriques. C'est dans les ambiances cinématographiques et post-

pop, où une dose de narration vient troubler le discours conceptuel, qu'il est le plus troublant, le plus magique.

JOHN HILLIARD, galerie Lillane et Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11. Tél.: 01-48-06-92-23. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 janvier 1998.

Ce sont des photographies à tirage unique; 65 000 francs pièce. Ce qui donne un indice de la notoriété de l'Anglais John Hilliard, âgé de cinquante-deux ans, qui expose pour la huitième fois depuis 1976 chez Durand-Dessert, une galerie où l'on peut découvrir une riche œuvre de l'évolution de son travail: des grands clichés réalisés entre 1993 et 1997.

Chevronné mais loin d'être célébré comme Gilbert and George, Caro, Richard Long ou Barry Flanagan, ses anciens condisciples de la St. Martin's School of Art de Londres.

Et d'ailleurs, Hilliard, même si son CV est enviable, n'est pas un problème en Grande-Bretagne. Il enseigne dans une école d'art d'Amsterdam, un pays qui sait pourtant mieux que tout autre promouvoir ses artistes nationaux. Sa création, en fait, ne cadre pas avec l'air du temps, elle n'est pas à

la mode, elle semble nier les problèmes de société qui sont le fonds de commerce des tapageurs artistes britanniques - certains ont été ses anciens étudiants - défendus en ce moment par le publicitaire Charles Saatchi à la Royal Academy de Londres.

Il est vrai aussi que les mises en scène minutieuses de Hilliard peuvent rebouter, voire agacer. Trop hermétiques, didactiques, chargées de symboles, d'énigmes, de références allégoriques. Trop baroques aussi. Et puis trop formalistes, voire décoratives, diront certains, tant aucun autre auteur ne propose une œuvre qui est - d'abord, aussi ? - une réflexion sur les richesses du procédé photographique. Avec une volonté de casser la surface de l'image, de briser le miroir.

Dans la plupart des images, Hilliard superpose, parfois au moyen de l'ordinateur, deux ou trois scènes différentes. Et de jouer sur les plans, les distances, la durée, les espaces, les jeux de miroir entre le photographe, le sujet et le spectateur, en déclinant les oppositions: net-flou, proche-lointain, centre-marges, figuration-abstraction, homme-femme, jeune-vieux,

marée-veuve. A des «tableaux» d'une lisibilité immédiate et un brin didactiques, succèdent d'autres qui demandent beaucoup de temps pour en déchiffrer les énigmes. Ces femmes qui brandissent, dans un vignoble, six lanternes (six points lumineux), associées à à trois traînées de lumière, lancent une sorte d'appel à l'aide - trois points, trois traits, trois points, soit le SOS. Ailleurs, Hilliard oppose le chiffre 666 (signe maléfique) en 999 (numéro de téléphone en Grande-Bretagne pour le SAMU).

MASSES INCERTAINES

Le meilleur de Hilliard est ailleurs. Son œuvre est en effet rythmée par des images imprégnées d'une ambiance de film noir, avec des personnages dans les coins opposés, séparés au centre par des masses incertaines de couleur, de matière, de son, des à-plats abstraits et collés, qui ont pour but de rendre le dialogue problématique, voire impossible, entre des gens dont on ne sait ce qui les lie. Comme dans cette photographie de 1993, *Chiasmus*, où un même personnage se retrouve deux fois dans l'image, au fond en homme,

et au premier plan en femme. C'est dans ces ambiances cinématographiques et post-pop, où une dose de narration vient troubler le discours conceptuel, que John Hilliard est le plus troublant, le plus magique. Des couples déchirés dans une voiture; une belle blonde - une actrice ? - le visage menacé et masqué par un flash de paparazzo; un homme dans une cabine téléphonique, oblitéré par un rectangle noir et cerné d'annonces pour téléphone rose. Et puis quelques ambiances urbaines et nocturnes, à la Hitchcock, avec des individus séparés par les signes colorés de la ville: un «golden boy» avec son téléphone sans fil menacé par des policiers. Or ce couple, lui au premier plan, elle au fond accoudée à un panneau d'arrêt, finit, finalement, au-delà de l'extrême solitude qui se dégage de ses compositions, on se dit que Hilliard n'est pas si seul au monde, qu'il lui arrive de sortir de son presbytère londonien, où il concoctait nombre de ses images, pour s'intéresser à l'autre, aux violences urbaines et sociales.

Michel Guerrin

A Paris, l'Orchestre de la Radio de Finlande bridé par son chef

Jukka-Pekka Saraste a la charge de cette formation depuis 1987

MAGNUS LINDBERG: «Feria». **JOHANNES BRAHMS**: «Concerto pour violon». **JEAN SIBELIUS**: «Symphonie n° 2». Christian Tetzlaff (violin), Orchestre symphonique de la Radio de Finlande, Jukka-Pekka Saraste (direction). Théâtre des Champs-Élysées, le 15 décembre.

Rouage essentiel d'une politique culturelle associant création, diffusion et éducation, la radio est longtemps apparue comme le principal moteur de la vie musicale finlandaise. L'unique orchestre (fondé en 1927) de cette dynamique institution s'est posé en référence nationale avec des patrons tels que Paavo Berglund et Leif Segerstam. Il constitue toujours un excellent tremplin pour les jeunes chefs puisque l'une de ses dernières révélations (Ilkka Oramo, né en 1965) prendra en septembre 1998 la succession de Simon Rattle à la tête de l'Orchestre de Birmingham. A l'âge de quarante et un ans, Jukka-Pekka Saraste est déjà passé plusieurs fois par Paris. Jamais cependant en compagnie de la formation dont il a la charge depuis 1987.

Feria, la dernière pièce de Magnus Lindberg, créée aux Proms de Londres il y a quelques mois, est dédiée à ce chef qui s'est très tôt - comme Esa-Pekka Salo-

nen - mis au service des jeunes compositeurs finlandais. L'œuvre affiche un magistral traitement de la matière sonore, commence par un signal d'urgence hichcockien, et continue comme une course-poursuite très imagée.

On y reconnaît les acquis spectraux de la dernière décennie de Lindberg et surtout son penchant récent pour le développement. Entre une amorce fébrile et une péroraison festive, *Feria* évolue mutatis mutandis selon un parcours labyrinthique qui s'épuise et se régénère avec beaucoup d'effet. Très sollicités (et moins défavorisés que les autres pupitres par l'acoustique ingrate du Théâtre des Champs-Élysées), les cordes de l'Orchestre de la Radio de Finlande assurent le succès de cette partition au fort potentiel illusionniste.

Lorsque commence le *Concerto pour violon*, de Johannes Brahms, les musiciens finlandais ressemblent à des écoliers au retour d'une récréation. Ils arborent une gravité contrainte et aspirent seulement à se montrer irréprochables. L'ambition - si l'on peut dire, pour un soliste d'une telle humilité ! - de Christian Tetzlaff est tout autre. Le jeune violoniste allemand désire à chaque instant faire jaillir la lumière, dégager la justesse de chaque expression. Un son «droit» recèle alors autant de

poésie qu'un léger frémissement; un coup d'archet tranchant, autant d'émotion qu'un trait acrobatique. Rigide (voire rustique) dans les mouvements extrêmes, le RSO s'applique à suivre son chef dans l'agilité du plaisir sensuel. Presque insoumis au cours de l'«Adagio», il multiplie les tentatives sympathiques pour rejoindre Tetzlaff dans la magie du... naturel.

MEANDRES GÉNÉREUX

La frustration atteint son comble avec la *Deuxième Symphonie*, de Jean Sibelius. Jukka-Pekka Saraste voulait-il insister sur la construction prismatique de l'œuvre en différant l'épanchement libérateur jusqu'à l'ultime crescendo ? Son interprétation,

laboureusement contrastée et globalement cérébrale, évacue tout le charme d'une partition aux méandres généreux.

Surexposée (le premier mouvement devient une suite de propositions lapidaires), suraffectée (la ronde des contrebasses en pizzicato à l'oreille du deuxième mouvement est d'une vanité affligeante, le duo de bassons, d'un ennui mortel) ou prosaïque (la façon dont le «Scherzo» verse dans le «Finale»), la lecture de Saraste irrite. Alternativement bautain (sensibilité occultée) et indolent (tempo éternel), le chef réussit à rendre l'orchestre étranger à la musique qu'il babille depuis l'enfance.

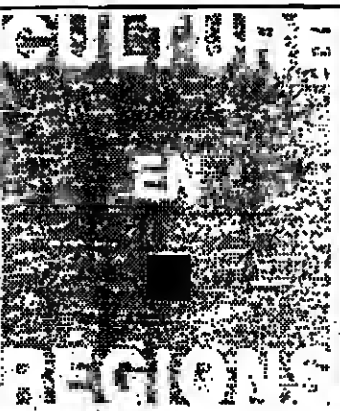
Pierre Gervasoni

Notez bien dans votre agenda : demander "l'Agenda de Noël".



Votre Agenda de Noël vous attend en kiosque avec "Le Monde" daté du samedi 20.

arte



musée lyon
Ann Hamilton
present-post, 1984-1997
Du novembre 1997 à 5 février 1998
Musée d'Art Contemporain de Lyon
6, rue internationale, 69633 Lyon
Tél.: 04 72 42 17 17 Fax: 04 72 42 17 35

Renseignements publicités : 01 42 17 39 04

SORTIR

PARIS

2 Bal 2 Neg'
En 1995, deux groupes originaux de la banlieue sud de Paris, les 2 Bal et les 2 Neg', s'associaient avec de jeunes producteurs, Klonaster, White et Spirit, pour enregistrer 3 X plus efficace, un album de hip-hop détonnant. Après le succès surprise de l'aventure, les deux formations reprennent chacune leur route. Non sans avoir donné jeudi un concert d'adieu.
Salle Marcel-Cerdan, Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9. M° Porte-de-Bercy. 20 heures, le 18. Tél.: 01-44-68-44-68. 128 F.
Ensemble vocal du Pincerais
Les formations amateurs de chant choral classique, comme celles de gospel, sont souvent à l'honneur lors des fêtes de fin d'année. Ainsi l'Ensemble vocal du Pincerais, dirigé par Pierre Gasser, interprétera le *Magnificat* d'Antonio Vivaldi et des cantates de Noël, dont *Uns ist ein Kind geboren* de Jean-Sébastien Bach.

L'orchestre accompagnateur est le Sinfonietta de Paris dirigé par Dominique Fanal.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

M° Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-30-54-33-54. 160 F.

Evan Parker
Depuis plus de trente ans, le saxophoniste britannique Evan Parker traverse les musiques improvisées européennes. Il est l'un de ceux qui, en jazz, pratiquent avec le plus d'intelligence et de musicalité, le souffle circulaire - qui permet d'obtenir un son continu. Comme tout jazzman britannique, il sait aller du pop à l'avant-garde. En trois soirées, quelques états de sa musique: le 18, en solo puis avec le guitariste Keith Rowe; le 19, en trio avec Barry Guy (contrebasse) et Paul Lytton (batterie); le 20, électronique et invitation de Noël Akchoté (guitare).
Montreuil (93). Instantan chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. M° Robespierre. 20 h 30. Tél.: 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

(Publicité)

THÉÂTRE MOLIERE MAISON DE LA POÉSIE

Fernando Pessoa
L'intranquillité
Adaptation et mise en scène Alain Rais
avec François Marthouret
Dernières les 22 et 23 dec.
01 44 54 53 00

• Spectacle très rare. Une cure d'ironie vitale. Le Figaro
• Troublant et fort. L'express
• Une ferveur enjouée. Télérama
• Un spectacle ardent qui nous laisse un goût de merveilleux. La Parisien
• L'accord entre une sensibilité et une forme exquise. Une promesse. Le Point

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Dernier ne meurt jamais de Roger Spottiswoode (Grande-Bretagne, 1 h 55), avec Pierce Brosnan, Jonathan Pryce, Michelle Yeoh, Teri Hatcher, Ricky Jay, Greta Otto.
Je ne vole pas ce qu'on me trouve de Christian Vincent (France, 1 h 35), avec Jackie Berroyer, Karin Viard, Tara Rimey, Zinedine Soualem, Estelle Larrivaz, Daniel Duvet.
Maman, je m'occupe des méchants de Raja Gosnell (Etats-Unis, 1 h 42), avec Alex O. Linz, Heivind Morris, Olek Krupa, Rya Kihlstedt, David Thornton, Larry von Dolien.
Méprises multiples de Kevin Smith (Etats-Unis, 1 h 55), avec Jason Lee, Ben Affleck, Joey Lauren Adams, Ethan Suplee, Scott Mosier, Casey Affleck.
Muriel fait le désespoir de ses parents de Philippe Foulon (France, 1 h 20), avec Catherine Klein, Dominique Perrier, Marie Rivière.
Le Village Beverly Hills de Dennis Orgun (Etats-Unis, 1 h 30), avec Nicolete Sheridan, Nathaniel Parker, Soon Tek-on, Chris Rock, Robin Shou.
Sweeney Wiley 2, le poursuivi de Sam Pillsbury (Etats-Unis, 1 h 25), avec Jason James Richter, August Schellenberg, Annie Corley, Vincent Berry, Patrick Kilpatrick.
Le Septième Ciel de Benoît Jacquot (France, 1 h 31), avec Sandrine Kiberlain, Vincent Lindon, François Berléand, Francine Bergé, Pierre Cassagnard, Philippe Magnan.
Thérapie russe d'Eric Veniard (France, 53 mn), avec Eric Veniard, Miglen Mirtchev, Sidse Babbette Knudsen, Patricia Oinev, Jeanine Souchen, Andrea Retz-Roulyet.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Miroir 3015-LEMONOUE ou tél.: 06-35-68-03-76 (223 F/mn)

VERNISSAGES

La Donation Jacques Perithory, Un brocanteur de génie Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris-2. M° Saint-Sulpice. Tél.: 01-42-34-25-94. De 11 heures à 18 heures; jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Du 18 décembre au 15 mars. 31 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES
Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Orchestre national de France
Hondaness: Symphonie n° 2 Mystérieux Mountain. Barber: Concerto pour violon et orchestre. Adams: Harmonielehre. Pamela Frank (violin), Leonard Slatkin (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16. M° Passy. 20 heures, le 18. Tél.: 01-42-30-15-16. 100 F.

Opéras louffes
Sacha Guitry, Louis Bérty: *La Société des messieurs prudents*. Franc-Nohain, Claude Terrasse: *La Botte secrète*. Edwige Bourdy (soprano), Vincent Vittos, Yves Coudray (baryton), Lionel Perrine, Christian Crepez (baryton), Jacques Bona, Vincent Bouchot (basses), Jacques Penneher, Vincent Leterme (piano), Jean-Claude Penneher (direction), Mireille Larroche (mise en scène), Anne-Marie Gros (chorégraphie).
Péniche-Opéra, 200, quel de Jemmapes (canal Saint-Martin), Paris-10. M° Jaurès. 21 heures, le 18. Tél.: 01-42-45-18-20. 150 F.
Le Kabuki
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1. M° Châtelet. 20 heures, le 18. Tél.: 01-46-06-10-17. 140 F.
Marie-Paule Belle
Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris-18. M° Pigalle. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-46-06-10-17. 140 F.
Julliet
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8. M° Miromesnil. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-49-53-05-07. De 110 F à 200 F.
Les Yeux noirs
L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17. M° Place-de-Clichy. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-47-87-97-13. De 100 F à 140 F.
Le Toucher de la hanche
de Jacques Gambelin, mise en scène de Jean-Michel Isabell, avec Jacques Gambelin.
Gaité-Montparnasse, 26, rue de la Gaité, Paris-14. M° Edgar-Quinet. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-43-22-16-18. De 90 F à 160 F.

RESERVATIONS

Et soudain, des nuits d'éveil d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvres, Paris-12. M° Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. A partir du 26 décembre. 19 heures, du mardi au samedi; 13 heures, dimanche. Tél.: 01-43-74-24-08. 110 F et 150 F.
Flamenco
Carmen Linares (chanteuse), Eduardo Serrano El Ginto (danseur), dans un spectacle intitulé *Raíces gitanas*. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1. M° Châtelet. Du 23 au 31 décembre. Tél.: 01-40-28-28-40. De 50 F à 210 F.

DERNIERS JOURS

21 décembre:
Check-Up
d'Edvard Bond, mise en scène de Carlo Brandt, avec Carlo Brandt.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20. M° Gambetta. 21 heures, du mercredi au samedi; 16 heures, dimanche. Tél.: 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.
28 décembre:
Takashi Naraba
(bambin du prix Bourdelle 1995)
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris-15. M° Montparnasse-Bienvenue. Tél.: 01-49-54-73-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. 27 F.
31 décembre:
Philippe Soupault
Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, Paris-2. M° Bourse. Tél.: 01-47-03-01-10. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Entrée libre.

L'hebdomadaire français et le quotidien algérien publient un supplément commun de quatre pages qui se veulent « marquées du sceau de l'espoir »

Christian Colombani

Le droit de grève est une chose, l'abus du droit de grève une autre. Cette grève des agents de la RATP sur la ligne B du RER, celle qui conduit au Stade de France, est effectivement indécente, inacceptable, irresponsable. Quelle disproportion entre les revendications qui portent sur 6 postes de conducteurs supplémentaires, - et encore, pour le mois de juin, pour la Coupe du monde -, et les conséquences : depuis 4 jours, 500 000 habitants de la

Dominique Bromberger
■ L'un des aspects positifs de la crise financière asiatique aura été l'émergence des mouvements d'opinion dans des sociétés qui étaient souvent gelées sous l'emprise d'un

parti ou d'un homme fort. A Taiwan, pour la première fois, le mieux parti de Tchang Kai-Chek, le Guomintang, pourrait perdre les élections. Aux Philippines, le général Ramos a été dissuadé par les manifestations de se représenter à la présidence. En Thaïlande, le gouvernement impopulaire du général Chavalit a dû démissionner. En Corée du Sud, se tiennent aujourd'hui les élections les plus ouvertes qu'ait jamais connues le pays. Evidemment des régimes autoritaires comme la Chine, la Malaisie ou Sin-

asiatiques mais la démocratie progresse ailleurs. Eh ! oui, le monde change pendant qu'en France, nous ressasons d'alternance en alternance les mêmes arguments pour les mêmes débats.

Pour sa part, l'ancien ministre socialiste Jack Lang estime que face à l'impuissance des gouvernements et des organisations internationales à régler la crise algérienne, il ne reste plus que la société civile. « C'est la pression morale des opinions qui fera fléchir les massocreurs. C'est notre devoir de secourir nos frères et nos sœurs dans la souffrance. Il en va de notre salut. »

Jean-Pierre Tuquoy

de remplacer le prof en refaisant un cours complet en ligne.

En général, les questions sont simples : Hugues et Thomas rédigent les réponses en quelques minutes. Mais il y a des exceptions : « Nous avons aussi des demandes d'étudiants en DEUG, qui nous

Pour Hugues, l'idée de s'imposer ce travail supplémentaire est venue naturellement. Il rappelle que d'autres élèves de Polytechnique bénéficient déjà une aide scolaire bénévoles à l'extérieur, ce qui n'étonne personne. D'ailleurs, sa tâche n'est pas écrasante, car Inter-maths ne reçoit que deux ou trois questions par jour : le site est encore mal connu, et, surtout, peu d'élèves en difficulté ont accès à Internet. Mais si les appels à l'aide affluent, cela ne poserait pas de problème : « J'en ai parlé autour de moi, les volontaires ne manqueraient pas. Pour nous, c'est facile : chaque élève de Polytechnique dispose d'un ordinateur personnel connecté au serveur de l'école. »

Yves Fassin

À l'occasion du premier anniversaire de l'interdiction de publication du magazine hebdomadaire algérien *La Notion*, Reporters sans frontières affiche depuis le 17 décembre sur son site Web une série d'articles rédigés récemment par les journalistes de *La Notion* et non publiés. Parallèlement, mercredi 17 décembre, la directrice de l'hebdomadaire, Salima Gbezali, a reçu le prix Sakharov des droits de l'homme, décerné par le Parlement européen.

www.cavacom.fr/fr/sf/

■ Wanadoo, le service d'accès à Internet de France Télécom, et Mercure, magazine en ligne édité par la Caisse des dépôts et consignations à l'intention des collectivités locales, vont lancer une campagne de promotion conjointe auprès des municipalités. Mercure est alimenté en informations générales par l'AFP et en informations financières par la société FinInfo. A ce jour, seules 270 communes sont abonnées à Mercure.

www.wanadoo.fr
www.caissedepots.fr/mercure/

même le droit de défilé nues à condition de porter un voile sur le visage. Les puritains anglais saxon n'est pas qu'un mot, il s'exerce : si, depuis le mois de septembre, trois mille visiteurs se présentent chaque jour dans les galeries de la Royal Academy of Arts, ce n'est pas pour y admirer les chefs-d'œuvre de l'époque victorienne mais les sculptures de la nouvelle vague, classées « X » et exposées dans des salles interdites aux moins de dix-huit ans pour cause d'incitation à la pédophilie.

pour être vraiment à la mode il faut s'entasser dans les « sports-clubs », où l'on dîne entre amis et se rendant au match de foot à la télévision. Le poste de télévision est stable, et il y a un match chaque soir. On peut aussi y assister au tirage de la Loterie nationale, dont des recettes alimentent le budget de la culture : plus les Anglais jouent, plus ils se cultivent !

En fait extraordinaire, on y trouve même le travail. Et des patrons heureux ! Comme l'expliquait à la caméra un pâtissier français ravi de s'être expatrié : « Ici, on n'a pas peur d'embaucher parce qu'on ne craint pas d'avoir un très vite. Pendant vingt-cinq années, on peut même vivre sans motif ! » Les Français proclament donc ville de toutes les libertés. Il paraît qu'il existe de grosses poches de pauvreté, mais on ne les voit pas parce que ceux qui les habitent sont bien emballés : ils vivent « dans des coronas ». Ouf !

FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.00 **Circulez, y a rien à voir !** ■
De Patrice Leconte (France, 1992, 90 min.) TV 5
- 20.30 **The Blind Goddess** ■
De Harold French (Grande-Bretagne, 1946, N, v.a., 90 min.) Ciné Ciné
- 20.30 **La Castagne** ■
De George Roy Hill (États-Unis, 1976, 120 min.) France 3
- 20.35 **La Malresse** ■
De Jean-Claude Cocteau (France, 1984, N, v.a., 100 min.) TMC
- 20.40 **Boy Meets Girl** ■
De Les Carras (France, 1984, N, v.a., 100 min.) Canal Jimmy
- 20.55 **Le Volant** ■
De Louis Malle (France, 1966, 120 min.) France 3

- 20.55 **Docteur** ■
François Gaillard ■
De Jean-Louis Berruelli (France, 1976, 105 min.) TMC
- 21.00 **Le Vie privé du trépan** ■
De John Sahl (États-Unis, 1987, N, v.a., 120 min.) Histoire
- 21.00 **Avec le sourire** ■
De Maurice Tourneur (France, 1934, N, 105 min.) France 3
- 21.30 **Charlie et la chocolaterie** ■
De Mel Stuart (États-Unis, 1970, 85 min.) Disney Channel
- 22.00 **Quand la femme** ■
De Yves Allégret (France, 1957, N, 85 min.) Ciné Ciné
- 22.15 **Mississippi Burning** ■
De Alan Parker (États-Unis, 1988, 125 min.) RTL 9

NOTRE CHOIX

● 20.30 Festival Châteaux de cartes
Diffusé à la sauvette sur France 3 les dimanches après-midi en août 1994, cette télé-série adaptée de l'œuvre de Michael Dobbs, ancien assistant de Margaret Thatcher, retrace les manœuvres machiavéliques du chef de file du Parti conservateur, Francis Urquhart (remarquablement campé par l'acteur shakespearien Ian Richardson), pour occuper la plus haute fonction de l'État. Aidé par son épouse Elizabeth, il n'hésite pas à trahir ses amis, à discréditer ses adversaires, à manipuler une jeune et ambitieuse journaliste et va même jusqu'à recourir au meurtre. L'adaptateur, Andrew Davies, un des meilleurs scénaristes anglais, s'est inspiré de l'œuvre shakespearienne, notamment de *Macbeth*, pour l'intrigue et les personnages, et du *Richard III* filmé par Laurence Olivier, pour les apparences d'Urquhart et ses climats malicieusement qui prennent la caméra à témoin. Un des chefs-d'œuvre de la BBC (à redécouvrir) - J.-J.S.

★ Deuxième partie : vendredi 19, 20.30.

● 20.55 France 2
Enquête spéciale
Le magazine de Paul Nahon et Bernard Benaym propose un numéro spécial sur l'exploitation sexuelle des enfants à travers le monde. Ce dossier, intitulé « Enfants du monde : le commerce du sexe », a été réalisé en collaboration avec l'Unicef. Trois reportages exposent la situation des enfants des rues au Brésil et en Roumanie et celle des jeunes Népalaises prostituées dans les bordels à Bombay. Le sujet, souvent abordé à la télévision, est rarement traité avec autant de sensibilité et d'intelligence. - E.C.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.50 et 20.45 **Météo**.
20.00 **Journal, Résultats des courses**.
20.50 **La Météo**.
21.00 **Made in America**.
21.30 **Le Retour de Tommy et Billy**.
0.05 **La Légende des top models**.
1.00 **TPI nuit, Météo**.
- FRANCE 2
19.20 **C'est l'heure**.
19.30 **Antenne sport**.
20.00 **Journal, A cheval, Météo**.
20.45 **Point route**.
20.55 **Enquête spéciale**.
21.00 **Expression directe**.
21.30 **Le Retour de Tommy et Billy**.
0.40 **Journal, Météo**.
0.55 **Le Cercle du cinéma**.
- FRANCE 3
18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.01 et 22.55 **Météo**.
20.05 **Fa si la chanter**.
20.35 **Le 19-20 de l'information**.
20.55 **Le Volant**.
21.05 **Solo**.
21.30 **Chanson ca va ?**.
0.25 **Saga-Cité**.
0.55 **Espace francophone**.
1.25 **New York District**.

- 20.30 **8 1/2 Journal**.
20.40 **Solitaire thématique**.
20.45 **Unités Colours of God**.
21.25 et 21.55, 22.00 **Débat**.
21.45 **Quercelles de clochers**.
22.05 **Dieu dans la cité des Anges**.
23.50 **Queen Kelly**.
Film muet d'Ernst von Stroheim.

- M 6
19.00 **Sentinel**.
19.54 **6 minutes, Météo**.
20.05 **Susan I**.
20.35 **Déroulades Info, Passé simple**.
20.50 **SOS dans les roches**.
20.55 **Les Contes de la crypte, A**.
0.10 **Nick Mancuso**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Agora**.
21.00 **Liens de mémoire**.
22.10 **For intérieur**.
22.30 **Nuits magnétiques**.
0.05 **Du jour au lendemain**.
0.40 **Les Cinglés du musée-hall**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Concert**. Orchestre national de France. Œuvres de Hovhannes, Barber, Adams.
22.30 **Musique pluriel**.
L'autisme à Varsovie.
23.07 **En musique dans le texte**.
Œuvres de Wolf, Hahn.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 **Les Soirées**. Ferruccio Busoni.
22.45 **Les Soirées**. (suite).
Œuvres de Wolf, Busoni.

L'HEURE DE VÉRITÉ
13 ans d'émission politique
en hommage à
F. Henri de Vieux
Ce soir 23h05

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**. Invités : Daniel Cohn-Bendit, Romy Bréman. Canal +
- 19.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités : Hervé Dréville, Pierre Assolvent, Frédéric Fenech. Histoire
- 20.55 **Enquête spéciale**. Unif. Les enfants du monde : le commerce du sexe. Népal : Le commerce du sexe. Brésil : L'exploitation sexuelle des enfants. Roumanie : Les petites filles.
- 22.20 **Faculture**. La littérature érotique. TSR
- 22.35 **Des racines et des ailes**. L'ADN. La crypte en France. USA : Des femmes dans la milice. TV 5
- 23.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. Un siècle d'immigration en France. Étranges étrangers. Histoire
- 23.05 **Le 19-20 de l'information**. 4 Français-Henri de Vieux. France 2
- 23.30 **Continent ca va ?**. France 3
- 0.25 **Saga-Cité**. Nouritures d'âme. France 3

DOCUMENTAIRES

- 18.00 **Le Grand Jeu, URSS/USA**. 1917-1991. [36]. Histoire
- 18.00 **Jazz Collection**. Bernard Lubat. Muzik
- 18.30 **Les Sanctuaires sauvages**. Madagascar. La Cinquième
- 19.10 **Love Dollars**. [2]. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 20.25 **Badminton**. Europe 1
- 20.30 **Football**. Metz - Monaco. Canal +
- 20.35 **Hockey sur glace**. NHL : Ottawa - Carolina. Canal +

MUSIQUE

- 19.15 **Résumé John Williams**. France Supersélect
- 20.10 **Teresa Berganza**. Muzik
- 22.45 **Gustav Mahler : Le Chant de la terre**. Paris Première
- 23.00 **Liz McComb Gospel**. Paris 96
- 23.25 **Symphonie n° 6, Pathétique**. de Tchaïkovski. France Supersélect
- 23.55 **Ecoute le monde - Natacha Atlas**. Saint-Malo 1997. Paris Première
- 0.20 **Europa Konzert 1997**. France Supersélect

TÉLÉFILMS

- 20.30 **Châteaux de cartes**. De Paul Seed [1/2]. Festival
- 20.50 **SOS dans les roches**. De Charles Wilkinson. M 6
- 21.00 **Staccato**. D'André Delacroix. Muzik
- 22.25 **Kamel, De Mourad Boucif et Taylan Barman**. RTL 9
- 22.30 **Made in America**. La Rencontre de Tommy et Billy, de Tony Wharmby. TF 1

SÉRIES

- 18.05 **Sliders**. Les mondes parallèles. Un monde de jeux mortels. M 6
- 18.20 **Vegas**. Série Club
- 19.00 **Sentinel**. Chute libre. M 6
- 20.35 **Les Envahisseurs**. Disney Channel
- 20.45 **Models, Inc.** Série Club
- 20.45 **Les Cordier, juge et flic**. RTL 9
- 20.50 **La Météo**. A Maryline. TF 1
- 21.30 **Millennium**. Un monde brisé. TSR
- 22.35 **Les Contes de la crypte, A**. M 6
- 23.00 **Code Quantum**. Série Club
- 23.05 **Adèle Norma Jean**. Série Club
- 23.05 **Au cœur du temps**. Le retour de Machiavel. Disney Channel
- 23.50 **Jason King**. Les chiffres qui donnent la mort. Série Club

FILMS DU JOUR

- 13.00 **Viva Villa !** ■
De Jack Conway et Howard Hawks (États-Unis, 1934, N, 120 min.) Histoire
- 13.35 **Le Diable en robe bleue** ■
De Carl Franklin (États-Unis, 1995, 100 min.) Canal +
- 15.00 **Le Lutin magique** ■
De Don Bluth et Gary Goldman (États-Unis, 1994, 75 min.) Ciné Ciné
- 16.05 **The Blind Goddess** ■
De Harold French (Grande-Bretagne, 1946, N, v.a., 85 min.) Ciné Ciné
- 16.15 **Cher de France** ■
De Constantin Costa-Gavras (France, 1979, 100 min.) Ciné Ciné
- 17.30 **Les enfants nous regardent** ■
De Vittorio De Sica (Italie, 1942, v.a., 85 min.) Ciné Ciné

- 18.55 **Appointment in London** ■
De Philip Leacock (Grande-Bretagne, 1952, N, v.a., 95 min.) Ciné Ciné
- 20.30 **Mon gosse de père** ■
De Jean de Limur (France, 1930, N, 80 min.) Ciné Ciné
- 20.50 **Lune rouge** ■
De John Bailey (États-Unis, 1994, 100 min.) TSR
- 21.00 **Rain Man** ■
De Barry Levinson (États-Unis, 1988, 130 min.) Ciné Ciné
- 21.55 **Cher disparu** ■
De Tony Richardson (États-Unis, 1965, N, v.a., 120 min.) Ciné Ciné
- 23.10 **Rendez-vous** ■
De Robert Llewellyn (Grande-Bretagne, 1942, v.a., 110 min.) Ciné Ciné

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.00 **Une heure pour l'emploi**. La Cinquième
- 13.35 **Parole d'Expert**. France 3
- 14.30 **Boléro**. Invités : Pierre Arditi, Yves Van der Linden. TMC
- 15.00 **De l'actualité à l'Histoire**. L'indépendance de la justice. La plus contraceptive. Histoire
- 17.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités : Hervé Dréville, Pierre Assolvent, Frédéric Fenech. Histoire
- 17.00 **Adrienne Clarkson reçoit**. Luciano Pavarotti. Muzik
- 18.00 **Stars en stock**. Betty Grable, Warren Beatty. Paris Première
- 19.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. Un siècle d'immigration en France [36]. Étranges étrangers. Histoire
- 20.00 **Temps présent**. Des yeux au bout de la laisse. TV 5
- 20.05 **C'est la vie !**. TSR
- 20.45 **Court toujours**. Arte
- 20.50 **Mister Biz**. M 6
- 20.55 **Thalassa**. Tempête dans un studio. France 3
- 21.00 **De l'actualité à l'Histoire**. 1997, avec Claire Chazal, Pascal Delany, Jean-Noël Jeanneney, Jean-Louis Berruelli. Histoire
- 22.00 **Rout pas rêver**. Escapade en Corse. USA : La plus petite ville du monde. Carte : Le colporteur. Suisse : Le jeu du froton. France 3
- 22.35 **Bouillon de culture**. L'Égypte au Louvre. Invités : Pierre Rosenberg, Robert Sol, Jean Yoyotte, Christiane Ziegler, Alain Zivie. France 2
- 22.35 **Sans aucun doute**. Invités : Patrick Depaillé, un gôch barbare. RTBF 1
- 23.10 **Carré noir**. Paul Gaudin, un gôch barbare. RTBF 1
- 23.25 **Les Dossiers de l'Histoire**. Les épreuves de la nuit. Les sorcières de la nuit. Les temps des records. Femmes d'aujourd'hui. France 3

DOCUMENTAIRES

- 18.00 **Les Grandes Aventures**. du XX^e siècle. La Cinquième

- 18.20 **Jazz Collection**. S.B. King. Rock Me the Blues. Planète
- 18.30 **Le Monde des animaux**. Les animaux sauvages. La Cinquième
- 19.20 **Histoires de la mer**. [1/3]. Les loupiotes. Planète
- 19.45 **La Science en questions**. 14.15 1^{er} demi-finale. Planète
- 20.35 **Dans la nature**. Avec Stéphane Peyron. Mongolie. Histoire
- 21.00 **J'ai six ans et je suis tibétain**. Canal +
- 21.30 **Le Triomphe des mangoustes**. Planète
- 22.15 **Grand format**. Les Lauréats. Arte
- 22.30 **Les Enfants de Dieu**. Planète
- 22.35 **Les Musiciens du quatuor [1/4]**. Vienne, premier mouvement. Muzik
- 23.55 **Love Dollars**. [2]. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 **Ski**. Coupe du monde. Descente messieurs. Eurosport
- 14.15 **Football**. Coupe des Confédérations. 14.15 1^{er} demi-finale. Eurosport
- 20.00 **Luge**. Coupe du monde (4^e épreuve). Eurosport
- 22.00 **Equitation**. Show jumping de Londres (2^e jour). Eurosport

DANSE

- 23.15 **La Légende du Bolchoï**. Ballet. Paris Première

MUSIQUE

- 18.00 **Dillon et Esde**. Mise en scène de Peter Manilla. Muzik
- 19.00 **Murray Perahia**. Concert. Muzik
- 19.10 **Ecoute le monde**. Lokua Kanza. Paris Première
- 19.55 **Brahms**. Symphonie n° 2. Muzik
- 21.00 **Ike Turner au Maxwell Café 97**. Muzik
- 22.30 **Camérata Lysy à Castelgandolfo**. France Supersélect
- 22.35 **Rhythms of the World**. Montreux 89. Muzik

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « La Météo »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Monté publiquement semaine, dans son grammaire complète de la radio et - accompagnés du code Showtime - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

- LES CODES DU CSA :
■ Accord parental souhaitable
■ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
■ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans
ou interdit aux moins de 16 ans ou interdit aux moins de 16 ans ou interdit aux moins de 16 ans

NOTRE CHOIX

● 20.55 France 2
A chacun son tour

Grand frisson dans le peloton

SEIZIÈME ÉTAPE du Tour de France : peu après l'arrivée, le maillot jaune est assassiné. Un tueur par équipe menace-t-il le peloton ? Les enquêteurs nous donnent le point de vue de Fabrice à Waterloo, par le petit bout de la longnette. Mais ils livrent aussi bataille dans la bataille. L'intrigue policière est au cœur de la Grande Armée du Tour. Et celle-ci n'est pas constituée de figurants. Toute l'originalité de ce téléfilm de Jean-Jacques Kahn tient au fait que la Grande Armée - et tout son train - se prête au jeu, en chair et en os. Un rêve de cinéaste sur petit écran.

Le réalisateur a ainsi obtenu les moyens d'une superproduction hollywoodienne. Vrais et faux coureurs se mêlent en un impeccable fondus-enchaînés. La fiction se glisse dans la réalité, jusqu'au sommet de l'Alpe d'Huez. Tout y est : le grand cirque de l'organisation, le rituel du podium, la foule incommensurable au bord des routes, les vues d'hélicoptère de la France profonde. Patrick Chêne annonce la mort du maillot jaune, ou direct. A chand, Gérard Holtz fait réagir le directeur du Tour, dans « Vélo-Club ». Les acteurs croisent Richard Virenque dans un couloir d'hôtel.

La vérité de ces images si familières donne une épaisseur extraordinaire au scénario. Faute de moyens, combien d'œuvres de fiction, à la télévision comme au cinéma, ont tenté d'utiliser un événement ou prétendu le recréer, en nous laissant une impression de « plaqé » ou de grand spectacle au rabais ? Ici, grâce à Patrick Chêne - coauteur du scénario avec Didier Dancinckx -, le concours de la SFR impliquée dans la retransmission télévisée du Tour comme dans cette production, et la complicité de la Société du Tour de France, des équipes, des coureurs et de toute la caravane font la réussite d'une entreprise unique en son genre. Unique ? Qui sait. Le « maréchal » Jean-Marie Leblanc (directeur du Tour) affirme que l'intrusion de l'équipe de tournage n'a guère gêné la manœuvre de la Grande Armée. Puisqu'il en est ainsi, on en redemande ! Pourquoi pas une nouvelle étape en 1998 ?

Francis Cornu

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 13.50 **Les Feux de l'Amour**. 14.00 **Arabeques**. 15.35 **Côte Ouest**. 16.30 **TF 1 Jeunesse**. 17.10 **Sequest**, police des mers. 18.00 **Les Amnésies**. 18.30 **All Baba**. 19.10 **Des chiffres et des lettres**. 19.35 et 20.45 **Texas Ranger**. 19.50 et 20.45 **Météo**. 20.00 **Journal**. 20.50 **Capitaine d'un soir**. Meaux. 22.55 **Sans aucun doute**. Prédiction 1998. Les archives de Noël. 0.40 **Formule foot**. 1.20 **TFI nuit, Météo**. 1.30 **Histoires naturelles**.
- FRANCE 2
13.50 et 14.55 **Derrick**. 16.05 **La Chance aux chansons**. 17.05 **Des chiffres et des lettres**. 17.35 et 22.30 **Un livre, des livres**. 17.45 **Chair de poule**. 18.10 **Friends**. 18.45 **Qui est qui ?**. 19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 19.20 et 1.55 **C'est l'heure**. 19.35 **Fa si la chanter**. 20.00 **Journal, A cheval, Météo**. 20.45 **Point route**. 20.55 **A chacun son tour**. Téléfilm de Jean-Jacques Kahn. 22.35 **Bouillon de culture**. L'Égypte au Louvre. 23.50 **Journal, Météo**. 0.05 **Chné-Club**. 0.10 **Les Croix de bois**. Film de Raymond Bernard.
- FRANCE 3
13.35 **Parole d'Expert**. 14.30 **Mon bébé, mon amour**. Téléfilm de James S. Sawith [2/2]. 16.10 **Cité Jardins**. 16.40 **Météo**. 17.45 et 18.20 **Questions pour un champion**. 18.30 **Un livre, un jour**. 18.55 **Le 19-20 de l'information**. 20.00 **Météo, Météo des neiges**. 20.05 **Fa si la chanter**. 20.35 **Tout le sport**. 20.55 **Consumage**. 20.55 **Thalassa**. Tempête dans un studio. Invités : Jean-François Bernardini. 23.00 **Météo, Soir 3**. 23.25 **Les Dossiers de l'Histoire**. Les épreuves de la nuit. Les sorcières de la nuit. Les temps des records. Femmes d'aujourd'hui. 0.20 **Libre court**. Nous sommes tous des anges. 0.50 **Captain Café**. 1.45 **New York District**.

- 22.05 **Flash Infos**. 22.15 **Jour de foot**. 23.00 **Acc Ventura en Afrique**. Film de Steve Coedank. 0.30 **Tiphon sur Nagasaki**. Film d'Yves Clampi.

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.00 **Une heure pour l'emploi**. 14.00 **Quelque part en Laponie**. 14.50 **L'Honneur des quatre-vingt**. 15.30 **Les Récompenses**. 16.25 **La France aux mille villages**. 16.55 **Cello**. 17.25 **Allô la Terre**. 17.40 **Qu'est-ce qu'on mange ?**. 17.50 **Le Journal du temps**. 18.00 **Les Grandes Aventures du XX^e siècle**. 18.30 **Le Monde des animaux**. 19.00 **Tracks**. Spécial sport. 19.30 **7/2**. 20.00 **Brut**. 20.25 **Cosme Fombl, pour l'esprit**. 20.30 **8 1/2 Journal**. 20.45 **Court toujours**. L'Inconnu, d'Amal Ferroukhi. Judith et les chiens. Le dernier Chaperon rouge. Le Jan Kouron. 22.15 **Grand format**. Les Lauréats. 23.40 **Mercédès**. Téléfilm de Vouty Nasrallah. 1.25 **Le Dessous des cartes**. 1.40 **Music Planet**.

M 6

- 13.30 **Pelle cavale**. Téléfilm de Paul Schneider. 13.10 et 1.35 **Boulevard des Champs**. 16.05 **Hil machine**. 17.25 **M 6 K&A**. 18.05 **Sliders**, les mondes parallèles. 19.00 **Sentinel**. 19.54 **6 minutes, Météo**. 20.05 **Musique pluriel**. 20.35 **Les Prodiges stars**. 20.50 **Mister Biz**. Les secrets des réussites 1997. 22.55 **Two**. 23.50 **Fa si la chanter**. Téléfilm de Stephen Stafford.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.45 **Les Enjeux internationaux**. 20.00 **Les Chemins de la musique**. 20.30 **Agora**. Daniel Arasse. 21.00 **Black and white**. Bill Evans. 22.10 **Fiction**. Je suis la vieille dame du libraire, de François Perdy. 23.00 **Nuits magnétiques**. 0.05 **Du jour au lendemain**. 0.40 **Les Cinglés du musée-hall**.

FRANCE-MUSIQUE

- 18.30 **Scène ouverte**. 19.30 **Prélude**. 20.00 **Concert franco-allemand**. En direct. Œuvres de Chostakovich, Hindemith, Joplin. 22.30 **Musique pluriel**. L'autisme à Varsovie. 23.07 **Jazz-club**.

RADIO-CLASSIQUE

- 18.30 **Le Magazine de Radio-Classique**. 19.30 **Classique affaires-soir**. 20.40 **Les Soirées**. Arthur Grumiaux, violon. 22.30 **Les Soirées**. (suite).

Les deux accusés

par Pierre Georges

ET CARLOS ? Comment est-il Carlos ? Et Papon, où en est-il Papon ? C'est assez étonnant un procès, vu ou vécu de loin, comme par procuration. Chaque soir, chaque matin, les chroniqueurs judiciaires racontent les audiences, les mots, les faits, les hommes. Et pour peu qu'ils le fassent bien, ce qui est le cas, ils sont comme des peintres de cour d'assises qui nous traceront, coup de plume après coup de plume, le portrait en pied des accusés.

En ce lieu de tragédie qu'est une cour d'assises, les hommes dans la box tiennent leur rôle ou le jouent comme ils veulent, sont ce qu'ils sont ou apparaissent ce qu'ils feignent d'être. Peu importe, ils restent là, en pleine lumière, celle des projecteurs. Et, touché après touché, se dégage une impression, un sentiment, un tableau à distance.

Ainsi Illich Ramirez Sanchez, Carlos donc. Son cas est le plus intéressant, tant il ne fut longtemps qu'une ombre, une photo furtive volée par des services secrets, une réalité autant qu'un fantasme du terrorisme. Carlos était partout et nulle part, l'homme le plus recherché au monde avec toujours ce qualificatif qui précède son surnom : « l'insaisissable » Carlos.

Et le voici devant la justice. Devant nous. En pleine représentation, car il a voulu faire de son procès un numéro d'acteur révolutionnaire. Carlos dans le rôle de Carlos. Se posant en maître des audiences, en maître de ballet, comme en régisseur de son propre spectacle. Il se multiplie, il se dédouble, se regarde juger. Il discourt. Il cabotine. Il menace. Il joue les séducteurs. Il est son seul avocat, tenant les siens pour d'aimables comparses, pour les halle-

bardiers préposés aux décors et agitations d'audience. Il n'accepte ni juges, ni jurés, ni adversaires, ni procès. Il est Carlos. Et cela lui suffit en haut de sa propre affiche.

Plus les audiences avancent, plus le portrait, l'autoportrait plutôt s'affine. Et, du même coup, sans trop s'en rendre compte ou en s'en moquant parfaitement, Carlos juge Carlos. Il détruit, par ce qu'il est ou feint d'être, par tout ce numéro d'acteur, sa propre légende, son propre et discutable mythe. Et comme hier en fin d'audience, il peut lancer : « On peut dire le début ». En effet.

Bordeaux, maintenant. Et toujours par procuration, à distance, cette impression d'un accusé qui se ratatine, se courbe, plus accablé encore par l'histoire que par l'âge. Le Maurice Papon du début de procès, droit, fier, ayant répondu à tout et à lui-même, haut fonctionnaire jusqu'au bout de l'argumentaire, ce Maurice Papon-là n'est plus.

A la place un vieil homme et un accusé à l'épreuve des faits. A l'épreuve aussi du jour et du jour, de l'effacement des témoins, de leurs souffrances et de leur mémoire. Confronté à leur douleur brut et aussi à ces ombres à jamais disparues, à ces deuils jamais faits qui les submergent et les accompagnent.

Maurice Papon est seul désormais. Absolument seul comme face à une femme de soixante-trois ans qui, jeudi, ne pardonne rien, lui raconte son cauchemar et dit qu'il « a pris la vie de ses parents, mais aussi une partie de sa vie ». Seul avec sa propre mémoire et avec ce qu'il dit être « sa douleur personnelle », enfoncé dans sa conviction et son amure de « bon émissaire ». Seul et presque pitoyable.

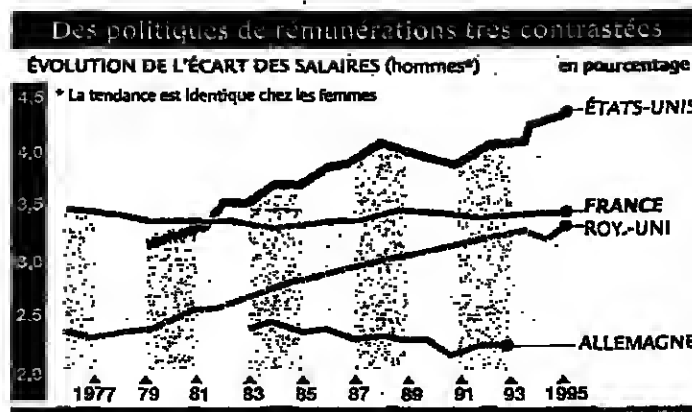
Le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 1,3 % en 1996

Ce recul, dû aux politiques publiques, est amplifié par les entreprises

DU FAIT de la baisse des prélèvements sociaux en 1996, le salaire net moyen a reculé de 1,3 % l'année dernière. Telle est l'une des principales conclusions de l'étude consacrée aux « politiques de rémunération » que l'Insee, la Dares (ministère de l'emploi) et *Liaisons sociales* ont publiée le 18 décembre.

Selon ce document, le salaire annuel moyen d'un salarié à temps complet du secteur privé ou d'une entreprise publique s'est élevé à 162 560 francs en brut (soit 13 550 francs mensuels). Nets de prélèvement (cotisations sociales, CSG, CRDS), cela correspond à 128 220 francs soit 10 685 francs mensuels. Déduction faite de la hausse des prix, les salaires bruts sont, en moyenne, restés constants en 1996 mais, du fait de l'augmentation des cotisations sociales, le salaire net a reculé. 1996 ne constitue pas une exception : du fait de l'augmentation des prélèvements à la source, le salaire net d'un salarié à temps complet avait diminué de 1,2 % en 1993, de 1,2 % également en 1994, et de 0,3 % en 1995.

A cette diminution provoquée par les politiques publiques s'ajoute souvent une seconde qui émane des entreprises. Selon cette étude, les baisses de rémunérations ne sont plus exceptionnelles. En 1996, 28,3 % des salariés qui travaillent à plein temps et n'ont pas changé d'entreprise depuis 1995 ont subi une baisse de leur salaire. 59,4 % ont eu une augmentation, et 12 % ont maintenu leur salaire. Depuis 1991, ces baisses ont toujours concerné plus de 20 % des salariés alors qu'elles en concernaient moins de 10 % dans les années 70.



Pour expliquer ce phénomène, jusqu'ici peu connu, les experts de l'Insee et du ministère du travail mettent en avant la flexibilité de l'emploi. Au lieu de licencier, les chefs d'entreprise ont modifié les conditions de travail, en réduisant les horaires hebdomadaires ou le travail de nuit ou le week-end qui donne droit à un certain nombre de primes. « Les baisses de rémunération sont loin d'être exceptionnelles, mais nombre d'entre elles s'expliquent par des changements professionnels réels », expliquent les auteurs de l'étude.

VEILLISSEMENT DES OUVRIERS

Un des chapitres les plus passionnants de cette étude concerne l'éventail des salaires. Y a-t-il ou non accroissement des inégalités ? Un cadre gagnait en moyenne quatre fois plus qu'un ouvrier au début des années 50 et 4,5 fois plus dans les années 60. Mais, de 1968 à 1993, ce rapport a diminué. En

1995, un cadre ne gagne plus que 2,7 fois le salaire d'un ouvrier. Pourtant l'éventail des salaires s'est réouvert. « Cette apparente contradiction vient de ce que la population des cadres s'est rajeunie tandis que celle des ouvriers a vieilli. A âge identique, l'écart entre cadres et ouvriers s'est creusé : celui entre les cadres et les employés a d'ailleurs augmenté depuis 1986. »

L'Insee et la Dares notent que, dans les années 90, la part des revenus d'activités se réduit au profit des revenus du patrimoine et des transferts sociaux. Si l'éventail des salaires reste stable, « le développement d'emplois précaires, la montée du travail à temps partiel et du chômage expliquent un accroissement de la dispersion des revenus salariaux perçus par les ménages ».

Frédéric Lemaître

★ Politiques de rémunération, éditions Liaisons, 237 p., 119 F.

Les écoutes de l'Elysée et le « secret-défense » : M. Jospin écrit au juge

LIONEL JOSPIN s'apprête à saisir, pour avis, le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), Dieudonné Mandelkern, sur la demande de levée du « secret-défense » formulée par le juge d'instruction Jean-Paul Valat dans l'affaire des écoutes téléphoniques de l'Elysée, sous la présidence de François Mitterrand. Le premier ministre signera la lettre adressée à M. Mandelkern dès son retour d'Afrique, où il a commencé, mercredi 17 décembre, son voyage par une étape au Maroc. Son retour en France est prévu pour le dimanche 21 décembre. « Le document est déjà sur le bureau, a fait savoir l'entourage de M. Jospin, ainsi qu'une lettre adressée au juge Valat pour l'informer de cette initiative. »

La décision du premier ministre anticipe sur la création de la « commission du secret de la défense nationale », annoncée, mercredi, lors du conseil des ministres (Le Monde du 17 décembre). Cette instance administrative indépendante, présidée par M. Mandelkern, qui cumulera cette fonction avec celle de président de la CNCIS, se verra obligatoirement soumettre pour avis toute demande de la justice de levée du « secret-défense ». Selon M. Matignon, M. Mandelkern avait été prévenu de cette démarche, il y a trois semaines. Il n'en avait, jusque-là, pas reçu notification officielle, comme il l'avait indiqué, mercredi, au Mande.

UNE INSTRUCTION BLOQUÉE

Lionel Jospin espère ainsi montrer, selon son entourage, sa volonté d'« aligner le respect des formes et le souci de faire la transparence » dans le recours à une procédure qui pouvait parfois être un moyen de s'opposer au travail des magistrats. Selon l'entourage de M. Jospin, il n'est pas nécessaire d'attendre le débat sur le projet de loi au Parlement – au plus tôt, fin janvier ou début février – pour prendre position sur l'affaire spécifique des écoutes de l'Elysée. D'autant que, dans le cas le plus favorable, la nouvelle commission indépendante ne pourrait vraisemblablement pas démarrer ses travaux avant la rentrée de septembre 1998.

Cette affaire des écoutes attend depuis près de cinq ans une levée de l'entrave à la recherche de la vérité que constitue le « secret-défense ». S'il obtient gain de cause, le juge Jean-Paul Valat verra se débloquent une instruction dont il a la charge depuis le mois de mars 1993, après la révélation par *Libération* d'un vaste système d'écoutes mis en place entre 1983 et 1986 par la cellule de l'Elysée au détriment de personnalités aussi diverses que la comédienne Carole Bouquet, l'avocat Antoine Comte et notre collaborateur Edwy Plenel. Les investigations de M. Valat s'étaient heurtées à plusieurs reprises à l'obstacle du « secret-défense ».

Le juge attend depuis plus de six mois la réponse de M. Jospin au courrier qu'il lui a adressé le 6 juin 1997. Il demandait au premier ministre d'affranchir du « secret-défense » les personnes mises en examen dans le dossier des écoutes de l'Elysée. C'était la troisième démarche entreprise par le magistrat, qui avait auparavant essuyé les refus successifs d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé. Toutefois M. Juppé avait accepté, entre les deux tours des élections législatives, de lever le secret sur certains documents saisis par la direction de la surveillance du territoire (DST) dans les archives personnelles du préfet Christian Proust, l'ancien chef de la cellule de l'Elysée.

Le juge Valat attend avec autant plus d'impatience la réponse de M. Jospin que le préfet Gilles Ménage, l'une des personnes mises en examen, s'est de lui-même défilé du « secret-défense », alors que les autres personnes mises en examen continuent de l'opposer aux questions du magistrat.

Pascal Ceaux

Corée du Sud : légère avance pour le candidat de l'opposition à la présidence

LES PREMIÈRES PROJECTIONS de l'institut de sondage Gallup Korea donnaient, jeudi 18 décembre, Kim Dae-jung, le candidat d'opposition, en tête de la course à la présidence. Il ne s'agit que de projections qui, compte tenu de la très faible différence de pourcentage entre Kim Dae-jung (39,9%) et le candidat du parti gouvernemental Lee Hoi-chang (38,9%), peuvent être démenties par les résultats finaux qui seront connus à l'aube de vendredi. (Corresp.)

Europavie au bord de la faillite

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE Europavie est sur le point de faire faillite à la suite de la mise en liquidation de son propriétaire, les Etablissements Thinet. Ces derniers auraient utilisé les fonds déposés par les assurés pour garantir des opérations douteuses. Si aucun repreneur ne répond à l'appel de la Commission de contrôle, quelque sept mille épargnants seraient touchés. Aucun fonds de garantie n'existe pour l'assurance-vie comme c'est le cas pour l'assurance-dommages. Le trou laissé par le propriétaire est de l'ordre de 135 millions de francs.

Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devra-t-il légiférer pour garantir une meilleure protection des assurés à l'avenir ? C'est ce qu'il a laissé entendre, mardi 16 décembre, en évoquant le cas de cette petite compagnie que la profession renâcle à secourir. La Fédération française des assurances avait refusé de l'accepter parce qu'elle ne présentait pas, selon elle, les garanties nécessaires mais la Commission de contrôle des assurances l'avait tout de même enregistrée.

DÉPÊCHES

■ MÉDECINE : un nouveau cas d'infection par le virus de la « grippe du poulet » a été recensé à Hongkong chez un enfant de quatre ans. Au total six personnes ont, officiellement, ces dernières semaines, été contaminées par ce virus grippal d'origine aviaire qui n'avait jusqu'alors jamais été observé dans l'espèce humaine. Deux personnes sont décédées. (AFP)

■ CATASTROPHE : un avion ukrainien Jakovlev 42, avec à son bord soixante-dix passagers, a été retrouvé entièrement détruit. Il avait disparu des écrans des radars alors qu'il devait atterrir, mercredi soir 17 décembre, à Salonique, au nord de la Grèce. L'appareil de la compagnie privée ukrainienne Aerosweet effectuait la liaison Kiev-Salonique, via Odessa. (AFP)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 1615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 18 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 10 811,54 -2,29 -16,93	Cours au 1812 1712 fin 96
Hong Kong index 10 754,11 +0,57 -20,03	Paris CAC 40 2801,67 -0,29 +25,30
	Amsterdam CBS 911,51 -0,36 +40,01
	Bruxelles 16174 -0,01 +53
	Frankfurt Dax 30 — —
	Irlande ISEQ 3921,88 -0,01 +43,89
	Londres FT 100 5192,50 -0,03 +26,08
	Madrid Iboex 35 — —
	Milan MIB 30 24100 -0,01 +53,55
	Zurich SMI 6126,50 -0,08 +55,42

Tirage du Monde daté jeudi 18 décembre : 479 339 exemplaires

France 98. Une grande fête, ça se prépare.

La France entière s'y prépare. Le monde entier s'y prépare. France Télécom.

Opérateur Officiel des télécommunications de France 98, elle aussi, prépare

les infrastructures et les services à la disposition du Comité Français

d'Organisation, des professionnels et du public. Pour que la fête soit réussie.

Et pour donner au monde entier le meilleur de la Coupe du Monde, France

Télécom transportera les images et le son depuis l'ensemble des stades vers le

Centre International de Radio Télévision, afin de diffuser les images en direct

sur toute la planète. Avec nous, les 9 000 représentants des médias, les 12 000

organisateurs, les 2,5 millions de spectateurs et les 37 milliards de

télespectateurs vivront pleinement la Coupe du Monde. www.france 98.com



هكذا من رايه

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE

« Faux héros et vrais menteurs »
de Jean-Luc Hennig
et « La Cicatrice de Montaigne »
de Mario Lavagetto
page II

ARAGON



page IV

JEUNESSE
Une sélection
de livres-cadeaux
pour Noël
page III

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VII



Cunningham Faust

Portrait de
l'homme-danse
par excellence,
faune rieur
dont le génie et la force
reposent sur la rencontre
de dada et du zen



Merce
Cunningham
dans « Room
for two »,
d'« Antic Meet », 1958
(Photo
de Marvin Silver)

œuvre est construite comme s'il avait toujours eu l'intuition de son éternité, tant son rapport au temps est dominé, maîtrisé. Tranquille Cunningham, ici et maintenant. Il compose depuis dix ans avec des ordinateurs, avide de découvertes. Inquiétante jeunesse pour le commun des mortels.

« Il faut l'amour de la danse pour tenir bon », écrit Merce Cunningham. Elle ne vous donne rien en retour, pas de manuscrit à mettre de côté, pas de peinture à montrer sur les murs et à accrocher, peut-être, dans des musées, pas de poèmes à imprimer et vendre, rien que cet instant unique et fugitif où vous vous sentez vivant. Elle n'est pas pour les âmes incertaines. » Cunningham naît danseur. Une évidence soulignée par son physique de faune. Même son père, avocat, n'aura pas l'idée de contrecarrer son choix. Chez Mrs Marjorie Barrett, à Centralia, il étudie les claquettes, le vaudeville, les danses de salon, avec l'appât d'un indomptable. A la Cornish School for the Arts, à Seattle - c'est là qu'il rencontre John Cage -, il attire comme l'aimant toutes les sommités qui viennent donner des master classes. Martha Graham le ravit à ses rivaux et rivales. En 1939, il part rejoindre sa compagnie à New-York. La critique l'encense.

Des débuts qui fortifient la confiance en soi. Bons pour l'ego. Jamais dans ce livre on ne voit le chorégraphe douter, même quand il sera moqué, sifflé, que sa danse sera incomprise. Pourtant il lui faudra attendre près de quinze ans pour avoir les moyens d'une compagnie fixe. Quand, après douze années de travail, Merce Cunningham reçoit en 1954 une bourse Guggenheim, il répond à celui qui lui demande ce qu'il va

sain d'esprit veut collaborer avec eux. Du jamais vu, une telle unité dans les avant-gardes, habituellement si jalouses, parce que fragiles.

Dès 1951, Cage utilise des procédés aléatoires pour écrire sa musique. On sait aussi l'importance d'Erik Satie et de James Joyce dans son inspiration. « Quant à Cunningham, ses conceptions d'artistes le rapprochent plus des Ballets russes de Diaghilev ou des Ballets suédois de Rolf de Maré que de la modernité américaine », note David Vaughan, repérant dans différents ballets des références aux poses de Nijinski. « Je ne vois aucune contradiction entre l'art et le divertissement. La danse est un divertissement. L'art ne contredit pas le divertissement, dit le chorégraphe en 1967, envoyant les cuistres au tapis. [...] Jamais je n'ai eu la moindre intention de changer le monde, mais de faire ce qui est possible avec un tel monde. » Vaughan, d'un mot, d'une phrase, fait lui aussi voler le discours officiel des exégètes qui, trop souvent, donnent de Merce Cunningham l'image d'une prise de tête à usage exclusif des intellectuels ! Il ne s'autorise pas un mot sur le public, qui manifeste son désaccord. Seul le public de Cologne, en 1972, « le plus grossier qu'on ait jamais eu », est épinglé.

A travers cette épopée des pièces de danse de Cunningham se dessine, par accumulation de détails, d'anecdotes, d'érudition, cinquante ans d'art américain. L'auteur, outre sa propre réflexion, reprend les textes de l'artiste, ceux de 1951 à 1957, fondateurs, puissants : *La Fonction d'une technique pour la danse*, *L'Espace*, *Le Temps et la Danse*, *L'Art Immanent*... On admire cette volonté, jamais prise en défaut, de se situer dans l'instant présent, dans le mouvement, dans le muscle, sans se torturer les méninges en surinterprétation éhémère. « Si vous dansez vraiment avec votre corps et non par un effort mental, l'esprit se manifeste par votre torse et vos membres prendra inévitablement la forme de la vie. »

Après de telles lectures, on peut se laisser séduire par les photos. Elles sont nombreuses. Suivre l'arrivée de Robert Rauschenberg, le voir bomber directement sur les enfants des danseurs pour *Summerspace*, apprécier l'inventivité puis s'écarter de Jasper Johns, sa superbe reconstitution du *Grand Verre* de Duchamp dans *Walkaround Time*, les géométries paradoxales de Frank Stella dans *Scramble*. Découvrir les dix ventileurs de Bruce Nauman dans *Tread*. On s'étonne d'un tel enthousiasme à créer : jamais moins de trois œuvres par an. Cage et Cunningham, comment les dissocier ? Acharnés travailleurs ayant le goût du bonheur, du rire. Végétariens, d'accord, mais drôles, élégants. Années 50-60, années de découverte de tous les hasards dans l'art de composer ; années 70, années vécues avec Charles Atlas et Elliot Caplan ; années 90, années informatiques : Merce Cunningham plonge, avec gourmandise, dans la composition avec ordinateurs.

John Cage meurt (le 12 août 1992). Son compagnon garde sa face de faune sur laquelle rien ne se déchiffre. « Racontez-nous comment vous vivez chez vous ? » : A cette question posée en 1989 lors d'une de leurs conférences, qu'ils nomment *Dialogues*, Cage répond : « Eh bien, je fais la cuisine... » Pause. « Et Merce, la vaisselle. »

MERCE CUNNINGHAM, UN DEMI-SIÈCLE DE DANSE de David Vaughan. Traduit de l'anglais - États-Unis - par Denise Luccioni. Ed. Plume, avec la collaboration de la Librairie de la danse, 315 p., 485 F.

Dominique Frétyard

faire de cet argent : « Manger... » Rien ne paraît l'ébranler, sauf le rire. Tout l'intérêt du livre de David Vaughan est d'expliquer, puis de montrer les raisons de cette force. Elle serait la rencontre de dada et du zen. Tout simplement. Une idiosyncrasie géographique et temporelle, commune à Cage et à Cunningham, tous deux nés au début du siècle de la région du nord-ouest du Pacifique en relation directe avec l'Asie, le Japon, l'amour du paysage, la philosophie bouddhiste.

Résultat : ils reçoivent en héritage le goût de la provocation (dada) et la distance nécessaire pour supporter les retours de bâton des adversaires (zen). Eclairant. An dadaïsme - Cage et Cunningham rencontrent Marcel Duchamp à New York en 1942 - et au zen s'ajoutent la dimension de la nature de la côte nord-ouest, le mysticisme qu'elle engendre. Les chorégraphes Trisha Brown et Carolyn Carlson viennent aussi de cette région. Troublant. Bref, les fondations sont là, Cage et Cunningham vont les développer chacun en fonction de son art : recherche de l'immobilité mobile, silence, relation à l'espace et au temps, concepts de l'accumulation et du vide... « N'importe quel mouvement est de la danse si je le dis », expérimente Cunningham, adaptant à sa quête, à l'instar de Cage, le concept des objets ready-made de Duchamp.

« Les concerts de Cunningham semblent d'ailleurs attirer plus de peintres et de poètes que de danseurs ou de musiciens. Pourtant il y a une différence essentielle entre le travail de Cunningham et de Cage et celui des expressionnistes abstraits de l'époque, dont les seuls sujets valides sont "le tragique et l'éternel", selon Mork Rothko et Adolph Gootlieb. C'est précisément ce que Cunningham souhaite éliminer de sa chorégraphie et de sa musique. Tous les deux cherchent les moyens de produire des œuvres qui ne soient pas le reflet de leurs sentiments personnels. » La créativité des deux hommes est telle que tout artiste

l'homme-danse par excellence, adepte des constructions aléatoires, des formules mathématiques, dont la création, à la limite de l'inquiétant. Son

Fin de partie

Jay McInerney dessine le portrait désenchanté d'une Amérique dont les rêves utopistes des années 60 se sont fondus dans les rayures discrètes des costumes des golden boys

LE DERNIER DES SAVAGES
(The Last of the Savages)
de Jay McInerney.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Pierre Carasso
et Jacqueline Huet.
Éd. de L'Oliver, 405 p., 149 F.

Les fins de siècle ont en commun avec la maturité d'être propices aux bilans, et donc, n'en déplaise aux optimistes, à la nostalgie. Regret de ce qui ne reviendra plus, de ce qui n'est pas advenu et même, surtout, de l'esquisse légitimée par l'espoir. Bien avant sa propre entrée dans le club de ceux que l'adolescence a lâchés, Jay McInerney avait commencé à dresser des états des lieux. Il ne s'agissait pas d'inventaires méthodiques, mais de tableaux sur l'air du temps, où l'auteur saisissait avec ironie le pouls de sa génération.

Ainsi du fameux *Bright Lights, Big City* (1) - d'abord publié en français sous le titre *Journal d'un oiseau de nuit*, ce livre lui valut d'accéder au peloton de tête d'une nouvelle génération de romanciers américains - puis d'autres, au rang

desquels le sinistre et désolant *Tout va bien* et le très applaudi *Trente ans et des poussières*.

Dans tous les cas, McInerney se plaisait à suivre du regard les tranches d'âge qu'il venait à peine de quitter. Formulant sans pitié des pensées collectives à peine ébauchées, décrivant des mœurs encore en formation, il se livrait à une savoureuse sociologie de la jeunesse américaine urbaine et plutôt naïve. Avec *Le Dernier des Savages*, son imagination le porte vers des temps plus reculés, comme pour chercher l'origine des comportements mis en lumière jusque-là. Au tournant du millénaire et alors qu'il vient lui-même de franchir le cap des quarante ans, le romancier remonte jusqu'au lever de rideau des années 60 afin d'analyser les espoirs d'un dernier tiers de siècle.

C'est bien d'une récapitulation qu'il s'agit, puisque le narrateur parle du haut de sa cinquantaine approchante pour évoquer les hauts moments d'une jeunesse enfuie. Efficace, faite d'être original, le procédé dont s'est servi Jay McInerney consiste à mettre en parallèle deux héros d'âge sem-

blable pour éclairer deux expériences divergentes et, finalement, deux manières de faire une seule histoire. Patrick Keane, le narrateur, raconte sa propre vie et celle de son flamboyant camarade Will Savage, depuis l'université jusqu'aux premiers pas dans l'âge mûr. Autant Patrick est posé, séduit par l'extraordinaire, mais toujours poussé dans le rang par son ambition, autant Will est disposé à cet instant et pas un juriste à la limite de la guele.

Héritier d'une vieille famille du Sud, enghé dans des relations familiales particulièrement morbides, le dernier des Savages prend à son tour début le train qui le conduira d'une seule traite vers le mouvement hippie et la contestation tous azimuts, mais aussi vers une éclatante carrière de producteur musical. Porteur de toutes les révoltes, de toutes les audaces et d'un certain penchant pour l'autodestruction, ce personnage est l'incarnation des espoirs qui firent bouger le siècle avant de se fonder

dans les rayures discrètes des costumes chers aux golden boys.

En même temps qu'une intense amitié, qui fait de Patrick le prisonnier du « puissant champ gravitationnel » de Will, McInerney décrit un pays et une civilisation profondément divisés, où la marginalité n'a pas droit de cité. Le rejet de la différence sexuelle et surtout raciale trouve ses fondements dans un profond conformisme et une certaine lâcheté. Celle-ci même qui dessine des lignes de fuites dans les paysages observés par Patrick et l'empêche d'aller jusqu'au bout de ses impulsions.

Thrillé entre le père de Will, vieil autocrate sudiste emblématique du passé et Will lui-même, figure d'un avenir mort-né, Patrick Keane est le présent de l'Amérique. Des deux camarades, l'un est acteur, l'autre spectateur. Et l'histoire semble finalement donner raison au second, même si la mélancolie qui travaille Patrick Keane donne à penser que les vaincus ne sont peut-être pas ceux que l'on pense.

Raphaëlle Réollet

(1) Tous les livres cités ont été publiés aux éditions de L'Oliver.

**FAUX HÉROS
ET VRAIS MENTEURS**
Apologie du plagiat
de Jean-Luc Hennig.
Gallimard, Coll. « L'Infini »,
144 p., 75 F.

LA CICATRICE DE MONTAIGNE
Le Mensonge dans la littérature
de Maria Lavagetto.
Traduit de l'italien
par Adrien Pasquali,
L'Arpentier, 322 p., 170 F.

Le jeu de la vérité



Jean-Luc Hennig est un auteur cohérent : dans son *Apologie du plagiat*, il n'y a pas une idée neuve. Le contraire aurait ruiné sa démonstration, laquelle consiste, pour l'essentiel, à affirmer que depuis la nuit des temps littéraires tout le monde pille tout le monde pour le plus grand bonheur de tous. Personne ne s'en affusquait, soutient Hennig, jusqu'à ce qu'apparaisse, avec la société bourgeoise et la dictature de l'argent, la notion de propriété littéraire. C'est une catastrophe culturelle. Les idées, les images, les mots, les phrases, les paragraphes qui étaient le bien commun de toute l'humanité deviennent le lot privé de ceux qui l'écrivent, au nom du lecteur de l'originalité. La littérature se transforme en boutique et les écrivains en porteurs de rentes qui vont pleurer devant les tribunaux dès qu'ils soupçonnent le voisin d'avoir tapé dans leur magot.

Il y a quelques mois, Jean-Luc Hennig a obtenu un bon succès de librairie avec un petit ouvrage, *L'Horscape cruel*. Il s'est avéré que ledit horscape devait beaucoup à un autre ouvrage d'astrologie fantaisiste, *Tristesse de la balance* et autres signes, écrit par Jacques A. Bertrand et publié par Bernard Barrault en 1983. Hennig reconnaît bien volontiers, après coup, ses emprunts. Néanmoins, il n'évoque pas cet épisode dans son *Apologie du plagiat*. Laquelle ressemble du coup à une plaidoirie prononcée dans un procès dont on nous dissimulerait les pièces. Plutôt que de restreindre le débat à sa pitoyable mésaventure, Hennig l'élève à la hauteur des grands principes et des concepts éternels. Une forêt pour cacher son arbre. Il doit y avoir un nom pour cette figure de rhétorique judiciaire.

On connaît en revanche, depuis Racine et ses *Plaideurs*, le procédé qui consiste à noyer les juges et le public - ici confondus - sous un déluge d'allusions historiques, d'exemples illustres, de citations - il manque ici quelques vers latins -, de bibelots savants et autres cuistries. Hennig possède un beau fichier et tient à ce qu'on le sache. Il lui reste à prouver qu'une enfilade de morceaux choisis suffit à construire un argument. On a vu que Hennig en avait un qui lui permet d'échanger sa robe d'avocat contre celle du procureur : la littérature est tombée sous le joug infâme de la propriété. Du coup, le plagiaire n'est pas le petit tricheur qu'on imagine, le « pauvre diable » dont se moquait Voltaire : c'est un héros des

*Les livres appartiennent à ceux
qui les lisent. Ils en font ce que bon
leur semble. Ils choisissent, ils répètent,
ils copient, ils amalgament,
ils dérivent, ils déplacent, ils butinent...
Lire, c'est ajouter ; écrire, c'est autre
chose : retrancher, peut-être.
Le plagiaire est-il un lecteur
qui se prend pour un écrivain ?*

temps modernes, un révolutionnaire, un libérateur de la littérature - laquelle n'est rien d'autre - qu'une ingénieuse distribution de mots et de phrases, dans l'origine est partout et les frontières nulle part ». Le plagiaire, c'est Robin des Bois et Guevara réunis, c'est le voleur de feu, la terreur des accapareurs. C'est encore - hommage appuyé de l'auteur à la collection qui l'accueille et à son directeur - celui « qui fait de la littérature un usage excessif, onanistique, démesuré, intolérable ». Bref : un libérin. Sans surprise, on constate que l'apologie de Hennig s'achève par la célébration du plus ennuyeux et du plus répétitif de nos écrivains classiques, le marquis de Sade.

Le philistin qui se plaint d'avoir été plagié et le bon peuple qui méprise les copieurs sont donc vertement remis à leur place : du côté des ligues de vertu, des contempteurs de la liberté artistique et des brigades d'autodéfense. On les lutine dans une sombre ruelle avant de piquer leur sac et ils crient au viol, c'est intolérable. Hennig rend heureusement justice aux vraies victimes : si l'on a fait tant de bruit autour du cas de Calixthe Beyala, c'est parce qu'elle était noire, femme, belle et libre. Howard Buten et Ben Okri apprécieront. Au mieux, le plagiat est un pauvre bête, un complexe pétri de doute : « Quel besoin a-t-il au juste de vouloir prouver

devant la loi que l'autre n'est pas un écrivain, sinon pour se prouver à lui-même qu'il en est un effectivement ? »

Hennig amuse la galerie. Le paradoxe est un des plaisirs de l'esprit. Encore faut-il qu'il tienne intellectuellement la route, fût-ce le temps du spectacle. L'*Apologie du plagiat* laisse trop vite apparaître ses filices et ses béquilles. Le lecteur est plongé d'emblée dans le monde du faux et du blâsé : approximations, confusions, relecture hâtive de l'histoire littéraire qu'essaye de faire oublier le ton péroratoire et dogmatique des affirmations. Délibérément ou non, Hennig mélange tout : le plagiat et la tradition classique du « modèle », l'art de la citation et la pratique de la compilation, l'esthétique de l'imitation - qui est aussi celle de l'écart - et l'exercice du pillage, la querelle de l'originalité qui met aux prises, à la fin du XVIII^e siècle, les Anciens et les Modernes, et la revendication sociale d'une propriété matérielle de l'écrivain sur ses œuvres. Empruntant des morceaux d'information ici et là, et parfois aux meilleurs auteurs, il en fait un collage, certes pittoresque, d'une navrante fausseté.

Si l'on ne veut pas conclure à la banale malhonnêteté intellectuelle, on pourra peut-être trouver la clef de ces brouillages accumulés dans une confusion originelle : celle qui semble s'opérer, dans l'esprit de l'auteur, entre activité de lecture et activité d'écriture. Les livres appartiennent à tout le monde en effet : à ceux qui les lisent. Ils en font ce que bon leur semble. Ils choisissent, ils répètent, ils copient, ils amalgament, ils dérivent, ils déplacent, ils butinent et n'ont de compte à rendre à personne. Lire, c'est ajouter ; écrire, c'est autre chose : retrancher, peut-être. Le plagiaire serait un lecteur qui se prend pour un écrivain. Ou qui voudrait faire croire qu'il en est un.

Maria Lavagetto est un lecteur qui ne prétend pas être autre chose. Si : un enseignant, un lecteur qui aide à lire. La *Cicatrice de Montaigne* est la mise en forme d'un cours donné à l'université de Bologne. Les étudiants bolognais ont bien de la chance. Dans son livre, Lavagetto parle d'un grand nombre d'écrivains, de Homère à Marcel Proust. Il ne consacre pas de chapitre à Montaigne, malgré le titre. C'est le seul regret que suscite ce bel ouvrage sur le mensonge dans la littérature. On aurait aimé suivre Lavagetto dans ses enquêtes subtiles sur les jeux de la vérité et du mensonge dans *Les Essais*. Montaigne était-il le féffé

plagiaire décrit par Hennig ? Lui qui écrivait : « Je n'ai aucunement étudié pour faire un livre (...), si c'est aucunement étudié qu'effleurer et pincer par la tête ou par les pieds tantôt un outeur, tantôt un autre ; nullement pour former mes opinions ; oui, pour les assister pièce formée, secouer et servir ».

La fameuse « cicatrice » de Montaigne, c'est celle dont parle Rousseau pour proclamer l'originalité fracassante de ses *Confessions*. Jean-Jacques reproche à Montaigne de se portraiturer de profil : « Je mets Montaigne à la tête des faux sincères qui veulent tromper en disant vrai, il se montre avec des défauts, mais il ne s'en donne que d'aimables ; il n'y a point d'homme qui n'en ait d'odieux. Montaigne se peint et ressemble à ce qu'il est, mais il n'a pas le défaut de la jouissance ou un tel défaut du côté qu'il nous a caché, n'ait pas totalement changé sa physionomie ». Rousseau proclame que lui, enfin, va oser se peindre de face. Stratégie de la vérité ? Lavagetto est un enquêteur qui ne se laisse pas prendre aux proclamations de sincérité des témoins. Aimable mais obstiné, il cherche la faille, il traque le lapsus, il guette la petite déchirure qui va révéler l'existence du mensonge et mettre en évidence ce que le menteur s'efforçait de cacher.

Pour Rousseau, c'est somme toute assez simple. Lavagetto sait que l'exhibitionnisme n'est pas une garantie de la sincérité. Exhiber, tous les prestidigitateurs le savent, est une manière éblouissante de cacher. Une autre consiste à proclamer sur tous les tons que l'on est un menteur. Il y en a cent autres que Lavagetto analyse avec une méticulosité gourmande, tant il est vrai que si la vérité est une, le mensonge tire son pouvoir et son charme de la prodigalité de ses formes. Dans toute la galerie de menteurs dans laquelle nous nous promènon, d'Ulysse à Albertine, de l'Alatiel de Bocace au Zeno de Svevo et de la marquise de Merteuil à Freud, le seul finalement à n'être pas un vrai menteur est ce pauvre Pinocchio : un mensonge qui ne peut être caché est-il encore un mensonge ?

« La poésie, écrivait l'abbé Batteux en 1746, est un mensonge perpétuel qui a tous les caractères de la vérité ». Encore faut-il, pour que l'illusion subsiste, que les lecteurs aient envie qu'on leur mente. La littérature repose sur un pacte de crédulité, une magie de la croyance. Comme disait le bon Jean-Jacques : « Mentir sans profit ni préjudice de soi ni d'autrui n'est pas mentir : ce n'est pas mensonge, c'est fiction ».

Précision : dans le feuillet du « Monde des livres » du 14 novembre consacré aux *Crimes exemplaires* de Max Aub, nous signalions que cet ouvrage, réédité en 1990 aux éditions Cent Pages, avait depuis lors disparu. C'est exact ; mais les éditions Cent Pages (BP 291, 38009 Grenoble Cedex) poursuivent, elles, leur activité, bien qu'elles aient disparu de la liste des 1 007 éditeurs recensés par le guide des éditeurs du Cercle de la librairie. Son responsable nous indique que son catalogue, diffusé et distribué par Distique, comporte encore une trentaine de titres.

versions originales

Marguerite Yourcenar, écho d'outre-Atlantique

Marguerite Yourcenar, qui écrivait dans les *Carnets de notes de l'Amérique* et *Mémoires d'Hadrien* : « J'ai habité Tibur, j'y mourrai peut-être », s'est éteinte il y a juste dix ans, le 17 décembre 1987, dans un petit hôpital du nord-est des États-Unis. C'est en 1939 qu'une circonstance transformée en destin par la farce de l'histoire et des sentiments a marqué le début d'un séjour de près de cinquante ans outre-Atlantique. Or la critique américaine n'a vraiment découvert Yourcenar qu'en 1980 et a longtemps oscillé entre une vénération admirative et des reproches d'académisme et de cantarisme.

Il est vrai que son pays d'accueil tient bien peu de place dans l'œuvre, pourtant cosmopolite, de Yourcenar. Elle n'était pas loin d'associer l'Amérique à une menace de barbarie lorsqu'elle écrivait *Diagnostic de l'Europe* (1929). Ce texte ambitieux, imprégné d'une vision valérienne de la géographie culturelle, donne à l'Europe « la jactance d'un cerveau, entre l'Asie, cœur immense, et l'impénétrable matrice africaine », mais pas de place à l'Amérique. Après la guerre, se replongeant dans l'écriture, c'est vers l'Europe qu'elle regarde. Et c'est en tournant le dos au pays qui l'abrite qu'elle recrée l'empereur Hadrien et la Flandre du XVI^e siècle. Elle semblait vouloir minimiser cette distance en relevant, dans l'après-coup de ses notes et postfaces, et avec une objectivité tant camouflée, le fait qu'elle a écrit la mort d'Hadrien « par un soir glacé dans le silence presque polaire de l'île des Mantes-Déserts ».

Dans une lettre de 1963 à Natalie Barney, confrontant sa situation de Française échouée sur l'île des Mantes-Déserts avec celle de sa correspondante américaine vivant rue Jacob à Paris, elle dit à quel point elle est en manque de ces traces historiques qu'elle s'était entraînée à lire dans tous les spec-

*Dix ans après sa mort,
l'image de l'écrivain
austère et solitaire,
au style classique,
est en train d'évoluer
aux États-Unis*

tacles qui s'offraient à elle. « Ici, l'homme ne laisse pas de trace ; la terre se refuse au souvenir humain », écrit-elle, non sans injustice. Alors elle constitue sa propre planète culturelle, structurée par la langue, les lectures, les voyages, les visites de musée, l'écriture, et sans le soutien d'une école, ni d'une institution, ni même d'une patrie autre que celle des livres. Presque en marge de la culture ambiante, bormis son admiration pour la poésie d'Hortense Flexner et les negro spirituals, qu'elle a d'ailleurs remarquablement traduits.

Il lui faudra du temps pour intégrer les grands espaces et les forêts du Nouveau Monde dans une vision cosmique élargie au-delà de l'histoire. Récitant en 1980 son *D'après Rembrandt* de 1933, elle fait aborder son personnage à l'île des Mantes-Déserts au, lecteur de Virgile, il s'étonne que ces « bois inviolés » ne contiennent « ni onciens deux ni fées au lutrin... mais seulement de l'air et de l'eau, des arbres et des rochers ». C'est sans doute par son soutien à la cause de l'écologie que se marque le mieux l'appartenance américaine de Yourcenar. Mais cette passion est moins fondée sur un souci de survie de l'espèce ou de la planète que sur une vision de la grande durée lui permettant d'écrire dans une sorte de palpitante temporalité, allant des vastes périodes à un moment précis de l'histoire. L'ampleur des paysages américains a certainement joué un rôle dans le développement de ce regard sur le

temps, ajoutant un motif à son sens de l'universel.

L'isolement de Yourcenar explique en grande partie la surprise des lecteurs américains découvrant en 1980 qu'une femme de lettres française digne d'entrer à l'Académie vivait aux États-Unis depuis 1939. Le long article du *New York Times* saluant l'événement essayait d'abord de tout dire sur elle pour éclairer ce phénomène. Peu de traductions intégrales. *Mémoires d'Hadrien* (1954), *Coup de grâce* (1957) et *The Abyss* (L'Œuvre au noir, 1976) - avaient paru avant l'élection. Depuis, chacune de ses nouvelles traductions a été saluée en bonne place. La première vague de critique a mis l'accent sur son classicisme et son humanisme, sur son érudition et la pureté de sa langue, faisant d'elle un auteur un peu intimidant et parfois aussi lointain que Racine (1). En 1984 un compte rendu d'Alexis dans le *New York Times*, qui ne mentionnait pas l'homosexualité, motif essentiel de la confession du narrateur, attirait une petite lettre ironique d'un lecteur : « Na, it wasn't tuberculosis ». A lire ces comptes rendus, on a l'impression d'une distance qui tient plus à une vénération figée de la grande littérature française qu'à une véritable incompréhension, comme s'il était impossible aux auteurs de cancelier la distinction classique et l'actualité de certains thèmes.

Ainsi se perpétue l'image d'un écrivain austère et solitaire, au style un peu guindé. Statuifiée trop vite, grâce à une écriture qui se veut lisse, à des œuvres verrouillées de préfaces et de notes, elle était peut-être aussi, comme l'a noté un de ses traducteurs, Richard Howard, un peu trop à l'aise derrière son image officielle (2). Entre les éloges apparus pendant ces quelques années sur la maîtresse de certaines constructions romanesques ou sur certains effets de style autres (sans *Denier du rêve* en 1983). Le *New York Times* du

17 octobre 1993, dans un compte rendu de la traduction de sa biographie, évoque encore « sa manière marmarée » et la rapproche de Thomas Mann et d'André Gide par « son goût pour des sujets choquants ». Mais la critique féministe, qui ne fait guère plus de place du reste à Jane Austen et George Eliot, est restée largement indifférente, déroute par l'œuvre d'une femme qui, à l'opposé de Marguerite Duras, ne parle guère que par la voix de narrateurs masculins.

Howard déplore la réticence du public américain à reconnaître autre chose que la grandeur chez Yourcenar et attribue cette réception décevante au fait que sa distinction authentique passe mal en traduction. Mais sa conclusion annonce l'ère d'un nouveau mode de lecture : « Avec l'aide de ses biographes, nous pouvons conjuguer le drame intime, et dans une large mesure caché, de la vie de Yourcenar avec le drame intensément intellectuel de son évolution littéraire ; nous pourrions discerner comment la nature de cette femme étonnamment isolée a engendré son écriture, et comment cette écriture a créé son nom, son corps, et sa vie ». Une telle lecture s'est déjà manifestée pendant la dernière décennie dans la critique « universitaire », celle que Yourcenar repoussait de toute sa méfiance, et qui a connu un faisonnement extraordinaire, aux États-Unis comme en France.

Yourcenar est devenue auteur du programme, réservoir de sujets de thèses et de mémoires. Là, évolution comparable vers des analyses qui se libèrent de la tentation biographique. Mais certaines réactions sont particulièrement à l'Amérique. Yourcenar est arrivée sur la scène universitaire au moment où la critique féministe s'était largement développée, et où les courants historicistes et culturels introduisaient un questionnement politique et moral de la littérature. Or cette presque

contemporaine n'était pas du tout orientée vers ces questions. Notons deux réactions très négatives : une analyse de la haine de la femme chez Yourcenar née de la mort de sa mère, analyse fondée malheureusement sur une application sommaire de théories psychanalytiques (Stillman, 1985), et une étude de l'antisémitisme dans *Coup de Grâce* (Marks, 1990).

Enfin la critique bénéficie maintenant d'une connaissance plus approfondie de l'œuvre et de la vie, entrelacées de façon si particulière chez Yourcenar. L'ouverture des archives déposées à la bibliothèque Houghton de Harvard a permis l'éclatement d'une fascinante critique génétique (Béatrice Ness, Elane Dezon-Jones), la publication de la correspondance et de nouveaux aperçus biographiques (Michele Sarde), des études plus nuancées sur les aspects violents de l'œuvre (Jean Howard, 1992). Les questions posées par la réécriture, par l'importance des préfaces et des textes courts qui viennent troubler la surface lisse du monument, commencent à transformer la critique yourcenarienne anglophone (3). Toutes ces lectures transversales, et ce déchiffrement de l'incarnant des textes, ne peuvent qu'enrichir le plaisir de lire et relire Yourcenar.

Colette Gaudin
Professeure à l'université
de Dartmouth (New Hampshire).

(1) A part une présentation plus fouillée de Henry Peyre (*World Literature Today*, 1983).

(2) « Yourcenar Composed », *Salmagundi*, Summer 1994, 105.

(3) Charlotte Hogset, « Reading Between the Books : Discontinuity in the Œuvre of Marguerite Yourcenar », *French Literature Series*, XXI, 1994. D'autre part, un professeur de Binghamton projette un volume d'essais sur l'identité dans l'économie sexuelle et sexuelle de Yourcenar.

Une séduisante lucidité

L'œuvre de Marguerite Yourcenar déjoue les pièges de la convention. D'abord en évitant le purgatoire, voire l'enfer qui menace bien des auteurs de tout premier ordre. Alimenté par de nombreuses parutions posthumes - Quoi ? l'éternité (1988), En pèlerin et en étranger (1989), Le Tour de la prison (1991), Conte bleu (1993), sans compter la reprise dans « La Pléiade » des *Essais et mémoires* (1991) et une anthologie de la correspondance (1995) -, le corpus yourcenarien fait l'objet de nombreux colloques universitaires. Pas moins de huit sociétés plus ou moins savantes, de part et d'autre de l'Atlantique, se disputent la diffusion du message de l'œuvre. Même la résidence de Petite Plaisance, dans l'île des Monts-Déserts, est devenue le cadre d'un raman policier d'Estelle Monbrun, à paraître chez Viviane Hamy.

Mais l'essentiel reste la formidable diffusion de l'œuvre, bien au-delà de nos frontières. Sans doute Yourcenar doit-elle cette fortune peu commune à l'actualité de son regard, qui troque la confiance un rien inquiète d'Hadrien en l'avenir du monde pour le scepticisme désenchanté de Zénon. La lucidité sans amertume d'un homme obscur, l'acuité du coup d'œil séduisent toujours. Même les premières approches biographiques, confirmant l'art de la sculpture de soi, n'ont pas rompu le charme. Gageons, au-delà des volumes d'hommage, des numéros spéciaux de revues qui commémoreraient la mort de Yourcenar, des publications universitaires inépuisables, que la palme reviendra à ce corpus inédit de « Sources » dont Elvane Dezon-Jones a assuré l'édition, et qui ouvre le laboratoire de la pensée et de l'écriture de la romancière. Il reste à espérer que Gallimard ne tarde pas à publier ce recueil.

Ph.-J. C.



Des chaperons et des loups, des sorcières et des sirènes, des géantes et des anges, des histoires de bêtes et de parents, des contes classiques ou iconoclastes... une sélection de livres-cadeaux pour les fêtes

Depuis quelques mois, on est submergé par l'actualité éditoriale d'Aragon en cette année du centenaire de sa naissance – le 3 octobre 1897 : le début de l'édition de la Pléiade et une nouvelle édition de *Le Monde des livres* du 3 mai, des rééditions, un inédit en fac-similé (*lire ci-contre*), des essais, des albums, des livres de poche... auxquels s'ajoutent rencontres, expositions, colloques, spectacles... une véritable avalanche. Cette agitation est sans doute excessive, comme si on voulait faire oublier le rejet, le désintérêt, en un mot la tentative d'annulation, d'oubli, de dévalorisation dont a été victime Aragon depuis sa mort. Il y aura bientôt quinze ans, le 24 décembre 1982. Le contrat pour la Pléiade, chez Gallimard, a été signé en 1976, et il aura fallu attendre dix-neuf ans pour lire le premier volume. Les éditions de poche se faisaient rares. A l'université, il était plutôt mal vu de vouloir entreprendre une thèse sur Aragon. En 1994, Pierre Dax a publié une nouvelle version de sa biographie d'Aragon (Flammarion), juste au moment où paraissait l'inédit de Camus, *Le Premier Homme*. Oser parler alors d'Aragon, vieux stalinien mal repenti, au lieu de consentir à la célébration de Camus, le juste, un exemple pour la jeunesse, était considéré comme hautement incorrect. Quant aux

Après des années d'oubli et de déni, la pulsion commémorative de cette année de centenaire de la naissance de l'écrivain pourrait ressembler à un ensevelissement. Pourtant, une nouvelle génération de chercheurs réinvente aujourd'hui la critique aragonienne. Pour redécouvrir la richesse d'une œuvre à la « splendide impureté »

Josyane Savigneau

œuvres... N'est-ce pas devenu un mot désuet, « œuvre », à un moment où l'apparence doit tenir lieu de contenu ?

On ne saurait dire si ce temps-là est révolu, car la pulsion commémorative de 1997 pourrait bien cacher un autre type d'ensevelissement. Toutefois, on voit arriver une nouvelle génération d'universitaires et de chercheurs – dont Nathalie Piégay-Gros et Olivier Barbarant sont deux exemples remarquables – qui veulent en finir

toire », l'esthétique d'Aragon, notamment cette « esthétique de la mesure », cet « excès » dont Olivier Barbarant fait, dit-elle, « la pierre angulaire de la poétique aragonienne ».

Ensemble, ils insistent sur la nécessité de considérer le travail d'Aragon dans sa totalité.

« L'œuvre d'Aragon – c'est sa grande foute – est inaccusable en fragments, souligne Olivier Barbarant.

Dans ses plissés et ses renversements, jusque dans ses déchirures même, elle constitue un seul tissu. » En suivant le travail poétique d'Aragon, d'étape en étape, Olivier Barbarant ne fait pas silence sur « une ritournelle aussi lourde par la forme qu'intolérable par le propos, "Je chante le Guépéou" », mais montre aussi comment « malgré son titre grinçant, Houtra l'Oural ne peut être directement associé aux errements de ses imprécations politiques ». Cela suffira-t-il à dissuader les amateurs



DOCUMENT VITACOL. FOND ELSA THIOLET-ARAGON/CHNRS, PARIS

Aragon dans les déchirures du siècle

avec ce que ce dernier désigne comme l'ancien « terrain de bataille » de la critique aragonienne : « l'admiration béate contre l'hostilité systématique ». Ils publient deux études très fouillées – réservées, certes, à ceux qui veulent aller au-delà de la « lecture de plaisir » d'Aragon et entrer dans la compréhension minutieuse de son œuvre – mais jamais inutilement obscures ou jargonantes. Leurs recherches se répondent et se complètent. Olivier Barbarant examine, en suivant la chronologie, la totalité de la trajectoire poétique d'Aragon et Nathalie Piégay-Gros délaisse la chronologie pour analyser, à partir de « l'invention du sujet » et de « l'écriture de l'his-

toire », la confusion et d'imprécisions qui, en outre, attribuent généralement à Aragon une « Ode à Staline » qu'il n'a jamais écrite ? Il vaut mieux ne pas trop rêver. Mais cela permettra sans doute aux lecteurs de bonne foi, qui existent, de comprendre à la fois « les échecs successifs du poète » et la richesse d'une œuvre dont la « splendide impureté ne se limite ni au sensible, ni à l'autobiographie, ni à l'histoire, mais tente de brasser la totalité d'une vie dans la totalité des mots pour la dire ». « Aragon finit irrécupérable, dit aussi Olivier Barbarant en conclusion de la chronologie qui clôt son essai : il se pourrait que certaines haines naissent encore de cette magistrale et bouleversante leçon d'indignité. »

Certaines admirations violentes, étonnantes, paradoxales en naissent aussi. Comme celle de Frédéric Ferney, qui publie une sorte de « pamphlet positif », *Aragon, la seule façon d'exister*, une adresse enthousiaste et sans concessions, avec ce qu'il faut de fulgurances et d'injustices. « Ton échec, c'est le nôtre », écrit Ferney pour clore un livre qui en dit probablement plus sur lui-même que sur Aragon. C'est séduisant comme peut l'être Frédéric Ferney, ça se lit sans reprendre souffle, comme on écouterait un discours enflammé, tenu dans un meeting. Quand on referme ce bref livre, on se dit soudain que c'est une sorte d'« objet non identifiable ». On se demande pourquoi. On revient sur quelques pages, au hasard. On trouve cette façon de tutoyer Aragon très agaçante. Puis on tombe sur une phrase très touchante, sur le discours d'un vrai amoureux de littérature, qui aime chez Aragon « une sorte d'aridité

supérieure, essentielle au français [...] et qu'il élit pour moi ce mot de Léon-Faul Fargue : "Une phrase parfaite est un point culminant de la plus grande expérience vitale." Récit... » Et on repart dans le pamphlet.

Les livres de Dominique Desanti et de Pierre Hulin se lisent d'une tout autre manière. Avec un intense plaisir si l'on aime cette matière romanesque étrange que produit la mémoire. On pourrait certainement se reporter à la chronologie, à la biographie de Pierre Dax et établir que certains détails

de l'un ou l'autre de ces livres sont inexacts. Parfois, au cours de la lecture, on relève soi-même, sur une période qu'on connaît, telle ou telle erreur. Mais l'un cherche autre chose en lisant Hulin (qui fut le responsable de la régle publicitaire de l'hebdomadaire *Les Lettres françaises*, dont Aragon était directeur) et Dominique Desanti. On veut retrouver les échos d'un siècle qui se termine sans parvenir à faire son histoire, voir de près les enthousiasmes et les désastres, les errements, les falsifications et les malheurs.

Dominique Desanti a déjà beaucoup parlé d'Aragon, non seulement cette année, dans ses mémoires. Ce que le siècle m'a dit (Plon), mais aussi dans sa biographie de Drieu La Rochelle (Flammarion, 1978), dans *Les Clés d'Elsa* (Ramsay, 1983) et *Elsa-Aragon : le couple ambigu* (Belfond, 1994). Elle s'intéresse ici aux divers « cercles » qui ont accompagné l'écrivain et le militant au cours de son existence, les surréalistes, les communistes, les Résistants, les grandes figures littéraires du siècle, pour finir par « l'esquisse des éphémères » après la

mort d'Elsa. Pierre Hulin raconte, lui, ses années de travail au côté d'Aragon, l'étrangeté de celui-ci, ses passions, ses folies. Hulin est un bon observateur, il a le sens du détail, du croquis, des personnes. Il ne cache ni les erreurs ni les faiblesses, sans jamais se laisser aller à la bassesse ou la calomnie. Ainsi, on prend un singulier intérêt à suivre Pierre Hulin et Dominique Desanti dans les méandres de ce que cette dernière nomme si justement, en conclusion, « une vie déchirée, choquée (...), une vie qui grossit le 20^e siècle à sa mesure ».

La voix du « Fou d'Elsa »

ARAGON
La mémoire et l'excès d'Olivier Barbarant. Ed. Champ Vallon, coll. « Champ poétique », 256 p., 130 F.

L'ESTHÉTIQUE D'ARAGON
de Nathalie Piégay-Gros. Ed. Seuil, coll. « Esthétique », 280 p., 120 F.

ARAGON
La seule façon d'exister de Frédéric Ferney. Grasset, 196 p., 79 F.

LES ARAGONAUTES
Les Cercles du poète disparu de Dominique Desanti. Calmann-Lévy, 324 p., 120 F.

ELSA ET ARAGON
Souvenirs croisés de Pierre Hulin. Ramsay, 240 p., 105 F.

LOUIS ARAGON 1897-1982
IL N'Y A PAS D'AMOUR HEUREUX ? Entretiens avec Francis Crémieux. INA/Radio France, coll. « Archives sonores INA-Les Grandes Heures », 2 CD, 2 h 30, 197 F.

La voix, un peu nasale, est docile, solennelle. L'intonation précise et très articulée ; emphatique lorsqu'il s'agit de citer l'extrait d'un poème ou d'un ouvrage, facétieuse pour les traits d'ironie ou, plus rarement, d'humour. Ce document est précieux. Non seulement parce qu'il donne à entendre la voix d'un écrivain – et l'un des plus importants de ce siècle –, ce qui confère une dimension supplémentaire à l'œuvre écrite, mais aussi parce que cette voix est saisie à un moment clé du parcours d'Aragon, qui vient de mettre un point final aux ultimes épreuves du *Fou d'Elsa*, long poème

épique sur les dernières années du royaume maure de Grenade et méditation philosophique sur les temps vécus par l'homme. En cette même année 1963, il prépare l'édition des *Cœurs croisés*. « Surréalisme et réalisme », « La guerre, le bouton de culotte et Boudhisme », « Les personnages de mes romans et la réalité », « Qu'est-ce que la poésie ? », « L'écoulement du temps dans le roman et le poème », « Il n'y a pas d'amour heureux... » Deux heures trente et d'érudition spontanée, de retours et d'éclairages sur le passé, d'analyse critique et d'histoire littéraire, de mises au point articulées et nuancées, de confidences et de révélations inédites. Réalisés de novembre 1963 à janvier 1964, dans l'appartement de la rue de Varenne que Louis Aragon et Elsa Thiolet occupaient à l'époque, ces entretiens avec Francis Crémieux – un interlocuteur averti, même s'il se dit « pas plus rassuré que ça » en

forme d'introduction à l'échange – viennent d'être édités dans la passionnante collection des « Grandes Heures » des archives sonores de l'INA, qui a déjà donné à redécouvrir les émissions enregistrées avec Cendrars, Gluck, Colette, Bachelard, Duras, Queneau... présentées sous des livres d'une élégante facture. Ce sont les huit premières séances que l'on trouvera ici, les deux derniers entretiens, accompagnés d'autres enregistrements d'archives, devant faire l'objet d'une édition ultérieure. Leur transcription, publiée dès 1964 par Gallimard et toujours disponible, diffère quelque peu de l'original sans en modifier le sens : ce ne sont qu'ajouts et précisions nécessaires à la clarté des liaisons et à l'enrichissement du propos.

Dès la première conversation, et avant de plonger dans les arcanes de ce *Fou d'Elsa* dont Aragon s'explique avec une virtuosité et une subtilité proprement soufflantes, l'on tient la

clé encore toute brillante d'actualité qui a déterminé l'écrivain, à partir de 1959, à se saisir de l'Andalousie du XV^e siècle : « ... il est étrange de penser que nous autres, hommes du 20^e siècle, quand, de France, nous regardons les pays musulmans, nous les regardons encore avec des préjugés chrétiens, persuadés, sans le savoir même, de la supériorité du christianisme [...] 10^e, les événements des années 50 de ce siècle nous ont – enfin, nous ont... m'ont fait craindre je ne sais quelle décadence de l'esprit critique en moi-même. La guerre d'Algérie... Il ne suffisait pas, pour comprendre ces hommes et leur acharnement à ne pas devenir des Français à part entière ou pas même, de quelques généralités sur cent ans de colonisation [...]. D'avoir touché mon manque de connaissance ne rendait intolérable d'en demeurer là. Il me fallait apprendre pour connaître. »

Valérie Cadet

هكذا من لاصحاب

LE MONDE / VENDREDI 19 DÉCEMBRE 1997 / V

Un inédit en liberté

La publication de ces cahiers d'écolier, sur lesquels le jeune Aragon s'est essayé à l'écriture automatique, constitue une sorte d'exploit éditorial

GARDE-LE BIEN
POUR MES ARCHIVES
d'Aragon.

Présentation d'Olivier Barbarant.
Stock, sous emboîtement,
avec nombreux documents
en fac-similé.
Tirage limité
à 1 000 exemplaires, 1 000 F.

Autant que celle de ses œuvres vives, l'histoire du surréalisme, on le sait, est celle des relations qui se sont tissées entre les hommes, des amitiés qui s'échauffent aux balcons excentrés. En marge des livres et des revues, les écritures s'expérimentent sauvagement, s'entrelient, se répondent. C'est pourquoi le dossier présenté par Olivier Barbarant sous le titre *Garde-le bien pour mes archives* - prière adressée par Aragon à Breton, qui fut le dépositaire de ces documents - peut prétendre au statut de précieuse curiosité bibliophilique. Mais saluons d'abord l'étonnant exploit éditorial : ce mot n'est pas excessif pour décrire le travail minutieux, presque maniaque, de restitution « à l'identique » de l'original, y compris la couleur du papier et celles des encres, avec lettres et enveloppes, dessins, collages et cahiers manuscrits. C'est bien le moment de l'écriture, sa rapidité et son premier mouvement, que le lecteur privilégie - l'ouvrage, tiré à mille exemplaires, est forcément coûteux - à l'impression de tenir en main.

Quant à la curiosité littéraire elle-même, elle est de taille, et presque entièrement inédite. Elle permet d'assister, dans les conditions que nous venons de dire, aux premiers essais d'Aragon sous l'égide impériale de l'idée surréaliste ; l'idée qui libère les pouvoirs et les potentialités de l'imaginaire. On pourra ainsi constater combien la voix du jeune écrivain est déjà



posée dans ces pouvoirs, combien il en use sur un mode débridé, combien enfin son écriture résonne déjà dans ces « corridors d'échos » dont parle le préfacier et que l'œuvre à venir, en tout sens, va creuser.

1919 : tandis que Jacques Vaché se suicide, constituant par ce geste la première figure emblématique du mouvement, que Breton et Soupault expérimentent l'écriture automatique, Louis Aragon, alors âgé de vingt-deux ans, qui avait rencontré Breton deux ans auparavant au Val-de-Grâce où les deux poètes

suivaient leurs études de médecine, est cantonné en Alsace comme médecin-auxiliaire. Répondant à la demande de celui qui fait déjà figures de chef, au fameux questionnaire de Proust, Aragon nomme André Breton comme son « héros dans l'histoire ». Autres réponses : « votre idée du bonheur ? » - « les fruses, c'est-à-dire les mœurs » ; « qu'auriez-vous désiré être ? » - « acariâtre ou encore fils de mes œuvres » ; « où voudriez-vous vivre ? » - « dans l'aisance » ; « votre opinion politique ? » - « FOR ».

Mais déjà l'amertume pointe chez Aragon, dans ce qui restera néanmoins - jusqu'à la rupture de 1931-1932 marquant l'impossible conjonction du surréalisme et d'un certain « devenir révolutionnaire » - une forte et centrale amitié. « Chez mon ami André Breton, 1931 » : au moment où leur relation va basculer, Aragon confie à André Breton un ensemble de documents qui ont trait à la guerre - l'auteur du *Libertinage* nourrissait le projet exotique de se faire enrôler dans l'armée d'Orient - et, d'une manière cryptée, à ses origines familiales.

Mais l'essentiel de cet ensemble est constitué par trois cahiers d'écolier dans lesquels le jeune Aragon s'essaye à l'écriture automatique. Comme le fait remarquer Olivier Barbarant, il faudra attendre la fin de la vie de l'écrivain pour qu'il accepte de livrer des exemples, datant des mêmes années, de ses tentatives dans ce domaine. « Par son exceptionnelle rapidité de plume, sa capacité à s'écouter dans la langue tout en maîtrisant les tenants et aboutissants de la phrase, Aragon sans doute perversit l'automatisme, si on le conçoit comme l'accès par les écluses grandes ouvertes de l'inconscient à un « moi subliminal ». » De fait, l'automatisme apparaît, dans ces cahiers, comme un point de fuite, une référence mouvante, joueuse peut-être, qu'il ne s'agit jamais de prendre pour une injonction, un ordre de mission. « Un peu à gauche dans mon firmament deviné l'aperçu mais sans doute n'est-ce qu'une vapeur de sang et de meurtre le brillant dépoli des perturbations de la liberté ». Sur divers plans, Aragon ne sut pas toujours obéir à cette « perturbation ». Sur celui de l'écriture en revanche, il en offrit les plus beaux exemples. Ces cahiers en sont l'annonce.

Patrick Kéchichian



Anne Sinclair Deux ou trois choses que je sais d'eux

Grasset

« Des portraits brossés avec finesse et perspicacité. Des confidences incroyables, impayables... cuisinées avec soin et qui rendent tout leur jus sous sa patte. »
Christophe Barbier, L'Express

« Derrière la séduction affleurent le labeur constant et la passion des affaires publiques. Un livre vivant et bien rythmé. »
Alain Dubanché, Le Point

« Elle croque avec finesse les hommes politiques qu'elle a côtoyés. »
Christine Bravo, Paris Match

« Anecdotes et confidences à l'appui, elle apporte des éclairages sur la vie politique française. »
Gérard Courtois, Le Monde

« Anne Sinclair confie sa tendresse pour ces dirigeants plus faibles qu'on ne pourrait le croire, sa curiosité intacte, son tact enfin. »
Philippe Treliack, Elle

« Son livre fourmille de révélations. »
Marianne

« On s'amuse et on s'instruit. Un travail de virtuose. »
Françoise Giroud, Le Figaro

Grasset

● **ARAGON, LE MOUVEMENT PERPÉTUEL**, ouvrage collectif coordonné par Alain Nicolas et Henriette Zoughebi. Ce recueil d'essais sert de fil conducteur à l'exposition « Aragon, le mouvement perpétuel ». Dix écrivains ont lu ou relu un texte et en parlent de manière non convenue, parfois surprenante. François Bon écrit sur *Le Paysan de Paris*; Philippe Sollers, dans un entretien, analyse *La Défense de l'Infini*; viennent ensuite Eduardo Manet, *Les Cloches de Bâle*; Jacques Roubaud, *Le Crève-cœur*; Marie N'Diaye, *Aurélien*; Bernard Noël, *Le Roman inachevé*; Alain Nadard, *La Semaine sainte*; Jamel Ed-Dine Bencheikh, *Le Fou d'Elsa*; Michel Chailou, *Je n'ai jamais appris à écrire ou Les Incipit*; Bernard Chambaz, *Henri Matisse, roman*. (Stock, 210 p., 95 F.)

● **ARAGON, Anti-portrait**, dessins et textes inédits, recueillis et présentés par Hamid Fouladvand. Comme l'écrit Hamid Fouladvand, qui fut un ami d'Aragon : « A l'opposé des cahiers de croquis de peinture, ces essais picturaux ne représentent que les improvisations et les brouillons d'une narration souterraine. » Pour Aragon, rien ne pouvait arrêter « la narration ». Elle avait commencé dès son enfance, elle se prolongeait jusqu'à l'extrême vieillesse. La suite de ces dessins donne une sensation de « fin de partie », ultime désir d'écriture, d'emprunter, une fois encore, « ces chemins qui bifurquent ». (Maisonneuve & Larose, Archimède, album 128 p., dessins en couleurs, 185 F.)

● **ARAGON PARMi NOUS**, de Monique Dupont-Sagorin, avec une préface de Jean D'Ormesson. Monique Dupont-Sagorin a photographié Aragon à la fin de sa vie. Elle a demandé à une cinquantaine de personnes (écrivains, artistes, dont beaucoup sont morts aujourd'hui) de choisir parmi ses photos et d'écrire un texte en regard. On se réjouit de quelques choix originaux - Abdellatif Laabi et la bibliothèque, Ernest Pignon-Ernest et un porte-manteau sur lequel sont accrochés des chapeaux, auxquels il ajoute un dessin. Toutefois, trop de textes sont convenus et trop de photos pathétiques. Cet album plaira sans doute à ceux qui aiment les célébrations, mais l'absence de bien-pensance ne convient guère à Aragon. (Éd. Cercle d'Art, 154 p., 245 F.)

● **LE MOUVEMENT PERPÉTUEL D'ARAGON**. De la révolte dadaïste au « monde réel », de Nédin Gürel. L'auteur, chercheur au CNRS, analyse l'évolution du poète : le révolté dada, membre de la « bande à Bonnot de l'art d'écrire », nihiliste, anarchiste, pratiquant une « poésie de rupture » contre la tradition, un Aragon « absolument moderne » influencé par Rimbaud, Apollinaire, Reverdy et Lantreumont ; le surréaliste des collages, de l'écriture automatique ; le réaliste... Portrait étonnant d'un créateur qui brouillait les pistes pour montrer que « plusieurs lectures d'une œuvre sont possibles ». (L'Harmattan, coll. « Espaces littéraires », 195 p., 95 F.)

● **LES ADIEUX. LES CHAMBRES. JABATS MON JEU**, d'Aragon. Les éditions Stock, en accord avec Jean Ristat, légataire universel d'Aragon, proposent une série de rééditions qui démarrent avec ce trio. Les deux premiers ouvrages sont des recueils de poèmes longtemps indisponibles : *Les Adieux*, dernier recueil de poèmes d'Aragon, publié en 1981 et *Les Chambres*, publié en 1969, dans lequel Aragon rendait un dernier hommage à Elsa, bientôt emportée par la maladie. *Jabats mon jeu*, publié pour la première fois en 1959 (puis réédité dans la collection « Digraphe » du Mercure de France), est un recueil d'essais dans lequel Aragon reprend certains de ses articles critiques. « J'ai réuni ces textes pour me prouver que je ne suis pas seul, commente-t-il. Que d'autres, voyant mon jeu, s'y allieront. Pour eux, Jabats mon jeu ». (Stock, trois volumes : 144 p., 85 F.; 93 p., 70 F.; 235 p., 110 F.)

Stock remet également en vente *Avez-vous vu Victor Hugo ?*, anthologie de poèmes de Hugo commentés par Aragon ; des fragments de

La Défense de l'Infini (édition de luxe de 1986, parue chez Messidor) ; *Les Communistes et L'Œuvre poétique*.

● **ARAGON, « Commencez par me lire »**, de Jean Ristat. Aragon dans sa diversité, inclassable et fuyant, avançant masqué dans un théâtre dont il connaissait les ombres, trop complexe pour être totalement lu où on l'attend, là où on voudrait le fixer. Du romancier précoce - il écrit son premier « roman » à six ans - au surréaliste, du communiste à l'amoureux moins fou qu'il n'y paraît, les images se superposent, se brouillent, recensées par Jean Ristat. (Découvertes-Gallimard, 128 p., 73 F.)

● **CENT ANS PASSENT COMME UN JOUR**. Cinquante-six poèmes pour Aragon, présentés par Marie Etienne. Il n'est pas légitime de demander à des poètes de participer à l'homage, pour dire leur dette, on leur gâche, à l'égard du grand aîné, de ce contemporain qu'aucune formule ou idée ne parvient à vraiment enfermer. Ceux qui sont proches, comme ceux qui explorent d'autres territoires poétiques, suggèrent plus qu'ils n'analysent. La statue du poète ne s'en trouve pas diminuée. Au contraire. (Éd. Dumerchez, 180 p., 120 F.)

● **REVUES ET COLLOQUES**. La revue *Digraphe*, dirigée par Jean Ristat, publie dans son dernier numéro les actes du colloque de Manchester (16-18 mai 1997). (*Digraphe*, 17, rue Visconti, 75006 Paris. N° 82-83, automne-hiver, 267 p., 130 F.) Le dernier numéro de la revue *Action poétique* est aussi consacré à Aragon, avec des contributions d'Antoine Vitez, Olivier Barbarant, Jacques Roubaud... (3, rue Pierre-Guinois, 94200 Ivry-sur-Seine. N° 148-149, automne-hiver, 192 p., 120 F.) Le n° 3 de la revue *L'Art de choisir* propose un dossier Aragon, avec notamment Valère Starassé, Philippe Caubère, Michel Apel-Müller. (Éditions Bérénice, 11, rue de la Glacière, 75013, automne, 52 p., 50 F.) Sous le titre *Le Rêve de Grenade, Aragon et « Le Fou d'Elsa »*, un volume, coordonné par Suzanne Ravis, rassemble les actes du colloque qui s'est tenu à Grenade en avril 1994. Historiens de l'Espagne musulmane, spécialistes des lettres arabes, persanes, espagnoles et russes ont confronté leurs points de vue sur le grand testament du poète, dans la ville même qui est au cœur de l'œuvre. (Publications de l'Université de Provence, 358 p., 250 F.)

● **EN POCHÉ**. Gallimard vient de publier dans sa collection « Folio » *Le Mentir-vrai* (n° 3001) et dans « L'Imaginaire » *Les Aventures de Télémaque* (n° 370). Beaucoup d'autres titres d'Aragon sont disponibles en édition de poche. En « Folio » : *Amic ou le Panorama, roman* (n° 195) ; *Les Voyageurs de l'Impériale* (n° 120) ; *Aurélien* (n° 1750) ; *Les Beaux Quartiers* (n° 241) ; *Les Cloches de Bâle* (n° 791) ; *Blanche ou l'Oubli* (n° 792) ; *La Mise à mort* (n° 314) ; *Le Paysan de Paris* (n° 782). Dans « L'Imaginaire » : *Le Libertinage* (n° 9) ; *Le Traité du style* (n° 59). Dans la collection « Poésie » : *Le Crève-cœur* et *Le Nouveau Crève-cœur*, *Le Mouvement perpétuel*, *Les Poèmes*, *Le Roman inachevé*.

● **POLÉMIQUE**. A la suite de la remise en vente par les éditions Stock d'un certain nombre d'exemplaires de *La Défense de l'Infini*, rachetés aux éditions Messidor qui les avaient édités en 1986, les éditions Gallimard se sont étonnées que cet ouvrage de luxe soit présenté comme le seul où figure *Les Aventures de Jean Foutre la Bête*, alors que ce texte est repris dans l'édition 1997 de *La Défense de l'Infini* par Gallimard, dans la collection « Cahiers de la NRF » (ainsi que dans le premier tome des *Œuvres romanesques* d'Aragon dans « La Bibliothèque de la Pléiade »). Il y figure effectivement, sous le titre *Le Mauvais Plaisant*. Stock « prend acte », et précise en outre qu'il n'a jamais prétendu avoir les moindres droits d'exploitation du livre en question.

L'inquisition de l'ordre social

Règlements de comptes personnels, luttes de pouvoir, jalousies des puissants face à des « conversos » qui usurpent leur rang... A partir des exemples des villes de Lorca et Murcie, Jaime Contreras démonte la machine inquisitoriale

POUVOIR ET INQUISITION EN ESPAGNE AU XVI^e siècle
(Sotos contra Riquelmes. Regidores, inquisidores y criptosjudios) de Jaime Contreras. Traduit de l'espagnol par Bernard Vincent. Aubier, « Histoires », 320 p., 150 F.

Dans le troisième quart du XVI^e siècle, les villes espagnoles de Lorca et Murcie connurent une effroyable tragédie. Jaime Contreras la résume ainsi : « Entre 1550 et 1570, les inquisiteurs du district de Murcie, comme possédés d'un zèle furieux, poursuivirent plus de cinq cent cinquante personnes, hommes et femmes, qu'ils accusaient de "judaiser", autrement dit d'avoir commis le grave délit de l'hérésie juïsoite. A l'issue de procès, parfois infamants, les juges appliquèrent les lois canoniques dont ils étaient les principaux glossateurs et infligèrent les peines et les châtimens prévus par la procédure pénale. Certains perdirent leurs biens, d'autres furent condamnés au bûcher, d'autres encore furent exhibés publiquement et, surtout, cent soixante-quinze habitants de Lorca et de Murcie périrent dans les flammes ».

Jaime Contreras s'efforce de comprendre les raisons de ces procès sans fin et de ces extrêmes souffrances. Dans l'imposante bibliothèque déjà consacrée à l'inquisition, illustrée, pour s'en tenir aux seuls ouvrages français, par les livres de Bartolomé Bennassar (1), Jean-Pierre Dedieu (2) ou Michèle Escamilla-Collin (3), sa démarche occupe une place à part. Elle s'attache, en effet, à montrer comment la machine inquisitoriale et les accusations qu'elle rendait plausibles et recevables ont été de puissants instruments au service des conflits de pouvoir et des antagonismes sociaux dans l'Espagne

du XVI^e siècle. Par ailleurs, le contrôle du tribunal de la foi était un enjeu majeur des luttes entre les lignages et les clientèles. D'autre part, l'accusation d'hérésie constituait une arme redoutable au sein des compétitions nouées pour la conquête de l'autorité dans la cité. En s'appuyant sur les rancœurs et les haines qui existaient entre les familles et à l'intérieur de chacune d'elles, une telle dénonciation insinuait la peur et la discorde au cœur même de la communauté. De là, sa terrible efficacité.

Contreras a fait siennes les propositions de la *microstoria* à l'italienne. En focalisant l'attention sur le drame de Lorca et Murcie, exceptionnel par la durée et l'ampleur de la répression, il entend démontrer le fonctionnement « normal » de l'inquisition et ses liens ténus avec les affrontements, les transactions ou les alliances qui modifiaient la distribution du pouvoir local comme la hiérarchie sociale. L'accent est ainsi mis sur la manière dont les stratégies singulières – d'un individu, d'une famille, d'une faction – s'inscrivent avec une possible distance dans les logiques collectives qui gouvernent le jeu social. Dans cette histoire faite de destins entrecroisés, les trajectoires et les desseins individuels sont brouillés, mais non pas anéantis par les solidarités des parentèles et des clans.

Le drame commence à Lorca, petite ville de 8 000 à 10 000 habitants située au sud-est de l'Espagne, comme un conflit d'honneur né des amours illégitimes entre l'*alcaldé mayor* de la cité, le licenciado Quevedo, et la belle-fille d'une certaine Magdalena Lopez. Un jour de 1550, pour se venger de l'un des fils de Magdalena qui l'avait agressé, Quevedo accuse publiquement celle-ci d'hérésie. L'accusation est entendue. Magdalena, son fils et sa belle-fille sont arrêtés par l'inquisiteur du district, Salazar. Sous la

torture, eux et d'autres ensuite accumulent les dénonciations contre les « judaïsants » qui ont supposément partagé leurs rites et cérémonies. Les accusations stigmatisant les « nouveaux chrétiens », baptisés de force ou de gré après 1492, visent surtout des individus et des familles qui, enrichis par le commerce et le prêt à intérêt, ont entrepris de conquérir les charges municipales, d'acheter les offices mis en vente par le roi à partir de 1540 et, finalement, d'entrer dans la *hidalgia*. Faisant rejauger d'anciennes hostilités, accusant les conversos de retour à la religion mosaïque, les dénonciations sont lancées par tous ceux qui se considèrent comme les victimes du nouvel équilibre (ou déséquilibre) social créé par l'accès de certains aux charges et aux titres.

NÉVROSE DE LA PURETÉ

La « *porraño* » – ou la « *névrose* » de la pureté, comme l'écrit Contreras – envahit alors toute la société, associant pour le pire le sang juif, l'hérésie, et la menace contre l'ordre social. Une identité et une altérité nouvelles sont ainsi imposées aux juifs convertis qui, jusque-là, ne partageaient ni solidarités communautaires, ni sentiment d'appartenance, ni homogénéité sociale. Nourrie par les frustrations des élites anciennes et du petit peuple catholique, l'oppression entre « vieux » et « nouveaux » chrétiens devient une distinction brutale, omniprésente dans les esprits, cristallisée par les « *statuts de pureté de sang* » qui excluent les descendants des familles converties de nombreuses charges et institutions.

Cette obsession, socialement construite, explique pourquoi le drame ne cesse pas avec les bûchers de Lorca, mais se transporte à Murcie, une ville voisine, plus peuplée, où vit une petite minorité de conversos (peut-être 6 % de la population). L'initiative en revient

à Salazar, l'inquisiteur, qui entend parachever son œuvre éradicatrice en s'attaquant aux franciscains de la ville, fortement suspectés d'être des convertis retournés à l'hérésie. La répression prend à Murcie une dimension plus grande encore, aboutissant à un grand nombre d'arrestations et, finalement, à trois spectaculaires autodafés en 1559, 1560 et 1562. S'il en est ainsi, c'est parce que dans la cité, les accusations contre les prétendus judaïsants croisent le conflit ancien et impitoyable qui oppose deux familles : les Riquelme, « *vieux chrétiens* » liés à l'inquisiteur, et les Soto, qui comptent dans leur clientèle de nombreux conversos. Le triomphe sanglant de Salazar signifie, du même coup, celui des Riquelme aux dépens de leurs adversaires ancestraux.

Pourtant, la machine s'enraye du fait de son succès même. Au début des années 1560, le doute commence à gagner l'inquisition quant à la légalité des procédures suivies par Salazar. Ebranlé par les réticences de l'évêque de Carthagène et par les actions entreprises auprès du pape et du roi par les parents des condamnés et des suppliciés, le Saint-Office éloigne le trop zélé Salazar de Murcie. Mais son remplacement n'apaise pas les tensions. Le retour en conflit avec le nouvel inquisiteur, et surtout, la multiplication des rétractations des condamnés, qui affirment avoir fait de faux témoignages pour abréger les horribles tortures auxquelles ils étaient soumis, conduisent l'inquisition à rechercher une issue acceptable par tous. Il s'agit de rétablir l'accord entre le tribunal de la foi et les élites urbaines, de mettre fin à leurs divisions et d'imposer l'oubli à tous : « Ici à Murcie il ne faut plus parler d'affaires », écrit le nouvel inquisiteur. Désormais rassemblées par leur commune foi et la fidélité à leur roi, les élites réconciliées mo-

bilisent leurs énergies contre un nouveau danger : les rébellions des « morisques », ces musulmans forcés à la conversion et qui, à leur tour, sont suspectés de trahir la foi et de saper l'ordre chrétien.

Le livre de Jaime Contreras, avec une érudition inventive, démontre qu'il n'est pas possible de comprendre la machine inquisitoriale si on la sépare des frustrations et des amertumes dont elle se nourrit. Dans le déplacement contre les convertis, des accusations qui, auparavant, désignaient les infidèles, le ressentiment contre les nouveaux puissants, identifiés aux conversos, a joué un rôle essentiel. Evoquant les condamnés de Lorca, Contreras écrit : « Ils ne furent pas jugés en raison de leur foi, mais bien de leur position sociale, teintée de sang souillé ».

L'explication est-elle suffisante ? Ne faut-il pas aussi inscrire le châtiment des hérétiques (avérés ou imaginés) dans l'angoisse du salut qui s'est emparée alors du peuple chrétien, hanté par la certitude de l'imminence de la fin des temps et du dernier Jugement ? Comme l'ont souligné Chaunu et Dedieu, le spectacle du châtiment des réprouvés constitue pour les chrétiens des temps catholiques la première et la plus visible assurance de leur appartenance à une communauté élue qui n'a pas à redouter la colère de Dieu. Dans le drame de Lorca et de Murcie se trouvent ainsi noués les conflits multiples et singuliers qui déchiraient les élites citadines avec l'inquiétude tenace, essentielle, qui tourmentait les âmes.

Roger Chartier

- (1) *L'inquisition espagnole*, Hachette, 1979.
(2) *Administration de la foi. L'inquisition de Tolède (XVI^e-XVII^e siècles)*, Casa de Velazquez, 1987.
(3) *Crimes et châtimens dans l'Espagne inquisitoriale*, Berg International éd., 1992.

Au fil du Nil et du temps

LE VOYAGE EN ÉGYPTÉ de Strabon.
Préface de Jean Yoyotte. Traduit du grec ancien par Pascal Charvet. Nil Editions, 310 p., 169 F.

Le tourisme en Égypte a commencé très tôt. Dès le V^e siècle avant J.-C., Hérodote parcourt le pays et s'émerveille devant les pyramides, les temples, les crues du Nil et les mille singularités de la vie quotidienne. Suivront, quelques siècles plus tard, Diodore de Sicile, puis Strabon dont le « Journal égyptien » vient de paraître dans une limpide traduction de Pascal Charvet. Strabon n'a pas la verve ou l'humour d'Hérodote, mais c'est un observateur scrupuleux qui note tout ce qu'il voit – et pas seulement ce qui l'étonne – sur les monuments, les rites, les coutumes, le climat, la faune, la flore. Bref, il nous livre un véritable inventaire de l'Égypte romaine. Il fournit ainsi sur ce pays – et notamment sur Alexandrie, ville qu'il est le premier et le seul à décrire en détail – des renseignements irremplaçables.

Surtout, ce livre innove en ajoutant au texte de Strabon une préface de Jean Yoyotte, égyptologue de renommée internationale, professeur honoraire au Collège de France, et une postface de Stéphane Gompertz, un diplomate français qui a observé de près l'Égypte moderne au cours d'un séjour de quatre ans au Caire. Ainsi, comme le Nil coule à travers les siècles jusqu'à la mer, le temps coule à travers ce livre, reliant l'Égypte d'aujourd'hui à celle d'autrefois en une continuité d'impressions, de humeurs et de paysages. Il n'y a pas de meilleure façon de présenter de nos jours un auteur ancien que d'allier ainsi, en des notes réussies, cette Égypte vivante et l'archéologie.

Jacques Lacarrière

La guerre en blouse grise

Comment la résistance passive des enseignants et la force de vie irréductible des enfants ont limité la propagande vichyste à l'école

VICHY ET L'ÉCOLE (1940-1944)
de Rémy Handourtel. Noësis, 330 p., 150 F.

LES ENFANTS DE LA GUERRE
Vivre, survivre, lire et jouer en France (1939-1949)
de Gilles Ragache. Perrin, « Terre d'histoire », 322 p., 139 F.

Ces deux livres sont un courant d'air rafraîchissant dans l'atmosphère lourde qu'entretient le procès Papon. Car en matière d'enfance et d'école, l'histoire des vrais historiens est bien campée entre son amont, le républicanisme viscéral des enseignants, et son aval, le *baby boom* qui repeuplera les classes.

Elle est drue et vraie, avec ses drames en blouse grise et ses rires à tout crin, ses illustrés crasseux et ses jeux interdits. Elle vit, souvent affreusement, mais elle vit et même nous séduit, parce que ces années mortifères ont eu aussi leur enfance et leur jeunesse. Et ce constat va droit au cœur.

On plongera avec gratitude dans le livre modeste, bien tourné et convaincant de Rémy Handourtel. Il pouvait souligner davantage la responsabilité entière de Vichy dans l'arrestation des enfants juifs et sa collaboration avec les nazis pour leur déportation. Mais il détaille très concrètement l'épuration administrative des enseignants juifs et francs-maçons tombés sous la main des revanchards maurassiens devenus ministres de l'éducation nationale, qui mirent allégrement eo œuvre l'antisémitisme d'État et la haine viscérale de l'instituteur laïque. Le régime du Maréchal est tout aussi responsable des mamours financiers et moraux dont l'enseignement catholique fut entouré, toujours pour mieux vomir l'école républicaine.

LA RÉCRÉ ET LE CINÉ

Mais, au chapitre de l'endoctrinement de la jeunesse par la propagande maréchaliste – bien vite réduite en classe à la chansonnette –, Handourtel n'a aucun mal à nous convaincre que Vichy a laissé des traces plus caricaturales que initiales. De même, la révision des manuels ou les appels sportifs n'ont fait flop, faute de papier d'imprimerie et de muscles assez aguerris. Les malheurs du temps donnent la priorité à la survie des enfants plus qu'aux travaux pratiques de la Révolution nationale.

Une jeunesse mal nourrie, rongée par l'inquiétude familiale, désertant les classes (à Paris, le primaire perd la moitié de ses effectifs entre 1939 et 1943), pré-

fère vivre ailleurs pour mieux résister à l'angoisse. La force d'inertie des enseignants, dont la léthargie déléguée à bientôt assis une forte résistance passive, a de surcroît été payante, paralysant largement le système. Pétain a beau embrasser force fillettes devant les photographes de presse, rien n'y fait : les enfants avaient compris, parfois bien avant les adultes, « qu'on s'en sortirait ».

Où sont-ils donc allés ? Le livre plus ambitieux mais plus embroussaillé de Gilles Ragache est le premier qui tente de pénétrer ce milieu de l'enfance en guerre, puis libérée. Il est plein d'échos des cours de récréation, du « ciné » en cachette et des jouets improvisés, des BD avant la lettre et du culot des premières bandes de cinglés. Ce petit monde tout grand, dit par l'épave de ténacité quand le père prisonnier ne donne plus de nouvelles ou que les mères craquent. Il est rudement bousculé sous les bombardements, alertes et déchirures familiales. Il restera à jamais marqué par cette place vide en classe, certain matin, quand on sentait bien que la petite étoile jaune ne reviendrait plus.

Et pourtant il fit preuve, nous dit Ragache, d'une *phénoménale dose d'optimisme* dont le pays tout entier saura profiter, quand il tourna la page pour réapprendre à vivre. Ce sourire-là s'est juvénilement accordé aux premiers beaux jours d'après 1944, quand le chocolat revint aux couleurs américaines et qu'on réapprit à se tenir droit en retrouvant les albums du Père Castor et *La Semaine de Suzette*. Quand on découvrait *Les Sept Boules de cristal* et, surtout, qu'on apprenait le courage de sécher les larmes. Merci à Handourtel et Ragache d'avoir rappelé la crânerie contagieuse des gosses dans ce pays « *sonné* ».

Jean-Pierre Rioux

Les premiers âges et le Moyen Âge

Messager temporaire de Dieu, être innocent à préserver du diable : Didier Lett analyse la place de l'enfant dans la conscience médiévale

L'ENFANT DES MIRACLES
Enfance et société au Moyen Âge (XII^e-XIII^e siècles)
de Didier Lett. Aubier, « Collection historique », 400 p., 160 F.

Depuis les travaux pionniers de Philippe Ariès, l'enfant a fait une entrée remarquée dans le champ de vision de l'historien. C'est paradoxalement aux marges de son enquête sur *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (1960) que la recherche a ouvert les chantiers les plus ambitieux, qui nous valurent une belle exposition à la Bibliothèque nationale dont Pierre Riché et Danièle Alexandre-Bidon ont livré la matière dans un album, *L'enfance au Moyen Âge* (Seuil/BNF, 1994).

Une récente vie quotidienne, co-signée par Danièle Alexandre-Bidon et Didier Lett (*Les Enfants au Moyen Âge, V^e-XV^e siècles*, Hachette, 1997), tentait même une synthèse inédite sur un millénaire. Le christianisme médiéval semble contribuer à limiter progressivement la toute-puissance paternelle, héritée du droit romain, tandis que sur l'imitation de l'enfant-Christ s'impose peu à peu le caractère sacré d'un âge « porteur de vérité ». La suggestive approche des sentiments parentaux (forte réhabilitation de l'amour maternel mais aussi paternel, ce qui est moins attendu) achève de corriger les *a priori* trop rapides d'Ariès – qui s'en était, du reste, repenti – et les simplismes de l'emporte-pièce d'Elisabeth Badinter (*L'Amour en plus*, Flammarion, 1980).

Concentrée sur les XII^e-XV^e siècles, Danièle Alexandre-Bidon se penche, elle, sur la place sociale de l'enfance. Une enfance qui travaille, se forme (apprentissage ou école), vit dans un tissu humain dense et parfois dangereux (des passages très neufs sur l'enfant martyr, prostitué, vagabond). Avec

un sort particulier réservé à l'enfant au château, communauté tout aussi hétérogène que le monde des villes.

Avec *L'enfant des miracles*, Didier Lett développe et précise ce qu'est réellement un enfant dans la conscience médiévale. Issu d'une thèse de doctorat soutenue fin 1995, l'ouvrage joue très intelligemment de la confrontation de deux types de sources : normatives (traités de pédagogie et de médecine, statuts synodaux) et narratives (*coempla* – récits édifiants dont les prédicateurs émaillent leurs sermons –, fabliaux et relations de miracles). Si les premières ont souvent été utilisées, les secondes, jugées moins sûres, méritaient meilleur traitement.

A l'apogée de la croissance de l'Occident médiéval, l'évolution démographique et économique transforme la structure familiale. Tandis que les contraintes attachées à la lignée s'assouplissent, la famille tend à se vivre sur une échelle plus intime. Parallèlement les codes culturels sont fortement révisés : l'Eglise entend préciser la pratique chrétienne en coulant les croyances populaires dans le moule des dogmes et en multipliant les instruments de contrôle de la vie sociale. L'essor du culte marial, enfin, modifie le regard masculin sur la femme comme sur l'enfant, doubles de la Vierge et du Sauveur. La trame convenue des récits de miracles permet de mesurer ainsi au plus près l'image de l'enfant comme les rapports affectifs et spirituels qui se jouent au sein de la famille.

C'est en interrogeant le vocabulaire que Lett parvient à distinguer les différents âges de l'enfance, qui commence dans le cri du nouveau-né, première affirmation publique de l'existence, et ne s'achève qu'une douzaine d'années plus tard, quand l'acquisition de l'autonomie et de l'identité font du petit homme un adolescent. Jusque-là c'est un être fragile, comme le vieillard, mais innocent et sans péché.

Vulnérable, il faut le préserver du diable qui rôde autour des berceaux et des fonts baptismaux, des maladies – en harmonie avec le Nouveau Testament, les miracles concernent surtout les paralysies, cécités, voire morts précoces, auxquelles le Christ portait remède – et des accidents. C'est pour l'enfant que la Vierge, son fils comme les saints interviennent avec la plus grande diligence. « Christ ponctuel », dont le rire dit l'élection divine, l'enfant apparaît au cœur de l'hostie lors de l'élévation, miracle qui transforme l'infanticide en déicide.

Mais le passage du temps désacralise le bambin : l'enfant est occulté de trois à sept ans, jusqu'à ce que l'âge de raison requièrle le petit être. On l'éduque alors à la parole, nécessaire à la prière comme à la confession. Même si, adolescent, l'énergie, la vitalité, la fierté démesurée du jeune le poussent alors au blasphème et au sacrilège.

La deuxième partie de l'ouvrage détaille les relations au sein de la famille. On y observe un père très présent, une mère en charge d'une mission éducative dont l'échec fait la déviance. Si frères et sœurs sont fortement complices et solidaires, les parrains et marraines sont curieusement souvent absents, alors qu'ils incarnent un parent idéal, puisque spirituelle. Ce modèle familial, fragile – les reconstructions dictées par les décès sont fréquentes – ne le cède que devant l'ordre de Dieu, dont l'enfant est une sorte de messager temporaire.

On voit ainsi dans les documents la précision se faire prioritaire, le corps social suggérer une intégration désormais décisive. Peut-être est-ce pour cela aussi que la Vierge à l'enfant de l'autisme médiéval, malgré les mutations des codes esthétiques, nous paraît toujours autant. Comme un écho d'un sentiment humain dont l'Occident ne s'est plus dépris.

Ph.-J. C.

REFUS DE TEMOIGNER
UNE JEUNESSE

L'ÉDITION FRANÇAISE

● Remous chez Hatier. L'un des sites de distribution d'Hachette à Balizy (Essonne) connaît un climat perturbé à la suite de l'acquisition par Hachette Livre du groupe Hatier, en août 1996, et de la restructuration de la distribution des deux groupes. Deux journées de grève, suivies partiellement par le personnel du siège parisien des éditions Hatier, ont été organisées à Balizy les 20 et 25 novembre pour protester contre le plan social (plus de 50 licenciements), la nomination d'un nouveau responsable du site, accusé de propos « racistes et sexistes », et le licenciement « non justifié » de son adjointe. Cette dernière et le syndicat Livre-édition (CFDT) ont assigné Hatier en référé prud'homal.

● Le désir des écrivains. Dans l'édition du numéro 5 de la revue *Ligne de risque*, Yannick Haenel et François Meyronnis posent les termes d'une offensive. « Nous ne tendons qu'à connaître la contradiction de notre esprit avec le néant », indiquent-ils en réponse à Olivier Cohen, directeur des éditions de L'Olivier, qui notait dans « Le Monde des livres » du 29 août : « On peut être ambitieux avec de petits sujets, en acceptant de n'être rien. » Ils lancent une enquête sur l'existence de la littérature et « le désir des écrivains » dont les réponses seront publiées dans le numéro 6 (janvier 1998). Olivier Cohen précise s'être inspiré d'une réplique d'un roman d'Agota Kristof, « accepter de n'être rien », signifiant en l'occurrence « renoncer ou bénéficier que procure le statut social d'écrivain ».

● Prix de la Vallée aux loups. Tandis que le grand prix du romanisme couronnait Rémy Tesson, éditeur de la *Correspondance* de Joseph Joubert, secrétaire de Diderot et précieux témoin des années 1770-1820 (3 vol., William Blake & Co), c'est l'universitaire Robert Morrissey qui a obtenu le prix d'histoire pour *L'Empereur à la barbe fleurie* (Gallimard).

Espèce d'espace espagnol

L'exploit d'une bande de fous de Perec, qui ont transposé « La Disparition » dans la langue de Cervantès. Avec des « e », mais pas de « a »...

Il y a des choses dont on se souvient, comme cette espèce d'espace où Georges Perec faisait de la volage avec les alphabets, les puzzles, les mots, utilisant le langage dans des combinaisons improbables. Chaque fois que le lecteur pousse un bouton ou qu'il glisse une tirette, un tiroir surgit, un panneau s'effondre, un ressort se détend, révélant toujours d'autres surprises, d'autres découvertes, comme dans ces cabinets de curiosités que Perec aimait tant. *La Disparition* (1969) s'inscrit bien évidemment dans cette marquerie. La suppression de la lettre « e » - lipogramme où l'on a voulu voir une autre disparition, celle des parents et grands-parents de Perec en camp de concentration, « eux » - donne au texte son parfum d'étrangeté et entraîne surtout toutes sortes de combinaisons, de constructions, de complications, de conversions qui mettent en pièces le récit linéaire.

Tout cela est su. Pourquoi y revenir ? Parce qu'une bande de fous éminemment peu dangereux s'est attelée à cette tâche impossible : traduire en espagnol ce livre intraduisible en supprimant, pour respecter la même contrainte, la lettre « a ». Au départ, un atelier d'écriture, dirigé à l'université autonome de Barcelone par un professeur de français, Marc Parayre, qui a lui-même fait sa thèse sur *La Disparition*. Soucieux « de découvrir les lèche-bottes et de ne garder que les fêles », il multiplie les obstacles, change inopinément les horaires de réunions, pique quelques colères méridionales ; ils sont finalement huit à se montrer assidus. En un an, ils rédigent le prologue, le deuxième chapitre et une partie du quatrième. Marc Parayre est alors muté au Portugal, le groupe termine ses études, se dissout et passe à autre chose. Pourtant, l'un d'eux, Hermes Salceda, a envie de continuer. Il recontacte

Parayre et relance ses camarades. Ils s'y remettent à trois d'abord. Puis recrutent des nouveaux. En un an, ils rédigent deux autres chapitres. Ils persistent et s'engagent avec l'éditeur Anagrama, qui accepte de jouer le jeu, sans leur donner de date limite. Certains laissent tomber. D'autres reviennent et finalement ils seront cinq à terminer, le 14 juillet 1996 à minuit : Mariol Arbnés, Mercè Burrel, Marc Parayre, Hermes Salceda et Regina Vega.

Pendant trois ans, divisés par petits groupes, ils ont confronté idées et résultats, négocié phrase par phrase, ne passant à la suite que s'il y avait unanimité, chacun avançant ses arguments en fonction de son plaisir et de son niveau de langue, du plus littéral au plus littéraire ; Marc Parayre n'intervenait qu'en dernier ressort. Chaque page leur a coûté en moyenne cinq heures de travail par jour. Perec puisait, dans les contraintes qu'il s'était imposées, une liberté extravagante et jubilatoire, eux étaient avertis au respect de l'original : « Une traduction, dit Hermes Salceda, doit donner le sens mais pour la littérature expérimentale il doit convoyer aussi le geste de l'écrivain et pour cela retrouver et refaire ce même geste ». Ils se sont vite rendu compte que le lipogramme en « a » qu'ils avaient choisi imitait des conséquences totalement différentes en espagnol de ce que le lipogramme en « e » imposait en français. La syntaxe s'en ressent, les phrases françaises sont plus courtes, le texte plus saccadé. L'expression du temps et de l'espace pose de nombreuses difficultés puisque sans « a » on ne peut écrire *mona* (demain ou le matin), *dia* (le jour), *ahí* (là-bas), *hacia* ou *hasta* (jusque)... L'imparfait en français ou les temps composés ne peuvent plus être utilisés. Ils ont vite appris à transposer les noms propres. Anton Voyi devient Tonio

Vocel, Olga devient Odile, Tottavio Ottavioni, Orsini Ottévioni. Certains pourtant résistent. Comme le capitaine Achab qu'il faudra bien appeler Echeb, ou la squaw, qui se transforme, faute de mieux, en sioux. Pour remplacer Azincourt, lieu d'élection du roman que Perec avait choisi car il commence par « a » et « z » et contient dans l'ordre toutes les voyelles sauf le « e », ils devront se contenter de Noirmoutier où l'on retrouve, mais dans le désordre, toutes les voyelles sauf le « a ».

Marc Parayre explique qu'étant obligés d'adopter des solutions de compromis, l'important était de garder la structure fonctionnelle en apportant des aménagements - ainsi la « malédiction » devient la *perdicción*. Un amiral franc-maçon est un *coronel del Opus* (un colonel de l'Opus Dei). Ils ont en souvent recours à des périphrases savoureuses que Perec n'aurait sans doute pas reniées. Ils ont transposé les poèmes célèbres d'Hugo, de Baudelaire ou de Mallarmé, réécrit par Perec, et les ont remplacés par des poèmes qui évoquent les mêmes références classiques et les mêmes souvenirs scolaires chez le lecteur espagnol : Garcia Lorca, Miguel Hernandez, Neruda ou Machado. Ils n'ont pas bésité non plus devant quelques anachronismes, retraduisant des extraits en français sans « e » par du français sans « a » et restituant la plupart des acrobaties verbales périclées grâce au travail préalable effectué par Marc Parayre sur les microstructures dissimulées mais évidentes du texte : gergoïse, monovocalisme, double lipogramme, déclinaisons alphabétiques, à l'envers on a l'endroit. Bref, cette version de *La Disparition* (devenue *El Secuestro*, qui comporte un même double sens : séquestré et secret) est à la fois une re-création et une récréation.

Martine Silber

Sociétés d'individus

Un colloque de haute tenue et une réflexion sur la démocratie à la Villa Gillet, à Lyon

Malgré les menaces qui continuent de planer à Lyon sur les activités de la Villa Gillet, liées à la délocalisation de Normale sup - dont le responsable s'octroierait volontiers le site de la rue Chazière -, le Centre de recherches contemporaines poursuit sans faiblir sa mission. Une semaine à peine après un dialogue essentiel entre l'historien Carlo Ginzburg et l'écrivain Bernard Simeone autour de « L'Affaire Soffi », on Du régime de la preuve », puis une conférence de l'essayiste Eric Marty sur Althusser, un colloque international intitulé « Individu et démocratie : Etats-Unis, Japon, France » s'est tenu le samedi 13 décembre sous la direction d'Anne Antoine et d'Alain-Marc Rieu.

Si la réflexion civique, au cœur du colloque, n'était pas d'une évidence originale, l'option comparatiste avait plus de séduction. La rencontre fut plus suggestive que synthétique ; mais ce constat rappelle à la prudence nécessaire avant de dégager toute perspective d'ensemble. Les participants venus d'horizons géographiques et disciplinaires différents ont ainsi apporté chacun un point de vue singulier, toujours intéressant, en particulier avec la belle étude de Thomas Pavel sur le roman perçu comme « le genre littéraire par excellence de la modernité » et dont l'universitaire s'attache à analyser les permanences et les héritages plutôt que les ruptures.

Le débat se fit ensuite plus spécifiquement philosophique. Charles Larmore, en reprenant les figures de l'individualisme contemporain, résume l'idée que cette « idéologie narcissique » constitue une « conséquence nécessaire de notre modernité ». Distinguant l'individu individualiste - à la recherche de la différence

pour elle-même - et l'individu autonome - mû par une volonté d'autodétermination -, également épinglés, Larmore privilégie un souci de soi seul capable d'englober notre pensée morale et « d'autant plus riche qu'il n'est pas entièrement sous notre contrôle ». On restera sur les mêmes hauteurs avec Pierre Manent, qui s'efforce de dégager les « déviations, concepts, affects » à l'origine de la conscience d'être un individu. Anne Antoine se pencha sur les métaphores classiques du corps politique comme personne, et souligna le paradoxe démocratique d'une société d'individus, pour conclure que la notion de démocratie n'échappait pas à l'historicité et à ses contingences.

La perspective se fit résolument asiatique l'après-midi avec l'analyse des processus réciproques de démocratisation et d'individualisation qui fondent une nouvelle communauté. Hidetaka Ishida s'interrogea sur la nation et la question de la représentation au Japon à travers des œuvres artistiques, dont celles du photographe Araki. L'analyse, d'une formidable intelligence, d'Osamu Nishitani sur le réaménagement total de l'institution socio-politique qui accompagne l'ère Meiji (redistribution des sphères du politique et du religieux, du public et du privé, de l'individuel et du collectif), lu comme un avatar « pervers » de la sécularisation de l'Occident qui désenchante le monde, passait d'un public investi, ravi par le final érudite et brillant de François Julien, qui dissolvait l'individu dans la pensée chinoise.

Une manifestation féconde et moins faite pour livrer des réponses que pour ouvrir des champs de réflexion. Qui prétendra que la Villa Gillet n'est par un ferment intellectuel indispensable ?

Ph.-J. C.

Des lycéens sans influence

Pour sa 10^e édition, le Goncourt des lycéens a réussi à déjouer les pronostics qui prévoyaient la fin de sa belle singularité. Alors que jusqu'à l'année dernière, la première sélection de rentrée de l'Académie Goncourt - celle qui sert de référence pour choisir les 10 livres soumis aux jeunes jurés - était assez ouverte pour que l'association Bruit de lire et la Fnac puissent opérer un tri adapté à un public qu'il ne s'agit pas d'éprouver mais de convaincre, le choc s'est ressenti cet automne.

Comment écarter un seul titre d'une liste réduite à 11 romans ? D'aucuns y ont vu la certitude de jouer jusqu'au bout la chance du double, réalisé déjà par Orsenna. Vautrin, Combescot et Makine ; d'autres, moins amènes, dénonçaient la possible collusion éditoriale, puisque, avec l'élargissement de l'échantillon scolaire à 52 établissements - quatre fois plus qu'à l'habitude -, ce sont plus de 500 exemplaires de chaque titre qui se trouvaient ipso facto écoulés, la Fnac offrant près d'une dizaine de volumes de chaque roman aux classes engagées dans l'aventure. Une manne dont les trois grands, Gallimard, Grasset et Le Seuil, ont fortement bénéficié puisqu'ils éditent 7 des 9 titres retenus par les lycéens. Seul Marc Trillard (Phébus) et Jean-Pierre Milovanoff (Julliard) pouvaient dédoubler les jeunes jurés du soupçon de manipulation. En distinguant *Le Maître des paens* de Milovanoff, le goût des lycéens, plus sûrement que le sort, a dissipé ce sentiment.

Gage de maturité littéraire confirmée avec les

Rencontres de Rennes (du 10 au 12 décembre), y compris lors de l'étonnant happening qu'orchestraient Erik Orsenna et Patrick Rambaud pour compenser la défection inopinée de la ministre Ségolène Royal (*Le Monde* daté 14-15 décembre).

Pendant trois jours, 400 lycéens ont rencontré 6 des auteurs qu'ils avaient à départager, mais aussi des académiciens et des éditeurs, avec une concentration et un engagement qui forcent l'admiration.

Il n'est que de lire le *Journal du Goncourt des lycéens* réalisé depuis le centre culturel du Triangle, à Rennes. Vrai bulletin de liaison entre les participants et entièrement rédigé par des lycéens, juste encadré par des professeurs du lycée Chateaubriand, il a rassemblé en trois jours le rédactionnel de deux numéros, dont l'un disponible dès le vendredi soir.

Une petite prouesse qui angure du nouveau défi d'écriture, prolongation naturelle de la manifestation. Après l'atelier conduit par Riccardo Montserrat au lycée Chevreuillier d'Angers, c'est Eduardo Manet qui, à l'invitation de la Fnac du Mans, a entrepris de faire composer les premières pages d'un roman à chacun des élèves de la 1^{re} L du lycée Bellevue, présent à Rennes.

Parallèlement aux initiatives pionnières de la Fnac, Bruit de lire entend désormais élargir son action de la critique littéraire à la composition originale. Un pari neuf que les deux partenaires devraient gagner et qui ne peut qu'intéresser les plus hauts responsables de l'éducation nationale.

Ph.-J. C.

AGENDA

● 1^{er} JANVIER, DÉPORTATION ET MÉMOIRE. A Paris, une série de débats, animés par D. Bromberg, auront lieu sur le thème de la déportation des juifs en France et de la mémoire. A 10 heures, à la Salle de conférences, Centre Jean-Dame, 17, rue Léopold-

Bellan, 75002 Paris. Rens. : 01 42 33 13 18.

● DU 20 AU 24 JANVIER, CHAT NOIR. A Caen, dans le cadre des « Rencontres pour lire », un spectacle est organisé à partir de l'anthologie d'André Velter, *Les Poètes du Chat noir* (« Poésie », Gallimard, 1996) et de documents d'archives. Du 20 au 25 janvier, à 20 h 30, à Puzzle, rue de Bretagne, Caen. Le 24 janvier à 17 heures et à 21 h 30. Entrée libre, mais réservations obligatoires à Puzzle : 02-31-50-04-52. D'autres spectacles sur le même thème sont organisés dès le 16 janvier jusqu'à la fin du mois en Basse-Normandie. (Rens. : 02-31-90-76-00.)

VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ? Une seule adresse LE TOUR DU MONDE et son réseau de 250 correspondants 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 01.42.88.73.59 Fax : 01.42.88.40.57

ÉCRIVAINS pour vos envois de manuscrits renseignements : Éditions LA BRUYÈRE 128, rue de Belleville 75020 PARIS Tél. (1) 43.66.16.43

CONCOURS DE POÉSIE Jury de poètes et écrivains Publication des œuvres primées Pour obtenir le règlement, écrire à Association Milla et un jour BP 70 92340 Bourg-la-reine

RECTIFICATIONS Les traductrices des albums d'Art Spiegelman, *Ouvre... Je suis un chien*, et de Tomi Ungerer, *Fix* (« Le Monde des livres » du 5 décembre), sont respectivement Anne Krief et Marie Lauxerols. Par ailleurs, Tomi Ungerer est âgé de soixante-sept ans et non de soixante-dix-sept ans.

Deux erreurs d'éditeurs se sont glissées dans le supplément « Beaux livres » du 11 décembre : *Calligraphie de terre* de Hassan Massoudy est publié aux éditions Alternatives, et *L'Architecture sociale de l'Islam* d'Yves Korbendaum paraît chez ACR.

Cette année dans Les Cahiers Rouges

DEGAS
MARCEL AYMÉ
JOSEPH DELTEIL
C.F. RAMUZ
RODIN
BENDA
THOMAS MANN
BRUCE CHATWIN
CLAIRE
SAINT-SOLINE
P. TILHARD
DE CHARDIN
ORIANA FALLACI
JURK BECKER
LÉON DAUDET
HENRY JAMES
FRANÇOIS AUGERAS
STEFAN ZWEIG
Grasset

GILLES CANTAGREL

BACH

en son temps

660 p.
160 F

Une édition savante exigeante, jamais fastidieuse, jamais oubliée de la vie, et moins encore de l'homme.

Catherine Lépront, *Le Monde*

Un indispensable de la bibliographie bachienne... qui se lit comme un roman.

Diapason

La Musique chez FAYARD